

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE



Québec 

AVRIL 2016

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	-	1
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	-	3
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	-	4
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	-	7
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.	-	30
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.	-	31
7	Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2015-2016, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.	-	32
8	Pour l'année 2015-2016, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	-	33
9	Pour l'année 2015-2016, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	-	35
10	Pour l'année 2015-2016, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	-	37
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2015-2016 et comparaison avec les quatre années précédentes.	-	38
12	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2015-2016.	-	39
13	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2016-2017.	-	40
14	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2015-2016, en incluant les coûts.	-	41
15	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2015-2016.	-	44
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	-	45

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
17	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	-	104
18	Copie de tout document du ministère et de toute intervention de la ministre relativement aux impacts du projet de loi C-51 .	-	106
19	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a) Au 1 ^{er} mars 2015, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2016-2017; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2015 et le 31 mars 2016; e) Bilan des activités de l'UPAC; f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	-	107
20	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système. Pour 2015-2016, indiquer le total des sommes consacrées au projet Sentinelle.	-	112
21	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.	-	113
22	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	-	114
23	État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.	-	132
24	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, le bénéficiaire, les mesures de suivi et contrôle applicables.	-	133
25	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé le ou vers le 18 novembre 2014. Indiquer : a) Les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b) Le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c) Le nom des membres du comité.	-	134
26	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. a) Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b) Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c) Faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	-	135

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
27	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.	-	136
28	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.	-	137
29	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.	-	138
30	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2015-2016 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.	-	139
31	Détails du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016.	-	140
32	Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante : a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt CO2); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt CO2); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO2); e) les investissements totaux des projets (en millions\$); f) les aides financières totales du ministère (en millions \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.	-	141
33	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2015-2016.	SQ	142
34	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017.	SQ	142
35	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2016, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	142
36	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2016.	SQ	142
37	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2016.	SQ	142
38	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2015-2016 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2015 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	142
39	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	142

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
40	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2015-2016.	SQ	142
41	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	142
42	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	142
43	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2015-2016.	SQ	142
44	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2015-2016, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	142
45	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2015-2016.	SQ	142
46	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	142
47	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	142
48	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	142
49	Effectif dévolu à la lutte à l'exploitation sexuelle en 2015-2016, et ce, pour chacune des cinq dernières années.	SQ	142
50	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2015-2016.	-	144
51	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2015-2016.	-	145
52	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.	-	146
53	Coût final de la construction de l'établissement de Roberval.	-	147
54	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.	-	148
55	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.	-	149
56	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	-	150
57	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2016; ventilation par condamné et prévenu.	-	151
58	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	-	152
59	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2015-2016.	-	164
60	Depuis 2006-2007, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par établissement de détention.	-	165
61	Depuis 2006-2007, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	-	166
62	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2009.	-	167

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
63	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2015-2016.	50	168
64	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2009-2010.	-	169
65	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2009-2010.	-	170
66	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.	-	171
67	Depuis 2009-2010, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	-	172
68	Depuis 2009-2010, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	-	173
69	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2009-2010 et par région administrative.	-	174
70	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2009-2010.	-	174
71	Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2009-2010, par année financière et par établissement de détention.	-	175
72	État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'établissement de détention de Québec, incluant les coûts.	-	176
73	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis le 24 avril 2015.	-	178
74	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.	-	179
75	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	-	180
76	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	-	182
77	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	-	183
78	Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	-	184
79	Pour l'année 2015-2016, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	-	220
80	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2015-2016.	-	221
81	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2014-2015 et en 2015-2016.	-	222
82	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2014-2015 et en 2015-2016.	-	223

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
83	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	-	226
84	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	-	227
85	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.	-	228
86	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.	-	230
87	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	-	231
88	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2009-2010.	-	232
89	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	-	233
90	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	-	234
91	Sommes ventilées, accordées depuis 2006-2007, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2016-2017. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectif prévu cette année.	-	236
92	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	-	238
93	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2014-2015 et 2015-2016.	-	239
94	État de situation au 31 mars 2016 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2015-2016 et fournir les prévisions pour 2016-2017. Ventiler la mise en oeuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en oeuvre; d) résultats atteints en 2015-2016; e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2016-2017; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.	-	240
95	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2015-2016, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	-	241 (et 295)
96	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2015-2016.	-	242
97	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 ainsi que les augmentations prévues.	-	243
98	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	-	244
99	La liste des enquêtes terminées en 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	-	245

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
100	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	-	249
101	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2015-2016.	-	250
102	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2015-2016.	-	251
103	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	-	252
104	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2015-2016 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	-	253
105	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2015-2016 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	-	255
106	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	-	256
107	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2015-2016.	-	257
108	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 ainsi que les augmentations prévues.	-	258
109	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2015-2016.	-	259
110	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2014, par catégorie et par origine.	-	260
111	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	-	261
112	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017.	-	262
113	La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la commission pour la période 2015-2016, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	-	263
114	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2015-2016 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	-	266
115	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2015-2016.	-	267
116	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	-	269
117	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPNQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2015-2016.	-	270
118	La liste des dirigeants de l'ÉNPNQ, leur rémunération respective pour la période 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues.	-	271
119	La liste des cours offerts par l'ÉNPNQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	-	272
120	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPNQ et pour y graduer.	-	275
121	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPNQ pour l'année 2015-2016 et montant de la subvention prévue pour 2016-2017.	-	276
122	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2015-2016.	-	277

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
123	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	-	278
124	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2015-2016.	-	279
125	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	-	280
126	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	-	281
127	Le nombre de licences de bingo selon la catégorie, pour la période 2015-2016. <i>(Changement suite à de nouvelles règles depuis juin 2008 - « licences de bingo » et non « évènements de bingo »)</i>	-	282
128	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2009-2010, par année financière.	-	283
129	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2015-2016.	-	284
130	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2015-2016, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	-	285
131	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2009-2010, et ce, par année financière.	-	286
132	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2009-2010, et ce, par année.	-	287
133	Subvention versée par le MSP depuis 2003-2004, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	-	288
134	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2015-2016, par région.	-	289
135	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2015-2016.	-	290
136	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	-	291
137	Budget alloué au BEI pour l'année 2016-2017.	-	292
138	Effectif du BEI en date du 31 mars 2016.	-	293
139	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2016-2017.	-	294

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

**QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information.
Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).**

2015-2016

TOTAL	12 586 406 \$
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE¹	1 000 059 \$
LICENCES¹	983 476 \$
LOGICIELS¹	30 562 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	10 572 309 \$
Services professionnels - CSPQ	1 167 672 \$
Télécommunications - CSPQ	3 618 420 \$
Services professionnels internes ²	4 865 704 \$
Services professionnels externes	920 513 \$

¹ Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

² Ce montant inclus le temps capitalisable dans les projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

**QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information.
Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).**

2015-2016

TOTAL	604 176 \$
--------------	-------------------

ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 148 \$
---------------------------------------	-----------------

LICENCES	13 618 \$
-----------------	------------------

LOGICIELS	- \$
------------------	-------------

SERVICES PROFESSIONNELS	589 410 \$
Services professionnels - CSPQ	1 675 \$
Télécommunications - CSPQ	38 252 \$
Services professionnels internes	203 246 \$
Services professionnels externes	346 237 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la Loi sur la sécurité privée (RLRQ, chapitre S-3.5) - Déposé à l'Assemblée nationale le 27 octobre 2015 et disponible sur le site de l'Assemblée nationale.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.
Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

<p>QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014¹ concernant le Taser.</p>
<p>L'École a analysé et/ou obtenu les analyses suivantes en matière d'arme à impulsions électriques (AIE) :</p> <p>Clarke, C., & Andrews, S. P. (2014). The ignitability of petrol vapours and potential for vapour phase explosion by use of TASER® law enforcement electronic control device. <i>Science & Justice</i>, 54(6), 412-420.</p> <p>Criscione, J. C., & Kroll, M. W. (2014). Incapacitation recovery times from a conductive electrical weapon exposure. <i>Forensic science, medicine, and pathology</i>, 10(2), 203-207.</p> <p>Ferdik, F. V., Kaminski, R. J., Cooney, M. D., & Sevigny, E. L. (2014). The Influence of Agency Policies on Conducted Energy Device Use and Police Use of Lethal Force. <i>Police Quarterly</i>, 1098611114548098.</p> <p>Gill, J. R. (2014). The syndrome of excited delirium. <i>Forensic science, medicine, and pathology</i>, 10(2), 223-228.</p> <p>Ho, J. D., Dawes, D. M., Chang, R. J., Nelson, R. S., & Miner, J. R. (2014). Physiologic effects of a new-generation conducted electrical weapon on human volunteers. <i>The Journal of emergency medicine</i>, 46(3), 428-435.</p> <p>Kroll, M. W., Lakkireddy, D. R., Stone, J. R., & Luceri, R. M. (2014). TASER electronic control devices and cardiac arrests: coincidental or causal?. <i>Circulation</i>, 129(1), 93-100.</p> <p>Kunz, S. N., Aronshtam, J., Tränkler, H. R., Kraus, S., Graw, M., & Peschel, O. (2014). Cardiac Changes Due to Electronic Control Devices? A Computer-Based Analysis of Electrical Effects at the Human Heart Caused by an ECD Pulse Applied to the Body's Exterior. <i>Journal of forensic sciences</i>, 59(3), 659-664.</p> <p>O'Brien, A. J., & Thom, K. (2014). Police use of TASER devices in mental health emergencies: A review. <i>International journal of law and psychiatry</i>, 37(4), 420-426.</p> <p>Zipes, D. P. (2014). TASER electronic control devices can cause cardiac arrest in humans. <i>Circulation</i>, 129(1), 101-111.</p> <p>Toronto Police Service. « Conducted Energy Weapon ». <i>Police encounters with people in crisis</i> [en ligne]. An independent review conducted by the Honourable Frank Iacobucci. 2014, p. 244-247. Site: Toronto Police Service. http://www.torontopolice.on.ca/publications/files/reports/police_encounters_with_people_in_crisis_2014.pdf</p> <p>Brandl, Steven G., & Stroshine, Meghan S. (2015). Oleoresin Capsicum Spray and TASERs : a Comparison of Factors Predicting Use and Effectiveness. <i>Criminal Justice Policy Review</i>, DOI: 10.1177/0887403415578732, p. 1-28.</p>

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Études de crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014² concernant le Taser.

Kane, Robert J., & White, Michael D., (2015). TASER® Exposure and Cognitive Impairment : Implications for Valid Miranda Waivers and the Timing of Police Custodial Interrogations. *Criminology & Public Policy*, 15(1), p. 79-107.

Smith, Michael R. (2015). TASER® Exposure, Miranda Warnings, and Police Interrogations : New Evidence and Implications. *Criminology & Public Policy*, 15(1), p. 75-78.

Drexel University. (2016). Taser Shock Disrupts Brain Function, has Implications for Police Interrogations. *Medical Press*, p. 1-3.

White, Michael D., Ready, Justin T., Kane, Robert J., Dario, Lisa M. (2014). Examining the Effects of the TASER on Cognitive functioning : Findings from a Pilot Study with Police Recruits. *Journal of Experimental Criminology*, 10(3), p. 267-290.

Conseil des académies canadiennes. Comité d'experts sur les incidences médicales et physiologiques de l'utilisation des armes à impulsions. *Effets sur la santé de l'utilisation des armes à impulsions*. Ottawa : Conseil des académies canadiennes, Académie canadienne des sciences de la santé, c2013. 102 p.

² Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Études de crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Proposer au gouvernement des actions visant à prévenir et à contrer l'exploitation sexuelle, notamment la prostitution et la traite de personnes à des fins sexuelles.	MSP et SCF (coprésidence), MSSS, MEESR, MJQ, DPCP, MTESS, MIDI, SAA, MAMOT	Aucun	Travaux visant l'élaboration d'un projet de stratégie gouvernementale en matière d'exploitation sexuelle en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – MSP Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	Services correctionnels du MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu
Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des membres de groupes criminels	Analyser les requêtes présentées par les aviseurs légaux de la clientèle membre de groupes criminels, conseiller les administrateurs des établissements concernés et les bureaux de plaideurs sur les suites à donner à chaque requête.	Services correctionnels du MSP, SCC et DPCP	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les impacts des décisions du tribunal sur la gestion des personnes incarcérées	Optimiser l'utilisation du Centre judiciaire Gouin; Évaluer la pertinence d'un assouplissement des règles de transfert des dossiers vers un autre district judiciaire; Échanger sur les modalités de divulgation de la preuve à l'accusé lorsque celui-ci est maintenu sous garde dans un établissement de détention; Trouver des solutions afin de diminuer le nombre de requêtes faites au tribunal concernant les conditions ou le lieu de détention; Proposer une stratégie pour favoriser l'utilisation des visiocomparutions; Favoriser les mécanismes d'échange entre les partenaires de justice pénale.	Services correctionnels du MSP, DPCP et MJQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité conjoint DGSC/Direction générale des services de justice et des registres	Trouver des solutions afin d'éviter les libérations par erreur et échanger sur d'autres sujets de nature opérationnelle touchant la DGSC et les greffes.	Services correctionnels du MSP et MJQ	Aucun	Travaux en continu
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes détenues par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il s'agit de permettre aux Services correctionnels du MSP de mieux gérer les places en détention et de recevoir une compensation financière adéquate.	Services correctionnels du MSP et ASFC	Aucun	Travaux en cours
Comité conjoint du MSP et du MSSS sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	Services correctionnels du MSP, MSSS	Aucun	Transfert des budgets des services de soins de santé de 9 établissements de détention, où certains services étaient déjà pris en charge par un établissement du réseau de la santé (Baie-Comeau, New Carlisle, Leclerc de Laval, Percé, Rimouski, Saint-Jérôme, Sherbrooke, Trois-Rivières et Hull).
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MTESS.	Services correctionnels du MSP, MTESS	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, de l'enseignement supérieur (MEES) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEES.	Services correctionnels du MSP, MEESR	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	<p>Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. leurs coûts; 4. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. <p>Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil.</p> <p>Faire des recommandations à l'égard des responsabilités qui sont confiées au Conseil.</p>	MSP, SQ, SPVM (Service de police de la Ville de Montréal), SPVQ (Service de police de la Ville de Québec), ENPQ, Union des municipalités du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	<p>Le Comité de concertation a pour mandat d'assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et de favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre des organisations policières.</p> <p>Il a aussi pour mandat de traiter des objectifs des programmes de formation, du profil de compétences ainsi que des mécanismes permettant de répondre aux besoins d'effectifs policiers, et ce, dans le contexte des programmes menant au diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en techniques policières ainsi qu'au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'ENPQ.</p> <p>Ce comité veille également à la mise en œuvre du programme de formation policière menant à une attestation d'études collégiales en techniques policières.</p> <p>Il soumet aussi aux instances qui y sont représentées toute recommandation qui lui paraît pertinente.</p>	MSP, MEES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec (SQ)	Réviser le modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la SQ.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités, Union des municipalités du Québec	Aucun	Travaux à sa finalité

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les interventions policières sur les emprises ferroviaires du Québec (CIPEFQ)	1. Dresser un état de situation concernant les interventions policières sur les emprises ferroviaires au Québec : <ol style="list-style-type: none"> Identifier les différentes problématiques rencontrées lors de ces interventions; Faire des recommandations, s'il y a lieu, aux MSP et MTQ pour l'amélioration de la situation actuelle. 2. Rédiger un guide d'intervention policière sur les emprises ferroviaires au Québec et ajuster les pratiques policières en conséquence : <ol style="list-style-type: none"> Procéder à un inventaire des directives internes des organisations policières en matière d'intervention sur les emprises ferroviaires; Définir clairement les rôles et responsabilités des différents partenaires selon la juridiction à laquelle appartient le territoire où survient l'évènement. 3. Étudier la législation existante et la capacité de poursuivre les infracteurs : <ol style="list-style-type: none"> Déterminer s'il y a lieu d'apporter certaines modifications législatives provinciales actuelles. 	MSP, MTQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ, Association des chemins de fer du Canada, Agence métropolitaine de transport, Chemins de fer de compétence québécoise, Chemins de fer d'entreprise, Canadien National, Canadien Pacifique, Via Rail Canada, Bureau de la sécurité des transports du Canada	Aucun	Travaux terminés
Comité sur les témoins experts policiers	Dresser un état de situation sur les problématiques entourant les témoins experts policiers au Québec, particulièrement en emploi de la force. Identifier, en collaboration avec les organisations participantes, des pistes de solution permettant d'améliorer ce processus.	MSP, DPCP, ENPQ, Commissaire à la déontologie policière, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; 2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; 3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère. 	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux en suspens.
Comité intersectoriel sur les gangs de rue	Assurer la concertation des intervenants et la coordination accrue de leurs initiatives visant à prévenir et à contrer le phénomène des gangs de rue au Québec. Le comité permet également de faire le suivi des travaux réalisés dans chacune des mesures du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014.	MSP, SQ, SPVM, MSSS, MIDI, MEES, MCE, MJQ, DPCP, Agence des services frontaliers du Canada – région de Québec, CJM – Institut universitaire, Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement	Aucun.	Travaux terminés. Comité dissous automne 2015.
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, MSSS, MEES, MIDI, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité santé et sécurité publique à l'égard des programmes de prévention des ITSS/UDI	Améliorer la cohérence entre les actions de sécurité publique et les actions de santé publique auprès des personnes qui font usage de drogues injectables dans le respect des missions respectives et des lois en vigueur.	MSP, MSSS, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Terrebonne, ADPQ	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le <i>Guide de pratiques policières</i> .	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de la Ville de Terrebonne, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi pour la communication des infractions policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des infractions policières.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Établir une entente entre le DPCP et les corps de police concernant le partage de renseignements aux fins de l'exercice des poursuites criminelles et pénales.	MSP, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en suspens
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage. Uniformiser le processus de filtrage.	MSP, MEES, SQ, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 5	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur l'utilisation du réseau routier pour la tenue d'événements spéciaux (coprésidence MSP/MTQ)	Coordonner les interventions du MTQ et de la SQ en matière d'autorisation et de contrôle des événements spéciaux se déroulant sur les routes du Québec afin d'assurer la sécurité du public voyageur et des participants, tout en limitant les ressources affectées à ces événements et en soutenant le développement économique et social des régions.	MSP, SQ, MTQ	Aucun	Travaux en suspens
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (CCCCA)	Améliorer et harmoniser les pratiques policières. Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions. Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants. Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue. Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, ADPQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	<p>Participer à la mise en place et au suivi des mesures du nouveau plan d'action gouvernemental 2015-2018 concernant la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières. Ce plan d'action sera adopté à l'automne 2015.</p> <p>Constituer une plate-forme d'échanges de bonnes pratiques et de réseautage pour le milieu policier;</p> <p>Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et social qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police;</p> <p>Favoriser la collaboration policière, par l'échange, dans l'élaboration de leurs politiques et orientations internes en matière de profilage racial;</p> <p>Développer une expertise sur le profilage racial;</p> <p>Conseiller le MSP en matière de profilage racial.</p>	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	<p>Connaître les initiatives existantes sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme et de dégager les pratiques efficaces.</p>	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux, Wendake (représentant des corps de police autochtones)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité consultatif sur l'application des mesures extrajudiciaires par les policiers (LSJPA)	Élaborer et diffuser des outils de formation sur les mesures extrajudiciaires appliquées par les policiers.	MSP, MJQ, MSSS , DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ENPQ, ADPQ, Services de police de la Ville de Granby, de la Ville de Terrebonne et de l'agglomération de Longueuil, Association des centres jeunesse du Québec, Centre jeunesse de Montréal, Centre communautaire juridique de Montréal, Réseau des organismes de justice alternative du Québec	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les empreintes digitales	Résoudre les problématiques relatives à la prise des empreintes digitales et à leur enregistrement au casier judiciaire géré par la Gendarmerie royale du Canada en vertu de la Loi sur l'identification des criminels.	MSP, SQ, ENPQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Repentigny, Service de police de Laval, ADPQ	Aucun	Travaux en cours
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Le mandat du comité est de documenter, de suivre, d'analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-de Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Réévaluer la structure actuelle des pratiques policières liées à l'emploi de la force. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques. Traiter tout mandat en lien avec l'emploi de la force soumis par les autorités du MSP.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Laval, Corps de police représentant les niveaux 1 et 2	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur l'entrevue non suggestive	Discuter avec tous les acteurs concernés des problématiques reliées à l'entrevue non suggestive. Clarifier le rôle et les responsabilités des policiers et des intervenants de la DPJ lors de l'entrevue non suggestive des mineurs. Élaborer une procédure provinciale sur l'entrevue non suggestive qui après approbation des autorités sera inscrite dans la mise à jour de l'entente.	MSP, MSSS, DPCP, MJQ, MFA, MEES	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur les véhicules aériens non habités (drones)	Discuter avec les acteurs concernés des problématiques reliées à l'achat et l'utilisation des drones par les corps policiers. Évaluer les aspects techniques et juridiques de l'utilisation des drones par les corps policiers, les particuliers et les entreprises. Définir un cadre d'utilisation des drones lors d'opérations policières et le cas échéant, en lien avec le niveau de service.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, ENPQ, LSJML, Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	Aucun	Travaux en cours
Comité chargé d'évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra.	Évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra visant à filmer leurs interventions. Déterminer les besoins opérationnels des policiers et mieux cerner les contraintes techniques et juridiques, afin de s'assurer de la conformité de l'utilisation des caméras par les policiers avec les lois applicables. Élaborer un cadre national entourant l'utilisation de caméras par les policiers, si requis.	ENPQ, MJQ, DPCP, Cour municipale de Montréal, représentants de tous les niveaux de services des corps de police au Québec, (ADPQ).	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Définir la notion de crimes économiques et financiers. Déterminer un certain nombre de critères permettant d'identifier les stratagèmes pouvant être traités par les unités d'enquête. Présenter et décrire les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes. Décrire les moyens mis en place dans d'autres juridictions. Proposer au Comité de planification et de suivi des façons de faire visant à contrer ce type de crimes. Mettre en place un mécanisme de veille afin de maintenir à jour le niveau de connaissance de l'unité d'enquête. Collaborer à l'élaboration de la formation offerte aux unités d'enquête.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP	Aucun	Travaux en continu
Projet Nocturne – Comité de suivi	Assurer la coordination du programme et son évolution. Il a également pour mandat de favoriser le partenariat entre les corps policiers et les propriétaires de bars.	MSP, SQ, SPVM, ADPQ, Service de police de la Ville de St-Jérôme, Régie de police de Memphrémagog, Service de police de Laval, Corporation des propriétaires de bars	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes sur des fraudes touchant plusieurs M/O et améliorer leur coordination. Conseiller les décideurs sur les modifications législatives et réglementaires permettant de lutter plus efficacement contre la fraude.	MSP, DEC, MTESS, MIDI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec.	Aucun	Travaux en continu
Comité sur la production de marijuana à des fins médicales (<i>Ad hoc</i>)	Faire le point, au besoin, sur les impacts du nouveau règlement sur la marijuana à des fins médicales, notamment pour les municipalités, cerner les différents enjeux de sécurité publique et coordonner les communications auprès des divers intervenants concernés, le cas échéant.	MSP, MAMOT, MSSS, UMQ, FQM, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Granby et Service de police de la Ville de Terrebonne.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif sur les jeux de hasard (<i>Ad hoc</i>)	Consulter les ministères et les organismes concernés par les questions abordées par le groupe de travail FPT sur les jeux de hasard piloté par Justice Canada auquel participent le MSP et le MJQ.	MSP, MJQ, SQ, MFQ, Loto-Québec, RACJ, MCE	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur l'administration de la justice pour les Cris	Identifier les besoins et faire des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en regard de l'administration de la justice pour les Cris et quant à l'utilisation prévue des montants versés en vertu de l'Entente concernant l'administration de la justice pour les Cris entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris et le Gouvernement de la nation crie.	MSP, MJQ, SAA, Gouvernement de la nation crie (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Le Groupe de travail a été créé à la suite de la demande des représentants de la Société Makivik (Makivik) et de l'Administration régionale Kativik (ARK) en 2006. Son mandat est d'enquêter et de formuler des recommandations pour améliorer l'accès à la justice et les services correctionnels et d'identifier les actions pour répondre aux différentes questions liées à ces services au Nunavik.	MSP, MJQ, Makivik, ARK, Corps de police régional Kativik (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CNESST, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MTESS, MESI, MERN, MFFP, MSSS, MTMDDET, MTESS – Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, MCC, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRIF, RQ, STQ, Tourisme Québec, MFA, MIDI, et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, MTESS – Services Québec, MERN, SQ, HQ, MTESS, MAPAQ, MTMDDET, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MRIF et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MESI, MAPAQ, MTESS – Services Québec, MDDELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MAMOT, MTMDDET et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail interministériel sur la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable.	MSP, MAPAQ, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MTMDDET.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESI, MESS, MERN, MSSS, MTMDDET, SCT, SHQ, RBQ, MTESS – Services Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MFQ, MESI, MAPAQ, SHQ, SQI, MTESS – Services Québec, MDDELCC, MAMOT, MERN, MFFP, HQ, CSPQ, SQ, MTMDET.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieu isolé.	MSP, MTMDET, SQ, MSSS, MERN, SÉPAQ, SAAQ, CNESST, MAMOT, ACSIQ, MFFP, MTESS - Services Québec, ADGMQ, ADPQ, FQM et UMQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	Réaliser un portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec et un portrait des ressources humaines et matérielles spécialisées disponibles dans les M/O pour y faire face. À partir de ces portraits, proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec au regard des risques radiologiques et nucléaires.	HQ, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MSP, MSSS, MTMDET, MTESS - Services Québec, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	MSP, CNESST, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESI, MERN, MSSS, MTMDET, RBQ, MTESS - Services Québec, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN)	Établir le PAN et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux MO, en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures.	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MEIE, MTESS, MERN, MSSS, MSP, MTMDET, SCT, SQ, HQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur les feux de forêt	Formuler des recommandations à l'OSCQ afin de répondre aux problématiques soulevées par le sous-comité de travail de l'OSCQ sur les feux de forêt.	CSPQ, HQ, MAMOT, MFFP, MSP, MTQ, SAA, SHQ, SOPFEU, SQ.	Aucun	Travaux terminés
Sous-comité de l'OSCQ CBRNE	Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE liés aux actes terroristes et pouvant également s'appliquer aux incidents CBRN accidentels, en collaboration avec les MO possédant des ressources humaines et matérielles spécialisées et en complémentarité aux interventions déjà prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC), afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention. Proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec pour les incidents impliquant des agents CBRNE.	Bureau du coroner, MAPAQ, MDDELCC, MSP, MSSS, MTMDDET, SQ et CNESST.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTMDDET, MDDELCC, MFFP et MAMOT.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTMDDET, MDDELCC et MAMOT.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail – Inondation	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MAMOT, MDDELCC, MFFP, MSP et MTMDET.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif fédéral / provincial relativement à l'Entente d'assistance financière découlant du sinistre survenu dans la Ville de Lac-Mégantic	Soumettre au ministre de la Sécurité publique et de Sécurité publique du Canada, des avis concernant le remboursement des dépenses ne figurant pas, <i>a priori</i> , à l'entente, mais qui pourraient être considérées à la suite d'une analyse des deux gouvernements.	MSP, MAMOT, MDDELCC Ministères fédéraux.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel sur la protection contre l'incendie dans les résidences privées pour aînés	Renforcer la protection contre l'incendie des nouvelles résidences privées pour aînés, de même que toutes les résidences existantes, par l'examen des modalités d'ajout d'un réseau de gicleurs à eau.	MSP, RBQ, MSSS, MFQ et SHQ MFA et MTrav.	Aucun	Responsabilité transférée à la Régie du bâtiment du Québec
Comité intersectoriel sur la sécurité incendie pour la certification dans les résidences privées pour aînés – plan de sécurité incendie (CISIC)	Examiner la problématique liée à l'élaboration et à l'implantation des plans de sécurité incendie pour les résidences privées pour aînés, proposer et convenir de solutions visant à accroître significativement la sécurité de ces personnes dans le cadre de la certification, soutenir les partenaires (services de sécurité incendie, exploitants de RPA) par l'élaboration de guides en lien avec le Règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité et les normes d'exploitation d'une résidence privée pour aînés, sous l'égide du MSSS.	MSP, MSSS, RBQ, ACSIQ et RQRA.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Le Comité sur la prévention de sinistres naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MDDELCC, MSP, MAMOT, MTMDET, MERN et MFFP.	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur le renouvellement des orientations en matière d'aménagement du territoire – la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain	Revoir les orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire concernant la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain et établir les attentes envers le milieu municipal.	MSP, MAMOT, MDDELCC, MERN et MTMDET.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques	Assumer un rôle d'orientation, de suivi, de recommandations et de soutien technique concernant l'aménagement durable des villages nordiques.	MDDELCC, MELS, MERN, MSSS, MSP, MTMDET, HQ, RBQ, SAA, SHQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité civile et incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMOT, ÉNAP, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal).	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de rétablissement	Coordonner l'action des ministères et organismes concernés par la préparation et la mise en œuvre des plans d'action et de projets de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMOT, MDDEFP, MFEQ, MRN, MAPAQ, MTO, Services Québec et MSSS.	Aucun	Travaux terminés
Comité régional rétablissement – Région : Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MTMDET, MAMROT, MDDEFP, MFEQ, MRN, MAPAQ, Services Québec et ASSS.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur les véhicules d'intervention en sécurité incendie (Comité VISI)	Développer des documents techniques de référence sur les véhicules et le matériel d'intervention en vue de leur intégration au Guide d'application des exigences relatives aux véhicules et accessoires d'intervention publié en 2005.	ACSIQ, MMQ, ULC MSP APSAM, consultant.	Aucun	Travaux en cours
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Le Comité d'agrément analyse les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommande au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément. L'agrément est prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MELS, MFA, Services Québec, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'interopérabilité des communications en sécurité publique	Mobiliser les partenaires du secteur de la sécurité publique pour le développement concerté de l'interopérabilité au Québec.	SPVM, Ville de Gatineau, ACSIQ, MSSS, CSPQ, ADPQ, SQ, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur le dégagement des bornes d'incendie	Déterminer s'il est réaliste de réduire le dégagement des bornes d'incendie prescrit par le Code de la sécurité routière (CSR) sans affecter l'efficacité des opérations et la sécurité des pompiers.	MSP, MTQ et services de sécurité incendie de Montréal, de Longueuil, de Lévis et de Québec.	Aucun	Travaux terminés
Groupe de travail sur les protocoles d'intervention en présence de monoxyde de carbone	Valider quatre protocoles d'intervention en présence de monoxyde de carbone et mettre à jour les lignes directrices du MSP à cet effet. Pour leur sécurité, les pompiers doivent adapter leurs interventions lorsqu'il y a présence de monoxyde de carbone.	MSP, ACSIQ, MSSS, Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale), CNESSST.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur sur la recherche de la cause et des circonstances d'un incendie (RCCI)	Arrimer la formation en RCCI en fonction du Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal, arrimer le travail en RCCI des services de sécurité incendie avec le travail d'enquête policière à la suite d'un incendie, favoriser la collaboration entre tous les intervenants concernés par le sujet, favoriser l'échange de l'information dans le milieu, favoriser la mise en commun de l'expertise du milieu et élaborer des documents permettant de faciliter le travail des pompiers désignés à la RCCI.	MSP, ENPQ, SQ, ACSIQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur les feux de forêt	Résoudre les problématiques existantes reliées à la gestion du risque de feux de forêt. Préparer et arrimer les ressources et les stratégies pour la saison des feux de forêt.	MSP, MFFP, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile	Établir une compréhension commune des rôles et responsabilités des différents partenaires en sécurité civile; examiner les façons de faire, notamment au niveau de la coordination entre les municipalités et les différents organismes gouvernementaux, afin d'identifier les éléments d'amélioration possible pour gagner en efficacité et en efficience; vérifier si une bonification est possible en ce qui concerne la contribution qu'apporte le gouvernement dans son rôle de soutien aux municipalités afin que ces dernières puissent assumer leurs responsabilités en matière de sécurité civile.	MSP, MAMOT, MSSS, MDDELCC, MAPAQ, MTMDT, MTESS (Services Québec), Union des municipalités du Québec, Fédération québécoise des municipalités	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2016-2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2016-2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2015-2016, conformément à la volonté d'atteindre d'équilibre budgétaire.

Quatre (4) mesures ont été déterminées par le ministère de la Sécurité publique (MSP) pour diminuer les dépenses de programmes pour l'année 2015-2016 :

- 1) Limiter le temps supplémentaire aux situations jugées inévitables;
- 2) Limiter la promesse et l'octroi de subventions aux cas jugés essentiels;
- 3) Procéder à un resserrement général des dépenses de fonctionnement;
- 4) Révision de l'échéancier de certains projets du Cadre pour la prévention de sinistres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : Pour l'année 2015-2016, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	Voir réponse aux questions 138 et 139	Aucun mandat renouvelé au cours de l'exercice financier 2015-2016	M ^{me} Madeleine Giauque, directrice – 12 janvier 2015 au 11 janvier 2020 : 175 540 \$	662 \$
			M. René Trépanier, directeur adjoint – 6 juillet 2015 au 5 juillet 2020 : 127 242 \$	
			M. Sébastien Aubry, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 81 393 \$	
			M. Luc Auclair, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 73 912 \$	
			M ^{me} Sylvie Beauregard, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 75 335 \$	
			M. Mario Champoux, superviseur – 13 octobre 2015 au 12 octobre 2020 : 86 419 \$	
			M. Luc Desroches, enquêteur – 17 décembre 2015 au 16 décembre 2020 : 84 625 \$	
			M. David Drouin-Lê, enquêteur – 15 février 2016 au 14 février 2021 : 90 947 \$	
			M. Martin Dubeau, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 81 393 \$	
			M. Alain Gariépy, superviseur – 13 octobre 2015 au 12 octobre 2020 : 81 654 \$	
			M. Gilles Lagacé, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 74 022 \$	
			M. Pierre Larente, enquêteur – 15 février 2016 au 14 février 2021 : 63 101 \$	
			M. Denis Legault, enquêteur – 17 décembre 2015 au 16 décembre 2020 : 71 890 \$	
			M. Donald Lemieux, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 77 206 \$	
			M ^{me} Alexandra Marcil, enquêteur – 15 février 2016 au 14 février 2021 : 100 600 \$	
			M ^{me} Yamilée Nicolas-Pierre, enquêteur – 17 décembre 2015 au 16 décembre 2020 : 81 393 \$	
			M. Marc Pigeon, enquêteur – 15 février 2016 au 14 février 2021 : 109 880 \$	
			M. Michel Pilon, enquêteur – 16 novembre 2015 au 15 novembre 2020 : 88 695 \$	
			M ^{me} Isa Savoie-Gargiso, enquêteur – 17 décembre 2015 au 16 décembre 2020 : 86 316 \$	
			M. Daniel Tremblay, enquêteur – 17 décembre 2015 au 16 décembre 2020 : 81 393 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : Pour l'année 2015-2016, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère fournir :
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV;
d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	Voir réponse aux questions 122 et 123	Voir réponse aux questions 122 et 123	Voir réponse aux questions 122 et 123	11 385 \$
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	Voir réponse aux questions 112 et 113	Voir réponse aux questions 112 et 113	Voir réponse aux questions 112 et 113	109 780 \$
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 96 et 97	Voir réponse aux questions 96 et 97	Voir réponse aux questions 96 et 97	23 901 \$
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 102 et 103	Voir réponse aux questions 102 et 103	Voir réponse aux questions 102 et 103	3 750 \$
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 107 et 108	Voir réponse aux questions 107 et 108	Voir réponse aux questions 107 et 108	20 713 \$
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	Voir réponse C)	Voir réponse C)	1-Commissaire , M. Robert Lafrenière : nommé le 16 avril 2016 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2015-2016 : 166 970 \$. 2-Commissaire associé aux vérifications administratives , M. Pierre Avon : nommé le 19 octobre 2011 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2015-2016 : 155 861 \$. 3-Commissaire associé à la vérification de l'intégrité des entreprises , M. Marcel Forget: nommé le 13 novembre 2013 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2015-2016 : 149 010 \$.	5 837 \$

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <http://www.premier.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>.
 Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 :

Pour l'année 2015-2016, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Direction support et services à la gestion	2
Direction générale des services correctionnels	35
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1
Direction générale des affaires policières	8
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	10
Régie des alcools, des courses et des jeux	2
Bureau du coroner	3
Commissaire à la déontologie policière	1
Comité de déontologie policière	0
Commission québécoise des libérations conditionnelles	0
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	1
<u>TOTAL</u>	<u>63</u>

Source : SAGIP au 29 février 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : Pour l'année 2015-2016, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, **1** employé ayant un statut d'occasionnel a été congédié durant la période de référence.

Il se répartit ainsi dans les secteurs d'activité :

Direction générale des services correctionnels	1
TOTAL	1

Source : SAGIP au 29 février 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2015-2016 et comparaison avec les quatre années précédentes.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2015-2016 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 29 février 2016	Nbre employés occ au 29 février 2016	%
Bureau du sous-ministre	51	2	4 %
Direction générale des services à la gestion	194	5	3 %
Direction générale des services correctionnels	4 106	270	7 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	150	23	15 %
Direction générale des affaires policières	451	52	12 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	192	32	17 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	191	43	23 %
Bureau du coroner	44	10	23 %
Commissaire à la déontologie policière	33	2	6 %
Comité de déontologie policière	15	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	42	6	14 %
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	97	16	16 %
Bureau des enquêtes indépendantes (BEI)	25	0	0 %

Source : SAGIP, portrait au 29 février 2016 pour 2015-2016. Média, modèle CARAC pour les années antérieures

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

Les membres de la haute direction sont inclus (y compris les corps d'emploi 826 saisonniers).

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2015-2016.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2015-2016 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nb d'employés occasionnels au 29 février 2016 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	461	87	19 %
Bureau du sous-ministre	2	0	0 %
Direction générale des services à la gestion	5	1	20 %
Direction générale des services correctionnels	270	41	15 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	23	2	9 %
Direction générale des affaires policières	52	33	63 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	32	3	9 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	43	3	7 %
Bureau du coroner	10	0	0 %
Commissaire à la déontologie policière	2	0	0 %
Comité de déontologie policière	0	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	6	1	17 %
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	16	3	19 %
Bureau des enquêtes indépendantes (BEI)	0	0	0 %
Indéterminés	-	-	-

Source : Les données sont en date du 29 février 2016 et ont été extraites de SAGIP.
Les étudiants et les stagiaires sont exclus - Les membres de direction sont inclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2015-2016, en incluant les coûts.

Évaluation d'une activité de formation en sécurité civile agréée par le ministère de la Sécurité publique

La collecte des données a été réalisée auprès de personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui ont suivi une formation agréée en sécurité civile (liste disponible sur notre site Internet <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/formation-agreee/formation-activites.html>). Ces personnes sont invitées lorsqu'elles suivent la formation à aller remplir le sondage disponible en ligne sur notre site internet. La participation à ce sondage est volontaire.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Questionnaire d'appréciation du site jeunesse

La collecte des données a été réalisée auprès des enseignants qui utilisent le site S.O.S Sécuro avec leurs élèves.
Le sondage est disponible en tout temps sur le site S.O.S Sécuro et il est rempli sur une base volontaire.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage concernant le diagnostic organisationnel de l'Établissement de détention de New Carlisle

La collecte des données a été réalisée auprès des employés de l'Établissement de détention de New Carlisle. Ceux-ci ont reçu une invitation par courriel à participer au sondage.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage sur la Semaine de la sécurité civile 2015

La collecte des données a été effectuée par voie électronique auprès de 1 000 québécois et québécoises pouvant s'exprimer en français ou en anglais.
Le sondage portait sur la notoriété de la Semaine de la sécurité civile 2015.
Sondage réalisé par une firme externe (Léger, Recherche, stratégie et conseil) pour un montant total de 5 490 \$.

Sondage d'appréciation du 7^e Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2015

La collecte des données a été réalisée auprès des participants au Colloque des directeurs de police autochtone du Québec.
Les participants ont reçu une invitation par courriel à participer au sondage.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage d'appréciation des exposants au Salon des partenaires du Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2015

La collecte des données a été réalisée auprès des exposants au Salon des partenaires du Colloque des directeurs de police autochtone du Québec.
Les exposants ont reçu une invitation par courriel à participer au sondage.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2015-2016, y compris les coûts.

Sondage sur l'utilisation des outils pédagogiques en sécurité civile et incendie remis à des enseignants lors du 27^e Congrès de l'Association québécoise des enseignantes et des enseignants du primaire (AQEP) qui s'est tenu en décembre 2014

La collecte des données a été réalisée auprès d'enseignants qui ont en main un outil pédagogique en sécurité civile et incendie conçu par le MSP.

Une invitation à remplir le sondage a été envoyée par courriel à une cinquantaine d'enseignants.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage d'appréciation du Colloque sur la sécurité civile et incendie 2016

La collecte des données a été réalisée auprès des participants au Colloque sur la sécurité civile et incendie. Ceux-ci ont reçu par courriel une invitation à remplir le sondage.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - 01.03

QUESTION 14 :	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2015-2016, en incluant les coûts.
	<p>Sondage sur la satisfaction de la clientèle du laboratoire réalisé par Léger Marketing au coût total de 13 980 \$.</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2015-2016, en incluant les coûts.

Sondage sur la qualité des services offerts – En lien avec la déclaration de services aux citoyens

La collecte des données est réalisée en continu, sur notre site web, auprès des personnes (plaignants, policiers et témoins) qui reçoivent des services du Comité.

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 15 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2015-2016.

Le 19 juin 2013, le gouvernement a adopté le Cadre pour la prévention de sinistres 2013-2020 permettant de générer des investissements en appréciation, en traitement et en communication pour les risques érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre et pour ceux liés à une origine anthropique (risques industriels), à certains aléas nordiques et aux feux de forêt. Ces investissements pourraient atteindre 96,4 M\$, soit :

- 43,4 M\$ en appréciation (analyse et recherche sur les risques);
- 49,5 M\$ en traitement (travaux de prévention et d'atténuation) et
- 3,5 M\$ en communication des risques.

Plus précisément pour les risques érosion et submersion côtières, les investissements pourraient atteindre 10 M\$ en appréciation et 11,4 M\$ en traitement des risques.

En 2015-2016, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres, un montant total de 800 k\$ a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières :

- 250 000 \$ - Suivi du réseau de stations de mesures de l'érosion côtière et des infrastructures (Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières - UQAR);
- 250 000 \$ - Développement et application d'une méthodologie d'analyse de risque et de solutions pour l'érosion et la submersion côtières (Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières - UQAR);
- 300 000 \$ - Financement de la Chaire de recherche en géoscience côtière de l'UQAR.

Un montant total de 140 k\$ a été engagé pour le traitement des risques :

- 140 000 \$ - Allocation de départ pour une résidence principale à Pointe-Lebel.

Quant aux résidences ayant subi des dommages ou des pertes de terrains majeures lors des grandes marées de 2010, elles ont été déclarées en situation de danger imminent donnant droit à l'application du Programme spécifique relatif aux grandes marées de 2010 (décret 113-2011). Le MSP a versé pour l'ensemble de ce programme spécifique, un montant de 25 M\$ en indemnisation, dont 1,087 M\$ en 2015-2016

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).
* Veuillez prendre note que les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) et BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/depenses.html

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
110e Conférence annuelle de l'Association canadienne des chefs de police - Radicalisation : Prévenir, agir, rétablir Comprendre la radicalisation : le processus, les occasions, les extrêmes et les répercussions Dans un monde où les idées se polarisent et où des individus et groupuscules délaissent les débats sociaux et politiques pour se réfugier dans une dissidence plus agressive: quel est le rôle de la police face à cette problématique?	Direction de la sécurité de l'État	1	2015-08-17	Centre des congrès de Québec 900 boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec), G1R 2B5 Canada	200,00 \$
16e Rendez-vous des organismes de bassins versants (ROBV) Le 16 ^e Congrès des ROBV 2015 permet de parfaire les connaissances dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec.	Équipe soutien aux opérations	1	2015-06-03	Hôtel Ambassadeur 3401, boul. Sainte-Anne Québec (Québec), G1E 3L4 Canada	115,00 \$
26e Congrès international Promega Le 26e Congrès annuel sur l'identification humaine permettra à un de nos spécialistes d'assister au plus gros congrès international (environ 800 experts) du domaine de l'identification par empreintes génétiques. Permettra l'échange avec d'autres biologistes judiciaires ayant les mêmes problématiques lors de l'analyse des résultats dans des dossiers de biologie judiciaire.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2015-10-12	1502 Gaylord Trail Grapevine (Texas), 76051 Canada	838,53 \$
4e Colloque FRANCOPOL sur la cybercriminalité Conférences portant sur l'impact de l'internet sur les fraudes et le processus de radicalisation	Direction de la prévention et de l'organisation policière	1	2015-04-08	École Nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	325,00 \$
4ième Colloque FRANCOPOL sur la cybercriminalité Conférences portant sur l'impact d'Internet sur les fraudes et le processus de radicalisation	Direction de la sécurité de l'État	1	2015-04-07	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	325,00 \$
83e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) Le Congrès annuel de l'ACFAS est le plus important rassemblement multidisciplinaire du savoir et de la recherche de la Francophonie. Il accueille des milliers de chercheurs et d'utilisateurs de la recherche provenant d'une trentaine de pays.	Service de l'expertise	1	2015-05-27	Université du Québec à Rimouski 300, Allée des Ursulines CP 3300 Succursale A Rimouski (Québec), G5L 3A1 Canada	291,60 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Ambulance St-Jean Formation en secourisme en milieu de travail	Établissement de détention de Rimouski	7	2015-06-10	Centre communautaire de Pointe-au-Père 400, avenue J.-Roger-Lebel Pointe-au-Père (Québec), G5M 1V8 Canada	118,00 \$
Ambulance St-Jean Formation en secourisme en milieu de travail	Établissement de détention de Rimouski	9	2015-05-18	Centre communautaire de Pointe-au-Père 400, avenue J.-Roger-Lebel Pointe-au-Père (Québec), G5M 1V8 Canada	118,00 \$
Ambulance St-Jean Formation en secourisme en milieu de travail	Direction principale aux programmes et à la sécurité - Direction de la sécurité	2	2015-04-15	529, rue Jarry Est Montréal (Québec), H2P 1V4 Canada	104,00 \$
Ambulance St-Jean ^[10] Formation en secourisme en milieu de travail	Direction des services professionnels correctionnels du Bas-Saint-Laurent	1	2015-05-11	Coopérative des paramédics du Grand-Portage 47-A, rue Saint-André Rivière-du-Loup (Québec), G5R 3J2 Canada	118,00 \$
APEXposed 2015 Conférence sur la technologie APEX d'Oracle	Direction des technologies de l'information	1	2015-05-06	Centre Mont-Royal 220, rue Mansfield Montréal (Québec), H3A 3R8 Canada	99,00 \$
Approches agiles et gestion de projet Scrum À venir	Direction des technologies de l'information	1	2015-10-15	901, Square Victoria Montréal (Québec), H2Z 1R1 Canada	995,00 \$
BSides Québec 2015 Conférences sur la sécurité informatique	Direction des technologies de l'information	3	2015-06-11	Hôtel Pur 395, rue de la Couronne Québec (Québec), G1K 7X4 Canada	21,49 \$
Centre de formation en secourisme du Québec Formation dans le cadre du programme de formation des nouveaux agents des services correctionnels pour les cohortes qui se tiendront en 2015-2016 pour le Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels (PIFASC).	Direction principale aux programmes et à la sécurité - Direction du conseil à l'organisation	18	2015-05-18	Centre de formation en secourisme du Québec 25, rue Chef-Ovide-Siouï Wendake (Québec), G0A 4V0 Canada	104,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Centre de formation en secourisme du Québec Formation en secourisme dans le cadre du programme de formation des nouveaux agents des services correctionnels pour les cohortes qui se tiendront en 2015-2016 pour le Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels (PIFASC).	Direction principale aux programmes et à la sécurité - Direction du conseil à l'organisation	1	2015-06-29	Centre de formation en secourisme du Québec 25, rue Chef-Ovide-Siouï Wendake (Québec), G0A 4V0 Canada	104,00 \$
Collectif Santé et Bien-être des hommes de l'Estrie Formation sur la particularités de l'intervention auprès des hommes agressés sexuellement durant l'enfance	Établissement de détention de Sherbrooke	3	2015-04-14	987, rue du Conseil, salle du Parvis Sherbrooke (Québec), J1G 1L9 Canada	10,00 \$
Colloque AITQ-RISQ 2e Colloque de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec (AITQ)	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	2015-08-13	Hôtel Delta Trois-Rivières 1620, rue Notre-Dame Trois-Rivières (Québec), G9A 6E5 Canada	257,00 \$
Colloque annuel de gestion de projet-Québec Colloque sur la gestion de projet dans la turbulence organisationnelle	Direction des technologies de l'information	1	2015-10-21	Université Laval - Pavillon Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec), G1V 0A6 Canada	250,00 \$
Colloque du Forum des jeunes de la fonction publique Colloque annuel	Direction des ressources humaines	1	2015-05-05	ENAP 555, boul. Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	100,00 \$
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS)	Direction des services professionnels correctionnels de Montréal-Nord-Est	1	2015-06-17	Hôtel Alt Brossard 6500, boulevard de Rome Brossard (Québec), J4Y 0B6 Canada	225,00 \$
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle Colloque Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS)	Établissement de détention Leclerc de Laval	2	2015-06-17	Hôtel Alt Brossard 6500, boulevard de Rome Brossard (Québec), J4Y 0B6 Canada	225,00 \$
Colloque régional sur la violence conjugale Journée régionale sur la violence conjugale	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	2	2015-11-29	Club de golf Saint-Liguori 1800, chemin Nadeau Saint-Liguori (Québec), J0X 2X0 Canada	10,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Colloque sur la gestion d'équipe Formation donnée par l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Direction des ressources humaines	1	2015-06-16	CRHA 1200, avenue McGill College, bureau 1400 Montréal (Québec), H3B 4G7 Canada	145,00 \$
Commission scolaire de la Capitale ⁽⁴⁸⁾ Programme d'information et de préparation à la retraite	Bureau du sous-ministre	1	2015-11-13	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Conférence 2015 de SOFT (Society of Forensic Toxicologists) Cette conférence (SOFT) n'a pas d'équivalent canadien et elle présente les principales avancées sur la toxicologie ante et postmortem. La participation à ce congrès permet de maintenir les compétences indispensables pour la reconnaissance de compétence à la cour et la formation continue nécessaire pour l'ordre professionnel. De plus, cette conférence permet le réseautage avec les divers experts internationaux, d'optimiser les processus analytiques (augmenter l'offre de services et l'efficacité des dépistages toxicologiques) et réduire les coûts d'analyse.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2	2015-10-18	265 Peachtree St NE Atlanta (Georgie), 30303 Canada	1625,63 \$
Conférence Green Mountain Congrès regroupant plusieurs scientifiques des États-Unis et du Canada. Des présentations ont été faites sur les dernières techniques de pointe en génétique.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2	2015-07-27	870 Williston Rd Burlington (Vermont), 05403 Canada	310,52 \$
Conférence TIAFT Conférence du TIAFT (The International Association of Forensic Toxicologists) sur les principales avancées en toxicologie ante et post mortem	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2015-08-30	Piazza Adua Florence (sans objet), 50123 Canada	1051,11 \$
Congrès annuel de l'AFTE (Association of Firearm and Tool Mark Examiners) Congrès le plus important en Amérique entièrement consacré à l'analyse judiciaire des armes à feu	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2015-05-23	1717 N. Akard Street Dallas (Texas), 75201 Canada	607,10 \$
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) Le 47 ^e Congrès de l'ACSIQ 2015, sur le thème «La gestion d'un service incendie dans un monde de changement», est une occasion unique de parfaire les connaissances par l'entremise d'échanges et de partage avec les principaux partenaires du ministère de la Sécurité publique sur les lois et règlements associés aux services de sécurité incendie du Québec ainsi que par la tenue de nombreux ateliers de formation.	Direction régionale Montérégie et Estrie	1	2015-05-15	Hôtel Delta Sherbrooke 2685, rue King Sherbrooke (Québec), J1L 1C1 Canada	50,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) Le 47 ^e Congrès de l'ACSIQ 2015, sur le thème «La gestion d'un service incendie dans un monde de changement», est une occasion unique de parfaire les connaissances par l'entremise d'échanges et de partage avec les principaux partenaires du ministère de la Sécurité publique, sur les lois et règlements associés aux services de sécurité incendie du Québec ainsi que par la tenue de nombreux ateliers de formation.	Direction régionale Mauricie et Centre-du-Québec	3	2015-05-15	Hôtel Delta Sherbrooke 2685, rue King Sherbrooke (Québec), J1L 1C1 Canada	60,00 \$
Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) Le Congrès de l'ACFAS est le plus important rassemblement multidisciplinaire du savoir et de la recherche de la Francophonie. Il accueille des milliers de chercheurs et d'utilisateurs de la recherche provenant d'une trentaine de pays.	Direction régionale Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	2015-07-24	Université du Québec à Rimouski 300, Allée des Ursulines CP 3300 Succursale A Rimouski (Québec), G5L 3A1 Canada	285,61 \$
Congrès de l'ISFG Congrès de l'ISFG (International Society of Forensic Genetics) rassemblant plusieurs spécialistes en identification par empreintes génétiques provenant surtout des laboratoires européens	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2	2015-08-31	Golebia 9 Cracovie (sans objet), sans objet Canada	698,77 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec.	Direction générale des services correctionnels - Direction des programmes	4	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention Maison Tanguay	2	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E1 Canada	340,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec ^[35] 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Bureau Réseau correctionnel de Montréal	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E1 Canada	385,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec ^[36] 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	DSPC Montréal Nord-Est	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E1 Canada	385,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Congrès de la Société de criminologie du Québec ^[37] 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E1 Canada	385,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec ^[38] 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Québec	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E1 Canada	385,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec ^[39] 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	DSPC Québec-Charlevoix	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boul. du Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E1 Canada	385,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec ^[4] 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec (28-29-30 octobre 2015)	Établissement de détention de Hull	1	2015-04-25	500, boulevard Beaupré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Congrès du NIST Le NIST (National Institute of Standards and Technology) organisait ce congrès sur la gestion des erreurs en sciences judiciaires.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2	2015-07-20	300 Army Navy Drive Arlington (22202), Virginie Canada	218,78 \$
Congrès EAFS Congrès de l'EAFS (European Academy of Forensic Science) qui a lieu tous les trois ans et rassemble plusieurs spécialistes des sciences judiciaires	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2015-09-06	140 21 Praha 4 Prague (sans objet), 15/1684 Canada	628,30 \$
Congrès IABPA Congrès de l'IABPA (International Association of Blood Spatter Analysts) consacré à l'interprétation des taches et projection de sang	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2015-09-22	Direction de la biologie 200 Main St Fort Worth (Texas), 76102 Canada	541,88 \$
Congrès Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Montréal	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Roberval	1	2015-08-25	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Congrès Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	2015-09-14	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Direction principale aux programmes et à la sécurité et à l'administration	1	2015-09-02	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	370,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec 37e Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Sherbrooke	1	2015-10-28	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec ^[29] Adhésion à la Société de criminologie du Québec	Direction principale aux programmes et à la sécurité et à l'administration	1	2015-09-02	Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	90,00 \$
Conseil du bâtiment durable du Québec Visite technique du Centre Vidéotron de Québec destinée aux architectes	Direction de la gestion immobilière	3	2015-09-22	Centre Vidéotron 250-B boulevard Wilfrid-Hamel Québec (Québec), G1L 5A7 Canada	40,24 \$
Devenir Scrum Product Owner Formation sur la méthodologie de projet Scrum, communément appliquée en programmation de systèmes informatiques.	Direction des technologies de l'information	1	2015-11-02	Musée de la Place Royale 27, rue Notre-Dame Québec (Québec), G1K 4E9 Canada	995,00 \$
First Annual Conference in Forensic and Pediatric Pathology Conférence d'une journée visant à répondre à la formation professionnelle continue et aux besoins éducatifs des pathologistes et des juristes Les présentations ont porté sur les questions d'actualité en médecine légale pédiatrique légale et générale ainsi que la pathologie traumatique.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	4	2015-09-25	501 Smyth Road Ottawa (Ontario), K1H 8L6 Canada	250,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation ECIU Formation Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence	Établissement de détention de Québec	2	2015-05-02	Laval Quality Suites 2035, autoroute des Laurentides Laval (Québec), H7S 1Z6 Canada	525,00 \$
Formation Brigade d'intervention en service d'incendie Mise à jour de la formation de 3 chefs d'unité qui sont pompiers, sur les mesures d'urgence incendie pour l'Établissement de détention de Montréal.	Établissement de détention de Montréal	3	2015-12-04	Targe Risques Management 9401, Côte des Saints Mirabel (Québec), J7N 2X4 Canada	4500,00 \$
Formation CPA Passeport - formation pour 2015-2016	Direction principale aux programmes et à la sécurité - Direction principale de l'administration	1	2015-07-08	CPA 5, place Ville-Marie, bureau 800 Montréal (Québec), H3B 2G2 Canada	1499,00 \$
Formation de tir Location de salle aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-10-05	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercice de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-11-28	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-04-27	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	64,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-09-21	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-12-05	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les ASC et CU	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-04-07	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	64,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-10-19	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-10-26	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-09-28	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-11-07	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-11-21	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-11-01	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-06-16	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-06-17	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-06-18	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-09-14	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir pour les ASC et CU	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-04-13	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	64,00 \$
Formation de tir Location de salle de tir aux fins de formation et d'exercices de tir.	Établissement de détention Leclerc de Laval	4	2015-09-11	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Formation de tir ⁽¹⁵⁾ Programme de formation et d'accréditation sur les armes à feu pour les agents des services correctionnels et les gestionnaires relativement au port, à l'utilisation et à la manipulation des armes à feu	Bureau Réseau correctionnel - Direction générale de l'Ouest-du-Québec	156	2015-04-02	1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	19,00 \$
Formation ECIU Location d'une salle pour la formation initiale de 10 jours pour 4 nouveaux membres de l'Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence (ECIU)	Établissement de détention de Sept-Îles	4	2015-05-10	Réserve navale 366, avenue Arnaud Sept-Îles (Québec), G4R 3A7 Canada	374,50 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation en intervention d'aide à la suite d'un incident critique ^[12] Formation donnée aux intervenants de la Direction générale des services correctionnels dans le cadre du programme d'aide aux personnes	Direction des ressources humaines	14	2015-04-02	Collège de formation du personnel du Service correctionnel Canada 5550, boul. Lévesque Est Laval (Québec), H7C 1N7 Canada	282,90 \$
Formation en intervention d'aide à la suite d'un incident critique ^[14] Formation des intervenants de la Direction générale des services correctionnels dans le cadre du programme d'aide aux personnes	Direction des ressources humaines	12	2015-04-02	Ministère de la Sécurité publique 2525, boul. Laurier Québec (Québec), G1V 2L2 Canada	132,43 \$
Formation en intervention physique Location d'une salle pour la mise à jour de la formation Technique d'intervention physique	Établissement de détention de Sept-Îles	6	2015-06-14	Réserve navale 366, avenue Arnaud Sept-Îles (Québec), G4R 3A7 Canada	150,00 \$
Formation en intervention physique Location d'une salle pour la mise à jour de la formation Technique d'intervention physique	Établissement de détention de Sept-Îles	4	2015-06-22	Réserve navale 366, avenue Arnaud Sept-Îles (Québec), G4R 3A7 Canada	150,00 \$
Formation en intervention physique Location d'une salle pour la mise à jour de la formation Technique d'intervention physique.	Établissement de détention de Sept-Îles	6	2015-06-07	Réserve navale 366, avenue Arnaud Sept-Îles (Québec), G4R 3A7 Canada	150,00 \$
Formation en secourisme ^[2] Formation prévention secours inc. offre une formation qui permet aux participants d'intervenir en cas d'urgence et d'appliquer les principes d'intervention avant l'arrivée des services médicaux d'urgence	Centre des opérations gouvernementales	6	2015-05-03	Formation prévention secours inc. 1515, avenue Saint-Jean-Baptiste local 180 Québec (Québec), G2E 5E2 Canada	104,00 \$
Formation Gestion des crises Formation des gestionnaires en établissement de détention afin qu'ils puissent offrir la formation à leurs pairs la gestion de situation d'urgence et des crises en milieu correctionnel offert par un expert de Service correctionnel Canada.	Établissement de détention d'Amos	1	2015-11-22	Holiday Inn Laval Montréal 2900, boul. Le Carrefour Laval Laval (Québec), H7T 2K9 Canada	315,00 \$
Formation Gestion des crises Formation en gestion d'urgence et des crimes en milieu correctionnel pour les gestionnaires en établissement de détention afin qu'ils puissent offrir cette même formation à leurs pairs.	Direction générale des services correctionnels - Direction générale adjointe aux programmes et à la sécurité	5	2015-10-16	André Courtemanche 464, rue de l'Érablière Rosemère (Québec), J7A 4L3 Canada	523,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation Hermann (CAMIQ) Profils des préférences cérébrales, Rapport Hermann, Centre d'analyse du marché industriel québécois (CAMIQ)	Établissement de détention de Saint-Jérôme	8	2015-09-03	Établissement de détention de Saint-Jérôme 2, boulevard de la Salette Saint-Jérôme (Québec), J7Y 2W5 Canada	89,00 \$
Formation Simplek Formation sur le logiciel Simplek - qui gère le 'Keywatcher' (attribution, suivi et protection des clefs) qui est installé à l'Établissement de détention Leclerc de Laval.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	2015-07-07	Établissement de détention Leclerc de Laval 400, montée Saint-François Laval (Québec), H7C 1S7 Canada	400,00 \$
Formation sur la gestion de crises ⁽⁴⁰⁾ Formation des gestionnaires en établissement de détention afin qu'ils puissent offrir de la formation à leurs pairs sur la gestion de situation d'urgence et des crises en milieu correctionnel offert par un expert des Services correctionnels Canada.	Établissement de détention de Québec	1	2015-10-25	Holiday Inn - InnVest Hotel 2900, boul. Le Carrefour Laval Laval (Québec), H7T 2K9 Canada	490,00 \$
Formation sur la spécificité féminine Frais d'hébergement pour la formation sur la spécificité féminine en milieu carcéral offert par Services correctionnels Canada	Direction générale des services correctionnels - Direction des programmes	1	2015-10-04	Collège du personnel - Laval (Services correctionnels Canada) 5500, boul. Lévesque Est Laval (Québec), H7C 1N7 Canada	219,00 \$
Formation sur la violence envers les femmes autochtones CRI VIFF - Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes. (Violence faite aux femmes autochtones).	DSPC - Laval-Launaudière	1	2015-12-07	Université de Montréal CP 6128, succ. Centre-Ville Montréal (Québec), H3C 3J7 Canada	30,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel	Établissement de détention de Sorel	4	2015-07-07	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel des agents des services correctionnels et les chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	5	2015-12-06	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	115,20 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel des agents des services correctionnels et chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	5	2015-11-24	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	115,20 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel des agents des services correctionnels et chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	5	2015-11-21	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H7 Canada	115,20 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel des agents des services correctionnels et les chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	4	2015-12-08	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	144,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel des agents des services correctionnels et chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	4	2015-11-23	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H7 Canada	144,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et le CU	Établissement de détention de Sorel	3	2015-09-15	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	149,33 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU	Établissement de détention de Sorel	4	2015-07-08	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU	Établissement de détention de Sorel	4	2015-07-09	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU	Établissement de détention de Sorel	4	2015-07-28	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU	Établissement de détention de Sorel	4	2015-07-29	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU	Établissement de détention de Sorel	4	2015-09-16	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU	Établissement de détention de Sorel	4	2015-09-17	9219-0115; Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	112,00 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Hull pour les agents des services correctionnels et chefs d'unité.	Établissement de détention de Hull	5	2015-11-10	Centre de formation et de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec), J8L 0A9 Canada	76,80 \$
Formation sur les armes à feu Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Sorel	Établissement de détention de Sorel	5	2015-11-08	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	115,20 \$
Formation sur les armes à feu Programme de formation des nouveaux moniteurs de tir pour les différentes régions du réseau correctionnel de l'Est (Direction générale des services correctionnels), ainsi que pour la requalification des agents.	Établissement de détention de Québec	2	2015-11-28	Hôtel Universel Montréal 5000, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec), H1V 1A1 Canada	616,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation sur les armes à feu Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité. Laissez-passer pour la traversée Sorel - Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 5 participants.	Établissement de détention de Sorel	5	2015-12-06	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	8,90 \$
Formation sur les armes à feu Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité. Laissez-passer pour la traversée Sorel - Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 5 personnes.	Établissement de détention de Sorel	5	2015-11-09	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	8,90 \$
Formation sur les armes à feu Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité. Laissez-passer pour la traversée Sorel - Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 4 participants.	Établissement de détention de Sorel	4	2015-12-08	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	9,38 \$
Formation sur les armes à feu Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité. Laissez-passer pour la traversée Sorel - Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 14 participants.	Établissement de détention de Sorel	14	2015-11-22	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	9,04 \$
Formation sur les armes à feu ^[16] Programme de formation des nouveaux moniteurs de tirs pour les différentes régions du réseau correctionnel de l'Est ainsi que pour la requalification des agents	Établissement de détention de Québec	132	2015-04-02	Club de tir Les Castors de Charlesbourg inc. 29, rue Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec), G1N 3E5 Canada	167,50 \$
Formation sur les armes à feu ^[23] Qualification de tir l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU. Laissez-passer pour la traversée de Sorel-Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 12 participants	Établissement de détention de Sorel	12	2015-07-09	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	7,04 \$
Formation sur les armes à feu ^[25] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU Laissez-passez pour la traversée Sorel-Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 11 participants	Établissement de détention de Sorel	11	2015-07-28	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	9,59 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation sur les armes à feu ^[42] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU Laisser-passez pour la traversée Sorel-Saint-Ignace pour le déplacement du personnel pour la formation de 11 participants	Établissement de détention de Sorel	11	2015-09-15	Société des traversiers du Québec 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	9,59 \$
Formation sur les armes à feu ^[44] Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	8	2015-10-01	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation sur les armes à feu ^[45] Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité.	Direction des services de transport et de comparution de Rivière-des-Prairies	36	2015-10-01	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation sur les armes à feu ^[46] Location de salle pour la formation sur les armes à feu (qualification de tir) pour l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies des agents des services correctionnels et des chefs d'unité.	Direction des services de transport et de comparution de Rivière-des-Prairies	24	2015-11-01	9219-0115 Québec inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	72,00 \$
Formation sur les techniques d'intervention physique (TIP) Techniques d'intervention physique à l'Établissement de détention d'Amos	Établissement de détention d'Amos	8	2015-11-01	Amosphère Hôtel 1031, route 111 Est Amos (Québec), J9T 1N2 Canada	10,00 \$
Formation sur les techniques d'intervention physique (TIP) Techniques d'intervention physique à l'Établissement de détention d'Amos	Établissement de détention d'Amos	6	2015-11-15	Amosphère Hôtel 1031, route 111 Est Amos (Québec), J9T 1N2 Canada	33,33 \$
Formation sur les techniques d'intervention physique (TIP) Techniques d'intervention physique à l'Établissement de détention d'Amos	Établissement de détention d'Amos	8	2015-11-10	Amosphère Hôtel 1031, route 111 Est Amos (Québec), J9T 1N2 Canada	50,00 \$
Formation sur les techniques d'intervention physique (TIP) Techniques d'intervention physique à l'Établissement de détention d'Amos	Établissement de détention d'Amos	8	2015-11-02	Amosphère Hôtel 1031, route 111 Est Amos (Québec), J9T 1N2 Canada	25,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formations en intervention d'aide à la suite à d'un incident critique ^[43] Formation des intervenants de la Direction générale des services correctionnels dans le cadre du programme d'aide aux personnes.	Direction des ressources humaines	26	2015-04-02	Collège de formation du personnel du Service correctionnel Canada 5500, boul. Lévesque Est. Laval (Québec), H7C 1N7 Canada	69,45 \$
Forum interprovincial sur le traitement judiciaire de la violence conjugale Le forum vise à faire réfléchir collectivement sur des enjeux relatifs au traitement judiciaire des événements de violence conjugale.	Direction de la prévention et de l'organisation policière	1	2015-05-10	La Plaza 420, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec), H3A 1B4 Canada	200,00 \$
Forum sur l'itinérance Forum sur l'itinérance	Établissement de détention de Sherbrooke	2	2015-05-13	Centre communautaire Richard-Gingras 4503, chemin Saint-Roch Nord Sherbrooke (Québec), J1R 0K7 Canada	25,00 \$
Frais de scolarité - études universitaires Remboursement de frais de scolarité universitaires liés au domaine d'emploi (baccalauréat en administration - concentration gestion des technologies d'affaires) - session d'automne	Direction des technologies de l'information	1	2015-12-12	Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis 1595 boulevard Alphonse-Desjardins Québec (Québec), G6V 0A6 Canada	288,66 \$
Gangs de rue Séminaire Gangs de rue et délinquance	Bureau Réseau correctionnel - Direction générale de Montréal	1	2015-06-02	Université du Québec à Montréal C.P. 8888, succ. Centre-Ville Montréal (Québec), H3C 3P8 Canada	49,00 \$
Gestion Catherine Beaudet ^[42] 37e congrès de la Société de criminologie du Québec	Bureau du sous-ministre	1	2015-10-28	Centre des congrès du Château Mont Sainte-Anne 500, boulevard Beau-Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Hackfest Colloque en sécurité informatique	Direction des technologies de l'information	5	2015-11-04	Hotel Plaza Québec 3031, boulevard Laurier Québec (Québec), G1V 2M2 Canada	105,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Introduction aux relations industrielles Cours universitaire offert à l'UQAR. Introduction aux relations industrielles	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	2015-06-28	UQAR 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec), G5C 2B2 Canada	385,00 \$
Journée de rencontre entre coroners et pathologistes Journée de formation et d'échanges entre les pathologistes judiciaires, les pathologistes pédiatriques hospitaliers et les coroners concernant la pathologie pédiatrique	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	5	2015-04-09	Hôpital de Montréal pour enfants 1001 boulevard Décarie Montréal (Québec), H4A 3J1 Canada	35,00 \$
Journée professionnelle sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ^[17] Formation permettant à des membres du personnel de favoriser l'exercice du droit aux documents administratifs et aux renseignements personnels de leur organisme, d'évaluer les conséquences de leurs décisions, d'élaborer un argumentaire rationnelle et juridique pour permettre de bien motiver leurs décisions	Bureau du sous-ministre	2	2015-04-14	Hôtel Château Laurier 1220 place George-V Québec (Québec), G1R 5B8 Canada	412,00 \$
Journée thématique sur le harcèlement psychologique Organisée par la Commission des normes du travail	Direction des ressources humaines	2	2015-06-17	Palais des congrès 1001, place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec), H2Z 1H5 Canada	250,00 \$
Location de fourgonnette pour la formation sur les agents inflammatoires ^[28] Formation pour les moniteurs en agent inflammatoire OC pour l'Établissement de détention de Sorel Déplacement de l'Établissement de détention de Sorel au lieu de la formation, Joliette pour un moniteur agent Inflammatoire OC	Établissement de détention de Sorel	1	2015-07-14	Paul Gamelin & fils inc. (National) 400, montée Saint-François Laval (Québec), H7C 1S7 Canada	294,00 \$
Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel ^[22] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel des ASC et CU. Déplacement de l'Établissement de Sorel au lieu de la formation, Joliette pour 12 participants	Établissement de détention de Sorel	12	2015-07-07	Paul Gamelin & fils inc. (National) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	20,00 \$
Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel ^[24] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU Déplacement de l'Établissement de Sorel au lieu de la formation, Joliette pour 8 participants	Établissement de détention de Sorel	8	2015-07-28	Paul Gamelin & fils inc. (National) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	20,88 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel ^[42] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les ASC et les CU Déplacement de l'Établissement de Sorel au lieu de la formation, Joliette pour 11 participants	Établissement de détention de Sorel	11	2015-09-15	Paul Gamelin & fils inc. (National) 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	22,36 \$
Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel ^[42] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	14	2015-11-20	Paul Gamelin & fils inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	18,00 \$
Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel ^[43] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels et les chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	4	2015-11-06	Paul Gamelin & fils inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	38,25 \$
Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour personnel et le matériel ^[41] Qualification de tir pour l'Établissement de détention de Sorel pour les agents des services correctionnels ou les chefs d'unité.	Établissement de détention de Sorel	9	2015-12-04	Paul Gamelin & fils inc. 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	26,33 \$
North Sec 2015 Compétition de piratage informatique	Direction des technologies de l'information	3	2015-05-21	Marché Bonsecours 350, rue St-Paul Est Montréal (Québec), H2Y 1H4 Canada	123,99 \$
Pratique de tir Joliette ^[19] Exercices pratiques (salles de tir) pour les ASC et les CU de RDP.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	70	2015-08-31	9219-0115 Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	56,00 \$
Pratique de tir Joliette ^[20] Exercices pratiques (salles de tir) pour les ASC et CU de l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	11	2015-09-24	9219-0115 Québec inc. (Salle de tir de Joliette) 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec), J6E 9H6 Canada	61,09 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Professional Scrum Master Formation sur la méthodologie de projet Scrum, communément utilisée dans la programmation de systèmes informatiques	Direction des technologies de l'information	1	2015-11-04	Musée de la Place Royale 27, rue Notre-Dame Québec (Québec), G1K 4E9 Canada	1495,00 \$
Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels (PIFASC) Formation pour le programme d'intégration (PIFASC) donnée par l'École nationale de police du Québec pour une cohorte de 29 personnes du 1 ^{er} avril au 12 mai 2015. Cette formation comprend les chambres et repas pour la période du 1 ^{er} avril au 12 mai 2015 pour 24 personnes.	Direction principale aux programmes et à la sécurité - Direction du conseil à l'organisation	24	2015-05-19	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	7152,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 1 ^[6] Formation à la gestion pour un cadre de la Direction générale des services correctionnels - programme obligatoire	Direction des ressources humaines	1	2015-04-23	ENAP 555, boul. Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	4285,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 1 ^[7] Formation à la gestion pour un cadre de la Direction générale des services correctionnels- programme obligatoire	Direction des ressources humaines	1	2015-06-03	ENAP 4750, av. Henri-Julien, 5ième étage Montréal (Québec), H2T 3E5 Canada	4285,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 2 ^[8] Formation à la gestion pour deux cadres de la Direction générale des services correctionnels et un cadre de la Direction générale des affaires policières - programme obligatoire	Direction des ressources humaines	3	2015-04-20	ENAP 4750, av. Henri-Julien, 5ième étage Montréal (Québec), H2T 3E5 Canada	3800,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 2 ^[9] Formation à la gestion pour un cadre de la Direction générale des services correctionnels - programme obligatoire	Direction des ressources humaines	1	2015-05-12	ENAP 555, boul. Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	3800,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader de la fonction publique québécoise Programme obligatoire offert par l'École Nationale d'Administration publique	Direction des ressources humaines	1	2015-11-25	École Nationale d'Administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	4285,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Préparation à la retraite Session d'information pour la préparation à la retraite	Établissement de détention de Montréal	1	2015-09-21	Cegep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Préparation à la retraite Session d'information sur la préparation à la retraite	Établissement de Rivière-des-Prairies	1	2015-07-14	Cegep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Prévention de l'homicide conjugal Formation sur l'intervention auprès des hommes pour prévenir l'homicide conjugal offerte par l'organisme C-TA-C.	Direction des services professionnels correctionnels du Bas-Saint-Laurent	1	2015-05-27	Grand Séminaire 49, rue Saint-Jean-Baptiste Rimouski (Québec), G5L 4J2 Canada	55,00 \$
Qualifications cariste Renouvellement des qualifications cariste aux trois ans pour l'Établissement de détention de Montréal.	Établissement de détention de Montréal	4	2015-07-06	Établissement de détention de Montréal 800, boul. Gouin Montréal (Québec), H3L 1K6 Canada	98,44 \$
Questionnaire Trima Outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement spécialisé.	Direction des ressources humaines	1	2015-10-15	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies 11900, avenue Armand-Chaput Montréal (Québec), H1C 1S7 Canada	125,00 \$
Questionnaire Trima Outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration, dans le but d'élaborer un plan de développement et d'accompagnement personnalisé.	Direction des ressources humaines	1	2015-09-03	Établissement de détention de Rimouski 200, rue des Négociants Rimouski (Québec), G5M 1B6 Canada	125,00 \$
Questionnaire Trima Outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé.	Direction des ressources humaines	1	2015-10-15	Établissement de détention de Hull 75, rue Saint-François Gatineau (Québec), G1K9E5 Canada	125,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
RCE et DEA - Ambulance St-Jean ^[21] Formation RCE et DEA donnée par Ambulance St-Jean	Établissement de détention de Rimouski	8	2015-09-14	Centre Communautaire de Pointe-au-Père 400, avenue J-Roger-Lebel Pointe-au-Père (Québec), G5M 1V8 Canada	118,00 \$
RISQ (Recherche et intervention sur les substances psychoactives - Québec) Tournée des partenaires du RISQ organisée en collaboration avec le Centre intégré de santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, le MSP, le Centre de réadaptation en dépendance et l'équipe RISQ.	Direction des services professionnels correctionnels du Bas-Saint-Laurent	8	2015-06-03	Riotel 250, avenue du Phare Est Matane (Québec), G4W 3N4 Canada	40,00 \$
Réunion annuelle de l'Association des médecins en protection de l'enfance du Québec Rassemblement annuel de médecins et professionnels ayant pour but de présenter des études et de permettre des échanges concernant le traitement et la prévention des cas de maltraitance chez les enfants et adolescents	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	3	2015-04-21	CHU Sainte-Justine 3175, chemin de la Côte Sainte-Catherine Montréal (Québec), H3T 1C5 Canada	150,00 \$
Secours Pro Formation RCR (Secours Pro)	Établissement de détention de Québec	15	2015-06-22	Établissement de détention de Québec 500, rue de la Faune, C.P. 87130 Québec (Québec), G1G 5E4 Canada	37,00 \$
Service pour hommes impulsifs et colériques de Charlevoix Formation pour intervenir dans un processus de domination conjugale offerte par le Service pour hommes impulsifs et colériques (SHIC)	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix	1	2015-04-13	990, Richelieu La Malbaie (Québec), G5A 2X3 Canada	50,00 \$
Session de planification de la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Bureau du sous-ministre	1	2015-04-22	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Session de planification de la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Bureau du sous-ministre	1	2015-06-07	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Session de planification de la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	2015-10-05	Centre Raymond-Blais 6, rue Raymond-Blais Lévis (Québec), G6W 7S1 Canada	250,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Session de planification de la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite.	Direction de la protection des personnalités	1	2015-05-25	Cégep Trois-Rivières 3175, boulevard Laviolette Trois-Rivières (Québec), G8Z 1E9 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction régionale de l'Outaouais-Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec	1	2015-06-02	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction des technologies de l'information	1	2015-06-07	Centre Raymond-Blais 6, rue Raymond-Blais Lévis (Québec), G6W 7S1 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction des technologies de l'information	1	2015-06-10	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Sorel	5	2015-05-20	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Montréal	7	2015-04-30	Cegep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction principale de l'administration - Direction de l'analyse financière et des acquisitions	6	2015-06-29	Commission scolaire de la Capitale (CARRA) 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix	1	2015-05-03	Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	250,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Bureau Réseau correctionnel - Direction générale de l'Est-du-Québec	1	2015-06-04	Commission scolaire de la Capitale (CARRA) 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Sherbrooke	2	2015-06-09	Centre Mariannhill - Salle Mariannhill 2075, chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec), J1N 1E7 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Québec	1	2015-10-22	Commission scolaire de la Capitale - Centre Louis-Jolliet 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite.	Établissement de détention de Montréal	1	2015-11-08	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite.	Direction des services professionnels correctionnels - Québec-Charlevoix	2	2015-10-29	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite ^[30] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Saint-Jérôme	3	2015-06-01	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec), J7Z 4V2 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite ^[31] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	2015-11-08	Centre À Nous 50, rue Thouin Repentigny (Québec), J6A 4J4 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite ^[32] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Saint-Jérôme	4	2015-11-28	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec), J7Z 4V2 Canada	250,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Session de planification à la retraite ^[33] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	2015-12-06	Cégep Marie-Victorin 700, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2L6 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite ^[34] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite.	Établissement de détention de Rimouski	7	2015-11-20	Cégep de Rimouski 60, rue de l'Évêché Rimouski (Québec), G5L 4H6 Canada	250,00 \$
Session de planification à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Montréal	1	2015-11-07	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session de préparation à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	2015-06-11	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Session de préparation à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction des ressources humaines	1	2015-06-11	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	250,00 \$
Session de préparation à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de leur retraite	Direction des ressources financières, matérielles et de la planification	1	2015-10-05	Centre Raymond-Blais 6, rue Raymond-Blais Lévis (Québec), G6W 7S1 Canada	250,00 \$
Session de préparation à la retraite Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction des technologies de l'information	1	2015-09-28	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	21,49 \$
Solutions Web PaCo inc. Formation : questionnaire Trima (Solutions Web PaCo inc.)	Établissement de détention de Québec	15	2015-06-18	Établissement de détention de Québec 500, rue de la Faune, C.P. 87130 Québec (Québec), G1G 5E4 Canada	125,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Sommet interdisciplinaire en usage de la force ^[9] Colloque à l'École nationale de police du Québec portant sur l'ensemble des facettes couvrant l'usage de la force lors d'interventions policières	Direction de la vérification interne des enquêtes et de l'inspection	3	2015-04-29	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	114,67 \$
Sommet interdisciplinaire sur l'usage de la force Présentation d'une série d'activités portant sur l'ensemble des facettes couvrant l'usage de la force lors d'interventions policières	Direction de la prévention et de l'organisation policière	1	2015-04-29	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	100,00 \$
Soutien aux études Soutien aux études pour la session d'hiver 2015	Direction des ressources humaines	1	2015-04-06	ENAP 555, boul. Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	691,72 \$
Soutien aux études Soutien aux études pour l'hiver 2015-2016.	Établissement de détention de Montréal	1	2015-11-29	Université du Québec (TÉLUQ) - Formation à distance 455, rue du Parvis Québec (Québec), G1K 9H6 Canada	170,00 \$
Soutien aux études Soutien aux études pour la session d'automne 2014	Direction principale aux programmes et à la sécurité - Direction de la sécurité	1	2015-05-17	Université de Montréal C.P. 6128, succursale Centre-Ville Montréal (Québec), H3C 3J7 Canada	593,00 \$
Soutien aux études Soutien aux études pour la session d'hiver 2015	Direction des ressources humaines	1	2016-01-09	Université du Québec à Rimouski 1595, boul. Alphonse-Desjardins Lévis (Québec), G6V 0A6 Canada	284,45 \$
Soutien aux études ^[18] Soutien aux études	Établissement de détention de Montréal	1	2015-09-01	Bureau du DGA Montréal 500, boul. René Lévesque Ouest, bureau 6.400 Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada	126,40 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Soutien aux études ^[1] En vue de l'obtention d'un diplôme universitaire	Direction régionale Saguenay-Lac Saint-Jean-Côte-Nord	1	2015-04-11	Cégep de Baie-Comeau/Université du Québec à Rimouski 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec), G5C 2B2 Canada	310,20 \$
Soutien aux études ^[5] Soutien aux études pour l'automne 2014 et l'hiver 2015 dans divers établissements universitaires	Établissement de détention de Montréal	8	2015-04-29	500, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 6.400 Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada	133,75 \$
Séminaire du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail Séminaire 2015 - Les cinq chapeaux du gestionnaire pour assurer un milieu de travail sain et respectueux	Direction des ressources humaines	2	2015-06-15	Université Laval - Centre des services Desjardins-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec), G1V 0B4 Canada	125,00 \$
Séminaire Fire Findings Assister au séminaire Investigation of Gas and Electric Appliance Fire Un des volets du travail du chimiste en incendie est de faire l'examen de pièces à conviction ayant subi des dommages importants dans un incendie afin de vérifier si la pièce en question peut être à l'origine de l'incendie. La formation à l'interne pour ce genre d'examen est insuffisante. Il est primordial pour un employé d'acquérir une plus grande connaissance des causes d'incendies liées aux appareils électriques et au gaz.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2015-11-01	2026 Plaza Drive Benton Harbor (Michigan), 49022 Canada	1165,11 \$
Tableau de bord et indicateurs en technologies de l'information Comprendre les concepts de tableau de bord et identifier les principaux indicateurs reliés à la gestion en technologie de l'information.	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	1	2015-12-06	CLDC 880, chemin Sainte-Foy, 5e étage Québec (Québec), G1S 2L2 Canada	295,00 \$
Utilisation des extincteurs Formation sur la sécurité incendie	Établissement de détention de Sept-Îles	7	2015-08-18	Ville de Sept-Îles - Sécurité incendie 153, rue Père-Divet Sept-Îles (Québec), G4R 5M8 Canada	61,43 \$
Utilisation des extincteurs Formation sur la sécurité incendie	Établissement de détention de Sept-Îles	7	2015-08-25	Ville de Sept-Îles - Sécurité incendie 153, rue Père-Divet Sept-Îles (Québec), G4R 5M8 Canada	61,43 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Utilisation des extincteurs Formation sur la sécurité incendie	Établissement de détention de Sept-Îles	7	2015-09-01	Ville de Sept-Îles - Sécurité incendie 153, rue Père-Divet Sept-Îles (Québec), G4R 5M8 Canada	61,43 \$
États généraux de l'itinérance au Québec Conférence sur l'état de l'itinérance au Québec ainsi que des ressources offertes	Direction des services professionnels correctionnels de la Mauricie	1	2015-06-15	Réseau Solidarité Itinérance du Québec 1431, rue Fullum, bureau 204 Montréal (Québec), H2K 0B5 Canada	215,00 \$
États généraux de l'itinérance au Québec Face à une itinérance toujours en croissance et qui se diversifie, que faire collectivement pour avancer dans la prévention et la réduction de l’itinérance? Les Troisièmes États généraux de l’itinérance visent à mesurer le chemin parcouru depuis la déclaration Droit de cité issue des Premiers États généraux, en 2005 en matière d’évolution des connaissances et des pratiques.	Direction de la prévention et de l'organisation policière	1	2015-06-14	UQAM - Coeur des sciences 200 rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec), H2X 3P2 Canada	165,00 \$

Information complémentaire

1↑ Soutien aux études

Durée de la formation : 13 janvier au 21 avril 2015.

2↑ Formation en secourisme

Cette formation, d'une durée de 16 heures, est d'une durée de deux jours.

3↑ Sommet interdisciplinaire en usage de la force

Formation donnée par l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec

4↑ Congrès de la Société de criminologie du Québec

La formation a été payée en avril, mais aura lieu en octobre 2015.

5↑ Soutien aux études

Le montant des inscriptions totales est de 1 070 \$

6↑ Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 1

17 jours de formation répartis sur 16 mois

7↑ Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 1

17 jours de formation répartis sur 16 mois

8↑ Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 2

17 jours de formation répartis sur 16 mois

9↑ Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader - niveau 2

17 jours de formation répartis sur 16 mois

10↑ Ambulance St-Jean

Cette formation a été donnée les 13 et 20 juin 2015.

Ministère de la Sécurité publique : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

11↑ Formatin ECIU

La formation a été donnée les 4 et 15 mai 2015.

12↑ Formation en intervention d'aide à la suite d'un incident critique

La formation s'est déroulée du 27 au 29 janvier 2015. Les factures ont été payées en avril 2015.

13↑ Formations en intervention d'aide à la suite d'un incident critique

Les formations ont eu lieu du 3 au 6 juin 2014 et du 27 au 29 juin 2015. Les factures ont été payées en avril 2015.

14↑ Formation en intervention d'aide à la suite d'un incident critique

La formation a eu lieu du 9 au 12 septembre 2014. La facture a été payée en avril 2015

15↑ Formation de tir

Le coût pour 6 formations de 26 participants est de 3 072 \$

16↑ Formation sur les armes à feu

Le coût est de 22 110 \$ pour 132 participants.

17↑ Journée professionnelle sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels

Le coût de l'inscription par personne représente la moyenne des coûts déboursés pour cette formation :

-Un participant a payé 399 \$, car son inscription a été effectuée avant le 1^{er} avril 2015;

-Le second participant a payé 425 \$, soit le tarif régulier.

18↑ Soutien aux études

Session automne-hiver 2015

19↑ Pratique de tir Joliette

Formation du 31 août 2015 au 23 septembre 2015

20↑ Pratique de tir Joliette

Formation du 24 au 30 septembre 2015.

21↑ RCE et DEA - Ambulance St-Jean

Formation offerte les 14 et 15 septembre 2015.

22↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel

Formation du 7 au 9 juillet 2015

23↑ Formation sur les armes à feu

Formation du 7 au 9 juillet 2015.

24↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel

Formation du 28 au 30 juillet 2015

25↑ Formation sur les armes à feu

Formation du 28 au 30 juillet 2015.

26↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel

Formation du 15 au 17 septembre 2015.

27↑ Formation sur les armes à feu

Formation du 15 au 17 septembre 2015.

28↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les agents inflammatoires

Formation du 14 au 17 juillet 2015

29↑ Congrès Société de criminologie du Québec

Frais d'inscription pour 2 ans.

30↑ Session de planification à la retraite

Ministère de la Sécurité publique : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Cette formation à l'intention de 3 participants et a eu lieu le 1er et 2 juin 2015.

31↑ Session de planification à la retraite

Cette formation donnée à 1 participant a eu lieu le 10 et 11 novembre 2015

32↑ Session de planification à la retraite

Cette formation donnée à 4 participants a eu lieu le 1er et 2 décembre 2015.

33↑ Session de planification à la retraite

Cette formation donnée à 1 participant a eu lieu le 10 et 11 décembre 2015.

34↑ Session de planification à la retraite

Cette formation donnée à 7 participants a eu lieu le 23 et 24 novembre 2015.

35↑ Congrès de la Société de criminologie du Québec

Le congrès s'est tenu du 28 au 30 octobre 2015.

36↑ Congrès de la Société de criminologie du Québec

Le congrès s'est tenu du 28 au 30 octobre 2015.

37↑ Congrès de la Société de criminologie du Québec

Le congrès s'est tenu du 28 au 30 octobre 2015.

38↑ Congrès de la Société de criminologie du Québec

Le congrès s'est tenu du 28 au 30 octobre 2015.

39↑ Congrès de la Société de criminologie du Québec

Le congrès s'est tenu du 28 au 30 octobre 2015.

40↑ Formation sur la gestion de crises

Cette formation vise à augmenter le niveau de connaissance des gestionnaires afin de les aider dans la prise de décisions, à s'assurer une bonne compréhension et d'une pratique commune et uniforme, ainsi qu'à assurer une meilleure protection du public, du personnel et des détenus.

41↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour personnel et le matériel

Cette location a été facturée pour la période du 7 au 10 décembre 2015.

42↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel

Cette location a été facturée pour la période du 23 au 26 novembre 2015.

43↑ Location de fourgonnette pour la formation sur les armes à feu pour le personnel et le matériel

Cette location a été facturée pour la période du 9 au 11 novembre 2015.

44↑ Formation sur les armes à feu

Cette formation s'est tenue du 1er au 29 octobre 2015.

45↑ Formation sur les armes à feu

Cette formation s'est tenue du 1er au 29 octobre 2015.

46↑ Formation sur les armes à feu

Cette formation s'est tenue du 1er au 29 octobre 2015.

47↑ Gestion Catherine Beaudet

Le congrès s'est tenu du 28 au 30 octobre 2015.

48↑ Commission scolaire de la Capitale

Cette formation donnée à 1 participant a eu lieu le 16 et 17 novembre 2015

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Contrats de formation

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Lambda	5260,11 \$	Formation ITIL (Information technology Infrastructure Library) portant sur les meilleures pratiques en matière de gestion des services TI.	2015-05-13	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec), G1V 2L2 Canada	5
École nationale de police du Québec ^[1]	21687,42 \$	Programme d'accueil et d'intégration des gestionnaires de premier niveau des services correctionnels	2015-05-25	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Québec (Québec), J3T 1X4 Canada	15
École nationale de police du Québec ^[2]	20354,92 \$	Programme d'accueil et d'intégration des gestionnaires de premier niveau des services correctionnels	2015-06-10	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	12
École nationale de police du Québec ^[3]	14226,10 \$	Programme d'accueil et d'intégration des gestionnaires de premier niveau - services correctionnels	2015-09-14	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	13
École nationale de police du Québec ^[4]	13156,35 \$	Programme d'accueil et d'intégration des gestionnaires de premier niveau - services correctionnels	2015-10-26	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	10

Information complémentaire
1↑ École nationale de police du Québec
Durée de 5 jours, y compris l'hébergement
2↑ École nationale de police du Québec
Durée de 5 jours, y compris l'hébergement
3↑ École nationale de police du Québec
Durée de 5 jours, y compris l'hébergement
4↑ École nationale de police du Québec
Durée de 5 jours, y compris hébergement

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
<p>Journée professionnelle en accès à l'information et protection des renseignements personnels^[1]</p> <p>Objectif : optimiser les pratiques en matière d'AIPRP dans le contexte de l'élargissement de l'application du <i>Règlement sur la diffusion de l'information et de la protection des renseignements personnels</i> à compter du 1er avril 2015.</p>	Direction des affaires juridiques	1	2015-04-11	Hôtel Château Laurier 1220, Place George-V Ouest Québec (Québec), G1R 5B8 Canada	389,00 \$
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Direction des affaires juridiques	1	2015-04-12	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est, 2e étage Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	10,00 \$

Régie de l’alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Bureau de la présidente	1	2015-04-27	<p>Formation en ligne</p> <p>560, boulevard Charest Est, 2e étage Québec (Québec), G1K 3J3 Canada</p>	10,00 \$
<p>La tenue d'une audience - Les meilleures pratiques^[2]</p> <p>Une journée de formation offerte par la Conférence des Juges Administratifs du Québec, portant sur les meilleures pratiques à observer lors de la tenue d'une audience.</p>	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	3	2015-04-05	<p>Commission des lésions professionnelles</p> <p>500, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 17.401 Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada</p>	65,00 \$
<p>La tenue d'une audience - Les meilleures pratiques^[3]</p> <p>Une journée de formation offerte par la Conférence des Juges Administratifs du Québec, portant sur les meilleures pratiques à observer lors de la tenue d'une audience.</p>	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	2	2015-04-25	<p>Commission des lésions professionnelles</p> <p>900, place d'Youville, bureau 700 Québec (Québec), G1R 3P7 Canada</p>	65,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
L'analyse d'impact réglementaire (AIR) - Balises méthodologiques, défis et pratiques opérationnelles Conférence offerte par le Centre de Recherche et d'Expertise en Évaluation.	Direction des affaires juridiques	5	2015-04-29	ÉNAP 555 Boulevard Charest E, Québec Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	0,00 \$
L'analyse d'impact réglementaire (AIR) - Balises méthodologiques, défis et pratiques opérationnelles Conférence offerte par le Centre de Recherche et d'Expertise en Évaluation.	Bureau de la présidente	2	2015-04-28	Webinaire - Formation en ligne 555 Boulevard Charest E, Québec, salle CH-4114 Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	0,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Barreau du Québec - Formation continue Inscription 1 employé à 10 modules de formation du Barreau du Québec pour la période 2015-04-10 au 2015-04-16 1-Partie non représentée, comment bien gérer cette réalité (47\$) 2-Nouveau code de procédure civile : Pour une nouvelle culture (37\$) 3-Nouveau code de procédure civile : Les pourvois (37\$) 4-Nouveau code de procédure civile : La procédure contentieuse (58\$) 5-Nouveau code de procédure civile : Administration de la preuve (37\$) 6-La médiation : Pourquoi? Quand? Comment? Et les bénéfices (78\$) 7-La validité et la finalité des conventions (78\$) 8-Comment négocier avec les personnalités difficiles : le coffre à outils (58\$) 9-La justice participative - outils (138\$) 10-Le code de déontologie des avocats fait peau neuve (10\$)	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2015-04-10	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est, 2e étage Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	578,00 \$

Régie de l’alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
<p>Journée nationale de la justice administrative</p> <p>Conférence portant sur le projet de loi 42, visant la fusion de la CLP, de la CRT et de la CSST instituant le Tribunal administratif du travail.</p>	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	12	2015-05-08	<p>Bureau de La RACJ</p> <p>1, rue Notre-Dame Est, 9e étage</p> <p>Montréal (Québec), H2Y 1B6</p> <p>Canada</p>	5,00 \$
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Régisseur d'instruction	1	2015-06-03	<p>Formation en ligne</p> <p>560, boulevard Charest Est, 2e étage</p> <p>Montréal (Québec), H2Y 1B6</p> <p>Canada</p>	10,00 \$
<p>ALAC</p> <p>Conférence semestrielle de l'Association canadienne des régies des alcools (2015-06-08 au 2015-06-09)</p>	Direction des affaires juridiques	2	2015-06-08	<p>Sheraton Cavalier Saskatoon</p> <p>612 Spadina Crescent E</p> <p>Saskatoon (Saskatchewan), S7K 3G8</p> <p>Canada</p>	625,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Direction des affaires juridiques	1	2015-07-16	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est, 2e étage Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	10,00 \$
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Direction des affaires juridiques	2	2015-08-21	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est, 2e étage Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	10,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Conférence des juristes de l'État Journée de formation pour les juristes de l'État, offerte en collaboration avec le Barreau de Québec. 5 ateliers offerts, possibilité d'accumuler jusqu'à 6 heures de formation reconnue.	Bureau de la présidente	3	2015-09-24	Hôtel le Concorde 1225 Cours du Général de Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$
Conférence des juristes de l'État Journée de formation pour les juristes de l'État, offerte en collaboration avec le Barreau de Québec. 5 ateliers offerts, possibilité d'accumuler jusqu'à 6 heures de formation reconnue.	Direction des affaires juridiques	6	2015-09-24	Le Concorde 1225 Cours du Général de Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$
Conférence des juristes de l'État Journée de formation pour les juristes de l'État, offerte en collaboration avec le Barreau de Québec. 5 ateliers offerts, possibilité d'accumuler jusqu'à 6 heures de formation reconnue.	Direction du contentieux	3	2015-09-24	Le Concorde 1225 Cours du Général de Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
CAGRA Participation à la conférence annuelle de la Canadian Gaming Regulators Association (CAGRA) - Automne 2015 au Nouveau-Brunswick (2015-09-14 au 2015-09-17)	Direction des affaires juridiques	2	2015-09-14	Hôtel Shédiac 222 Belliveau St Shédiac (Nouveau-Brunswick), E4P 0M2 Canada	475,00 \$
Comment négocier avec les personnalités difficiles : Le coffre à outils Acquérir les différents outils disponibles afin d'intervenir auprès des clientèles difficiles. L'objectif est de permettre aux participants : <ul style="list-style-type: none">de maîtriser certaines techniques d'intervention permettant de gérer efficacement ces comportements dysfonctionnels.d'obtenir des outils concrets pour traiter avec les personnalités difficiles.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	4	2015-05-20	Barreau du Québec 445 boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec), H2Y 3T8 Canada	113,00 \$
Comment négocier avec les personnalités difficiles : Le coffre à outils Acquérir les différents outils disponibles afin d'intervenir auprès des clientèles difficiles. L'objectif est de permettre aux participants : <ul style="list-style-type: none">de maîtriser certaines techniques d'intervention permettant de gérer efficacement ces comportements dysfonctionnels.d'obtenir des outils concrets pour traiter avec les personnalités difficiles.	Régisseur d'instruction	1	2015-05-20	Barreau du Québec 445 boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec), H2Y 3T8 Canada	113,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Direction du contentieux	13	2015-07-09	<p>Formation en ligne</p> <p>1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada</p>	10,00 \$
<p>Formation en ligne - Barreau du Québec</p> <p>Commission d'enquête et enquête administrative : Comprendre les règles du jeu</p>	Direction du contentieux	1	2015-09-04	<p>Bureau de La RACJ</p> <p>1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada</p>	37,00 \$
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Direction du contentieux	1	2015-09-11	<p>Bureau de La RACJ</p> <p>1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada</p>	10,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
<p>Le code de déontologie des avocats fait peau neuve</p> <p>En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ».</p> <p>La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.</p>	Direction des affaires juridiques	1	2015-09-14	Bureau de La RACJ 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	10,00 \$
<p>Journée de formation des juristes de l'État</p> <p>Journée de formation offerte en collaboration avec le Barreau de Québec.</p> <p>5 ateliers offerts, possibilité d'accumuler jusqu'à 6 heures de formation reconnue.</p>	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2015-09-24	Hôtel le Concorde 1225 Cours du Général de Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$
<p>Formation en ligne - Barreau du Québec</p> <p>Inscription à 4 modules de formation</p> <p>1- Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique</p> <p>2- Regard neuf sur le nouveau Code de procédure civile : Le point de vue de la Cour du Québec</p> <p>3- Regard neuf sur le nouveau Code de procédure civile : Le point de vue de la Cour supérieure</p> <p>4- Plaideurs quérulents : Guide pratique pour survivre au supplice de la goutte d'eau (2015-10-28)</p>	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2015-10-21	Bureau de La RACJ 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	47,00 \$

Régie de l’alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation en ligne - Barreau du Québec Les personnalités difficiles : Qui sont-elles?	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2015-10-28	Bureau de La RACJ 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	58,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR) Atelier de préparation à la retraite pour les employés de la fonction publique (2 journées 2015-10-26 et 2015-10-30)	Bureau de la présidente	1	2015-10-26	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Conférence des Juges Administratifs du Québec Développements récents en droit administratif	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	4	2015-11-22	Bureau de La RACJ 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	65,00 \$
Conférence des Juges Administratifs du Québec ^[4] Développements récents en droit administratif	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	3	2015-11-22	Bureau de La RACJ 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	75,00 \$

Régie de l’alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public/depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Conférence des Juges Administratifs du Québec Développements récents en droit administratif	Régisseur d'instruction	1	2015-11-22	Bureau de La RACJ 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	65,00 \$
Le code de déontologie des avocats fait peau neuve En vue de l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de déontologie des avocats, le Conseil général du Barreau du Québec a rendu obligatoire, pour tous les membres en règle, la formation « le code de déontologie des avocats fait peau neuve ». La seule formation reconnue, aux fins de cette obligation, est la formation de trois heures développée et offerte en ligne par le Barreau du Québec.	Bureau de la présidente	1	2015-12-27	Bureau de La RACJ 560, boulevard Charest Est, 2e étage Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	10,00 \$

Information complémentaire

1↑ Journée professionnelle en accès à l'information et protection des renseignements personnels

Les coûts d'inscription aux activités de formation des employés n'incluent pas les taxes.

2↑ La tenue d'une audience - Les meilleures pratiques

Le coût d'inscription à cette formation est de 65\$ pour un membre (3) et 75\$ pour un non-membre (aucun), excluant les taxes.

3↑ La tenue d'une audience - Les meilleures pratiques

Le coût d'inscription à cette formation est de 65\$ pour un membre (1) et 75\$ pour un non-membre (1), excluant les taxes.

4↑ Conférence des Juges Administratifs du Québec

Tarif non-membre

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Contrats de formation

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., S.R.L. ¹	1218,00 \$	Formation destinée aux régisseurs ainsi que certains membres de la direction de la RACJ, dont le thème porte sur la cohérence jurisprudentielle.	2015-12-13	Régie des alcools, des courses et des jeux 1, rue Notre-Dame Est, 9e étage Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	15

Information complémentaire
¹**Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., S.R.L.**
Le montant du contrat de formation n'inclut pas les taxes.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
ENAP Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader, 2e niveau	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-05-09	École nationale de l'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	3800,00 \$
CSST Forum sur la santé et la sécurité du travail	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-05-06	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec), G1R 5T8 Canada	235,00 \$
CRI-VIFF Forum international sur le traitement judiciaire de la violence conjugale	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-05-09	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec), H3T 1J4 Canada	200,00 \$
Barreau du Québec Congrès annuel	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-06-09	Manoir Richelieu 181, rue Richelieu La Malbaie (Québec), G5A 1X7 Canada	425,00 \$
Société de criminologie du Québec Congrès annuel	Commission québécoise des libérations conditionnelles	5	2015-10-26	Château Mont-Saint-Anne 500, boul. du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	370,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Société de criminologie du Québec Congrès annuel	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-10-26	Château Mont-Saint-Anne 500, boul. du Beau Pré Beaupré (Québec), G0A 1E0 Canada	385,00 \$
Barreau de Québec Formation juristes de l'État	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2015-09-24	1225, Cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$
Barreau du Québec Formation des membres du comité de révision	Commission québécoise des libérations conditionnelles	4	2015-06-16	1, rue Notre-Dame Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	105,00 \$
Formation générale - Barreau du Québec Consultation dossier contrevenant	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2015-06-17	1, rue Notre-Dame Est, bureau 11.40 Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	4,50 \$
Formation générale - Barreau du Québec La fonction du décideur	Commission québécoise des libérations conditionnelles	9	2015-06-18	1, rue Notre-Dame Est, bureau 11.40 Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	9,00 \$
Formation générale - Barreau du Québec Structure rédactionnelle	Commission québécoise des libérations conditionnelles	8	2015-06-19	1, rue Notre-Dame Est, bureau 11.40 Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	3,00 \$
Formation Excel Débutant régulier 2013	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-11-16	850, Ernest Gagnon Québec (Québec), G1S 4S2 Canada	220,00 \$

Commission québécoise des libérations conditionnelles : <https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Barreau du Québec Formation des juristes de l'État	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2015-12-03	300, boul. Jean-Lesage Québec (Québec), G1K 8K6 Canada	20,00 \$

Contrats de formation

AUCUN

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Activités de formation

Exercice financier 2015-2016

Description de l’activité	Nom de l’unité administrative	Date	Nombre de participants	Coût de l’activité
Journée conférence sur les jeunes en santé mentale	Bureau de la coroner en chef	2015-05-13	1	90,00 \$
Formation Word 2003 - Base	Bureau de la coroner en chef	2015-09-03	1	375,00 \$
Séminaire RRSPT Juin 2015 – Les cinq chapeaux du gestionnaire pour assurer un milieu de travail sain et respectueux	Bureau de la coroner en chef	2015-06-16	1	250,00 \$
Colloque des coroners 2 et 3 octobre 2016 (reconnaissance par le Barreau du Québec)	Bureau de la coroner en chef	2015-10-02	S/O	510,00 \$
Accréditation par l’Association des omnipraticiens du Richelieu-St-Laurent - Journée de formation, Bureau régional de la direction générale de la sécurité civile	Bureau de la coroner en chef	2014-11-07	S/O	350,00 \$
Code de déontologie peau neuve	Bureau de la coroner en chef	2016-01-11	1	10,00 \$
Code de déontologie peau neuve	Bureau de la coroner en chef	2016-02-09	1	10,00 \$
Code de déontologie peau neuve	Bureau de la coroner en chef	2016-01-08	1	10,00 \$
Cours développement personnel du gestionnaire	Service à la gestion Coroners	2016-02-02	1	381,91 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Cours sur les "Event Data Recorder" pour Commissaire à la déontologie policière Le cours a été dispensé le 6 octobre 2015 au bureau du Commissaire à la déontologie à Montréal en simultané par vidéo conférence au bureau de Québec. L'établissement formateur est la Polytechnique de Montréal	Commissaire, Direction de l'analyse préliminaire et de la conciliation, Direction des services juridiques, Direction des enquêtes	19	2015-10-06	Bureau du Commissaire à la déontologie à Montréal (Québec en vidéo conférence) 454, Place Jacques Cartier, 5è étage, Montréal (Qc) (Québec), H2Y 3B3 Canada	42,19 \$
Code de déontologie Mise à jour sur le Code de déontologie	Secrétariat Général	1	2015-10-20	En ligne 2535, Boulevard laurier, bureau 1.06 Québec (Québec), G1V 4M3 Canada	11,50 \$
Relations difficiles avec certains citoyens Coût d'approbation par le Barreau du Québec de la formation sur les relations difficiles avec certains citoyens	Toutes les unités administratives	26	2015-10-20	Bureaux du Commissaire à la déontologie à Montréal et Québec 2535, Boulevard Laurier, bureau 1.06 Québec (Québec), G1V 4M3 Canada	5,30 \$
Modules de données lors d'accidents d'automobiles : extraction analyse interprétation Coût d'approbation par le Barreau du Québec, sur les modules de données lors d'accidents d'automobiles : extraction analyse interprétation	Commissaire, Direction de l'analyse préliminaire et de la conciliation, Direction des services juridiques	11	2015-11-27	2535, Boulevard Laurier, bureau 1.06 Québec (Québec), G1V 4M3 Canada	14,54 \$

Contrats de formation

AUCUN

Commissaire à la déontologie policière : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
13 ^e colloque de l'Association des juristes Italo-Canadiens du Québec	Comité de déontologie policière	2	2015-06-06	Hôtel Auberge Universel 5000, Rue Sherbrooke Est Montréal (Québec), H1V 1A1 Canada	180,00 \$
Sommet interdisciplinaire sur l'usage de la force	Comité de déontologie policière	2	2015-04-30	École nationale de police 350, Rue Marguerite-d' Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	100,00 \$
Nouveau CPC : Pourvois Formation en ligne - Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	1	2015-05-05	2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	37,00 \$
Plaideurs quérulents Formation en ligne - Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	1	2015-05-26	2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	47,00 \$
Code de déontologie fait peau neuve Formation en ligne - Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	2	2015-05-26	2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	10,00 \$
Nouveau CPC : Administration de la preuve Formation en ligne - Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	2	2015-05-05	2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	37,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Nouveau CPC : La procédure contentieuse Formation en ligne - Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	2	2015-05-05	2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	58,00 \$
Nouveau CPC : Pour une nouvelle culture Formation en ligne - Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	1	2015-05-05	2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	37,00 \$
Conférence des juges administratifs La tenue d'une audience, les meilleures pratiques	Comité de déontologie policière	1	2015-04-24	CLP 900, Place d'Youville Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	65,00 \$
Le Nouveau Code de procédure civile - Cheminements des dossiers, suivi et gestion. Formation en ligne	Comité de déontologie policière	1	2015-06-11	Formation en ligne 2525, boul. Laurier Bureau A-200 2e étage Québec (Québec), G1V 4Z6 Canada	208,50 \$
Journée de formation des juristes de l'État Barreau de Québec	Comité de déontologie policière	1	2015-09-24	1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$
14e colloque de l'Association des juristes Italo-Canadiens .	Comité de déontologie policière	2	2015-11-27	Hôtel Auberge Universel 5000, rue Sherbrooke est Montréal (Québec), H1V1A1 Canada	180,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Conférence des juges administratifs Développement récents en droits administratifs	Comité de déontologie policière	5	2015-11-20	CLP 500, boulevard René-Lévesque ouest Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada	67,00 \$

Contrats de formation

AUCUN

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Journée professionnelle en accès à l'information et en protection des renseignements personnels. Formation offerte par l'Association sur l'accès et la protection des renseignements personnels (AAPI).	Bureau du commissaire	1	2015-04-16	Hôtel Château Laurier 1220 Place George V Ouest Québec (Québec), G1R 5B8 Canada	399,00 \$
Témoignage à la cour. Formation de Consultant JuriPro Inc portant sur la préparation d'un témoignage devant un tribunal.	Direction des opérations	30	2015-04-30	GQG Sûreté du Québec 1701, rue Parthenais Montréal (Québec), H2K 3S7 Canada	40,00 \$
Témoignage à la cour. Formation de Consultant JuriPro Inc portant sur la préparation d'un témoignage devant un tribunal.	Direction des opérations	30	2015-05-14	GQG Sûreté du Québec 1701, rue Parthenais Montréal (Québec), H2K 3S7 Canada	40,00 \$
La Tournée des médias sociaux au Québec. Activité organisée par Colloquium. Cinq conférences sur le web, les médias sociaux et les tendances numériques.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-05-05	Hôtel WelcomInns 1195, rue Ampère Boucherville (Québec), J4B 7M6 Canada	149,00 \$
Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction. Formation offerte par la CSST.	Bureau du commissaire, Direction de la prévention et des communications, Commissaire associé aux vérifications et Direction des opérations	8	2015-05-19	Ministère de la Sécurité publique 600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	398,64 \$
Introduction au Système automatisé de la gestion des informations sur le personnel (SAGIP). Formation offerte par le CSPQ.	Services à la gestion	2	2015-05-26	Centre de services partagés du Québec 1020, route de l'Église Québec (Québec), G1V 3V9 Canada	62,50 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Créer une présentation visuelle efficace. Formation offerte par Technologia visant à optimiser la diffusion d'un message.	Direction de la prévention et des communications	2	2015-06-10	Technologia 440, boul.René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	425,00 \$
Congrès annuel du Barreau du Québec. Ateliers et conférences organisés par le Barreau du Québec.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-06-10	Fairmont Manoir Richelieu 181, rue Richelieu La Malbaie (Québec), G5A 1X7 Canada	425,00 \$
Colloque annuel du Réseau d'Éthique Organisationnelle du Québec. Ateliers et conférences traitant de la consolidation de l'éthique en contexte organisationnel de ressources limitées.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-06-15	Hôtel Château Laurier 1220 Place George V Ouest Québec (Québec), G1R 5B8 Canada	250,00 \$
Gestion du stress, du temps et des énergies. Formation offerte par l'ÉTS.	Bureau du commissaire	1	2015-09-29	École des technologies supérieures 1100, Notre-Dame Ouest Montréal (Québec), H3C 1K3 Canada	797,00 \$
L'intelligence émotionnelle en gestion. Formation offerte par l'ÉTS.	Commissaire associé aux vérifications	1	2015-09-29	École des technologies supérieures 1100, Notre-Dame Ouest Montréal (Québec), H3C 1K3 Canada	677,45 \$
Évaluer et suivre la performance avec le tableau de bord. Formation offerte par l'ÉTS.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-10-26	École des technologies supérieures 1100, Notre-Dame Ouest Montréal (Québec), H3C 1K3 Canada	797,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Les enjeux éthiques, légaux et sociétaux des TI. Formation offerte dans le cadre du soutien aux études.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-06-30	Télé-Université du Québec 600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	380,34 \$
Analyse de politiques publiques. Formation offerte dans le cadre du soutien aux études.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-06-30	École national d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec), H2T 3E5 Canada	388,74 \$
Communication efficace. Formation offerte par Actualisation IDH Inc.	Direction des opérations	1	2015-06-16	Actualisation IDH Inc 4080, rue Wellington Verdun (Québec), H4G 1V4 Canada	807,50 \$
Une nouvelle tendance en gouvernance: accompagner les organisations vers une gouvernance créatrice de valeur. Formation offerte par le Barreau du Québec.	Service de la vérification	2	2015-12-02	Hôtel InterContinental 360, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec), H2Y 3X4 Canada	323,00 \$
Journée de formation des juristes de l'État. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Bureau du commissaire	1	2015-09-24	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec), G1R 4W6 Canada	35,00 \$
L'État et la mondialisation. Formation offerte dans le cadre du soutien aux études.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-04-30	École national d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec), H2T 3E5 Canada	409,27 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Antidote 8 : Exploitez son plein potentiel ! Formation offerte par Groupe informatique Technologia inc.	Service de la vérification	2	2015-10-02	Groupe informatique Technologia inc. 440, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	295,00 \$
Développez votre sens politique! Formation offerte par l'École nationale d'administration publique.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-05-13	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec), H2T 3E5 Canada	500,00 \$
Excel 2013, Avancé (VBA). Formation offerte par Versalys.	Service de la vérification	1	2015-10-01	Versalys 2075, boulevard Robert-Bourassa Montréal (Québec), H3A 2L1 Canada	220,00 \$
Passeport Multi-CPA. Ajout de crédits supplémentaires.	Service de la vérification	1	2015-10-01	600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	74,95 \$
Pour une gestion par processus. Formation offerte par AFI Expertise inc.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-10-20	AFI Expertise inc. 1100, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H3B 4N4 Canada	790,00 \$
Personnel administratif d'aujourd'hui. Formation offerte par Groupe informatique Technologia inc.	Bureau du commissaire	1	2015-10-29	Groupe informatique Technologia inc. 440, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	295,00 \$
Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Service de la vérification	1	2015-10-23	600, rue Fullum Montréal (Québec), H2Z 3L6 Canada	10,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Access 2010/2013, Débutant régulier. Formation offerte par Versalys.	Direction de la prévention et des communications	1	2015-11-07	Versalys 6955, boulevard Taschereau Brossard (Québec), J4Z 1A7 Canada	220,00 \$
Préparation à la retraite. Formation offerte par Cégep Marie-Victorin	Commissaire associé aux vérifications	1	2015-11-15	Cégep Marie-Victorin. 767, rue Bélanger Montréal (Québec), H2S 1G7 Canada	250,00 \$
Énergie, alimentation et santé au travail I Formation offerte par Groupe informatique Technologia inc.	Bureau du commissaire	1	2015-08-31	Groupe informatique Technologia inc 440, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	425,00 \$
Le nouveau Code de procédure civile : Les pouvoirs. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Service de la vérification	1	2015-11-17	600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	37,00 \$
Le nouveau Code de procédure civile : La procédure contentieuse. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Service de la vérification	1	2015-11-16	600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	58,00 \$
Le nouveau Code de procédure civile : Pour une nouvelle culture. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Service de la vérification	1	2015-11-18	600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	37,00 \$
Le nouveau Code de procédure civile : Administration de la preuve. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Service de la vérification	1	2015-11-17	600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	37,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Les premiers pas de la procédure technologique : regard techno sur le nouveau Code de procédure civile. Formation offerte par le Barreau de Québec.	Service de la vérification	1	2015-11-17	600, Fullum Montréal (Québec), H2K 3L6 Canada	47,00 \$

Contrats de formation

AUCUN

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Les articles de loi restreignant les ordonnances de sursis sont entrés en vigueur à l'automne 2012. L'effet complet de la loi devait donc se faire sentir après une période de deux ou trois ans, soit minimalement à partir de l'automne 2014. C'est pour cette raison qu'une collecte de données, pour tenter d'estimer l'effet de la loi, a été effectuée en 2014-2015.

Une augmentation importante et continue de la population purgeant une peine discontinue est observée entre 2011-2012 et 2014-2015, ce qui laisse croire à un effet de la loi.

Toutefois, une première analyse des données collectées en 2014-2015 n'a pas permis de cerner l'effet de la loi et les coûts associés à son entrée en vigueur. En effet, bien qu'il semble y avoir une modification dans le profil de la population carcérale (augmentation de personnes purgeant une peine discontinue), il s'avère difficile d'isoler ce qui relève spécifiquement de C-10.

Les travaux se poursuivre afin de trouver une méthodologie nous permettant une estimation des coûts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

La Loi sur la sécurité des rues et des communautés, adoptée le 13 mars 2012, apporte de nombreux changements au Code criminel et à d'autres lois connexes. Elle impose notamment des peines minimales obligatoires pour des infractions qui par le passé pouvaient faire l'objet d'un sursis à l'emprisonnement. Ces peines doivent obligatoirement être purgées en détention.

Les coûts supplémentaires assumés par la Commission en lien avec la mise en application de ces mesures sont liés à l'augmentation de la clientèle carcérale, dans la mesure où cela se traduit par une augmentation du nombre de séances tenues par la Commission.

La Commission constate une augmentation de séances de 27 % pour les quatre dernières années.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : Copie de tout document du ministère et de toute intervention de la ministre relativement aux impacts du projet de loi C-51.
Les informations demandées ne sont pas en lien avec l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 19 : Unité permanente anticorruption (UPAC) :

- a) Au 1^{er} mars 2015, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2016-2017;**
- c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;**
- d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016;**
- e) Bilan des activités de l'UPAC;**
- f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.**

(Voir pages suivantes).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 19 :

a) Au 1^{er} mars 2016, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;

	EFFECTIFS EN POSTE AU 01-03-2016
Commissaire à la lutte contre la corruption (avec Service de la vérification)	95
Agence du revenu du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC - Direction principale adjointe des enquêtes UPAC enquête)	22
Agence du revenu du Québec (Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	18
Sûreté du Québec (Service des enquêtes sur la corruption)	95
Sûreté du Québec (Service des vérifications)	10
Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	7
Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification de l'intégrité)	2
Régie du bâtiment du Québec (Unité d'enquêtes)	4
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Équipe de vérification sur la gestion contractuelle des municipalités)	13
Équipe du Directeur des poursuites criminelles et pénales	32
Service de police de la Ville de Montréal (Escouade de protection de l'intégrité municipale)	20
TOTAL	318¹

¹ Ce nombre correspond à l'effectif, en ETC, en poste à la date d'extraction des données et ne tient pas compte des postes vacants. Il ne correspond pas nécessairement au nombre de postes autorisés par le Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 19 :

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2016-2017;

BUDGET VENTILÉ	
	2015-2016 (k\$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	10 128,5
Ministère de la Sécurité publique	2 454,8
Sûreté du Québec	23 680,0

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, se référer à chaque M/O concerné. Pour les résultats 2014-2015, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2015-2016.

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

Référer à la réponse donnée à la question 17 du Cahier des renseignements généraux.

Le détail des coûts engendrés par ses activités :

Les coûts relatifs à l'UPAC se retrouvent à l'intérieur des prévisions budgétaires du ministère (référer à la question 13 de l'Opposition officielle).

La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC:

Référer à l'article 9 de la Loi concernant la lutte contre la corruption.

Le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers :

Au 1^{er} mars 2016 : 23 procureurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 19 :

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2015 et le 1^{er} mars 2016;

Entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016, l'UPAC a réalisé:

- 348 perquisitions
- 13 arrestations et déposé 75 chefs d'accusations criminelles

Le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête :

En date du 1^{er} mars 2016 : 46 enquêtes étaient en cours

e) Bilan des activités de l'UPAC;

En date du 1^{er} mars 2016 :

OPÉRATIONS

- 3 962 signalements (renseignements, dénonciations, plaintes, etc.) reçus;
- 18 grands chantiers en suivi de détection de collusion et de corruption, dont le méga chantier de reconstruction de l'échangeur Turcot;
- 4 dossiers concernant des mesures de représailles ouverts;
- 28 projets d'enquêtes criminelles et 8 projets d'enquêtes pénales devant les tribunaux.

ENQUÊTES

- 157 arrestations;
- 171 accusations criminelles (personnes physiques et morales);
- 77 accusations pénales (personnes physiques et morales);
- 4192 mandats de perquisition, d'ordonnances exécutés et autorisations judiciaires;
- 490 chefs d'accusations criminelles;
- 25 verdicts de culpabilité au criminel et 20 au pénal.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 19 :

VÉRIFICATIONS ADMINISTRATIVES

- 48 dossiers de vérification sont en cours pour un total de 384 dossiers traités;
- 3 256 809 \$ ont été réclamés par la Commission de la construction du Québec (CCQ);
- 138 610 heures ont été réclamées par la CCQ.

VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES ²

- 2 285 dossiers reçus de l'Autorité des marchés financiers;
- 1 997 avis émis par l'UPAC;
- 288 dossiers en traitement.

PRÉVENTION ET COMMUNICATIONS

- 730 séances de prévention
- 21 629 personnes dont les fonctions sont liées au processus d'octroi de contrats publics ont été rencontrées;
- 73 communiqués de presse ont été diffusés;
- 13 conférences de presse ont été tenues.

GESTION ET RESSOURCES HUMAINES

- 318 ressources en place;
- 48 activités de formation suivies en 2015-2016.

f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.

En application notamment des articles 36, 37 et 39 de la Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels, les documents visés par cette demande sont confidentiels

² Depuis le 1^{er} janvier 2013.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système. Pour 2015-2016, indiquer le total des sommes consacrées au projet Sentinelle

En mars 2012, à l'arrêt de développement du Système intégré d'information de justice (SIJ), 36,2 M\$ avaient été dépensés pour le volet Sentinelle du projet qui consistait à adapter un système existant aux besoins du Québec.

Après la prise en charge de la gouvernance de Sentinelle par le ministère de la Sécurité publique (MSP), les analyses menées ont conclu que la technologie utilisée, qui date de plus de 10 ans, avait atteint ses limites. Acheter Sentinelle avec la solution originale de 2008 aurait nécessité des dépenses plus importantes qu'un nouveau projet visant à moderniser le système actuellement utilisé.

Il a donc été jugé que le projet Sentinelle n'était plus viable et devait être arrêté. Le projet Sentinelle est donc officiellement annulé depuis le 20 août 2015.

Le ministère a tout mis en œuvre pour récupérer le maximum possible du travail accompli et des montants investis dans Sentinelle afin qu'ils puissent être réutilisés lorsque le système de mission des services correctionnels (DACOR) sera modernisé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 21 : Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.

Des documents ont été préparés, mais ne sont pas accessibles en vertu de la Loi d'accès à l'information. En effet, un des documents fait partie d'un mémoire présenté au Conseil des ministres. Il ne peut être communiqué avant l'expiration d'un délai de 25 ans. Les autres documents contiennent des avis et des recommandations faits depuis moins de 10 ans et s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement :

TOTAL DU PROGRAMME - 01.04 **21 879 003 \$**

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2015-2016

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)-Montréal	45 000
PACT de rue	42 355
Centre d'amitié autochtone de Québec	37 660
Travail de rue action communautaire (Quartier Sud-Ouest)	42 000
Le Projet Harmonie	35 000
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	37 600
Prévention Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	38 000
Corporation d'animation l'Ouvre-Boîte de Quartier	44 500
Travail de rue action communautaire (Quartier St-Pierre)	28 000
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	40 005
Regroupement Action Prévention des Laurentides	49 000
Projet Intervention Prostitution Québec	44 500
Maison des jeunes par la Grand'Porte	35 750

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
La Société de Saint-Vincent de Paul de Québec	14 000
Adojeune inc.	38 000
Maison des jeunes L'Escapade de Val-Bélair-Québec	49 000
MotivAction Jeunesse-Québec	36 000
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	32 000
Centre aide et prévention jeunesse de Lévis	20 000
Plein Milieu	34 000
Point de Rue	42 000
Réseau d'entraide des Appalaches-Thetford Mines	10 000
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	20 000
SQUAT Basse-Ville-Québec	32 500
Tandem-Jeunesse – Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques	50 000
En tout C.A.S. (Concertation, aide, soutien) jeunesse	25 000
TOIT JEF inc.	42 300
Service de travail de rue de Chicoutimi	41 000
Corporation Jeunesse Memphrémagog	42 000
Maison des jeunes de Montmagny Inc	40 000
Ressource alternative des jeunes de Bellechasse	42 000
Le TRÀSH - Travail de rue à Shawinigan	42 500
Macadam Sud	40 000
Un itinéraire pour tous-Montréal	38 330

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME PRÉVENTION - TRAVAILLEURS DE RUE OU DE MILIEU

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
Posa/source Des Monts	30 000
Organisme Centretien de Nicolet et Régions	30 000
Pacte de rue inc.	30 000
Les YMCA du Québec (Centre-Ville)	30 000
Trip Jeunesse Beauport	20 000
Auberge du coeur l'Envolée	30 000
Rue action prévention jeunesse	30 000
Avenue des Jeunes	30 000
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	30 000
Oeuvres de la maison Dauphine inc.	30 000
Dopamine	20 000
Équipe RDP	30 000
Refuge la Piaule du Centre du Québec inc.	30 000
Trame d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) jeunesse	30 000
La table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	20 000
Plein Milieu	30 000
Projet-Intervention-Prostitution Québec inc.	45 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

(Maximums prévus pour 2015-2016 qui seront versés conformément à la décision du Conseil du Trésor)

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
ADPQ	115 000
Blainville	5 600
Bromont	6 800
Châteauguay	16 400
Deux-Montagnes	6 400
École nationale de police du Québec	32 000
Gatineau	61 200
Granby	18 800
Laval	80 000
Lévis	26 000
Longueuil	85 600
Memphrémagog	16 400
Mirabel	10 800
Mont-Tremblant	16 400
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 400
Québec	176 400
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	29 600

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
Richelieu-St-Laurent	37 600
Roussillon	17 200
Saguenay	44 800
Sainte-Marie	5 600
Saint-Eustache	14 000
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 600
Saint-Jérôme	20 000
Sherbrooke	46 800
SPVM	1 408 573
Terrebonne	30 000
Thérèse-De Blainville	20 800
Thetford-Mines	9 600
Trois-Rivières	45 200
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes	33 400
Réserve CPM - Remboursement des frais relatifs aux sanctions	76 500
Réserve CPM - Remboursement des frais de formation	45 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)

(Maximums prévus pour 2015-2016 qui seront versés conformément à la décision du Conseil du Trésor)

CORPS DE POLICE	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
Service de police de la Ville de Montréal	2 360 784

PROGRAMME ACCÈS TABAC

(Maximums prévus pour 2015-2016 qui seront versés d'après les prévisions du MSP conformément à la décision du Conseil du Trésor)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
ADPQ	15 000
Gatineau	300 000
Laval	300 000
Longueuil	300 000
Québec	300 000
Richelieu-St-Laurent	300 000
Roussillon	10 000
Saguenay	300 000
St-Jérôme	300 000
Sherbrooke	300 000
SPVM	4 209 767
Trois-Rivières	300 000
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	235 000
Réserve CPM et ENPQ - Remboursement des frais de formations	60 400

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PARTAGE DES REVENUS PROVENANT DE COTISATION FISCALES LIÉES AUX ACTIVITÉS CRIMINELLES

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
SPVM	2 804
Gatineau	17
Laval	18 977
Longueuil	157 309
Châteauguay	10 628
Deux-Montagnes	20 061
Lévis	3 700
Repentigny	8 458
Roussillon	27 180
Saguenay	28 836
Saint-Eustache	27 764
Sherbrooke	414 145
Terrebonne	4 565
Thérèse-de-Blainville	4 156

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	49 750
Association canadienne des chefs de police	5 000
École nationale de police du Québec (ENPQ)	5 904 800
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	600 000
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (initiatives visant la prévention en milieu scolaire)	500 000
Collège de Maisonneuve - La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble. Projet de recherche-action	48 000

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À CERTAINES MUNICIPALITÉS RURALES DESSERVIES PAR UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2015-2016 (en \$)
Saint-Isidore	84 799
Saint-Mathieu	23 630

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Maison de jeunes de Saint-Léonard	Sans titre	Demande non admissible.
Projets Bourlamaque	Sans titre	Demande non admissible.
Auberge communautaire du Sud-Ouest	Sans titre	Demande non admissible.
Ressources communautaires Sophie	Sans titre	Demande non admissible.
Fondation Gérard Bossé	Sans titre	Demande non admissible.
Tandem VSP	Sans titre	Demande non admissible.
Maison des Jeunes de Pointe-à-la-Croix	Sans titre	Demande non admissible.
Centre communautaire le Coumbite de Laval	Sans titre	Demande non admissible.
Les Fourchettes de l'espoir	Sans titre	Demande non admissible.
Trans-Art 2000	Sans titre	Demande non admissible.
L'Unité d'intervention mobile L'Anonyme	Sans titre	Demande non admissible.
Production vision Oracle	Sans titre	Demande non admissible.
Centre des jeunes l'escale de Montréal-Nord	Sans titre	Demande non admissible.
Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	Sans titre	Demande non admissible.
Carrefour jeunesse-emploi comté de Johnson	Sans titre	Demande non admissible.
Pacte Bois-Francs	Sans titre	Demande non admissible.
Le Rivage du Val St-François	Sans titre	Demande non admissible.
Médecins du Monde	Sans titre	Demande non admissible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Centre Cyber-aide	Sans titre	Demande non admissible.
Centre communautaire Entre-Nous	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Orignal tatoué, café de rue	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de LaSalle	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Partenaires 12-18 / Érable	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Justice alternative Gaspésie-Sud inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des Jeunes de Mascouche	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
La Maison des Jeunes de Mont-Joli inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Exeko	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
GCC La Violence	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Les YMCA du Québec (Du Parc)	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Prévention Sud-Ouest	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Loisirs St-Jacques	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
En Marge 12-17	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison d'Haïti	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Programme d'intervention Jeunesse	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes Les Mayais	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes l'Utopie	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes des Frontières du Sud	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Azimet Nord	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
L'Exit de Waterloo	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

TOTAL DU PROGRAMME - 01.05	7 990 553 \$
-----------------------------------	---------------------

SUBVENTIONS AD HOC ¹

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière relative à la participation des membres aux différents comités	40 000
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour l’organisation du congrès annuel	10 000
Administration régionale Kativik – contribution financière pour la formation des pompiers	125 000
Administration régionale Kativik – contribution financière relative aux infrastructures et équipements prévus au schéma de couverture de risques	517 819
École nationale des pompiers du Québec – contribution financière pour le financement de l’École	377 200
Centre d’avalanche de la Haute-Gaspésie – contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d’éducation du public sur les avalanches	20 000

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES ¹

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
Université du Québec à Rimouski - Convention de la Chaire de recherche en géoscience côtière	300 000
Université du Québec à Rimouski – Entente de services pour le suivi des stations de mesures (bornes) 2013 à 2016	250 000
Université du Québec à Rimouski - Contrat de recherche sur l'analyse de risques d'érosion et de submersion côtières - Sainte-Luce, Sainte-Flavie et Godbout	250 000
MDDELCC - Entente de services sur le développement d'une modélisation hydrométrique HEC-RAS de la rivière Chaudière et de ses tributaires	150 800
Université du Québec à Rimouski - Contrat de recherche sur le développement d'une méthodologie d'analyse du risque inondation et réalisation d'un prototype d'évaluation	100 000
Université McGill - Contrat de recherche sur l'évaluation des conséquences du risque sismique sur le bâti situé sur l'île de Montréal	68 000
R.Tinawi - Contrat de recherche visant à dresser un portrait des pôles d'expertise pour les différentes composantes du risque sismique	9 000
Subvention à la Municipalité de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot - Entente de financement de travaux de stabilisation de talus dans le secteur du domaine des Palissades	972 000
Subvention au Village de Pointe-Lebel - Entente visant le financement du déménagement d'une résidence menacée par l'érosion côtière	140 000
Université Laval - Contrat de recherche sur l'utilisation d'explosifs à proximité de pentes d'argiles sensibles	25 000
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Entente de service spécialisé pour la prise de photographies aériennes, la prise de levés LiDAR et topographiques.	698 600
Université Laval - Contrat de recherche pour l'amélioration de la connaissance de la dynamique des glaces de la rivière Sainte-Anne en vue de réduire les risques d'inondation dans la ville de Saint-Raymond	250 000
Institut national de recherche scientifique – Contrat de recherche pour l'amélioration de la connaissance du risque relié aux inondations - Brigham	25 000
Ministère des Transports (MTQ) – Réalisations de plans et devis par le MTQ quant à des travaux de prévention à réaliser	42 134

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2016. Exclut les frais de fonctionnement pour le Service de l'expertise de la DGSCSI.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

PROGRAMME DES SCHÉMAS DE COUVERTURE DE RISQUES

ORGANISME	FINANCEMENT ANNUEL MAXIMUM AUTORISÉ (en \$)
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC La Haute-Yamaska - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Roussillon - versements 5 et 6 pour la mise en oeuvre du schéma	40 000
MRC Mirabel - versements 5 et 6 pour la mise en oeuvre du schéma	40 000
MRC Avignon - versements 5 et 6 pour la mise en oeuvre du schéma	40 000
MRC Beauce-Sartigan - versements 4, 5 et 6 pour la mise en oeuvre du schéma	60 000

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL¹

¹ Maximums prévus prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2016.

MRC	1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
MRC de l'Abitibi	24 021
MRC de l'Abitibi-Ouest	63 850
MRC d'Acton	16 370
MRC d'Antoine-Labelle	42 272
MRC d'Argenteuil	86 668

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
MRC d'Arthabaska	85 050
MRC d'Avignon	39 000
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	50 554
MRC de Beauce-Sartigan	37 468
MRC de Beauharnois-Salaberry	44 133
MRC de Bécancour	30 126
MRC de Bellechasse	44 515
MRC de Bonaventure	26 903
MRC de Brome-Missisquoi	88 843
MRC de Caniapiscau	10 166
MRC de Charlevoix	17 240
MRC de Charlevoix-Est	28 043
MRC de Coaticook	18 751
MRC D'Autray	33 964
MRC Deux-Montagnes	18 890
MRC de Drummond	26 637
MRC de Joliette	37 572
MRC de Kamouraska	40 894

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
MRC de La Côte-de-Beaupré	42 962
MRC de La Côte-de-Gaspé	14 348
MRC de La Haute-Côte-Nord	23 110
MRC de La Haute-Gaspésie	15 938
MRC de La Haute-Yamaska	54 473
MRC de La Jacques-Cartier	14 793
MRC La Matapédia	53 739
MRC La Mitis	15 400
MRC La Nouvelle-Beauce	39 968
MRC La Rivière-du-Nord	10 270
Agglomération La Tuque	19 740
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	39 067
MRC La Vallée-de-l'Or	53 707
MRC La Vallée-du-Richelieu	39 524
MRC Lac-Saint-Jean-Est	815
MRC L'Assomption	1 100
MRC Le Domaine-du-Roy	20 709
MRC Le Fjord-du-Saguenay	26 725

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	13 000
MRC Le Granit	33 816
MRC Le Haut-Richelieu	107 060
MRC Le Haut-Saint-François	57 947
MRC Le Haut-Saint-Laurent	41 611
MRC Le Rocher-Percé	29 370
MRC Le Val-Saint-François	42 994
MRC de L'Érable	35 135
MRC Les Appalaches	53 633
MRC Les Basques	44 725
MRC Les Chenaux	8 237
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	45 142
MRC Les Etchemins	48 267
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	13 000
MRC Les Jardins-de-Napierville	41 508
MRC Les Laurentides	73 483
MRC Les Maskoutains	59 240
MRC Les Pays-d'en-Haut	33 855

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
MRC Les Sources	10 596
MRC L'Île-d'Orléans	8 039
MRC L'Islet	33 863
MRC Lotbinière	52 242
MRC Manicouagan	43 718
MRC Maguerite-D'Youville	13 198
MRC Maria-Chapdelaine	50 531
MRC Maskinongé	49 519
MRC Matanie	35 793
MRC Matawinie	37 850
MRC Mékinac	48 215
MRC Memphrémagog	56 743
MRC Minganie	36 311
MRC Mirabel	24 185
MRC Montcalm	36 602
MRC Montmagny	51 718
MRC Nicolet-Yamaska	36 481
MRC Papineau	35 982

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2015-2016. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 (en \$)
MRC Pierre-de-Saurel	12 952
MRC Pontiac	67 693
MRC Porneuf	54 460
MRC Rimouski-Neigette	29 625
MRC Rivière-du-Loup	71 377
MRC Robert-Cliche	18 468
MRC Roussillon	35 328
MRC Rouville	15 551
MRC Rouyn-Noranda	40 678
MRC Sept-Rivières	24 884
MRC Témiscaming	37 564
MRC Témiscouata	67 634
MRC Thérèse-de-Blainville	11 634
MRC Vaudreuil-Soulanges	70 225

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 23 : État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, le bénéficiaire, les mesures de suivi et contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 25 : État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé le ou vers le 18 novembre 2014. Indiquer :
a) Les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées;
b) Le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates;
c) Le nom des membres du comité.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création.

- a) Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable;**
- b) Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre;**
- c) Faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.**

Le Centre de la prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP.

Ceci dit, le 22 novembre 2015, le MSP a signé une convention de contribution financière avec le CPRMV et la Ville de Montréal. Cette entente prévoit le versement d'une subvention totale de 1 000 000 \$ au CPRMV au cours des exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017. Sur ce montant, le MSP a déjà versé une somme de 500 000 \$.

Toujours dans le cadre de l'entente conclue avec le CPRMV et la Ville de Montréal, il est prévu que le Centre produira un rapport annuel de ses activités qui devra contenir des données ou des indicateurs permettant de mesurer sa performance et de vérifier l'utilisation de la contribution financière. Le CPRMV devra également produire des états financiers vérifiés sur une base annuelle.

Par ailleurs, le 3 mars 2016, un montant supplémentaire de 500 000 \$, hors du cadre de l'entente conclue, a été octroyé au CPRMV par le MSP pour soutenir la poursuite des activités en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 27 : Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la CEIC. Dans ce contexte, les questions portant sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations doivent être acheminées au ministère de la Justice.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 28 : État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la CEIC. Dans ce contexte, les questions portant sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations doivent être acheminées au ministère de la Justice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 : Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la CEIC. Dans ce contexte, les questions portant sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations doivent être acheminées au ministère de la Justice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 30 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2015-2016 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	2012-2013 (en \$)	2013-2014 (en \$)	2014-2015 (en \$)	2015-2016 (en \$)
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean				
CALACS La Maison ISA	66 234	-	-	-
Service de travail de rue de Chicoutimi	-	33 000	32 000	-
Région 03 - Capitale-Nationale				
Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire	110 460	110 000	-	-
Maison Marie Frédéric	89 342	83 562	-	-
Projet Intervention Prostitution Québec	61 597	74 200	55 000	-
Sexplique	22 543	-	36 809	-
Squat Basse-Ville	36 974	36 974	35 787	-
YWCA Québec	48 650	33 264	-	-
Région 05 - Estrie				
Office municipal d'habitation de Sherbrooke	-	114 874	-	-
Région 06 - Montréal				
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	-	44 000	35 000	-
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	-	44 000	36 000	-
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	-	100 490	-	-
Équipe RDP	104 618	-	-	-
Maison de Jeunes de Saint-Léonard Le Zénith	46 407	-	32 100	-
Maison d'Haïti	76 261	-	-	-
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	80 311	62 500	36 000	-
Stella	-	113 600	55 000	-
Tandem VSP	-	38 202	-	-
Unité d'intervention mobile l'Anonyme	85 008	-	98 447	-
Région 12 - Chaudière-Appalaches				
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	123 420	123 000	31 000	-
Région 14 - Lanaudière				
CALACS La Chrysalyde	100 673	-	102 137	-
Région 15 - Laurentides				
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	24 041	-	-	-
Région 16 - Montérégie				
Maison de Jeunes Kekpart	82 412	-	54 019	-

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 31 : Détails du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016.

Au début de l'année 2016, le Centre jeunesse de Laval a été aux prises avec un nombre inquiétant de fugues de jeunes filles soupçonnées d'être sous l'emprise de proxénètes.

Les circonstances de Laval étaient suffisamment préoccupantes pour que des moyens supplémentaires soient déployés afin de renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle.

Ainsi, le 16 février 2016, le ministre de la Sécurité publique a dévoilé un nouveau programme de financement Prévention jeunesse. Le montant annuel accordé est de 125 000 \$ renouvelables annuellement sur la durée du programme jusqu'à concurrence de 375 000 \$ par organisme. De plus dans le cadre du budget déposé le 18 mars 2016, des crédits additionnels de 9 M\$ pour les 3 prochaines années ont été annoncés en vue de mettre en oeuvre des mesures préventives et bonifier ce programme de financement.

Le programme de financement Prévention Jeunesse s'inscrit dans une optique d'optimisation des services offerts aux jeunes vivant des situations pouvant compromettre leur sécurité.

La prévention et l'intervention auprès des jeunes nécessitent une multitude d'acteurs dont les activités doivent être coordonnées et faire partie d'une démarche cohérente et intégrée.

Ainsi, elle doit s'appuyer sur une structure de concertation et de coordination visant à arrimer les actions des nombreux partenaires de secteurs différents autour de la résolution d'un problème d'intérêt commun qui sévit sur un territoire.

Ce programme d'aide financière vise à :

- améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné;
- accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes;
- faciliter la prise en charge par les acteurs locaux des situations problématiques impliquant les jeunes;
- instaurer, si applicables, des pratiques en matière de prévention de la criminalité qui tiennent compte de la réalité des collectivités autochtones et du Nord.

Une période de sollicitation aura lieu sous peu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

<p>QUESTION 32 : Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt C02);b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt C02);c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);e) les investissements totaux des projets (en millions\$);f) les aides financières totales du ministère (en millions \$);g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
<p>Le MSP ne gère pas de programme financé dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Cependant, le MSP a sous sa responsabilité sept sous-actions dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du PACC 2013-2020. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) est donc sans objet. (Référence à la question 44 du 2^E groupe de l'opposition).</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Pour les réponses aux questions **33 à 49** du groupe de l'opposition officielle, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

QUESTION 33 :	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2015-2016.
QUESTION 34 :	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017.
QUESTION 35 :	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2016, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.
QUESTION 36 :	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2016.
QUESTION 37 :	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2016.
QUESTION 38 :	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2015-2016 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.
QUESTION 39 :	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.
QUESTION 40 :	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2015-2016.
QUESTION 41 :	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).
QUESTION 42 :	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues.
QUESTION 43 :	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2015-2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- | | |
|----------------------|--|
| QUESTION 44 : | Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2015-2016, et pour chacune des cinq dernières années. |
| QUESTION 45 : | Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2015-2016. |
| QUESTION 46 : | Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux. |
| QUESTION 47 : | Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région. |
| QUESTION 48 : | Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région. |
| QUESTION 49 : | Effectif dévolu à la lutte à l'exploitation sexuelle en 2015-2016, et ce, pour chacune des cinq dernières années. |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 50 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2015-2016.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ MOYENNE D'ACCUEIL ¹	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ²	TAUX D'OCCUPATION ³	COÛT/JOUR ⁴ (\$)	DÉPENSES PROBABLES IMPUTÉES À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS (DGSC) ⁵ (k\$)
Amos	121	136	112 %	337	16 759
Baie-Comeau	90	82	91 %	241	7 257
Chicoutimi ⁶	46	40	86 %	378	5 500
Hull	232	231	99 %	213	18 007
Leclerc de Laval ⁷	280	225	81 %	299	24 637
Maison Tanguay ⁷	220	244	111 %	165	14 708
Montréal	1 357	1 377	101 %	159	80 053
New Carlisle et Havre-Aubert	104	85	81 %	251	7 779
Percé	46	42	91 %	403	6 198
Québec (homme et femme)	761	724	95 %	213	56 556
Rimouski	121	121	100 %	250	11 040
Rivière-des-Prairies	542	578	107 %	260	54 878
Roberval ⁸	90	88	98 %	592	19 059
Sept-Îles	27	26	94 %	406	3 792
Sherbrooke	314	289	92 %	197	20 771
Sorel	88	87	99 %	309	9 882
St-Jérôme	387	435	112 %	230	36 652
Trois-Rivières	306	290	95 %	186	19 759

¹ La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles, moins les places fermées) du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 (Projection en date du 1^{er} mars 2016).

² Population moyenne quotidienne du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 (projection en date du 1^{er} mars 2016).

³Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité.

⁴ Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 366 jours).

⁵ Les dépenses probables imputées à la DGSC sont une projection au 31 décembre 2015.

⁶ Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015. La capacité d'accueil moyenne et la population moyenne quotidienne sont des projections annuelles malgré l'absence de personnes incarcérées à l'établissement de détention.

⁷ La fermeture de l'établissement de détention Maison Tanguay et le transfert des femmes à l'établissement de détention Leclerc de Laval à la fin février 2016, n'étant pas considéré dans la projection des dépenses au 31 décembre 2015, les données présentées pour ces établissements ne tiennent pas compte de ces changements.

⁸ Fermeture de l'ancien établissement de détention de Roberval et ouverture du nouveau en décembre 2015. Les données indiquées comprennent ces deux établissements de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 51 :

Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2015-2016.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION
Amos	129 %
Baie-Comeau	104 %
Chicoutimi	120 %
Hull	118 %
Leclerc de Laval	90 %
Maison Tanguay	133 %
Montréal	113 %
New Carlisle et Havre-Aubert	94 %
Percé	93 %
Québec (homme et femme)	116 %
Rimouski	117 %
Rivière-des-Prairies	121 %
Roberval (Ancien)	118 %
Roberval (Nouveau)	91 %
Sept-Îles	119 %
Sherbrooke	111 %
Sorel	123 %
St-Jérôme	133 %
Trois-Rivières	114 %

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 52 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.

PROJETS	Sept-Îles	Amos	Sorel-Tracy ¹
Avant 2016	87,9 M\$	95,0 M\$	187,0 M\$
2016-2017	3,0 M\$	30,9 M\$	8,3 M\$

¹ Les sommes déboursées représentent la portion du gouvernement et celle du partenaire privé pour la construction de l'immeuble.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 53 : Coût final de la construction de l'établissement de Roberval

Pour le coût final du projet, veuillez vous adresser à la SQL.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 54 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS (\$)
2015-2016 ¹	17 000

¹ Les données sont au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 55 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS (\$)
2015-2016 ¹	94 000

¹Les données sont au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 56 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Le pont aérien entre la région du Nunavik et la région l'Abitibi-Témiscamingue est une demande de la communauté inuit et une des conditions à l'acceptation du regroupement des détenus Inuits à l'établissement de détention d'Amos.

Depuis 2012, avec le soutien du Service aérien gouvernemental (SAG), des démarches ont été effectuées pour réussir à transporter, avec Air Inuit, les prévenus directement à Amos tout en réduisant les dépenses de transport. À ce jour, les intervenants Inuits et du ministère de la Sécurité publique (MSP) étudient la possibilité de mettre en place une ligne régulière ou l'ouverture de desserte par vol nolisé à destination de Rouyn-Noranda et/ou d'Amos selon les coûts et les installations aériennes disponibles. Les discussions se poursuivent afin de trouver une solution satisfaisante pour tous les intervenants concernés dans ce dossier, notamment dans le cadre des travaux du Groupe de travail sur la Justice au Nunavik.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 57 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2016 ¹; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	58	86
Baie-Comeau	23	33
Havre-Aubert	0	0
Hull	118	119
Leclerc de Laval	141	0
Montréal	735	640
New Carlisle	58	24
Percé	42	0
Québec (femme)	35	23
Québec (homme)	358	300
Rimouski	66	57
Rivière-des-Prairies	37	555
Roberval	84	56
Sept-Îles	8	21
Sherbrooke	187	115
Sorel	29	60
St-Jérôme	265	193
Tanguay	132	121
Trois-Rivières	173	93

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes à 23h59 le 31 janvier 2016.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 58 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services (Programme travaux compensatoires - PTC)	Dépenses 2015-2016 (\$)	Tarifs 2015-2016 (coût par dossier) (\$)	Coût de l'entente du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2016 (\$)	Titre du programme
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay	72 232	167	271 424	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	31 397	167	121 065	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac	40 279	167	211 752	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat et Moisson Laval inc.	356 252	111	1 377 682	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	29 848	167	119 765	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	266 762	111	1 134 024	Travaux compensatoires
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	173 037	142	771 975	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - PTC de Québec	213 438	142	854 020	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	156 916	142	737 860	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	123 497	142	511 048	Travaux compensatoires
Unité Domrémy de Mont-Joli	67 455	167	345 715	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	67 963	167	274 264	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - PTC de Mtl	559 948	90	2 675 064	Travaux compensatoires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
CRC Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9,00	88,85	3 294	262 685	1 460 161	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	93,89	2 562	216 492	1 371 545	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	9,00	111,86	3 294	331 620	1 940 659	2013-04-01	2018-03-31
CRC Curé-Labelle inc.	18,00	84,42	6 588	500 543	3 083 018	2013-04-01	2018-03-31
CRC de Roberval	14,34	85,46	5 248	402 568	2 319 902	2013-04-01	2018-03-31
CRC Joliette-Lanaudière inc.	14,00	87,67	5 124	404 299	2 241 196	2013-04-01	2018-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	85,71	3 880	299 268	1 659 003	2013-04-01	2018-03-31
CRC le Pavillon inc.	30,08	83,63	11 009	826 356	4 440 669	2013-04-01	2018-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	81,96	6 405	472 458	2 619 196	2013-04-01	2018-03-31
Expansion-Femmes de Québec	12,50	93,10	4 575	383 339	2 040 007	2013-04-01	2018-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain (CRC innu)	18,00	99,36	6 588	589 125	2 628 032	2013-04-01	2018-03-31
Maison Charlemagne	29,00	84,17	10 614	804 042	3 747 705	2013-09-01	2017-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,50	89,64	2 379	191 928	1 064 116	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	7,50	90,92	2 745	224 618	1 295 462	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud, La	13,52	83,42	4 948	371 510	2 059 473	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	82,25	6 222	460 584	2 553 205	2013-04-01	2018-03-31
Maison Waseskun (Waseya)	8,00	96,56	2 928	141 364	1 410 548	2013-04-01	2018-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	23,50	85,61	8 601	662 698	3 402 582	2013-04-01	2018-03-31
Réhabilitation de Beauce inc.	16,00	84,79	5 856	446 877	2 477 225	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	3,00	83,69	1 098	82 702	458 454	2014-04-01	2014-06-30
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,00	84,95	4 026	308 572	1 706 306	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,01	87,57	5 128	402 734	2 240 391	2013-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	23,50	85,09	8 601	658 673	3 218 873	2013-04-01	2018-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,75	66,51	1 373	82 156	91 285	2013-04-01	2018-03-31
Point de rencontre inc.	2,00	66,51	732	43 817	48 685	2013-04-01	2018-03-31
Répît du Passant inc., Le	0,50	66,51	183	10 954	12 171	2013-04-01	2018-03-31

Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Benoît Gaulin	2,00	31,46	732	9 941	23 029	2015-04-01	2016-03-31
Centre de transition en itinérance du Suroît	0,50	31,46	82	503	2 564	2015-04-01	2015-09-10
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,87	31,46	1 050	14 912	33 046	2015-04-01	2016-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,25	31,46	458	14 393	14 393	2015-04-01	2016-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne - La Hutte	1,00	31,46	366	3 901	11 514	2015-04-01	2016-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau inc.	0,50	31,46	183	5 757	5 757	2015-04-01	2016-03-31
MHDV - Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield inc.	2,12	31,46	776	22 305	24 410	2015-04-01	2016-03-31
Point de rencontre inc.	0,24	31,46	88	1 542	2 763	2015-04-01	2016-03-31
Répît du Passant inc., Le	0,36	31,46	132	755	4 145	2015-04-01	2016-03-31
Résidence Louise Boucher	2,00	31,46	732	18 624	23 029	2015-04-01	2016-03-31
Transit Sept-Îles, Le	1,10	31,46	403	2 674	12 666	2015-04-01	2016-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,47	32,77	172	2 949	5 637	2015-04-01	2016-03-31
Auberge du coeur Le Transit	1,50	32,77	549	3 670	17 991	2015-04-01	2016-03-31
Centre Accalmie	0,20	32,77	73	983	2 399	2015-04-01	2016-03-31
Centre Émilie Gamelin (L'Éclaircie)	0,73	32,77	267	4 457	8 755	2015-04-01	2016-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	1,00	32,77	366	5 833	11 994	2015-04-01	2016-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	8,10	32,77	2 965	54 824	97 150	2015-04-01	2016-03-31
Laurin, Guilaine	2,50	32,77	915	9 339	29 985	2015-04-01	2016-03-31
Maison à Damas inc., La	0,10	32,77	37	0	1 199	2015-04-01	2016-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	1,00	32,77	366	5 407	11 994	2015-04-01	2016-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,50	32,77	549	17 991	17 991	2015-04-01	2016-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby (Le Passant)	2,25	32,77	824	11 240	26 986	2015-04-01	2016-03-31
Résidence Lafleur inc.	0,50	32,77	183	33	5 997	2015-04-01	2016-03-31
Tessier, Mario (Maison Valmont)	0,50	32,77	183	5 997	5 997	2015-04-01	2016-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	3,00	32,77	1 098	25 659	35 981	2015-04-01	2016-03-31
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,50	20,47	915	18 730	18 730	2015-04-01	2016-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	20,13	1 830	36 838	36 838	2015-04-01	2016-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,80	20,47	2 489	34 492	50 946	2015-04-01	2016-03-31
Centre régional ADH "le Tremplin" Maison de transition pour hommes	1,00	32,77	366	9 110	11 994	2015-04-01	2016-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	2,00	20,47	732	7 983	14 984	2015-04-01	2016-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances Bas-St-Laurent	0,50	32,77	183	3 703	5 997	2015-04-01	2016-03-31
Maison Carignan inc.	10,24	20,47	3 748	75 534	76 718	2015-04-01	2016-03-31
Maison de Job	2,70	20,47	988	11 914	20 228	2015-04-01	2016-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,90	20,47	329	2 436	6 743	2015-04-01	2016-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,00	32,77	366	6 194	11 994	2015-04-01	2016-03-31
Maison Jean Lepage inc.	6,71	20,47	2 456	26 222	50 271	2015-04-01	2016-03-31
Maison La Passerelle	1,00	20,47	366	6 428	7 492	2015-04-01	2016-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,37	20,47	1 965	40 232	40 232	2015-04-01	2016-03-31
Pavillon de l'Assuétude -St-Guillaume	1,61	20,47	589	12 062	12 062	2015-04-01	2016-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,00	20,47	1 098	22 476	22 476	2015-04-01	2016-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	1,00	22,17	366	3 702	8 114	2015-04-01	2016-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	168,00	3,95	61 488	230 278	1 078 070	2013-04-01	2018-03-31
Centre de concertation sur les ressources humaines (CCRHT)	46,00	3,94	5 382	20 124	273 603	2014-07-07	2015-10-02
Centre d'hébergement l'Entre-Toit inc.	95,00	3,69	34 770	121 886	525 559	2013-04-01	2018-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	243,00	3,71	88 938	313 040	1 583 416	2013-04-01	2018-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	3,69	67 710	237 357	1 246 519	2013-04-01	2018-03-31
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	32,00	3,69	11 712	41 056	43 099	2013-04-01	2018-03-31
CRC Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	214,00	3,98	78 324	296 217	1 522 774	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	128,00	3,80	46 848	169 299	916 360	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	169,00	4,02	61 854	236 162	1 138 712	2013-04-01	2018-03-31
CRC Curé-Labelle inc.	517,00	3,77	189 222	677 519	3 449 825	2013-04-01	2018-03-31
CRC de Roberval	84,00	3,85	30 744	106 445	646 842	2013-04-01	2018-03-31
CRC Joliette-Lanaudière inc.	549,00	3,72	200 934	710 864	3 133 142	2013-04-01	2018-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	140,00	3,69	51 240	179 622	862 456	2013-04-01	2018-03-31
CRC le Pavillon inc.	340,00	3,71	124 440	436 149	2 210 044	2013-04-01	2018-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	375,00	3,77	137 250	492 082	2 526 728	2013-04-01	2018-03-31
Croisée (La), Organisme de justice alternative	46,00	3,94	3 588	N/D	145 293	2016-01-14	2018-03-31
Expansion-Femmes de Québec	254,00	3,77	92 964	333 216	1 792 292	2013-04-01	2018-03-31
Maison Charlemagne	272,00	3,69	99 552	348 980	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	3,75	79 056	281 712	1 273 471	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	643,00	3,70	235 338	827 884	3 726 081	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,00	3,69	26 352	92 377	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Maison l'Intervalle	95,00	3,69	34 770	121 553	525 559	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud, La	233,00	3,69	85 278	298 942	1 536 250	2013-04-01	2018-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté (suite)	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2015-2016 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maison Radisson inc.	397,00	3,80	145 302	525 092	2 587 369	2013-04-01	2018-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	252,00	3,69	92 232	323 319	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,00	3,69	25 620	84 852	431 228	2013-04-01	2018-03-31
Réhabilitation de Beauce inc.	348,00	3,76	127 368	455 201	2 311 113	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	275,00	3,69	100 650	352 829	1 954 003	2013-04-01	2018-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	3,69	26 352	92 452	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	3,74	127 734	454 082	2 621 059	2013-04-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	3,69	13 176	46 188	215 614	2013-04-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec - Réserve Matimekosh	12,00	5,20	3 396	16 776	172 515	2014-07-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,00	3,69	85 644	300 225	1 576 678	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	75,00	3,77	27 450	95 963	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	272,00	3,69	99 552	348 980	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau	48,00	3,84	17 568	64 071	363 849	2013-04-01	2015-10-02
YMCA du Québec (Les) - Montréal	309,00	3,69	113 094	395 368	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2015-2016 (\$)	Titre du programme
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	11 500	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses Laurentides
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	12 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle
Accord Mauricie inc. (L')	20 000	Thérapie pour détenus à comportements violent à l'intérieur de leur relation conjugale
Accueil d'Amos (L')	72 000	Accompagnement auprès d'inuits
Auberge chez mon père	95 325	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	52 955	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones
Bercail de St-Georges, Au	16 285	Programme de mesures alternatives pour contrevenants (PMAC)
C.F.A.D. - Continuité famille auprès des détenus	43 210	Continuité famille auprès des détenus
C.I.R.C.Q. - Comité des intervenants du réseau correctionnel de Québec	3 650	Divers rencontres, CIRCQ WEB, CIRCQulaire, tables thématiques de discussion et conférences
CAHO - Centre d'aide pour hommes de Lanaudière	13 500	La violence j'y renonce
CAHO - Centre d'aide pour hommes de Lanaudière	8 500	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle
Centre de prévention du suicide de Québec	4 000	Prévention du suicide chez la population incarcérée
Centre d'entraide de la boussole inc.	14 240	La Boussole
Centre d'entraide de la boussole inc.	3 000	Travail d'un jour
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO)	8 750	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
Centre EX-EQUO	47 665	Services aux agresseurs (SAS)
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	28 970	Centre de réinsertion sociale (programme de base)
CETAS - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	21 900	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles
CETAS - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	25 640	Service d'accueil, d'évaluation et de référence
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	10 000	Tout compte fait
CHOC Carrefour d'hommes en changement	20 352	La violence j'y renonce
CIASF - Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	44 600	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	46 000	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	20 400	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	31 973	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	50 365	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2015-2016 (\$)	Titre du programme
CIVAS - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	20 400	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
CIVAS Estrie - Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie	33 660	Prog. de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Clinique Motivaction	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteurs protection)
Clinique Motivaction	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteurs réguliers)
Clinique Motivaction	4 000	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies
Converjance Manicouagan	3 000	Vi-Sa-Vi
Converjance Manicouagan	4 000	Vi-Sa-Vi - (2)
Cran d'arrêt, Le	7 089	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	10 000	Programme d'aide aux agresseurs sexuels et programme de maintien des acquis
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	9 800	Soutien à l'éducation populaire autonome
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	10 000	Abus de consommation
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	12 750	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	12 050	Sensibilisation à la violence
CRC Curé-Labelle inc.	10 200	Programme en toxicomanie - Prévention de la rechute
CRC Curé-Labelle inc.	3 165	PSGA - Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité
CRC Joliette-Lanaudière inc.	1 200	Conduite-Vie
CRC Joliette-Lanaudière inc.	16 065	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés
CRC Joliette-Lanaudière inc.	2 550	Conduite-vie et Sensibilisation aux toxicomanies
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	1 086	Programme de sensibilisation à des comportements non-violents
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	17 330	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	5 720	Sensibilisation aux toxicomanies
CRC le Pavillon inc.	13 165	Contrecoup
CRC le Pavillon inc.	11 000	Délinquant parce que
CRC le Pavillon inc.	14 095	Entrée libre
CRC le Pavillon inc.	68 542	Force 7

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d’entente (per diem ou par programme), le montant global de l’entente et une brève description des services attendus de l’organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2015-2016 (\$)	Titre du programme
Croisée (La), Organisme de justice alternative	3 000	Vivre sans violence
Croisée (La), Organisme de justice alternative	4 000	Vivre sans violence - Offert en communauté
C-TA-C - Contre toute agression conjugale	5 000	Programme d'intervention de groupe (Mü et Vie)
Diogène - Programme intervention et recherche psycauses inc.	10 200	Programme d'intervention et de recherche psycauses
Donne-toi une chance	25 475	programme de sensibilisation pour les hommes judiciarisés
Expansion-Femmes de Québec	10 000	Liberté
Expansion-Femmes de Québec	11 945	Mirage
Groupe Amorce	34 275	Groupe Amorce
Halte Bois-Francis (Homme alternative)	12 600	Violence conjugale et familiale
Halte Drummond	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Homme aide Manicouagan	4 200	Être ou ne pas être... un homme en soutien psychosocial pour les hommes
Hommes à Hommes inc., D'	3 500	Prévention de la récidive et sensibilisation pour les hommes violents judiciarisés
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	2 040	Activités de sensibilisation en milieu ouvert
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	5 405	Soutien psychosocial pour les hommes
Impact Rivière Gatineau, L'	18 600	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Kapatakan Gilles Jourdain (CRC innu)	4 375	Les substances et les psychotropes
Maison Charlemagne	42 621	Programme spécialisé en délinquance sexuelle
Maison le Passeur	4 795	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel
Maison Painchaud, La	11 000	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes
Maison Radisson inc.	31 314	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle - GTDS
Maison Radisson inc.	10 057	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)
Maison Radisson inc.	10 385	Programme de gesion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)
Maison Waseskun (Waseya)	15 000	Waseya pour délinquants autochtones abusifs
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	60 000	Intégration Ethno Socio Culturelle
MHDV - Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield inc.	10 000	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2015-2016 (\$)	Titre du programme
P.E.C.H. - Programme d'encadrement clinique et d'hébergement	40 725	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert
P.E.C.H. - Programme d'encadrement clinique et d'hébergement	81 705	Suivi communautaire d'intensité variable
Parents unis Repentigny (Lanaudière)	24 000	Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
Réhabilitation de Beauce inc.	22 785	L'Azimut
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	8 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
S.A.T.A.S. - Service d'aide et de traitement en apprentissage social	11 415	Prog. de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
S.A.T.A.S. - Service d'aide et de traitement en apprentissage social	31 000	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	66 300	Appartement supervisé pour les femmes judiciairisées
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	19 000	Parrainage social
Seuil de l'Estrie inc., Le	4 300	Contre-coup
Seuil de l'Estrie inc., Le	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
SHASE-Estrie	5 029	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	54 590	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E.)
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	8 365	Gestion de la colère à la Maison Tanguay
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	10 100	Gestion de la colère pour les services externes
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	20 370	Services à la Maison Tanguay, préparation à la sortie et prévention de la rechute
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	4 657	Vis-à-vis (Maison Tanguay)
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	9 563	Autonome et libre
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	2 550	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Ateliers thématiques
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	40 425	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Programmes externes
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	5 000	Programme coup de main, interventions en groupe
Unité Domrémy de Baie-Comeau	4 080	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - secteur régulier
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3 500	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - secteur protection
Via l'Anse	14 995	Via l'Anse - Interventions
YMCA du Québec (Les) - Montréal	427 130	Centre de jour l'espadrille

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 58 D) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

SUBVENTIONS	Subventions 2015-2016 (en \$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec Approuvée par le Conseil des ministres - 64 070 \$ / année - Période : du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2016
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique 63 550 \$ / année - Période : du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2016
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485	Concertation et échange Subvention accordée pour un an du 1 ^{er} avril 2015 au 31 mars 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 59 : Le nombre d’admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2015-2016.¹

Établissements de détention	2014-2015 (10 mois)			2015-2016 (10 mois)		
	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	263	864	1 127	236	713	949
Baie-Comeau	51	240	291	33	269	302
Chicoutimi	175	879	1 054	122	635	757
Havre-Aubert	1	10	11	-	2	2
Hull	601	2 131	2 732	625	1 972	2 597
Leclerc de Laval	-	-	-	1	-	1
Montréal	2 710	779	3 489	2 746	748	3 494
New Carlisle	35	341	376	25	285	310
Percé	-	-	-	1	-	1
Québec (femmes)	128	335	463	142	328	470
Québec (hommes)	1 099	2 618	3 717	1 002	2 382	3 384
Rimouski	194	409	603	183	393	576
Rivière-des-Prairies	310	7 756	8 066	341	7 565	7 906
Roberval	126	335	461	174	457	631
Sept-Îles	70	394	464	106	401	507
Sherbrooke	708	2 261	2 969	707	2 190	2 897
Sorel	375	1 190	1 565	323	1 268	1 591
St-Jérôme	981	5 170	6 151	1 111	5 213	6 324
Tanguay	279	1 286	1 565	349	1 257	1 606
Trois-Rivières	317	1 431	1 748	321	1 236	1 557

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 : Depuis 2006-2007, le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur; ventilation par année¹ et par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	ANNÉE FINANCIÈRE														
	2007-2008 ²	2008-2009 ²	2009-2010 ²	2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016 ³	
	Détenus et prévenus	Détenus et prévenus	Détenus et prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus
Amos	-	-	2	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Baie-Comeau	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chicoutimi	-		-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Hull	3	1	6	2	-	-	1	2	-	-	-	1	1	-	-
Leclerc de Laval	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montréal	4	3	3	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-
New Carlisle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Québec (Femmes)	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Québec (Hommes)	1	2	6	-	2	-	1	-	1	1	2	-	-	-	1
Rimouski	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rivière-des-Prairies	7	3	8	1	5	2	4	2	4	-	2	3	2	-	2
Roberval	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sherbrooke	2	2	1	1	-	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-
Sorel	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Saint-Jérôme	6	9	5	1	-	2	3	5	2	2	2	1	1	2	-
Tanguay	1	-	1	1	-	-	1	-	1	1	1	1	1	2	-
Trois-Rivières	-	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Valleyfield	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	n. d.	n. d.	n. d.	75,7		25,2		74,8		23,5		18,4		43,5	

¹ La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération. Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédit antérieur.

² Les données relatives à la répartition des libérations par erreur par statut de prévenu ou de détenu ainsi que le délai moyen ne sont pas disponibles pour les trois premiers exercices en raison de l'implantation d'un nouveau système informatique en 2010.

³ Données en date du 7 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS -01.02

QUESTION 61 : Depuis 2006-2007, le nombre d'évasions¹ pour chaque centre de détention, ventilé par année².

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2015-2016 ³	1	0	5 jours

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

³ Les données sont au 15 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 62 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2009*.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB ⁶	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵
2015-2016	1	1	100 %	6	6	100 %	2 954	2 601	88 %
2014-2015	3	3	100 %	3	3	100 %	3 017	2 910	96 %
2013-2014	1	1	100 %	1	1	100 %	2 738	2 677	98 %
2012-2013	5	5	100 %	3	3	100 %	2 290	2 243	98 %
2011-2012	-	-	-	-	-	-	2 113	2 075	98 %

¹ Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ Évasion d'une garde légale: Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, détient sa garde et est chargé de sa surveillance (comprend les évasions d'un palais de justice incluant un quartier cellulaire et les évasions d'un véhicule sécuritaire).

⁴ Absence illégale: Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison d'une erreur administrative, du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinuée).

⁵ Les **taux de repris** représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 janvier 2016. Pour les non-repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

⁶ Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

* Note 1 : L'harmonisation de la comptabilisation des données a entraîné des disparités entre les résultats diffusés antérieurement et ceux présentés dans ce tableau. Les données statistiques correspondantes fournies avant le 1^{er} février 2015 ont été modifiées.

* Note 2 : Pour les données des années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 63 : En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 50 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 64 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2009-2010.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2015-2016²

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond. ³	Réins. sociale	Visite famille	
Amos	-	225	113	2	11	36	-	387
Baie-Comeau	-	70	41	5	1	30	-	147
Chicoutimi	-	164	16	7	6	34	-	227
Havre-Aubert	-	-	-	-	-	-	-	-
Hull	-	447	38	1	15	104	-	605
Leclerc de Laval	-	118	58	1	45	9	-	231
Montréal	3	1 036	1	23	68	734	1	1 866
New Carlisle	-	218	275	3	8	60	-	564
Percé	-	23	2	-	-	-	-	25
Québec (Femmes)	-	153	18	7	8	36	-	222
Québec (Hommes)	1	939	20	18	58	352	-	1 388
Rimouski	-	304	15	6	11	138	-	474
Rivière-des-Prairies	-	1 064	62	2	17	-	-	1 145
Roberval	-	105	14	6	16	80	-	221
Sept-Îles	-	139	45	4	1	24	-	213
Sherbrooke	4	552	23	9	29	19	2	638
Sorel	-	186	4	2	19	54	-	265
St-Jérôme	-	717	15	6	41	267	-	1 046
Tanguay	1	764	-	3	34	88	1	891
Trois-Rivières	-	635	35	7	30	47	-	754

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont du 1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016 (10 mois).

³ Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 65 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2009-2010.

Établissements de détention	2014-2015 (10 mois) ¹					2015-2016 (10 mois) ²				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	47 %	11 %	9 %	33 %	100 %	58 %	7 %	9 %	26 %	100 %
Baie-Comeau	69 %	15 %	10 %	6 %	100 %	69 %	14 %	14 %	4 %	100 %
Chicoutimi	86 %	7 %	3 %	4 %	100 %	89 %	6 %	2 %	3 %	100 %
Havre-Aubert	57 %	14 %	14 %	14 %	100 %	-	-	-	-	-
Hull	89 %	5 %	2 %	4 %	100 %	84 %	6 %	3 %	6 %	100 %
Leclerc de Laval ³	52 %	33 %	6 %	9 %	100 %	28 %	44 %	11 %	17 %	100 %
Montréal	93 %	3 %	3 %	1 %	100 %	93 %	3 %	2 %	2 %	100 %
New Carlisle	83 %	7 %	3 %	7 %	100 %	80 %	8 %	6 %	6 %	100 %
Percé	100 %	0 %	0 %	0 %	100 %	100 %	-	-	-	100 %
Québec(Femmes)	64 %	13 %	5 %	18 %	100 %	41 %	25 %	14 %	20 %	100 %
Québec(Hommes)	47 %	18 %	12 %	23 %	100 %	44 %	21 %	11 %	24 %	100 %
Rimouski	76 %	11 %	4 %	9 %	100 %	76 %	15 %	3 %	7 %	100 %
Rivière-des-Prairies	46 %	42 %	10 %	2 %	100 %	43 %	46 %	9 %	3 %	100 %
Roberval	94 %	2 %	1 %	2 %	100 %	93 %	3 %	1 %	3 %	100 %
Sept-Îles	45 %	13 %	9 %	33 %	100 %	75 %	5 %	5 %	15 %	100 %
Sherbrooke	68 %	12 %	14 %	6 %	100 %	79 %	9 %	4 %	7 %	100 %
Sorel	92 %	6 %	1 %	1 %	100 %	93 %	4 %	2 %	1 %	100 %
St-Jérôme	73 %	17 %	5 %	5 %	100 %	78 %	15 %	4 %	3 %	100 %
Tanguay	86 %	8 %	3 %	3 %	100 %	78 %	13 %	5 %	4 %	100 %
Trois-Rivières	46 %	35 %	7 %	13 %	100 %	60 %	25 %	9 %	6 %	100 %

¹ Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2014 au 31 janvier 2015).

² Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016).

³ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin du mois d'octobre 2014.

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 66 : Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2015-2016 (11 mois)	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS ² (\$)
AMOS	23 866	987 349
BAIE-COMEAU	4 348	179 879
CHICOUTIMI	7 136	295 230
HULL	22 200	918 433
LECLERC DE LAVAL	23 213	960 341
MAISON TANGUAY	20 458	846 357
MONTRÉAL	119 927	4 961 393
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	8 273	342 265
PERCÉ	4 763	197 033
QUÉBEC	49 644	2 053 759
RIMOUSKI	11 710	484 433
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	80 061	3 312 132
ROBERVAL	8 203	339 374
SEPT-ÎLES	3 139	129 870
SHERBROOKE	24 051	994 982
SOREL	12 629	522 472
ST-JÉRÔME	38 800	1 605 146
TROIS-RIVIÈRES	26 660	1 102 915

¹ Le nombre d'heures est calculé avec le taux horaire moyen en temps supplémentaire des ASC prévu à l'allocation budgétaire 2015-2016 de la DGSC.

² Les coûts sont pour les paies 1 à 25 et proviennent de SAGIR.

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS · 01.02

QUESTION 67 : Depuis 2009-2010, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2015-2016¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	95	1 045	1	4	23	23	194	1 746	43	43	73	657	429	3 518
Bas-St-Laurent	108	1 188	2	8	11	11	278	2 502	131	131	85	765	615	4 605
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	433	4 763	9	36	43	43	929	8 361	743	743	511	4 599	2 668	18 545
Côte-Nord	43	473	13	52	1	1	89	801	264	264	52	468	462	2 059
Estrie	197	2 167	15	60	19	19	401	3 609	551	551	210	1 890	1 393	8 296
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44	484	2	8	11	11	152	1 368	93	93	115	1 035	417	2 999
Laval, Laurentides, Lanaudière	403	4 433	2	8	22	22	864	7 776	668	668	535	4 815	2 494	17 722
Montréal	560	6 160	7	28	71	71	1 302	11 718	2 522	2 522	872	7 848	5 334	28 347
Montréalégie	473	5 203	45	180	26	26	1 106	9 954	37	37	86	774	1 773	16 174
Mauricie/Centre-du-Québec	206	2 266	17	68	8	8	359	3 231	515	515	199	1 791	1 304	7 879
Outaouais	214	2 354	17	68	18	18	478	4 302	608	608	143	1 287	1 478	8 637
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	176	1 936	3	12	21	21	335	3 015	330	330	101	909	966	6 223

¹ Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016).
² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.
* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures veuillez vous référer aux cahiers des l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 68 : Depuis 2009-2010, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

C/R	Établissements de détention Corps	Dépenses salariales ²																	
		Cadres [630]			Prof. [100 à 199]			PBTA [200 à 299]			ASC [307]			Ouvriers [400 à 499]			Total		
		Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale ³
		Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
3251-52	Amos	6	2	720	0	2	121	0	5	219	49	41	6 181	2	12	375	57	62	7 616
3550-51	Baie-Comeau	1	5	563	0	1	77	0	4	114	28	18	2 862	4	6	366	33	34	3 982
3520-21	Chicoutimi ⁴	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3211-12	Hull	8	3	957	1	2	115	1	8	365	89	30	7 840	7	5	465	106	48	9 742
3231-3232	Leclerc de Laval	13	12	2 081	3	10	758	3	10	512	64	71	7 929	12	4	657	95	107	11 937
3327-28	Maison Tanguay	6	8	1 162	2	2	263	1	3	225	25	69	5 944	7	0	311	41	82	7 905
3331 à 38	Montréal	31	23	4 205	7	20	1 582	13	40	2 054	344	174	33 570	21	9	1 207	416	266	42 618
3561 à 63	New Carlisle & Havre Aubert	6	3	767	1	2	131	1	4	193	32	16	3 034	4	12	371	44	37	4 496
3570-71	Percé	1	4	411	0	1	76	1	1	73	21	13	2 051	0	0	-	23	19	2 611
3510 à 13	Québec	16	26	3 306	7	14	1 367	8	19	1 172	209	155	22 521	23	10	1 280	263	224	29 646
3531-32	Rimouski	5	3	614	1	0	65	0	6	242	49	26	4 747	4	5	362	59	40	6 030
3311 à 19	Rivière-des-Prairies	26	20	3 667	3	6	543	10	22	1 361	247	149	25 103	19	8	1 072	305	205	31 745
3522-23	Roberval	4	8	1 090	0	2	180	2	6	311	79	49	7 829	8	6	639	93	71	10 049
3552-53	Sept-Îles	1	3	352	0	1	83	0	2	93	15	9	1 652	0	0	-	16	15	2 180
3131-32	Sherbrooke	12	6	1 570	1	4	339	1	7	352	84	41	8 180	10	6	598	108	64	11 038
3140-41	Sorel	4	3	619	0	1	78	0	7	322	49	29	4 764	4	6	359	57	46	6 142
3221 à 23	St-Jérôme	21	9	2 435	3	13	935	3	12	706	131	95	14 445	13	9	723	171	138	19 244
3151-52	Trois-Rivières	13	2	1 272	1	4	282	0	8	382	84	34	7 692	6	10	664	104	58	10 291
Autres que les établissements de détention		9	21	3 171	76	303	24 733	14	95	4 599	28	57	5 341	0	0	-	127	476	37 844
Sous-total effectifs		183	161		106	388		58	259		1 627	1 076		144	108		2 118	1 992	
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:		344		28 961	494		31 726	317		13 294	2 703		171 685	252		9 448	4 110		255 116

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels en date du 19 janvier 2016. Les effectifs ASC comprennent les ASC temps complet, temps partiel régulier et occasionnel.

² La rémunération est la dépense probable au 31 mars 2016 évaluée le 31 décembre 2015 par le réseau.

³ Inclut les primes, les gratifications, le temps supplémentaire et les remboursements estimés pour libération syndicale et pour CSST.

⁴ Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi le 5 décembre 2015. La masse salariale et les effectifs de celui-ci sont inclus dans l'établissement de détention de Roberval puisqu'ils ont été transférés à cet établissement.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits des années antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 69 * :	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2009-2010 et par région administrative.
QUESTION 70 * :	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2009-2010.

* Pour faciliter la présentation des données, les questions 53 et 54 ont été fusionnées.

Régions correctionnelles ³	2015-2016 (10 mois)							
	Surveillance ¹					Effectifs ²		
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
					seul	mixte ⁴		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	132	26	544	3	277	128	14	4
Bas-St-Laurent	70	19	528	1	70	139	10	3
Côte-Nord	35	5	146	3	61	25	6	4
Estrie	169	42	729	5	280	188	18	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	51	20	212	4	63	62	6	1
Laval-Lanaudière-Laurentides	388	104	1 587	15	463	462	34	7
Mauricie	108	42	553	7	182	114	14	4
Montréal	294	61	1 828	12	806	546	35	8
Montréal	448	134	1 929	25	853	472	56	23
Outaouais	110	40	732	4	43	122	17	5
Québec-Chaudières-Appalaches	185	115	1 544	20	400	309	38	10
Saguenay-Lac-St-Jean	89	29	538	4	213	128	13	4
TOTAL	2 080	636	10 868	102	3 709	2 694	261	77
GRAND TOTAL	17 395 ⁵						338	

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.
L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

⁵ Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 71 : Le coût des roulottes dans les établissement de détention depuis 2009-2010, par année financière et par établissement de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Amos	576 911 \$	573 092 \$	573 092 \$	573 092 \$	573 092 \$
Québec	1 022 291 \$	1 015 527 \$	1 015 527 \$	1 015 527 \$	1 015 527 \$
Sherbrooke	901 879 \$	895 905 \$	895 905 \$	895 905 \$	895 905 \$
Trois-Rivières	934 885 \$	929 342 \$	937 830 \$	937 830 \$	937 830 \$

Aucune nouvelle roulotte n'a été installée dans les établissements de détention.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 72 : État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de M^e Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'établissement de détention de Québec, incluant les coûts.

État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'Établissement de détention de Québec

Recommandation 1 : Que la Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection (DVIEI) du ministère de la Sécurité publique chargée de procéder aux enquêtes administratives se voit fixer des délais cibles dans l'exécution des mandats qui lui sont confiés, spécialement lorsque ces mandats ont trait à des incidents ou événements qui soulèvent des questions de sécurité affectant la crédibilité du système carcéral et que les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces mandats soient mises à la disposition des comités d'enquête. *Le délai accordé à la DVIEI pour réaliser une enquête interne est signé par le sous-ministre de la Sécurité publique au début du processus. Treize gestionnaires des services correctionnels ont été formés pour agir comme co-enquêteurs.* Avril 2015 – Réalisé

Recommandation 2 : Que le fonctionnement du comité d'enquête sur les allégations et le protocole de travail entre la Direction de la sécurité et la Sûreté du Québec (SQ) soient revus afin d'améliorer le traitement des allégations visant les membres du personnel carcéral et que soit examiné le recours par la DGSC à des enquêteurs spécialement affectés à la collecte des informations pouvant servir aux enquêtes policières relatives à ces allégations. *Comité stratégique avec la Sûreté du Québec en place.* Février 2015 – Réalisé

Recommandation 3 : Que la DGSC modifie le manuel de politiques, instructions et procédures administratives afin qu'il y soit prévu une fouille systématique de toutes les personnes incluant le personnel carcéral avant d'autoriser l'admission de ces personnes dans l'enceinte des établissements de détention (ED) du Québec. *Procédure administrative approuvée. Projet pilote en place dans deux établissements de détention.* Octobre 2014 – Réalisé

Recommandation 4 : Que soit revu l'outil de classement des personnes incarcérées actuellement utilisé dans les ED afin d'y prévoir notamment, des critères permettant d'attribuer un classement spécifique aux prévenus liés à une organisation criminelle. *Nouvel outil mis en place dans tous les établissements de détention.* Octobre 2014 – Réalisé

Recommandation 5 : Que les autorités de la DGSC examinent la pertinence de créer, au sein de ses services, un bassin de conseillers juridiques spécialisés dans le droit carcéral auquel les directeurs d'établissement pourraient avoir recours rapidement pour l'assistance juridique à l'instar de service-conseil que dispense la Direction des poursuites criminelles et pénales aux forces policières du Québec. *Accessibilité au service-conseil du Bureau du service-conseil DPCP pour les SCQ.* Avril 2015 – Réalisé

Recommandation 6 : Que la structure du renseignement sécuritaire implantée à la DGSC fasse l'objet d'un examen visant à faire le bilan des résultats obtenus depuis sa création et que la DGSC procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires en vue de lui permettre d'accomplir pleinement le mandat qui lui est assigné. *Nouvelle direction du renseignement mise en place et création de deux postes d'analyste du renseignement.* Décembre 2014 – Réalisé

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 72 : État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de M^e Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'établissement de détention de Québec, incluant les coûts.

Coûts reliés aux travaux relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'Établissement de détention de Québec pour l'année 2014-2015

Recommandations 1, 2, 4, et 5 :

Il n'y a pas de coûts supplémentaires actuellement associés avec la mise en œuvre de ces recommandations.
Les travaux sont effectués à même les ressources disponibles.

Recommandations 3 et 6 :

Certaines mesures complémentaires sont à venir et en cours d'évaluation dont, entre autre, l'évaluation des coûts liée à l'implantation de la fouille systématique dans tous les établissements de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 73 : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2015.
AUCUN

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 74 : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.
AUCUN

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	6	411	317 523	17
Algonquins	Eagle Village	Corps de police	2	276	151 860	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 593	490 733	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 583	650 670	8
Algonquins	Pikogan	Corps de police	3	553	164 994	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	641	235 694	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 227	497 155	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	14	2 254	1 082 651	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 396	449 629	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	79	15 281	8 234 691	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 494	585 826	3

¹ Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2012.
³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2015-2016.
⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁴
Innus	Essipit	Corps de police	3	198	133 694	9
Innus	Mashteuiatsh ⁵	Corps de police	10	2 082	588 840	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	3	347	243 830	9
Innus	Pessamit	Corps de police	9	2 907	490 518	9
Innus	Uashat-Maliotenam	Corps de police	16	3 258	810 326	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	10 429	11 728 564	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	672	225 442	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 086	612 889	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	24	5 423	892 044	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 745	2 105 203	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	4	857	368 415	9

¹ Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2012.
³ Ce montant représente la part du Québec pour l'année financière 2015-2016.
⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.
⁵ Pour Mashteuiatsh, le coût annuel de 588 840 \$ exclut une contribution supplémentaire de 400 000 \$ pour l'exercice financier 2015-2016 non récurrente pour le maintien de la prestation des services policiers dans la communauté.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 76 : Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en \$)
Akwesasne	1 932 762
Eagle Village-Kipawa	164 515
Eeyou-Eenou (Cris)	8 920 915
Essipit	144 836
Gesgapegiag	244 229
Kahnawake	2 280 637
Kativik	8 871 896
Kawawachikamach	399 116
Kitigan Zibi	531 627
Lac-Simon	704 893
Listuguj	663 963
Manawan	538 585
Mashteuiatsh	637 910
Odanak-Wôlinak	343 983
Opitciwan	1 172 872
Pakua Shipi	264 149
Pessamit	531 395
Pikogan	178 743
Timiskaming	255 335
Uashat-Maliotenam	877 854
Wemotaci	487 098
Wendake	634 645

Note : Cette information provient des ententes tripartites.
DRFMP/QP1-76_01.04_DGAP_V3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 77 : Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2014 ^P

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules																Total			
	Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹						
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées				
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	75 063	35 890	24 162	80,0%	170 457	24 692	12 153	21,6%	35 683	28 862	5 047	95,0%	41 617	16 343	2 824	46,1%	322 820	105 787	44 186	46,5%	21 898	12 916	5 497	84,1%	705	579	104	96,9%	6 482	4 723	188	75,8%

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2014 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

^P: Données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2014, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2014.

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données 2015 sera effectuée en avril 2016.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
46005	Abercorn	385	78 505 092	65 206
NR880	Abitibi	218	10 986 587	9 199
NR870	Abitibi-Ouest	99	2 397 360	2 075
48028	Acton Vale	7 683	584 572 685	811 270
31056	Adstock	2 783	371 244 844	309 168
98030	Aguanish	263	12 193 886	10 122
92030	Albanel	2 214	131 884 914	109 674
07025	Albertville	241	17 036 265	14 213
84050	Alleyn-et-Cawood	201	48 837 767	40 632
93042	Alma	31 145	3 066 405 964	4 251 130
78070	Amherst	1 475	322 094 461	267 885
88055	Amos	12 821	999 621 327	1 388 983
07047	Amqui	6 146	419 708 533	582 119
55008	Ange-Gardien	2 562	389 437 581	324 032
85080	Angliers	292	18 528 864	15 374
NR790	Antoine-Labelle	0	63 098 400	52 647
19037	Armagh	1 458	103 374 120	85 867
78060	Arundel	572	91 309 118	75 613
40043	Asbestos	6 842	368 138 545	510 822
41055	Ascot Corner	3 113	274 332 609	242 548
50013	Aston-Jonction	437	34 112 619	28 452
13045	Auclair	439	29 894 260	24 845
30055	Audet	771	64 234 685	53 413
83090	Aumond	728	69 251 660	57 432
87050	Authier	270	9 260 835	7 700
87100	Authier-Nord	274	11 161 164	9 174
NR060	Avignon	0	381 706	297
45035	Ayer's Cliff	1 117	189 060 498	157 380
96020	Baie-Comeau	21 716	2 065 412 581	2 866 496
08080	Baie-des-Sables	629	41 803 836	34 727
50100	Baie-du-Febvre	986	134 344 885	111 601
98035	Baie-Johan-Beetz	85	6 618 749	5 649
15065	Baie-Sainte-Catherine	199	15 593 080	13 044
16013	Baie-Saint-Paul	7 349	903 796 980	1 254 903
96005	Baie-Trinité	467	25 990 479	21 625
78050	Barkmere	54	80 381 961	66 851
44045	Barnston-Ouest	593	93 915 225	78 150
88022	Barraute	2 000	115 564 599	96 664
37210	Batiscan	929	121 586 012	101 061
85020	Béarn	748	40 296 788	33 658
27028	Beauceville	6 330	474 887 729	659 250
31008	Beaulac-Garthby	841	170 909 942	142 285
19105	Beaumont	2 620	335 817 962	279 266
21025	Beaupré	3 628	652 235 293	674 368
38010	Bécancour	12 839	1 585 957 459	2 202 061
46035	Bedford	2 557	218 106 943	181 435
46040	Bedford	665	84 725 892	70 599
94250	Bégin	889	59 433 756	49 708
89050	Belcourt	236	8 558 505	7 116
85065	Belleterre	283	10 664 306	8 886
88070	Berry	609	30 978 697	25 834
18065	Berthier-sur-Mer	1 508	206 464 181	172 146
52035	Berthierville	4 141	381 328 786	435 940
48005	Béthanie	329	42 386 157	35 221
13055	Biencourt	480	26 318 053	21 963
98005	Blanc-Sablon	1 060	73 810 208	61 335
83045	Blue Sea	620	156 643 857	130 187
80115	Boileau	368	88 119 670	73 177
21045	Boischatel	7 260	813 034 775	1 129 519

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
83085	Bois-Franc	447	36 204 292	30 172
45095	Bolton-Est	951	243 273 172	202 426
46065	Bolton-Ouest	682	241 709 935	201 645
05045	Bonaventure	2 729	219 866 675	183 016
NR050	Bonaventure	25	9 391 950	7 708
98010	Bonne-Espérance	702	23 925 099	19 839
42040	Bonsecours	610	91 977 700	76 471
83050	Bouchette	784	122 500 681	101 734
80145	Bowman	639	105 506 064	87 795
78075	Brébeuf	1 057	108 436 812	90 256
46090	Brigham	2 354	239 025 393	198 910
84005	Bristol	1 134	192 882 139	160 782
46070	Brome	244	39 636 520	32 923
76043	Brownsburg-Chatham	7 242	713 824 071	991 067
84025	Bryson	604	32 246 375	26 994
41070	Bury	1 207	151 647 690	126 244
12057	Cacouna	1 954	183 919 556	153 271
84030	Campbell's Bay	767	41 556 339	34 727
04047	Cap-Chat	2 473	156 066 837	129 909
05060	Caplan	2 010	133 572 494	111 215
18045	Cap-Saint-Ignace	3 022	257 594 811	218 970
34030	Cap-Santé	3 417	316 459 851	309 790
06013	Carleton-sur-Mer	3 985	355 791 951	391 675
05077	Cascapédia-Saint-Jules	739	50 572 555	42 156
07018	Causapscal	2 315	116 641 607	97 363
83040	Cayamant	839	141 988 068	118 330
91020	Chambord	1 797	194 136 554	161 539
37220	Champlain	1 786	204 816 366	170 557
88005	Champneuf	130	3 383 968	2 972
02028	Chandler	7 402	422 205 263	585 868
99020	Chapais	1 572	66 892 193	55 875
NR160	Charlevoix	0	25 115 226	21 098
NR150	Charlevoix-Est	194	97 453 896	81 454
51080	Charrette	996	61 605 435	51 197
41020	Chartierville	279	52 279 923	43 406
21035	Château-Richer	3 911	404 531 142	445 005
87095	Chazel	304	12 267 609	10 072
80103	Chénéville	790	75 106 105	62 396
62047	Chertsey	4 972	730 986 660	930 550
39030	Chesterville	879	91 123 065	75 795
99025	Chibougamau	7 609	566 172 376	786 865
84090	Chichester	357	30 784 710	25 529
96035	Chute-aux-Outardes	1 615	54 745 416	45 638
79065	Chute-Saint-Philippe	909	145 275 577	121 048
84015	Clarendon	1 159	185 273 739	154 211
15035	Clermont	3 179	252 076 434	222 882
87110	Clermont	492	25 012 241	20 736
87075	Clerval	368	28 534 134	23 700
42110	Cleveland	1 590	166 371 594	138 258
03010	Cloridorme	696	36 867 036	30 857
44037	Coaticook	9 235	806 470 809	1 118 624
95050	Colombier	700	29 039 879	24 352
44071	Compton	3 224	378 615 119	347 415
41038	Cookshire-Eaton	5 274	461 548 528	529 928
71040	Coteau-du-Lac	7 008	967 139 005	1 341 745
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	921	47 062 153	39 116
30090	Courcelles	953	57 310 729	47 640
46080	Cowansville	13 029	1 123 393 712	1 558 195
61013	Crabtree	3 981	307 533 233	337 676

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
40047	Danville	3 917	272 416 398	299 929
39155	Daveluyville	946	61 473 578	51 346
13005	Dégelis	2 958	183 953 184	153 072
83070	Délagé	1 834	116 356 833	96 878
83005	Denholm	557	99 350 064	82 465
93005	Desbiens	1 050	49 290 648	40 929
38070	Deschallions-sur-Saint-Laurent	899	89 449 566	74 494
34058	Deschambault-Grondines	2 259	411 028 250	341 829
31015	Disraeli	2 385	140 366 057	116 566
31020	Disraeli	1 113	131 646 165	109 749
44023	Dixville	707	74 679 151	62 199
92022	Dolbeau-Mistassini	14 248	975 415 594	1 352 531
34025	Donnacoona	7 088	624 335 246	865 262
33040	Dosquet	893	81 834 566	68 137
49058	Drummondville	75 091	6 266 398 880	10 004 041
41117	Dudswell	1 745	219 289 446	182 422
80135	Duhamel	420	227 937 204	189 893
85030	Duhamel-Ouest	892	96 022 326	80 442
69075	Dundee	410	64 795 906	54 072
46050	Dunham	3 465	463 747 145	451 573
87005	Duparquet	616	49 100 370	40 871
87085	Dupuy	970	39 804 989	33 228
49015	Durham-Sud	1 013	110 104 765	91 566
41060	East Angus	3 811	233 664 033	251 721
31122	East Broughton	2 211	103 820 783	86 377
46085	East Farnham	569	49 169 170	40 953
44010	East Hereford	289	40 854 862	34 060
45093	Eastman	1 836	470 000 229	391 851
83075	Egan-Sud	538	44 229 240	36 779
69050	Elgin	407	57 363 922	47 706
62053	Entrelacs	940	227 810 260	189 215
06025	Escuminac	562	38 893 217	32 323
10005	Esprit-Saint	350	18 455 484	15 432
77011	Estérel	210	289 107 840	241 141
46112	Farnham	8 842	734 160 667	1 018 695
80005	Fassett	458	43 352 652	36 185
94220	Ferland-et-Boilleau	567	54 702 681	45 878
79097	Ferme-Neuve	2 784	253 057 575	210 529
97035	Fermont	2 676	720 605 712	601 818
95045	Forestville	3 155	158 405 843	139 815
84060	Fort-Coulonge	1 348	54 916 300	45 654
38047	Forterville	700	52 610 710	43 909
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 897	359 004 500	298 685
26005	Frampton	1 396	130 541 146	108 554
69010	Franklin	1 737	205 689 626	171 239
96015	Franquelin	307	13 689 748	11 241
46010	Freighsburg	1 096	228 576 963	190 436
30025	Frontenac	1 690	206 549 352	172 089
85055	Fugèreville	330	14 853 748	12 444
<u>99060</u>	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 958	376 758 920	310 350
87020	Gallichan	494	27 037 313	22 556
03005	Gaspé	15 001	1 310 068 659	1 818 675
92055	Girardville	1 077	62 871 336	52 540
69060	Godbout	285	12 904 975	10 656
76025	Godmanchester	1 401	154 911 984	128 771
83032	Gore	1 929	354 208 888	294 665
02015	Gracefield	2 301	436 039 903	362 562
	Grande-Rivière	3 346	173 630 430	164 371
35040	Grandes-Piles	392	77 906 000	64 578

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
03020	Grande-Vallee	1 089	71 615 742	59 630
09060	Grand-Métis	235	25 494 348	21 371
83095	Grand-Remous	1 129	97 854 346	81 122
50065	Grand-Saint-Esprit	488	46 042 160	38 194
76055	Grenville	1 671	130 328 039	108 704
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 729	357 348 857	296 714
98014	Gros-Mécatina	461	22 813 349	18 941
01042	Grosse-Île	470	28 942 400	23 906
08015	Grosses-Roches	379	22 713 229	18 957
85095	Guérin	323	17 653 510	14 799
39010	Ham-Nord	832	73 652 228	61 318
41075	Hampden	201	25 812 570	21 346
40005	Ham-Sud	215	52 339 938	43 538
76065	Harrington	827	275 367 280	229 380
45043	Hatley	748	223 303 215	185 832
45055	Hatley	2 117	385 899 404	321 687
69005	Havelock	745	114 550 317	95 527
98040	Havre-Saint-Pierre	3 496	389 890 752	380 269
93020	Hébertville	2 461	197 566 305	164 495
93025	Hébertville-Station	1 278	71 892 164	59 753
68010	Hemmingford	820	59 593 753	49 410
68015	Hemmingford	1 779	253 349 646	210 115
56042	Henryville	1 419	208 821 376	173 322
35035	Hérouxville	1 301	97 201 119	80 925
69045	Hinchinbrooke	2 212	196 171 983	163 119
19070	Honfleur	822	99 561 154	83 017
05025	Hope	607	34 705 996	28 782
05020	Hope Town	360	21 038 178	17 532
69025	Howick	650	56 545 580	47 203
78065	Huberdeau	876	92 353 537	76 709
71100	Hudson	5 155	1 109 783 627	1 464 348
69055	Huntingdon	2 408	148 473 313	123 426
32058	Inverness	820	146 380 524	122 135
31040	Irlande	961	83 124 399	68 935
78042	Ivry-sur-le-Lac	443	260 620 608	216 745
61025	Joliette	20 255	1 976 766 976	2 740 009
14050	Kamouraska	571	128 605 274	107 214
NR140	Kamouraska	0	5 383 434	4 455
83015	Kazabazua	884	134 029 640	111 280
79025	Kiamika	759	84 467 550	70 188
42070	Kingsbury	152	10 198 344	8 598
39097	Kingsey Falls	2 012	210 246 343	174 773
31105	Kinnear's Mills	364	50 154 416	41 595
85010	Kipawa	476	47 611 625	39 560
90017	La Bostonnais	535	36 704 496	30 477
78115	La Conception	1 334	299 221 624	248 557
88030	La Corne	728	77 118 949	64 944
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	75 470 514	62 834
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 949 103	4 150
91050	La Doré	1 419	75 126 500	62 562
19090	La Durantaye	720	85 802 545	71 621
29030	La Guadeloupe	1 824	105 174 083	87 332
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	45 398 980	37 701
NR040	La Haute-Gaspésie	197	21 057 696	17 458
NR220	La Jacques-Cartier	0	5 318 544	4 463
79047	La Macaza	1 036	214 304 805	178 455
15013	La Malbaie	8 593	772 127 565	1 068 588
04030	La Matre	241	9 426 816	7 692
NR070	La Matapédia	25	58 852 196	48 825

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
78130	La Minerve	1 144	416 836 358	347 786
NR090	La Mitis	0	21 901 560	18 372
88015	La Morandière	230	9 567 205	8 005
88045	La Motte	462	34 401 591	28 765
41027	La Patrie	729	91 457 954	75 934
14085	La Pocatière	4 076	390 285 922	436 679
54035	La Présentation	2 516	354 540 531	295 111
09005	La Rédemption	488	23 921 082	19 921
87080	La Reine	351	11 062 768	9 183
87090	La Sarre	7 528	503 736 606	700 133
10010	La Trinité-des-Monts	235	18 675 809	15 424
90012	La Tuque	10 995	852 147 712	1 124 387
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	25 107 708	21 025
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	610	69 880 554	58 123
50085	La Visitation-de-Yamaska	321	61 293 400	51 157
78120	Labelle	2 525	411 529 430	342 189
93055	Labrecque	1 237	94 565 369	78 933
22040	Lac Beauport	7 577	1 206 939 148	1 675 856
46075	Lac Brome	5 567	1 284 019 709	1 780 068
22030	Lac Delage	624	86 391 600	72 139
90027	Lac Edouard	176	44 796 714	37 437
22015	Lac Saint-Joseph	249	313 996 057	261 645
07057	Lac-au-Saumon	1 396	76 948 422	64 185
35010	Lac-aux-Sables	1 300	208 239 620	173 017
91005	Lac-Bouchette	1 179	103 702 430	86 518
13060	Lac-des-Aigles	528	29 589 574	24 632
79078	Lac-des-Écorces	2 691	223 306 434	185 725
80130	Lac-des-Plages	523	122 099 947	101 810
77055	Lac-des-Seize-Îles	199	87 592 128	72 889
30080	Lac-Drolet	1 041	102 724 382	85 265
79015	Lac-du-Cerf	412	96 462 576	80 333
28053	Lac-Étchemin	3 896	336 813 604	362 077
18010	Lac-Frontière	201	18 711 967	15 729
76020	Lachute	12 876	1 172 742 379	1 626 289
30030	Lac-Mégantic	5 815	505 269 824	700 514
56023	Lacolle	2 717	304 408 970	253 318
29095	Lac-Poulin	135	47 612 880	39 734
79060	Lac-Saguy	438	80 318 400	66 992
83020	Lac-Sainte-Marie	600	248 474 979	206 609
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 348 944	10 969
79105	Lac-Saint-Paul	493	76 357 800	63 385
34120	Lac-Sergent	505	108 828 152	90 692
80095	Lac-Simon	986	378 290 640	314 644
78095	Lac-Supérieur	1 910	548 642 295	456 567
85070	Laforce	513	11 488 379	9 487
93060	Lamarche	541	45 870 937	38 376
30095	Lambton	1 563	245 882 212	204 929
88035	Landrienne	997	59 947 162	49 798
21040	L'Ange-Gardien	3 715	389 432 270	410 625
52017	Laoroaie	4 565	491 038 833	596 330
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 223	136 542 608	113 727
78015	Lanier	805	230 498 528	191 843
79050	L'Ascension	817	130 393 103	108 671
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 022	146 930 855	122 414
06060	L'Ascension-de-Patapédia	173	8 990 618	7 436
85060	Latulipe-et-Gaboury	296	15 089 750	12 460
88080	Launay	222	10 537 526	8 919
33060	Laurier-Station	2 645	245 142 109	203 867
32072	Laurierville	1 399	117 686 173	98 170

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
52007	Lavallée	13 714	1 161 429 863	1 611 611
49025	L'Avenir	1 227	136 775 154	113 742
85050	Laverlochère	719	39 585 623	33 064
42045	Lawrenceville	651	50 442 456	42 106
NR910	Le Domaine-du-Roy	27	63 058 170	52 490
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	9	469 945 378	392 182
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 067 664	881
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 260	127 033 540	106 457
33123	Lederville	482	64 122 477	53 354
49020	Lefebvre	872	70 715 439	58 648
13050	Lejeune	289	18 228 054	15 111
38020	Lemieux	317	28 075 112	23 404
60035	L'Épiphanie	5 539	399 390 859	554 188
60040	L'Épiphanie	3 296	325 259 566	297 937
NR110	Les Basques	0	577 362	592
95018	Les Bergeronnes	691	48 052 688	40 164
71050	Les Cédres	6 739	713 975 160	990 149
71033	Les Coteaux	5 376	431 912 597	592 005
16048	Les Éboulements	1 369	233 692 430	194 785
95025	Les Escoumins	1 956	125 624 007	104 602
09015	Les Hauteurs	497	23 550 599	19 484
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	11 902	922 291 300	1 027 082
08005	Les Méchins	1 074	71 167 345	59 119
71095	L'Île-Cadieux	102	71 267 516	59 268
98020	L'Île-d'Anticosti	216	32 583 609	27 225
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	691	76 674 739	63 789
71060	L'Île-Perrot	10 783	1 085 380 730	1 505 474
41085	Lingwick	398	83 394 016	69 347
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 306	252 130 399	210 052
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 205	155 613 964	129 901
17078	L'Islet	4 018	291 045 869	325 530
12043	L'Isle-Verte	1 364	115 598 558	96 135
84040	Litchfield	452	83 584 008	69 685
80055	Lochaber	456	43 829 240	36 424
80060	Lochaber-Partie-Ouest	721	96 304 768	80 334
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	488	26 295 255	21 997
95032	Longue-Rive	1 046	40 622 470	33 656
85037	Lorrainville	1 314	74 345 504	61 978
33115	Lotbinière	836	143 246 475	119 061
51015	Louiseville	7 277	562 721 942	780 287
83010	Low	927	165 774 721	137 845
32065	Lyster	1 645	138 761 756	115 646
87058	Macamic	2 797	135 749 458	113 018
39165	Maddington	436	23 687 640	19 871
89015	Malartic	3 294	297 206 045	271 995
52095	Mandeville	2 104	309 302 862	257 815
NR960	Manicouagan	117	60 218 161	50 044
83065	Maniwaki	3 763	234 293 143	246 316
38028	Manseau	830	68 703 217	57 242
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 248	187 577 575	156 286
06005	Maria	2 510	208 605 489	173 140
NR920	Maria-Chapdelaine	253	96 926 500	80 721
42065	Maricourt	516	56 161 780	46 783
55048	Marieville	10 759	1 011 405 181	1 402 808
04025	Marsoui	290	11 021 969	9 199
30035	Marston	703	88 532 172	73 811
44060	Martinville	465	40 960 104	34 060
51008	Maskinongé	2 330	201 253 793	167 808
53010	Massueville	507	31 523 544	26 327

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
99015	Matagami	1 502	105 323 137	87 901
8053	Matane	14 206	1 150 940 517	1 595 017
NR080	Matane	0	10 242 310	8 614
06045	Matapédia	653	47 217 885	39 496
NR620	Matawinie	86	67 388 852	56 097
80065	Mayo	647	91 239 330	75 978
NR350	Mékinac	5	63 224 500	52 853
42075	Melbourne	981	145 378 226	120 767
83060	Messines	1 593	187 095 368	155 345
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 236	336 130 484	390 418
09048	Métis-sur-Mer	583	95 474 355	79 196
30040	Milan	253	44 162 124	36 729
76030	Mille-Isles	1 681	267 903 000	222 493
85075	Moffet	190	13 327 982	10 944
78055	Montcalm	670	127 205 472	105 615
14005	Mont-Carmel	1 127	84 401 341	70 245
83088	Montcerf-Lytton	689	57 682 722	48 044
80010	Montebello	973	106 533 785	88 220
09077	Mont-Joli	6 451	475 333 082	659 942
79088	Mont-Laurier	13 959	1 177 297 060	1 611 411
18050	Montmagny	11 335	924 714 912	1 282 154
80090	Montpeller	990	113 873 152	94 802
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 130	403 347 008	356 092
79110	Mont-Saint-Michel	582	59 717 085	49 815
04015	Mont-Saint-Pierre	176	11 598 730	9 783
77050	Morin-Heights	4 114	830 164 336	948 276
80085	Mulgrave-et-Derry	337	144 980 875	120 809
03025	Murdochville	701	17 184 074	14 222
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	872	95 118 301	79 106
80110	Namur	566	46 323 780	38 615
30045	Nantes	1 405	102 733 460	85 570
68030	Napierville	3 602	361 288 325	372 653
98025	Natashquan	278	13 697 793	11 249
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	771	87 859 095	73 408
85100	Nédélec	376	21 717 883	18 051
34007	Neuville	4 270	531 963 803	619 334
05040	New Carlisle	1 332	97 160 738	80 950
05070	New Richmond	3 746	276 769 962	292 304
41037	Newport	746	119 354 499	99 026
50072	Nicolet	8 058	734 685 671	1 018 773
79030	Nominique	2 018	452 508 316	377 010
92040	Normandin	3 133	209 118 935	184 787
87115	Normétal	824	16 666 529	13 900
45050	North Hatley	691	184 193 264	152 783
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	259	78 159 200	64 718
39015	Notre-Dame-de-Ham	422	26 825 629	22 202
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	982	266 723 461	222 100
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	707	65 392 046	54 507
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 812	1 338 803 529	1 856 971
92060	Notre-Dame-de-Lorette	185	11 512 432	9 470
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	716	80 541 852	67 339
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 861	218 537 501	182 069
35005	Notre-Dame-de-Montauban	780	114 702 241	95 543
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	719	158 094 226	131 852
30010	Notre-Dame-des-Bois	897	105 740 386	87 876
15025	Notre-Dame-des-Monts	840	39 931 979	33 163
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 086	133 237 500	110 579
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 398	106 395 300	88 584
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 694	796 198 173	1 104 220

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	46	30 541 657	25 446
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	670	99 150 640	82 499
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 436	95 994 659	79 978
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 002	103 952 331	86 343
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 633	342 771 769	285 195
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 732	379 253 315	526 287
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 081	69 737 432	57 900
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 145	179 211 263	149 145
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	373	46 202 904	38 565
06020	Nouvelle	1 700	121 898 937	101 473
56015	Noyan	1 323	181 979 934	151 335
45020	Ogden	757	216 611 616	180 283
72032	Oka	5 442	487 519 659	675 237
69037	Ormstown	3 556	355 800 500	356 071
84055	Otter Lake	1 076	181 573 996	151 270
13015	Packington	604	47 788 399	39 768
09040	Padoue	264	14 229 083	11 834
87025	Palmarolle	1 433	81 944 865	68 145
80037	Papineauville	2 142	196 551 136	163 540
38055	Parisville	517	43 022 750	35 872
05032	Paspébiac	3 123	198 854 575	175 818
02005	Percé	3 170	223 084 424	196 503
92010	Péribonka	469	97 514 540	81 222
16005	Petite-Rivière-Saint-François	768	312 461 220	260 179
03015	Petite-Vallée	170	10 530 248	8 903
94205	Petit-Saguenay	691	41 132 674	34 431
77030	Piedmont	2 978	635 625 235	528 689
50113	Pierreville	2 143	195 832 651	163 368
71070	Pincourt	14 832	1 544 388 425	2 143 234
30020	Piopolis	366	86 526 456	72 197
80045	Plaisance	1 120	88 915 230	74 125
32040	Plessisville	6 661	400 614 410	554 916
32045	Plessisville	2 671	230 293 924	192 009
13095	Pohénégamook	2 638	205 867 163	171 314
06030	Pointe-à-la-Croix	1 526	76 544 661	63 773
96030	Pointe-aux-Outardes	1 324	93 207 135	77 690
71055	Pointe-des-Cascades	1 504	120 878 028	100 352
71140	Pointe-Fortune	547	55 257 200	45 844
96025	Pointe-Lebel	2 011	104 285 348	86 723
NR840	Pontiac	0	15 334 125	12 748
34017	Pont-Rouge	9 185	781 339 909	1 083 352
84020	Portage-du-Fort	256	17 353 615	14 518
97022	Port-Cartier	6 613	761 372 958	1 060 775
02047	Port-Daniel-Gascons	2 370	99 042 137	82 358
34048	Portneuf	3 146	243 778 269	214 967
NR340	Portneuf	0	51 482 574	43 028
95040	Portneuf-sur-Mer	710	30 348 272	25 208
45030	Potton	1 817	669 861 696	557 232
87035	Pouliaries	664	29 606 209	24 665
88090	Preissac	818	120 478 091	100 205
75040	Prévost	13 199	1 328 889 111	1 843 185
09065	Price	1 666	69 698 123	58 008
32033	Princeville	5 902	418 685 010	580 843
42032	Racine	1 150	208 650 046	173 793
96040	Ragueneau	1 413	55 091 746	45 869
87010	Rapide-Danseur	344	24 114 756	20 135
84100	Rapides-des-Joachims	155	18 329 778	15 136
62037	Rawdon	11 127	1 086 740 189	1 507 012
85105	Rémigny	273	16 818 375	13 933

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
42098	Richmond	3 250	21 183,9657	193 845
71133	Rigaud	7 636	1 010 707 936	1 403 324
10043	Rimouski	49 281	4 369 194 511	5 918 471
NR100	Rimouski-Neigette	5	7 347 500	6 399
80078	Ripon	1 568	195 737 993	163 336
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	165	11 076 896	9 199
04020	Rivière-à-Claude	124	7 404 370	6 201
34135	Rivière-à-Pierre	672	109 113 504	90 634
98055	Rivière-Beaudette	276	19 716 659	16 380
71005	Rivière-Bleue	2 125	249 469 861	208 193
13025	Rivière-Éternité	1 264	71 994 253	59 976
12072	Rivière-du-Loup	19 645	1 802 021 256	2 518 615
94215	Rivière-Éternité	471	32 344 511	27 002
89010	Rivière-Héva	1 583	126 695 580	105 665
14065	Rivière-Ouelle	997	137 109 427	114 303
79037	Rivière-Rouge	4 524	558 891 251	543 989
98050	Rivière-Saint-Jean	221	10 704 596	8 894
91025	Roberval	10 036	719 153 084	996 932
88010	Rochebaucourt	162	5 287 117	4 455
87015	Roquemaure	431	19 878 778	16 585
55037	Rougemont	2 805	342 261 020	284 933
86042	Rouyn-Noranda	41 960	3 934 571 720	5 466 545
48015	Roxton	1 083	142 264 600	118 635
48010	Roxton Falls	1 252	85 060 708	70 788
47047	Roxton Pond	3 572	391 918 647	393 124
95010	Sacré-Coeur	1 824	119 138 955	99 423
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	559	59 538 839	49 402
17015	Saint-Adalbert	531	45 869 824	38 202
08030	Saint-Adelme	480	27 184 364	22 498
35015	Saint-Adelphe	909	101 673 922	84 714
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 667	941 052 036	970 212
40010	Saint-Adrien	509	57 410 274	47 797
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	394	38 471 191	32 009
33045	Saint-Agapit	4 156	338 366 203	386 438
53015	Saint-Aimé	499	99 329 197	82 688
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 093	97 295 462	80 950
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	815	85 176 128	70 747
34097	Saint-Alban	1 278	124 303 612	103 408
39085	Saint-Albert	1 564	136 099 361	113 241
56055	Saint-Alexandre	2 555	308 316 944	256 687
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 150	161 199 290	134 554
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	279	15 131 490	12 460
63023	Saint-Alexis	1 439	160 488 448	133 729
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	509	24 182 399	20 144
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 991	352 690 376	292 903
27015	Saint-Alfred	505	45 514 260	37 972
05065	Saint-Alphonse	686	35 530 216	29 596
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 018	364 271 345	309 843
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 204	436 709 147	400 382
94255	Saint-Ambroise	3 711	306 926 186	324 497
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 969	359 154 568	394 629
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 134	244 818 102	216 236
14040	Saint-André	653	69 033 798	57 472
80027	Saint-André-Avellin	3 759	318 919 353	335 634
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 226	343 400 480	313 687
06040	Saint-André-de-Restigouche	154	9 338 161	7 700
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	486	28 932 554	23 972
69070	Saint-Anicet	2 545	487 434 900	405 774
19062	Saint-Anselme	3 875	363 714 557	391 394

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	147	39 210 666	32 643
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 620	268 186 309	223 120
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 669	265 036 510	220 543
12015	Saint-Antoin	4 175	275 537 236	314 255
33090	Saint-Apollinaire	5 801	579 344 508	804 948
46017	Saint-Armand	1 217	216 232 204	180 259
12065	Saint-Arsène	1 235	89 488 573	74 346
13100	Saint-Athanase	304	18 273 030	15 119
17055	Saint-Aubert	1 455	171 128 709	142 780
92005	Saint-Augustin	380	19 050 651	16 025
98012	Saint-Augustin	775	29 118 309	24 318
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	683	73 058 023	60 684
51025	Saint-Barnabé	1 191	95 099 328	79 006
54105	Saint-Barnabé-Sud	894	149 398 659	124 399
52055	Saint-Barthélemy	1 888	174 883 435	145 538
34038	Saint-Basile	2 645	240 759 281	200 706
28025	Saint-Benjamin	882	75 194 383	62 463
29100	Saint-Benoît-Labre	1 644	159 360 424	133 030
26055	Saint-Bernard	2 228	245 018 787	203 643
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 489	250 890 579	208 734
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	524	105 716 671	88 017
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 873	254 562 587	211 376
49125	Saint-Bonaventure	1 032	125 817 858	104 527
51085	Saint-Boniface	4 609	341 714 131	418 620
93030	Saint-Bruno	2 750	213 068 395	177 690
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 148	81 906 509	68 261
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	555	37 625 663	31 235
63055	Saint-Calixte	6 203	510 495 063	707 133
40025	Saint-Camille	511	56 896 729	47 426
28070	Saint-Camille-de-Lellis	808	55 117 267	45 927
34078	Saint-Casimir	1 465	101 075 910	84 096
50030	Saint-Célestin	776	60 744 089	50 803
50035	Saint-Célestin	609	85 259 049	70 862
55023	Saint-Césaire	5 906	618 062 576	856 872
61035	Saint-Charles-Borromée	13 728	1 210 733 297	1 680 432
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 408	261 718 307	217 925
94260	Saint-Charles-de-Bourget	722	71 768 722	60 133
09010	Saint-Charles-Garnier	255	13 314 435	10 969
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 651	290 337 323	241 542
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 249	251 764 761	230 540
69017	Saint-Christosstome	2 593	236 079 454	196 158
42100	Saint-Claude	1 138	134 873 375	112 285
11005	Saint-Clément	486	29 878 753	24 936
07090	Saint-Cléophas	331	17 572 182	14 510
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	252	25 573 215	21 354
71045	Saint-Clet	1 649	207 148 236	172 888
62065	Saint-Côme	2 290	406 609 370	339 387
29057	Saint-Côme-Linière	3 287	210 992 484	192 987
52062	Saint-Cuthbert	1 777	213 255 820	177 655
12005	Saint-Cyprien	1 115	66 407 752	55 067
28040	Saint-Cyprien	509	40 202 006	33 533
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	756	75 821 776	63 122
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 746	361 115 214	447 781
07105	Saint-Damase	410	25 702 122	21 338
54017	Saint-Damase	2 522	317 257 093	263 760
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	595	51 475 177	42 962
62075	Saint-Damien	2 001	282 939 952	235 737
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 017	166 318 092	138 183
53005	Saint-David	823	129 955 088	108 043

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 748	790 950 708	659 311
14055	Saint-Denis	519	93 126 664	78 004
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 775	594 450 650	627 431
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 279	353 980 128	295 329
52090	Saint-Didace	578	111 547 501	92 595
54060	Saint-Dominique	2 481	299 164 459	249 425
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	454	22 738 465	18 990
09030	Saint-Donat	857	70 257 152	58 386
62060	Saint-Donat	4 144	1 337 327 046	1 525 172
77022	Sainte-Adèle	12 844	1 764 332 357	2 465 520
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 151	159 385 402	132 856
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 504	1 548 766 613	2 019 962
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	998	52 667 292	43 835
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 902	198 104 718	164 684
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	611	40 925 360	34 126
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 810	265 269 617	220 649
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 061	189 256 068	156 942
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 641	131 740 784	109 592
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	611	75 616 746	62 909
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 090	245 224 679	203 882
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 660	691 583 200	712 611
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 674	234 736 898	195 195
79115	Sainte-Anne-du-Lac	594	73 254 032	61 203
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 247	97 860 360	81 743
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	592	60 341 781	50 011
28015	Sainte-Aurélie	923	74 497 723	61 729
69065	Sainte-Barbe	1 409	196 169 834	163 053
62020	Sainte-Béatrix	1 883	230 736 463	191 628
56105	Sainte-Brigide-d'Ilberville	1 381	227 266 473	188 961
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 171	722 191 785	1 005 110
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	786	84 202 571	69 634
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 380	780 829 206	1 084 231
38060	Sainte-Cécile-de-Lévard	363	35 651 694	29 679
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 105	213 562 964	177 679
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	892	85 700 298	71 340
48020	Sainte-Christine	671	73 112 439	60 428
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	506	114 863 184	95 824
19055	Sainte-Claire	3 422	318 479 604	310 428
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	647	68 262 788	57 061
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 821	238 371 988	198 192
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 610	139 763 450	116 716
33102	Sainte-Croix	2 449	298 110 191	248 445
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	715	85 416 832	71 052
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	385	18 115 542	15 119
68045	Saint-Édouard	1 354	177 283 229	147 514
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	625	42 795 922	35 724
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 220	135 343 722	112 415
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	765	52 958 619	44 256
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	511	77 357 309	64 373
52030	Sainte-Élisabeth	1 507	204 489 899	170 789
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	364	49 153 320	40 978
62070	Sainte-Émèle-de-l'Énergie	1 653	177 974 876	148 314
50005	Sainte-Eulalie	889	104 269 298	87 020
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	325	28 059 724	23 479
20010	Sainte-Famille	837	146 452 514	121 920
08023	Sainte-Félicité	1 110	67 908 500	56 665
17025	Sainte-Félicité	389	23 959 932	19 855
09085	Sainte-Flavie	907	88 814 432	73 943
07010	Sainte-Florence	394	16 028 436	13 299

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
11030	Sainte-Françoise	379	29 135 321	24 269
38035	Sainte-Françoise	453	46 236 677	38 524
37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	1 031	121 437 713	101 168
52040	Sainte-Genève-de-Berthier	2 401	246 783 707	205 522
87030	Sainte-Germaine-Boulé	949	45 574 562	38 013
88085	Sainte-Geotrude-Manneville	784	39 654 121	32 899
91030	Sainte-Hedwidge	865	49 713 490	41 471
14025	Sainte-Hélène	900	60 463 274	50 357
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 732	222 063 167	184 852
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	369	47 355 945	39 429
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	352	17 658 778	14 840
26040	Sainte-Hénédine	1 269	121 240 870	100 598
07040	Sainte-Irène	353	36 951 934	30 956
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	315	21 700 201	18 076
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 090	70 008 726	58 255
63060	Sainte-Julienne	10 039	795 149 867	1 103 350
28045	Sainte-Justine	1 796	118 857 275	99 002
71115	Sainte-Justine-de-Newton	945	164 508 432	137 222
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 963	190 491 881	158 806
11035	Saint-Éloi	302	25 904 984	21 625
17060	Sainte-Louise	681	51 935 255	43 242
50095	Saint-Elphège	286	51 514 000	42 912
09092	Sainte-Luce	2 791	259 533 241	216 353
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	291	23 066 014	19 302
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 264	201 189 016	167 369
05050	Saint-Elzéar	464	24 400 573	20 406
26022	Saint-Elzéar	2 331	206 278 249	171 536
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	347	21 401 889	17 763
54025	Sainte-Madeleine	2 376	204 802 972	170 450
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 607	181 792 078	151 624
26035	Sainte-Marguerite	1 094	122 301 362	101 595
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 857	522 242 240	434 686
07005	Sainte-Marguerite-Marie	189	9 703 287	7 989
26030	Sainte-Marie	13 682	1 154 492 627	1 884 774
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	435	43 447 541	36 193
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 955	338 385 075	281 565
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 154	103 357 032	86 106
71110	Sainte-Marthe	1 090	179 532 488	149 408
70012	Sainte-Martine	5 388	551 037 054	753 877
61050	Sainte-Mélanie	3 057	306 059 969	260 508
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	556	60 635 125	50 274
50057	Sainte-Monique	550	75 672 151	63 164
93075	Sainte-Monique	863	126 498 412	105 319
08040	Sainte-Paule	220	27 246 781	22 828
17030	Sainte-Perpétue	1 700	90 518 565	75 127
50050	Sainte-Perpétue	959	116 339 854	96 918
20030	Sainte-Pétronille	1 008	199 119 602	165 805
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 544	199 635 759	166 697
12030	Saint-Épiphan	831	47 517 797	39 322
31050	Sainte-Praxède	391	95 825 062	79 756
11015	Sainte-Rita	282	20 018 666	16 577
28030	Sainte-Rose-de-Watford	753	60 037 835	49 920
94230	Sainte-Rose-du-Nord	401	45 941 692	38 094
28065	Sainte-Sabine	370	34 595 174	28 881
46105	Sainte-Sabine	1 133	137 900 449	114 707
39105	Sainte-Séraphine	387	46 279 360	38 524
75028	Sainte-Sophie	15 522	1 262 473 901	1 750 737
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	737	66 590 763	55 538
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	674	73 165 783	60 841

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
63030	Saint-Esprit	1 969	261 940 573	218 138
35050	Sainte-Thécle	2 472	192 451 855	159 726
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 040	44 848 512	37 363
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	527	89 256 801	74 379
70030	Saint-Étienne-de-Beauharrois	819	134 584 410	112 195
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	588	155 465 157	129 488
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 434	302 548 299	360 090
49105	Saint-Eugène	1 146	137 518 910	114 228
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	538	28 613 214	23 692
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	449	37 308 264	31 187
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	423	34 415 452	28 732
51040	Sainte-Ursule	1 370	106 145 647	88 230
13030	Saint-Eusèbe	623	41 432 453	34 472
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	518	81 074 679	67 882
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 496	226 911 718	188 739
10070	Saint-Fabien	1 909	157 082 036	130 864
18015	Saint-Fabien-de-Panet	961	62 428 414	51 699
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 597	629 836 190	630 785
91042	Saint-Félicien	10 300	810 352 996	1 122 778
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	914	56 909 609	47 533
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 572	150 944 740	125 626
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 399	554 442 744	768 014
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 074	120 244 895	100 494
32013	Saint-Ferdinand	2 061	249 699 663	207 547
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 172	586 032 367	517 863
33052	Saint-Flavien	1 616	161 971 274	134 915
31030	Saint-Fortunat	258	29 627 460	24 499
20005	Saint-François	510	127 021 934	105 763
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 590	156 043 589	129 379
06055	Saint-François-d'Assise	672	27 184 706	22 514
91015	Saint-François-de-Sales	641	37 143 235	30 865
50128	Saint-François-du-Lac	1 901	161 412 566	134 198
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 205	189 096 458	157 223
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	241	16 398 839	13 613
27065	Saint-Frédéric	1 077	90 479 050	75 268
94235	Saint-Fulgence	2 031	174 493 349	145 366
52080	Saint-Gabriel	2 754	159 953 015	132 979
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 581	299 790 917	249 341
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 151	75 401 315	62 726
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 100	382 214 791	325 881
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	771	34 932 820	29 054
93035	Saint-Gédéon	2 030	249 945 633	208 134
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 275	140 330 420	116 418
29073	Saint-Georges	32 535	2 518 197 950	3 520 945
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 073	195 979 794	163 328
40032	Saint-Georges-de-Windsor	930	88 999 299	74 000
53085	Saint-Gérard-Majella	267	42 014 700	34 974
14045	Saint-Germain	278	25 835 880	21 617
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 855	466 784 393	588 432
19075	Saint-Gervais	2 133	205 940 672	170 875
34060	Saint-Gilbert	291	23 452 506	19 591
33035	Saint-Gilles	2 395	246 037 523	204 839
05015	Saint-Godefroi	427	19 723 976	16 330
49113	Saint-Guillaume	1 564	173 235 053	144 097
11020	Saint-Guy	85	10 052 240	8 309
19068	Saint-Henri	5 474	612 469 476	850 825
93070	Saint-Henri-de-Taillon	745	121 331 977	101 317
44015	Saint-Herménégilde	671	115 495 164	95 964
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	38 404 122	31 985

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
16050	Saint-Hilarion	1 199	98 184 166	81 692
75045	Saint-Hippolyte	8 968	1 210 522 360	1 678 871
94240	Saint-Honoré	5 890	435 862 526	605 833
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 601	145 431 837	120 709
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	762	35 890 705	29 893
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 237	123 160 938	102 444
54100	Saint-Hugues	1 231	190 838 742	158 837
54048	Saint-Hyacinthe	54 777	5 717 858 137	9 118 363
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 063	186 472 768	155 297
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	665	106 529 796	88 692
15005	Saint-Irénée	657	115 668 880	96 143
26063	Saint-Isidore	2 981	318 480 003	264 484
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	674	93 864 819	78 002
63013	Saint-Jacques	4 071	375 162 112	419 394
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	209	29 330 239	24 335
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	727	72 764 099	60 371
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 575	216 669 527	180 183
33065	Saint-Janvier-de-Joly	982	100 402 394	83 288
20015	Saint-Jean	968	244 461 586	203 636
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	368	44 283 820	36 828
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	181	8 644 964	7 124
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 612	81 532 401	67 840
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	302	24 291 180	20 127
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 547	510 119 972	617 735
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 293	302 825 836	277 201
21020	Saint-Joachim	1 489	130 530 184	109 107
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 332	142 894 326	118 626
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 853	359 303 568	452 732
31045	Saint-Joseph-de-Coleaine	1 846	181 607 421	151 311
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	422	29 319 098	24 236
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	490	48 209 989	40 089
27050	Saint-Joseph-des-Érables	433	42 713 685	35 535
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 606	197 123 710	164 149
54110	Saint-Jude	1 241	158 050 916	131 530
27055	Saint-Jules	585	48 699 648	40 541
31035	Saint-Julien	400	49 173 670	41 011
18005	Saint-Just-de-Bretenières	678	44 172 980	36 687
13040	Saint-Juste-du-Lac	578	43 759 312	36 498
51045	Saint-Justin	1 011	96 092 660	79 483
87120	Saint-Lambert	207	5 149 515	4 142
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 603	662 718 941	920 255
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 608	321 838 684	268 109
71105	Saint-Lazare	19 736	2 568 253 074	3 562 863
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 268	104 851 917	87 011
08065	Saint-Léandre	416	26 347 604	21 889
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 351	217 256 435	181 279
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 068	120 556 525	100 807
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 120	100 288 166	83 577
07030	Saint-Léon-le-Grand	939	45 744 016	37 881
51035	Saint-Léon-le-Grand	994	100 040 415	83 239
54072	Saint-Liboire	3 051	311 061 334	264 435
63065	Saint-Liguori	1 959	206 159 989	171 867
63048	Saint-Lin-Laurentides	20 474	1 526 077 626	2 118 713
54120	Saint-Louis	772	97 276 041	80 786
39170	Saint-Louis-de-Blandford	963	100 249 986	83 776
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	414	38 447 161	32 018
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 500	202 988 788	168 909
13080	Saint-Louis-du-Hai Haï	1 298	67 272 995	56 039
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	465	49 130 306	40 837

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	630	51 982 518	43 367
49030	Saint-Lucien	1 640	149 609 820	123 770
30072	Saint-Ludger	1 213	89 906 881	74 709
93080	Saint-Ludger-de-Milot	649	49 977 108	41 480
28075	Saint-Magloire	705	66 543 204	55 430
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 338	121 776 006	101 324
19025	Saint-Malachie	1 562	142 555 283	118 684
44003	Saint-Malo	485	70 605 760	58 584
88040	Saint-Marc-de-Figuery	881	74 114 590	61 979
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 939	207 138 018	172 930
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	421	35 178 504	29 366
17020	Saint-Marcel	446	44 270 762	36 845
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	519	92 509 597	77 114
10025	Saint-Marcellin	348	39 357 700	32 883
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 161	332 047 761	276 095
29045	Saint-Martin	2 455	175 559 906	145 998
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	658	85 352 770	71 117
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	724	88 079 189	73 590
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 402	211 157 883	175 794
37230	Saint-Maurice	3 194	252 714 090	223 972
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 084	57 972 738	48 357
11025	Saint-Médard	220	9 362 567	7 700
68050	Saint-Michel	3 010	386 514 133	329 213
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 842	250 317 162	207 428
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 427	445 958 369	370 543
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 176	63 262 554	52 837
12020	Saint-Modeste	1 186	89 854 585	74 585
07095	Saint-Moïse	551	30 685 298	25 363
37240	Saint-Narcisse	1 837	149 129 483	124 242
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 122	131 027 700	108 900
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	986	81 500 942	67 765
93045	Saint-Nazaire	2 157	125 489 987	104 305
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	859	119 771 357	99 793
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	358	32 787 825	27 258
19045	Saint-Nérée	737	67 347 243	55 850
07100	Saint-Noël	429	17 462 779	14 543
52070	Saint-Norbert	1 021	115 439 255	95 839
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 238	109 974 427	91 417
09055	Saint-Octave-de-Métis	531	29 625 521	24 574
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 461	117 048 327	97 387
17005	Saint-Omer	297	26 136 915	21 658
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	567	34 752 612	29 145
53032	Saint-Ours	1 686	241 153 467	200 465
14070	Saint-Pacôme	1 597	106 875 612	89 046
17010	Saint-Pamphile	2 586	134 070 571	111 617
14018	Saint-Pascal	3 427	237 183 371	231 471
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 059	126 500 381	105 095
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 024	317 446 549	264 471
61005	Saint-Paul	5 907	459 972 319	638 606
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 857	356 141 750	296 652
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	335	23 099 571	19 261
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 919	257 792 139	214 283
18030	Saint-Paul-de-Montminy	807	81 416 098	67 840
51060	Saint-Paulin	1 507	113 626 334	94 174
19005	Saint-Philémon	709	90 937 400	75 590
29065	Saint-Philibert	379	40 261 529	33 460
14060	Saint-Philippe-de-Néri	868	50 719 926	42 015
54008	Saint-Pie	5 672	584 715 184	811 094
49130	Saint-Pie-de-Guire	451	67 344 960	55 948

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
61020	Saint-Pierre	336	38 420 445	31 961
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	920	77 459 969	64 398
32050	Saint-Pierre-Baptiste	514	75 370 521	62 801
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	887	96 323 022	80 300
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	11 701 560	9 817
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 723	230 810 328	191 892
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 209	109 402 993	90 972
72043	Saint-Placide	1 704	253 588 410	210 907
71020	Saint-Polycarpe	2 259	275 530 252	229 800
91035	Saint-Prime	2 814	198 383 560	165 378
28020	Saint-Prosper	3 615	205 487 452	212 235
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	522	57 844 700	47 919
19082	Saint-Raphaël	2 520	196 047 441	163 111
34128	Saint-Raymond	10 189	1 059 383 428	1 468 941
68055	Saint-Rémi	7 999	866 715 026	1 203 318
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	479	56 196 360	46 700
29050	Saint-René	751	56 104 998	46 816
08035	Saint-René-de-Matane	1 076	54 770 489	45 737
53020	Saint-Robert	1 804	168 980 101	140 423
30070	Saint-Robert-Bellarmin	661	49 365 321	41 183
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 124	575 471 954	760 028
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	385	52 966 884	44 206
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 198	199 163 956	165 359
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	967	107 776 903	89 811
63040	Saint-Roch-Ouest	279	59 864 742	49 873
30100	Saint-Romain	728	81 530 243	67 716
39145	Saint-Rosaire	879	96 458 171	80 416
39130	Saint-Samuel	772	58 096 699	48 340
26010	Saints-Anges	1 168	108 007 268	89 795
77043	Saint-Sauveur	10 375	2 192 549 786	3 038 592
30085	Saint-Sébastien	704	59 381 419	49 369
56050	Saint-Sébastien	768	147 413 556	122 537
51030	Saint-Sévère	316	36 721 010	30 552
27070	Saint-Séverin	281	39 679 423	32 891
35020	Saint-Séverin	830	58 689 814	48 891
05055	Saint-Siméon	1 204	75 669 806	63 279
15058	Saint-Siméon	1 262	101 239 151	84 161
11055	Saint-Simon	427	47 525 639	39 396
54090	Saint-Simon	1 331	193 606 733	161 672
29125	Saint-Simon-Les-Mines	567	46 471 672	38 837
80070	Saint-Sixte	501	45 295 898	37 651
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	247	89 938 512	75 030
37245	Saint-Stanislas	1 013	106 757 507	88 947
92070	Saint-Stanislas	382	22 605 942	18 660
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 600	234 005 374	194 851
38005	Saint-Sylvestre	839	77 209 493	64 365
33007	Saint-Sylvestre	1 019	131 743 774	109 600
71015	Saint-Télesphore	761	128 640 361	107 181
07070	Saint-Tharcisius	425	21 268 773	17 731
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 453	145 727 750	121 080
29005	Saint-Théophile	731	91 337 990	76 034
61027	Saint-Thomas	3 325	350 387 394	331 912
92045	Saint-Thomas-Didyme	651	49 727 515	41 513
34085	Saint-Thuribe	277	29 622 362	24 731
35027	Saint-Tite	3 750	327 161 688	344 843
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 508	168 052 665	140 253
34090	Saint-Ubalde	1 374	177 809 385	147 471
08073	Saint-Ulric	1 597	114 879 143	95 848
16055	Saint-Urbain	1 457	125 672 111	104 801

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
70005	Saint-Urbain-Premier	1 243	163 110 927	135 796
56030	Saint-Valentin	483	81 192 800	67 551
39135	Saint-Valère	1 282	110 176 704	91 574
10060	Saint-Valérien	888	72 200 381	60 430
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 869	231 046 295	192 197
19117	Saint-Vallier	1 050	132 050 958	109 715
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	24 826 368	20 778
07075	Saint-Vianney	480	26 334 101	21 963
27008	Saint-Victor	2 430	221 275 338	183 863
50023	Saint-Wenceslas	1 096	115 231 927	95 914
28005	Saint-Zacharie	1 664	108 946 106	90 576
62080	Saint-Zénon	1 227	188 050 679	156 358
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	358	27 662 078	23 091
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	703	99 563 799	82 819
71025	Saint-Zotique	7 793	795 201 660	1 103 515
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 890	3 721 804 469	5 163 447
07085	Sayabec	1 788	131 523 186	109 435
97040	Schefferville	241	54 623 731	46 194
41080	Scotstown	518	24 134 692	20 119
26048	Scott	2 313	217 307 901	180 784
89040	Senneterre	2 918	159 664 102	132 724
89045	Senneterre	1 202	75 780 248	63 122
97007	Sept-Îles	25 591	3 272 711 437	4 547 626
NR971	Sept-Rivières	116	25 614 360	21 363
22020	Shannon	5 854	481 513 896	669 516
36033	Shawinigan	49 242	3 483 027 046	4 828 173
84010	Shawville	1 624	129 351 517	107 318
84095	Sheenboro	110	83 148 100	69 356
47035	Shefford	6 731	832 798 224	1 155 073
05010	Shigawake	294	15 128 010	12 460
53052	Sorel-Tracy	34 888	2 842 312 318	3 943 721
46045	Stanbridge East	886	95 870 065	79 698
46030	Stanbridge Station	261	44 384 445	37 058
45008	Stanstead	2 777	197 790 623	164 371
45025	Stanstead	973	576 595 644	479 608
44050	Stanstead-Est	607	107 196 400	89 062
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 896	302 112 510	251 292
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 778	393 577 801	545 513
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	287	20 394 192	16 800
42005	Stoke	2 842	305 041 715	253 903
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 904	1 134 556 515	1 573 446
30105	Stornoway	544	57 327 623	47 731
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	526	80 887 248	67 247
30110	Stratford	1 050	213 142 938	177 465
45105	Stukely-Sud	1 029	129 985 650	108 191
46058	Sutton	3 981	990 430 799	1 088 057
95005	Tadoussac	819	101 849 939	84 887
87042	Taschereau	948	28 878 094	23 989
85005	Témiscaming	2 345	209 726 200	174 550
NR850	Témiscamingue	109	59 160 622	49 205
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 041	443 285 638	369 567
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 971	194 482 549	161 695
84045	Thorne	285	110 967 272	92 405
80050	Thurso	2 738	256 873 117	215 096
39025	Tingwick	1 427	162 359 617	135 203
17035	Tourville	606	26 503 622	21 889
88075	Trécesson	1 173	89 753 415	74 734
71125	Très-Saint-Rédempteur	946	95 106 798	79 039
69030	Très-Saint-Sacrement	1 190	180 151 544	149 959

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture finale 2016 (en \$)
27060	Tring-Jonction	1 505	86 110 928	71 645
11040	Trois-Pistoles	3 323	206 927 402	196 250
35055	Trois-Rives	454	140 714 224	117 011
42078	Uiverton	431	56 441 600	47 047
48038	Upton	2 176	224 251 773	186 399
33070	Val-Alain	948	92 253 439	76 892
07080	Val-Brillant	946	64 754 159	54 039
42055	Valcourt	2 266	206 549 216	171 840
42060	Valcourt	1 036	128 177 472	106 727
78010	Val-David	4 727	673 032 725	835 716
80140	Val-des-Bois	885	152 652 132	127 050
78100	Val-des-Lacs	689	203 591 053	169 411
89008	Val-d'Or	32 778	2 893 085 495	4 020 803
42095	Val-Joli	1 564	167 293 720	139 519
NR890	Vallée-de-l'Or	337	2 500 133	2 075
26015	Vallée-Jonction	1 972	143 380 696	119 358
78005	Val-Morin	2 803	413 974 384	344 529
30015	Val-Racine	197	31 494 008	26 064
87105	Val-Saint-Gilles	174	5 418 932	4 438
71083	Vaudreuil-Dorion	37 469	4 760 376 252	6 607 014
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 345	235 400 256	196 251
56005	Venise-en-Québec	1 665	250 264 400	208 214
39062	Victoriaville	45 309	3 421 431 548	4 745 174
85025	Ville-Marie	2 587	184 884 622	154 270
32085	Villeroiy	448	57 308 152	47 871
84070	Waltham	357	48 272 789	40 277
47030	Warden	369	21 433 991	17 763
39077	Warwick	4 648	397 720 077	486 384
47025	Waterloo	4 435	311 902 289	371 679
44080	Waterville	2 046	194 960 562	162 610
41098	Weedon	2 602	265 730 791	220 698
76035	Wentworth	531	237 600 606	197 674
77060	Wentworth-Nord	1 488	490 665 200	408 542
41065	Westbury	1 017	109 472 265	91 039
49040	Wickham	2 528	212 971 329	177 194
42088	Windsor	5 405	470 028 489	651 903
40017	Wotton	1 409	125 888 279	104 906
51020	Yamachiche	2 825	256 832 730	213 410
<u>53072</u>	Yamaska	<u>1 587</u>	<u>144 211 309</u>	<u>119 951</u>
1042		2 562 008	262 479 501 474	299 271 059

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016).

² En 2015 la municipalité Rimouski-Neigette n'était pas facturée étant donné qu'elle n'avait aucune RFU définie pour l'application des calculs de la facture.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
46005	Abercorn	396	73 825 232	65 717
NR880	Abitibi	225	9 858 768	8 881
NR870	Abitibi-Ouest	102	2 309 365	2 072
48028	Action Vale	7 701	541 890 131	804 589
31056	Adstock	2 722	348 231 978	310 231
98030	Aguanish	261	9 609 891	8 585
92030	Albanel	2 234	123 495 789	110 120
07025	Albertville	246	16 724 803	14 801
84050	Alleyn-et-Cawood	212	45 014 753	39 963
93042	Alma	31 334	2 950 798 252	4 380 835
78070	Amherst	1 492	317 228 401	282 701
88055	Amos	12 856	888 717 301	1 319 372
07047	Amqui	6 192	394 755 329	586 124
55008	Ange-Gardien	2 548	375 391 590	334 505
85080	Angliers	302	18 887 712	16 873
NR790	Antoine-Labelle	0	51 795 610	46 179
19037	Armagh	1 433	100 781 211	89 695
78060	Arundel	563	96 528 778	85 846
40043	Asbestos	6 906	343 199 424	509 455
41055	Ascot Corner	3 090	252 262 990	229 713
50013	Aston-Jonction	422	32 074 667	28 714
13045	Aucclair	442	30 192 792	26 938
30055	Audet	764	57 807 843	51 508
83090	Aumond	760	67 754 032	60 389
87050	Authier	274	8 928 544	7 993
87100	Authier-Nord	266	10 869 406	9 769
NR060	Avignon	0	360 100	296
45035	Ayer's Cliff	1 111	178 264 164	158 668
96020	Baie-Comeau	22 006	1 913 131 962	2 840 335
08080	Baie-des-Sables	622	37 301 235	33 155
50100	Baie-du-Febvre	991	131 776 633	117 521
98035	Baie-Johan-Beetz	86	5 534 590	5 032
15065	Baie-Sainte-Catherine	198	14 585 230	13 025
16013	Baie-Saint-Paul	7 331	822 479 459	1 221 092
96005	Baie-Trinité	470	24 967 114	22 202
78050	Barkmere	53	81 061 600	72 229
44045	Barnston-Ouest	590	92 416 972	82 294
88022	Barraute	2 014	95 313 854	84 958
37210	Batiscan	965	114 628 954	102 128
85020	Béarn	775	31 193 298	27 826
27028	Beauceville	6 418	438 066 006	650 361
31008	Beaulac-Garthby	843	160 042 797	142 683
19105	Beaumont	2 660	325 408 076	289 806
21025	Beaupré	3 599	568 951 475	610 990
38010	Bécancour	12 852	1 445 768 773	2 146 458
46035	Bedford	2 572	215 661 930	192 119
46040	Bedford	669	77 477 800	68 973
94250	Bégin	894	47 596 558	42 331
89050	Belcourt	240	7 944 959	7 105
85065	Belleterre	281	10 358 448	9 177
88070	Berry	625	27 195 150	24 274
18065	Berthier-sur-Mer	1 478	184 919 257	164 588
52035	Berthierville	4 146	351 974 624	430 121
48005	Béthanie	338	41 892 270	37 299
13055	Blencourt	484	23 556 660	21 018
98005	Blanc-Sablon	1 067	70 226 765	62 461
83045	Blue Sea	641	156 504 424	139 427
80115	Boileau	374	84 016 011	74 894
21045	Boischatel	7 142	723 029 622	1 073 377

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
83085	Bois-Franc	436	36 604 006	32 562
45095	Bolton-Est	938	229 345 913	204 255
46065	Bolton-Ouest	704	211 687 176	188 566
05045	Bonaventure	2 758	201 038 946	179 094
NR050	Bonaventure	25	8 767 517	7 697
98010	Bonne-Espérance	707	23 422 025	20 722
42040	Bonsecours	597	86 411 198	76 966
83050	Bouchette	787	124 204 816	110 712
80145	Bowman	653	96 650 536	86 143
78075	Brébeuf	1 053	107 991 480	96 207
46090	Brigham	2 363	223 763 338	199 223
84005	Bristol	1 142	176 082 962	156 892
46070	Brome	253	36 106 032	32 266
76043	Brownsburg-Chatham	7 226	651 992 177	967 993
84025	Bryson	616	29 593 525	26 346
41070	Bury	1 219	143 530 701	127 882
12057	Cacouna	1 959	171 777 684	153 044
84030	Campbell's Bay	763	37 177 112	33 155
04047	Cap-Chat	2 538	143 195 416	127 586
05060	Caplan	2 025	123 065 611	109 528
18045	Cap-Saint-Ignace	3 063	244 840 365	222 905
34030	Cap-Santé	3 361	273 158 893	277 077
06013	Carleton-sur-Mer	3 950	330 587 149	389 269
05077	Cascapédia-Saint-Jules	743	44 752 480	39 963
07018	Causapscal	2 375	104 060 994	92 655
83040	Cayamant	842	131 059 369	116 633
91020	Chambord	1 784	182 343 128	162 516
37220	Champlain	1 749	187 489 590	166 957
88005	Champneuf	133	3 048 382	2 664
02028	Chandler	7 506	392 700 959	582 868
99020	Chapais	1 580	56 908 554	50 620
51080	Charette	1 004	61 018 129	54 468
NR160	Charlevoix	0	21 450 396	19 241
NR150	Charlevoix-Est	195	82 098 704	73 118
41020	Charterville	286	55 902 096	49 732
21035	Château-Richer	3 916	386 050 398	454 690
87095	Chazel	304	11 755 500	10 361
80103	Chénéville	795	76 385 440	68 085
62047	Chertsey	4 871	667 303 894	898 132
39030	Chesterville	887	89 123 630	79 334
99025	Chibougamau	7 555	498 542 708	740 056
84090	Chichester	360	27 255 970	24 274
96035	Chute-aux-Outardes	1 641	51 882 965	46 179
79065	Chute-Saint-Philippe	913	131 896 512	117 521
84015	Clarendon	1 176	170 952 040	152 156
15035	Clermont	3 167	225 995 452	213 728
87110	Clermont	483	23 827 589	21 314
87075	Clerval	380	27 377 743	24 274
42110	Cleveland	1 611	162 862 592	145 051
03010	Cloridorme	709	33 489 790	29 898
44037	Coaticook	9 224	765 298 180	1 136 134
95050	Colombier	696	25 662 557	22 794
44071	Compton	3 198	345 550 405	326 513
41038	Cookshire-Eaton	5 250	458 362 912	512 711
71040	Coteau-du-Lac	7 070	910 729 585	1 352 230
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	935	44 682 825	39 667
30090	Courcelles	948	57 019 676	50 916
46080	Cowansville	13 021	1 062 993 975	1 578 095
61013	Crabtree	4 063	308 698 123	369 732

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
40047	Danville	4 036	252 751 971	302 831
39155	Daveluyville	959	55 277 805	49 140
13005	Dégelis	2 980	179 679 051	160 148
83070	Déleage	1 849	111 329 582	99 168
83005	Denholm	580	102 525 280	91 471
93005	Desbiens	1 074	45 132 499	40 259
38070	Deschallions-sur-Saint-Laurent	932	80 068 188	71 341
34058	Deschambault-Grondines	2 214	395 245 991	351 971
31015	Disraeli	2 360	140 551 819	125 217
31020	Disraeli	1 101	120 585 962	107 456
44023	Dixville	689	72 233 315	64 237
92022	Dolbeau-Mistassini	14 396	929 957 669	1 380 648
34025	Donnacoona	6 960	606 663 236	900 796
33040	Dosquet	912	78 480 422	69 861
49058	Drummondville	74 540	5 753 477 713	9 822 985
41117	Dudswell	1 739	212 845 848	189 454
80135	Duhamel	419	206 386 960	183 830
85030	Duhamel-Ouest	883	73 626 635	65 717
69075	Dundee	422	55 765 862	49 732
46050	Dunham	3 413	471 546 930	492 285
87005	Duparquet	612	47 399 414	42 331
87085	Dupuy	961	36 078 887	32 266
49015	Durham-Sud	1 017	104 236 278	92 951
41060	East Angus	3 773	221 957 977	250 435
31122	East Broughton	2 201	104 520 697	93 247
46085	East Farnham	566	44 282 268	39 371
44010	East Hereford	296	39 523 248	35 227
45093	Eastman	1 822	417 633 270	372 100
83075	Egan-Sud	536	40 605 384	36 115
69050	Elgin	409	54 517 841	48 548
62053	Entrelacs	929	233 724 931	208 104
06025	Escuminac	569	36 006 258	31 970
10005	Esprit-Saint	360	16 687 216	14 801
77011	Estérel	204	253 381 300	225 569
46112	Farnham	8 739	683 856 241	1 015 357
80005	Fassett	462	39 869 334	35 523
94220	Ferland-et-Boilleau	571	42 109 278	37 595
79097	Ferme-Neuve	2 790	246 586 314	219 649
97035	Fermont	2 806	601 298 368	535 505
95045	Forestville	3 203	146 703 865	143 867
84060	Fort-Coulonge	1 356	51 243 487	45 587
38047	Forterville	699	47 841 688	42 627
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 854	340 810 383	303 719
26005	Frampton	1 412	132 054 176	117 521
69010	Franklin	1 750	196 612 379	175 245
96015	Franquelin	306	13 566 854	12 137
46010	Freighsburg	1 084	209 051 291	186 198
30025	Frontenac	1 699	187 179 485	166 661
85055	Fugèreville	333	14 313 871	12 729
<u>99060</u>	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 976	484 640 640	431 601
87020	Gallichan	503	24 352 487	21 610
03005	Gaspé	15 071	1 204 061 161	1 787 679
92055	Girardville	1 063	56 205 957	50 028
96010	Godbout	292	12 726 721	11 249
69060	Godmanchester	1 418	152 307 886	135 578
76025	Gore	1 865	343 299 228	305 791
83032	Gracefield	2 307	431 361 237	384 237
02015	Grande-Rivière	3 406	162 880 883	170 213
35040	Grandes-Piles	382	86 818 011	77 262

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
03020	Grande-Vallee	1 105	65 196 373	58 020
09060	Grand-Métis	240	23 078 880	20 426
83095	Grand-Remous	1 149	107 553 657	95 911
50065	Grand-Saint-Esprit	486	45 027 216	39 963
76055	Grenville	1 674	113 561 185	101 240
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 749	371 145 673	330 657
98014	Gros-Mécatina	466	22 443 362	20 130
01042	Grosse-Île	459	31 363 614	27 826
08015	Grosses-Roches	377	22 040 737	19 537
85095	Guérin	324	17 453 425	15 689
39010	Ham-Nord	827	70 743 081	63 053
41075	Hampten	203	24 073 020	21 314
40005	Ham-Sud	214	50 603 410	44 995
76065	Harrington	850	248 193 877	221 129
45043	Hatley	762	210 328 272	187 382
45055	Hatley	2 100	347 257 166	309 343
69005	Havelock	749	104 294 995	92 951
98040	Havre-Saint-Pierre	3 552	366 832 735	394 006
93020	Hébertville	2 486	186 182 093	165 773
93025	Hébertville-Station	1 276	72 422 082	64 533
68010	Hemmingford	832	59 483 200	52 988
68015	Hemmingford	1 801	263 211 303	234 450
56042	Henryville	1 445	210 955 768	187 974
35035	Héraultville	1 296	91 165 616	81 110
69045	Hinchinbrooke	2 213	192 460 182	171 397
19070	Honfleur	809	92 821 440	82 590
05025	Hope	607	31 319 218	27 826
05020	Hope Town	373	17 828 335	15 985
69025	Howick	649	50 043 889	44 699
78065	Huberdeau	893	88 908 793	79 334
71100	Hudson	5 163	1 002 723 977	1 414 099
69055	Huntingdon	2 442	146 561 843	130 546
32058	Inverness	831	124 800 056	111 304
31040	Irlande	962	83 007 732	74 006
78042	Ivry-sur-le-Lac	444	253 964 500	226 161
61025	Joliette	20 430	1 913 684 479	2 841 223
14050	Kamouraska	577	112 305 916	100 056
NR140	Kamouraska	0	4 770 090	4 144
83015	Kazabazua	874	132 606 956	118 113
79025	Kiamika	778	81 802 157	72 822
42070	Kingsbury	148	9 723 200	8 585
39097	Kingsey Falls	2 038	201 794 820	179 686
31105	Kinnear's Mills	366	55 170 528	49 140
85010	Kipawa	476	51 166 668	45 587
90017	La Bostonnais	514	36 557 584	32 562
78115	La Conception	1 301	298 178 712	265 532
88030	La Corne	745	47 497 523	42 331
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	71 120 741	63 349
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 515 742	4 144
91050	La Doré	1 410	69 867 026	62 165
19090	La Durantaye	728	73 025 387	65 125
29030	La Guadeloupe	1 814	102 893 475	91 767
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	40 100 841	35 819
NR040	La Haute-Gaspésie	186	20 933 946	18 649
NR220	La Jacques-Cartier	0	4 230 791	3 848
79047	La Macaza	1 036	200 880 784	178 798
15013	La Malbaie	8 744	788 773 881	1 171 065
04030	La Matre	240	9 184 695	8 289
NR070	La Matapédia	28	58 335 081	52 100

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
78130	La Minerve	1 144	363 982 164	324 145
NR090	La Mitis	0	20 909 600	18 649
88015	La Morandière	226	9 022 053	7 993
88045	La Motte	476	31 850 623	28 418
41027	La Patrie	720	95 768 716	85 254
14085	La Pocatière	4 127	365 957 479	447 290
54035	La Présentation	2 541	337 656 816	300 759
09005	La Rédemption	511	20 094 738	17 761
87080	La Reine	344	10 595 208	9 473
87090	La Sarre	7 576	444 285 551	659 538
10010	La Trinité-des-Monts	246	17 088 832	15 097
90012	La Tuque	11 059	789 822 862	1 082 554
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	24 621 220	21 906
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	612	64 593 338	57 428
50085	La Visitation-de-Yamaska	322	50 620 304	44 995
78120	Labelle	2 521	404 965 493	360 851
93055	Labrecque	1 224	85 415 699	76 078
22040	Lac Beauport	7 604	1 098 861 835	1 631 379
46075	Lac Brome	5 611	1 238 521 087	1 838 891
22030	Lac Delage	642	76 804 200	68 381
90027	Lac Edouard	174	38 684 473	34 339
22015	Lac Saint-Joseph	248	286 534 140	255 171
07057	Lac-au-Saumon	1 414	65 857 231	58 612
35010	Lac-aux-Sables	1 319	211 146 180	187 974
91005	Lac-Bouchette	1 168	86 576 367	77 262
13060	Lac-des-Aigles	534	26 656 381	23 682
79078	Lac-des-Écorces	2 736	214 651 425	191 230
80130	Lac-des-Plages	520	109 071 500	97 095
77055	Lac-des-Seize-Îles	205	83 351 900	74 302
30080	Lac-Drolet	1 027	100 492 680	89 399
79015	Lac-du-Cerf	416	90 392 120	80 518
28053	Lac-Étchemin	3 927	331 857 760	390 750
18010	Lac-Frontière	202	16 839 600	15 097
76020	Lachute	12 761	1 118 350 168	1 660 390
30030	Lac-Mégantic	5 847	486 453 800	722 295
56023	Lacolle	2 718	290 419 850	258 724
29095	Lac-Poulin	135	44 320 500	39 371
79060	Lac-Saguy	438	75 501 140	67 197
83020	Lac-Sainte-Marie	617	245 003 205	218 169
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	12 429 984	10 953
79105	Lac-Saint-Paul	490	73 495 296	65 421
34120	Lac-Sergent	507	102 603 897	91 471
80095	Lac-Simon	995	360 842 687	321 480
78095	Lac-Supérieur	1 912	523 486 447	466 235
85070	Laforce	509	10 575 070	9 473
93060	Lamarche	547	37 634 592	33 451
30095	Lambton	1 571	226 539 064	201 887
88035	Landrienne	966	56 001 487	50 028
21040	L'Ange-Gardien	3 728	362 645 036	409 103
52017	Lanoraie	4 610	416 731 523	546 457
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 222	120 034 717	106 864
78015	Lanier	838	213 690 400	190 342
79050	L'Ascension	829	115 066 886	102 424
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 021	138 409 555	123 145
06060	L'Ascension-de-Patapédia	178	7 425 192	6 512
85060	Latulipe-et-Gaboury	302	13 630 680	12 137
88080	Launay	226	9 128 480	7 993
33060	Laurier-Station	2 676	232 691 344	207 216
32072	Laurierville	1 407	108 340 129	96 503

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
52007	Lavatrie	13 605	1 082 964 747	1 607 698
49025	L'Avenir	1 249	131 569 273	117 225
85050	Laverlochère	683	30 439 227	27 234
42045	Lawrenceville	654	46 787 820	41 739
NR910	Le Domaine-du-Roy	26	58 121 500	51 804
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	5	404 286 935	360 259
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 168 044	1 184
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 248	93 619 910	83 478
33123	Ledercville	494	60 153 568	53 580
49020	Lefebvre	875	80 108 982	71 341
13050	Lejeune	297	17 445 261	15 393
38020	Lemieux	312	26 944 000	23 978
60035	L'Épiphanie	5 610	370 278 096	549 714
60040	L'Épiphanie	3 260	303 909 424	297 799
NR110	Les Basques	0	572 546	592
95018	Les Bergeronnes	688	39 121 701	34 931
71050	Les Cédres	6 664	681 474 675	1 011 805
71033	Les Coteaux	5 181	404 487 083	570 435
16048	Les Éboulements	1 372	205 665 066	183 238
95025	Les Escoumins	1 978	119 465 336	106 272
09015	Les Hauteurs	512	25 177 554	22 498
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 054	862 479 382	900 500
08005	Les Méchins	1 076	73 582 854	65 421
71095	L'Île-Cadieux	100	67 331 934	60 093
98020	L'Île-d'Anticosti	226	32 525 849	29 010
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	666	69 594 655	61 869
71060	L'Île-Perrot	10 737	1 026 245 369	1 523 627
41085	Lingwick	404	78 849 589	70 157
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 314	228 966 706	203 959
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 218	131 343 572	116 929
17078	L'Islet	4 025	280 125 267	335 393
12043	L'Isle-Verte	1 372	116 612 534	103 904
84040	Litchfield	450	77 402 802	68 973
80055	Lochaber	445	42 397 830	37 891
80060	Lochaber-Partie-Ouest	704	78 232 984	69 565
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	492	22 260 718	19 834
95032	Longue-Rive	1 049	43 613 486	38 779
85037	Lorrainville	1 323	68 695 527	61 277
33115	Lotbinière	835	138 089 168	123 145
51015	Louiseville	7 351	539 651 053	801 037
83010	Low	929	167 289 317	148 899
32065	Lyster	1 658	128 659 296	114 561
87058	Macamic	2 798	124 077 940	110 416
39165	Maddington	442	21 971 514	19 537
89015	Malartic	3 297	283 161 468	277 373
52095	Mandeville	2 087	281 042 549	250 435
NR960	Manicouagan	119	58 327 401	52 100
83065	Maniwaki	3 845	233 725 993	269 380
38028	Manseau	844	63 183 418	56 244
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 283	173 099 581	154 228
06005	Maria	2 517	218 275 379	194 487
NR920	Maria-Chapdelaine	260	86 934 462	77 558
42065	Maricourt	540	54 817 649	48 844
55048	Marieville	10 799	959 478 870	1 424 460
04025	Marsoui	295	9 933 783	8 881
30035	Marston	697	83 130 376	74 006
44060	Martinville	472	39 610 782	35 227
51008	Maskinongé	2 298	175 459 587	156 300
53010	Massueville	514	31 764 667	28 418

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
99015	Matagami	1 511	92 502 738	82 294
08053	Matane	14 371	1 122 962 363	1 667 198
NR080	Matane	0	8 926 664	7 993
06045	Matapédia	654	41 488 567	37 003
NR620	Matawinie	86	60 068 639	53 580
80065	Mayo	616	81 908 008	72 822
NR350	Mékinac	5	55 957 888	49 732
42075	Melbourne	964	143 338 134	127 586
83060	Messines	1 626	186 516 949	166 069
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 260	305 826 886	379 797
09048	Métis-sur-Mer	569	99 295 208	88 511
30040	Milan	254	42 417 000	37 891
76030	Mille-Isles	1 701	267 729 702	238 594
85075	Moffet	189	13 436 375	11 841
78055	Montcalm	663	127 525 244	113 673
14005	Mont-Carmel	1 114	79 407 434	70 749
83088	Montcerf-Lytton	706	53 175 618	47 364
80010	Montebello	977	116 395 768	103 608
09077	Mont-Joli	6 599	436 006 739	647 401
79088	Mont-Laurier	13 919	1 117 464 953	1 625 755
18050	Montmagny	11 399	885 422 783	1 314 635
80090	Montpeller	1 002	108 923 625	97 095
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 140	386 145 284	364 996
79110	Mont-Saint-Michel	591	55 551 871	49 436
04015	Mont-Saint-Pierre	180	11 132 058	9 769
77050	Morin-Heights	4 074	794 021 024	950 824
80085	Mulgrave-et-Derry	342	129 161 672	115 153
03025	Murdochville	703	16 290 835	14 505
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	875	90 671 010	80 814
80110	Namur	570	40 204 265	35 819
30045	Nantes	1 417	100 377 871	89 399
68030	Napierville	3 629	337 119 943	372 100
98025	Natashquan	278	13 222 177	11 841
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	778	74 770 496	66 605
85100	Nédélec	372	21 509 640	19 241
34007	Neuville	4 267	444 557 398	552 082
05040	New Carlisle	1 348	90 181 983	80 222
05070	New Richmond	3 765	249 214 791	281 221
41037	Newport	740	122 955 099	109 528
50072	Nicolet	8 032	703 986 518	1 045 255
79030	Norminingue	2 025	414 088 418	368 844
92040	Normandin	3 189	191 698 186	181 166
87115	Normétal	843	17 029 125	15 097
45050	North Hatley	685	191 439 253	170 509
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	260	81 005 203	72 229
39015	Notre-Dame-de-Ham	418	26 166 676	23 386
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	986	246 982 107	219 945
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	722	62 819 210	55 948
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 826	1 265 371 858	1 878 558
92060	Notre-Dame-de-Lorette	183	11 288 604	10 065
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	709	61 368 509	54 764
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 844	202 294 961	180 278
35005	Notre-Dame-de-Montauban	805	103 554 894	92 359
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	138 636 443	123 441
30010	Notre-Dame-des-Bois	908	105 564 920	94 135
15025	Notre-Dame-des-Monts	830	38 786 156	34 635
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 096	136 144 687	121 369
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 405	101 647 061	90 583
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 643	759 946 996	1 128 141

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	46	30 591 763	27 234
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	674	89 083 867	79 334
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 442	92 424 149	82 294
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 008	105 945 708	94 431
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 595	331 848 245	295 726
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 684	352 272 530	523 072
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 072	73 376 997	65 421
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 184	166 150 385	148 011
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	367	42 322 086	37 595
06020	Nouvelle	1 727	110 319 156	98 279
56015	Noyan	1 310	176 147 000	156 892
45020	Ogden	772	200 688 187	178 798
72032	Oka	5 455	486 066 171	721 703
69037	Ormstown	3 614	360 968 455	398 446
84055	Otter Lake	1 098	166 575 903	148 307
13015	Packington	619	42 897 052	38 187
09040	Padoue	270	14 263 722	12 729
87025	Palmarolle	1 456	77 948 929	69 565
80037	Papineauville	2 158	187 670 056	167 253
38055	Parisville	511	40 078 000	35 819
05032	Paspébiac	3 131	185 168 269	174 949
02005	Percé	3 206	224 502 705	219 945
92010	Péribonka	473	91 517 950	81 406
16005	Petite-Rivière-Saint-François	789	284 225 698	253 099
03015	Petite-Vallée	171	9 778 250	8 585
94205	Petit-Saguenay	693	36 910 054	32 858
77030	Piedmont	2 978	613 038 412	546 161
50113	Pierreville	2 174	170 210 073	151 563
46025	Pike River	511	77 332 500	68 973
71070	Pincourt	14 774	1 438 854 966	2 136 098
30020	Piopolis	359	74 354 100	66 309
80045	Plaisance	1 098	82 598 176	73 710
32040	Plessisville	6 719	396 769 089	589 085
32045	Plessisville	2 680	206 941 322	184 422
13095	Pohénégamook	2 648	193 666 632	172 581
06030	Pointe-à-la-Croix	1 525	69 993 585	62 461
96030	Pointe-aux-Outardes	1 322	86 269 188	76 966
71055	Pointe-des-Cascades	1 461	118 798 056	105 680
71140	Pointe-Fortune	544	55 768 230	49 732
96025	Pointe-Lebel	2 011	102 929 026	91 767
NR840	Pontiac	0	14 442 138	12 729
34017	Pont-Rouge	9 068	748 700 549	1 111 564
84020	Portage-du-Fort	266	16 676 464	14 801
97022	Port-Cartier	6 689	609 754 908	905 236
02047	Port-Daniel-Gascons	2 410	94 734 545	84 366
34048	Portneuf	3 222	229 098 626	224 385
NR340	Portneuf	0	46 418 804	41 443
95040	Portneuf-sur-Mer	726	27 847 317	24 866
45030	Potton	1 831	641 631 883	571 619
87035	Pouliaries	671	25 208 258	22 498
88090	Preissac	812	112 360 959	100 056
75040	Prévost	13 031	1 259 839 480	1 870 270
09065	Price	1 703	69 084 605	61 573
32033	Princeville	5 893	396 193 715	588 197
42032	Racine	1 179	192 193 727	171 101
96040	Ragueneau	1 401	54 969 322	48 844
87010	Rapide-Danseur	336	23 492 299	21 018
84100	Rapides-des-Joachims	160	16 355 808	14 505
62037	Rawdon	11 062	1 040 620 815	1 544 941

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
85105	Rémigny	280	15 705 399	13 913
42098	Richmond	3 293	199 126 030	195 079
71133	Rigaud	7 523	924 994 177	1 373 248
10043	Rimouski	48 844	4 145 978 000	6 011 623
80078	Ripon	1 560	171 493 410	152 748
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	165	10 022 661	8 881
04020	Rivière-à-Claude	127	8 083 598	7 105
34135	Rivière-à-Pierre	658	105 064 341	93 543
98055	Rivière-au-Tonnerre	290	15 346 663	13 617
71005	Rivière-Beaudette	2 073	217 992 465	194 191
13025	Rivière-Bleue	1 275	63 458 173	56 540
12072	Rivière-du-Loup	19 782	1 773 585 932	3 130 369
94215	Rivière-Éternité	469	29 363 207	26 050
89010	Rivière-Héva	1 575	113 450 841	100 944
14065	Rivière-Ouelle	1 019	121 379 022	108 048
79037	Rivière-Rouge	4 537	552 415 533	500 278
98050	Rivière-Saint-Jean	229	9 870 549	8 881
91025	Roberval	10 126	694 309 252	1 030 750
88010	Rochebaucourt	166	4 758 411	4 144
87015	Roquemaure	431	19 315 048	17 169
55037	Rougemont	2 817	318 120 264	283 293
86042	Rouyn-Noranda	42 167	3 505 756 643	5 204 666
48015	Roxton	1 092	130 948 032	116 633
48010	Roxton Falls	1 261	82 163 666	73 118
47047	Roxton Pond	3 562	375 272 863	402 886
95010	Sacré-Coeur	1 836	107 132 053	95 319
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	557	59 684 178	53 284
17015	Saint-Adalbert	530	44 440 717	39 667
08030	Saint-Adelme	484	26 586 493	23 682
35015	Saint-Adelphe	917	97 952 358	87 327
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 663	891 324 295	983 682
40010	Saint-Adrien	514	50 953 729	45 291
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	382	36 286 470	32 266
33045	Saint-Agapit	4 137	320 193 633	391 342
53015	Saint-Aimé	505	93 597 094	83 478
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 104	90 176 877	80 222
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	802	83 854 300	74 598
34097	Saint-Alban	1 274	118 356 585	105 384
39085	Saint-Albert	1 562	127 184 559	113 377
56055	Saint-Alexandre	2 560	289 629 735	258 132
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 133	140 201 260	124 921
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	268	13 696 322	12 137
63023	Saint-Alexis	1 458	149 037 416	132 618
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	508	23 377 867	20 722
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 022	345 195 019	314 376
27015	Saint-Alfred	495	41 435 056	37 003
05065	Saint-Alphonse	676	35 164 388	31 378
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 065	350 222 186	318 816
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 124	405 270 949	383 053
94255	Saint-Ambroise	3 719	262 442 111	296 022
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 006	355 319 511	425 384
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 124	235 546 045	222 609
14040	Saint-André	661	66 253 775	58 908
80027	Saint-André-Avellin	3 763	315 087 558	355 523
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 276	351 809 576	344 866
06040	Saint-André-de-Restigouche	151	9 045 588	7 993
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	483	28 683 659	25 458
69070	Saint-Anicet	2 569	458 141 699	408 215
19062	Saint-Anselme	3 911	348 261 945	410 287

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	141	35 102 210	31 378
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 638	254 886 207	227 049
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 690	248 115 752	221 129
12015	Saint-Antoin	4 143	274 443 500	335 393
33090	Saint-Apollinaire	5 665	518 098 754	769 066
46017	Saint-Armand	1 250	189 283 658	168 733
12065	Saint-Arsène	1 229	86 104 071	76 670
13100	Saint-Athanas	291	16 840 693	15 097
17055	Saint-Aubert	1 431	152 691 132	135 874
92005	Saint-Augustin	374	17 416 426	15 393
98012	Saint-Augustin	782	26 978 129	23 978
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	678	71 932 467	63 941
51025	Saint-Barnabé	1 217	94 805 670	84 366
54105	Saint-Barnabé-Sud	896	144 334 645	128 474
52055	Saint-Barthélemy	1 942	164 056 894	146 235
34038	Saint-Basile	2 624	212 661 128	189 454
28025	Saint-Benjamin	886	73 769 533	65 717
29100	Saint-Benoît-Labre	1 633	140 205 131	124 921
26055	Saint-Bernard	2 194	241 478 649	215 208
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 465	245 357 542	218 465
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	534	99 984 228	89 103
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 878	261 501 137	232 970
49125	Saint-Bonaventure	1 017	122 339 540	108 936
51085	Saint-Boniface	4 579	330 393 407	428 344
93030	Saint-Bruno	2 726	182 488 101	162 516
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 158	73 513 642	65 421
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	549	42 775 298	38 187
63055	Saint-Calixte	6 029	503 319 049	747 161
40025	Saint-Camille	513	53 490 565	47 660
28070	Saint-Camille-de-Lellis	826	52 566 638	46 772
34078	Saint-Casimir	1 491	98 455 844	87 623
50030	Saint-Célestin	790	52 563 245	46 772
50035	Saint-Célestin	620	78 973 605	70 453
55023	Saint-Césaire	5 861	596 004 843	884 811
61035	Saint-Charles-Borromée	13 651	1 120 710 285	1 663 942
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 380	243 412 027	216 688
94260	Saint-Charles-de-Bourget	728	57 054 183	50 916
09010	Saint-Charles-Garnier	251	12 167 598	10 953
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 643	273 977 712	243 922
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 211	238 971 816	234 154
69017	Saint-Chrysostome	2 621	236 437 954	210 472
42100	Saint-Claude	1 127	129 056 344	114 857
11005	Saint-Clément	496	26 717 719	23 682
07090	Saint-Cléophas	328	16 975 600	15 097
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	253	23 453 752	21 018
71045	Saint-Clet	1 688	179 340 580	159 852
62065	Saint-Côme	2 245	346 339 378	308 455
29057	Saint-Côme-Linière	3 322	201 022 255	203 959
52062	Saint-Cuthbert	1 773	196 219 384	174 653
12005	Saint-Cyprien	1 135	64 768 183	57 724
28040	Saint-Cyprien	515	36 213 583	32 266
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	735	71 928 451	63 941
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 651	337 496 305	442 553
07105	Saint-Damase	402	24 408 120	21 610
54017	Saint-Damase	2 524	311 699 798	277 669
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	581	49 249 418	43 811
62075	Saint-Damien	1 981	262 250 303	233 562
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 030	165 816 421	147 715
53005	Saint-David	848	128 073 313	113 969

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 749	703 243 315	626 383
14055	Saint-Denis	528	73 691 755	65 717
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 716	541 702 775	611 286
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 311	304 546 721	271 157
52090	Saint-Didace	586	111 896 255	99 760
54060	Saint-Dominique	2 458	263 356 951	234 450
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	456	20 458 014	18 353
09030	Saint-Donat	891	66 198 608	58 908
62060	Saint-Donat	4 164	1 330 123 616	1 625 755
77022	Sainte-Adèle	12 627	1 754 828 126	2 957 664
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 171	147 141 747	131 138
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 582	1 496 461 115	2 021 833
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	1 015	50 978 718	45 291
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 902	190 646 780	169 917
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	631	36 992 238	32 858
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 871	256 226 681	228 233
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 068	195 877 575	174 357
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 662	126 855 835	113 081
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	614	68 182 357	60 685
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 110	244 185 037	217 576
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 599	685 727 380	736 504
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 715	226 017 055	201 295
79115	Sainte-Anne-du-Lac	588	62 988 810	56 244
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 263	82 638 465	73 710
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	589	59 658 364	53 284
28015	Sainte-Aurélie	898	78 910 246	70 157
69065	Sainte-Barbe	1 420	194 937 113	173 765
62020	Sainte-Béatrix	1 928	234 628 759	208 992
56105	Sainte-Brigide-d'Ilberville	1 394	219 248 702	195 375
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	6 965	600 062 203	890 731
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	772	91 679 969	81 702
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 259	712 776 655	1 058 280
38060	Sainte-Cécile-de-Lévard	366	31 760 761	28 418
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 104	207 417 912	184 718
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	882	84 466 975	75 190
48020	Sainte-Christine	684	81 955 879	73 118
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	503	104 697 700	93 247
19055	Sainte-Claire	3 409	306 173 183	319 704
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	650	58 141 111	51 804
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 713	228 129 423	203 071
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 589	122 243 894	108 936
33102	Sainte-Croix	2 481	265 723 415	236 818
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	713	83 624 000	74 598
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	392	16 872 020	15 097
68045	Saint-Édouard	1 355	170 635 728	151 859
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	631	34 056 744	30 194
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 252	135 986 640	121 073
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	779	46 079 936	41 147
44055	Sainte-Édwidge-de-Clifton	522	70 576 211	62 757
52030	Sainte-Élisabeth	1 526	165 782 987	147 715
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	370	43 340 471	38 483
62070	Sainte-Émèle-de-l'Énergie	1 657	162 828 921	145 051
50005	Sainte-Eulalie	898	91 016 866	81 110
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	330	23 953 886	21 314
20010	Sainte-Famille	824	133 507 598	119 001
08023	Sainte-Félicité	1 139	61 776 407	55 060
17025	Sainte-Félicité	393	22 567 210	20 130
09085	Sainte-Flavie	918	77 691 500	69 269
07010	Sainte-Florence	397	16 602 310	14 801

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. ¹			
---	--	--	--

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
11030	Sainte-Françoise	389	28 990 233	25 754
38035	Sainte-Françoise	456	43 730 297	39 075
37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	1 029	110 380 278	98 279
52040	Sainte-Genève-de-Berthier	2 404	227 383 294	202 479
87030	Sainte-Germaine-Boulé	955	39 985 806	35 523
88085	Sainte-Geotrude-Manneville	791	37 073 635	33 155
91030	Sainte-Hedwidge	863	47 737 014	42 627
14025	Sainte-Hélène	916	58 192 914	51 804
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 736	213 047 477	189 750
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	374	44 284 284	39 371
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	354	16 031 734	14 209
26040	Sainte-Hénédine	1 253	120 992 668	107 752
07040	Sainte-Irène	346	29 464 119	26 346
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	328	20 454 922	18 353
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 091	71 489 124	63 645
63060	Sainte-Julienne	9 863	744 165 271	1 104 756
28045	Sainte-Justine	1 808	111 528 712	99 464
71115	Sainte-Justine-de-Newton	956	143 231 006	127 586
51075	Saint-Élie	1 977	169 813 126	151 267
11035	Saint-Éloi	311	24 885 603	22 202
17060	Sainte-Louise	674	50 261 458	44 699
50095	Saint-Elphège	291	51 274 215	45 587
09092	Sainte-Luce	2 820	232 848 068	207 512
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	293	20 189 987	18 057
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 276	193 122 602	171 989
05050	Saint-Elzéar	458	24 829 742	22 202
26022	Saint-Elzéar	2 286	197 021 936	175 541
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	352	20 976 689	18 649
54025	Sainte-Madeleine	2 375	191 913 530	170 805
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 559	164 597 561	146 531
26035	Sainte-Marguerite	1 088	117 628 004	104 792
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 845	496 494 823	442 257
07005	Sainte-Marguerite-Marie	185	9 751 418	8 585
26030	Sainte-Marie	13 585	1 067 837 263	405 071
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	438	39 608 183	35 227
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 952	318 794 300	283 885
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 156	91 052 559	81 110
71110	Sainte-Marthe	1 082	167 957 220	149 491
70012	Sainte-Martine	5 397	529 418 813	775 579
61050	Sainte-Mélanie	3 018	288 931 050	263 164
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	553	61 558 250	54 764
50057	Sainte-Monique	571	70 055 268	62 461
93075	Sainte-Monique	863	114 930 161	102 424
08040	Sainte-Paule	221	25 527 314	22 794
17030	Sainte-Perpétue	1 728	91 336 503	81 406
50050	Sainte-Perpétue	930	109 776 395	97 687
20030	Sainte-Pétronille	1 013	182 278 275	162 516
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 567	171 114 866	152 452
12030	Saint-Épiphan	836	48 564 576	43 219
31050	Sainte-Praxède	409	89 195 925	79 334
11015	Sainte-Rita	294	19 587 569	17 465
28030	Sainte-Rose-de-Watford	763	63 329 875	56 540
94230	Sainte-Rose-du-Nord	397	48 954 950	43 515
28065	Sainte-Sabine	384	27 160 800	24 274
46105	Sainte-Sabine	1 149	129 591 663	115 449
39105	Sainte-Séraphine	387	43 985 748	39 075
75028	Sainte-Sophie	15 100	1 203 719 966	1 787 087
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	753	58 110 886	51 804
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	676	65 553 266	58 316

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
63030	Saint-Esprit	1 953	246 915 265	219 945
35050	Sainte-Thècle	2 487	194 048 939	172 877
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 059	41 646 945	37 003
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	537	84 660 683	75 486
70030	Saint-Étienne-de-Beauharrois	821	120 138 577	107 160
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	573	147 796 697	131 730
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 366	315 371 908	396 374
49105	Saint-Eugène	1 141	136 716 597	121 665
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	532	27 451 744	24 570
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	469	32 508 193	29 010
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	424	33 133 800	29 602
51040	Sainte-Ursule	1 374	103 792 184	92 359
13030	Saint-Eusèbe	626	35 144 352	31 378
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	507	64 250 804	57 132
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 497	216 042 477	192 415
10070	Saint-Fabien	1 901	141 445 779	126 106
18015	Saint-Fabien-de-Panet	951	65 577 851	58 316
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 583	630 017 184	676 707
91042	Saint-Félicien	10 336	797 391 144	1 183 794
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	930	49 204 067	43 811
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 576	143 903 434	128 178
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 307	548 905 417	814 950
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 056	100 667 526	89 695
32013	Saint-Ferdinand	2 062	243 846 120	217 280
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 126	537 587 657	508 270
33052	Saint-Flavien	1 623	150 213 701	133 802
31030	Saint-Fortunat	256	31 928 520	28 418
20005	Saint-François	511	121 714 242	108 344
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 600	164 334 583	146 531
06055	Saint-François-d'Assise	653	26 015 810	23 090
91015	Saint-François-de-Sales	648	33 318 298	29 602
50128	Saint-François-du-Lac	1 954	154 485 158	137 650
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 192	184 348 690	164 292
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	237	16 245 162	14 505
27065	Saint-Frédéric	1 101	85 640 784	76 374
94235	Saint-Fulgence	2 031	158 990 444	141 499
52080	Saint-Gabriel	2 780	154 641 823	137 650
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 607	291 249 613	259 316
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 153	75 374 802	67 197
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 058	330 753 978	301 055
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	801	32 545 264	29 010
93035	Saint-Gédéon	2 032	232 479 876	207 216
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 257	146 515 592	130 546
29073	Saint-Georges	32 321	2 442 983 730	3 893 932
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 061	171 931 886	153 044
40032	Saint-Georges-de-Windsor	934	87 807 685	78 150
53085	Saint-Gérard-Majella	267	39 639 798	35 227
14045	Saint-Germain	278	25 302 888	22 498
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 836	405 197 481	545 569
19075	Saint-Gervais	2 120	211 475 047	188 270
34060	Saint-Gilbert	298	21 043 850	18 649
33035	Saint-Gilles	2 350	230 198 866	205 144
05015	Saint-Godefroi	441	17 382 005	15 393
49113	Saint-Guillaume	1 585	173 276 590	154 228
11020	Saint-Guy	82	9 041 116	7 993
19068	Saint-Henri	5 374	558 254 117	817 614
93070	Saint-Henri-de-Taillon	744	104 457 785	92 951
44015	Saint-Herménégilde	692	111 308 832	99 168
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	37 311 318	33 155

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
16050	Saint-Hilarion	1 183	97 024 660	86 439
75045	Saint-Hippolyte	8 905	1 150 988 110	1 708 937
94240	Saint-Honoré	5 847	381 364 430	566 291
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 603	145 437 877	129 658
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	762	35 573 737	31 674
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 240	120 317 591	107 160
54100	Saint-Hugues	1 233	180 717 668	161 036
54048	Saint-Hyacinthe	54 627	5 461 896 946	9 325 283
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 072	176 112 243	156 892
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	663	97 440 300	86 735
15005	Saint-Irénée	653	116 215 780	103 608
26063	Saint-Isidore	3 026	312 334 645	284 478
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	678	98 437 848	87 623
63013	Saint-Jacques	4 114	354 432 759	433 377
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	204	26 215 990	23 386
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	717	72 212 632	64 237
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 578	204 658 488	182 350
33065	Saint-Janvier-de-Joly	984	106 418 221	94 727
20015	Saint-Jean	940	229 745 514	204 551
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	369	38 675 544	34 339
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	188	7 586 416	6 809
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 609	77 957 853	69 565
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	311	23 863 547	21 314
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 514	486 773 944	631 120
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 296	282 151 834	276 485
21020	Saint-Joachim	1 513	109 713 903	97 687
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 318	143 460 447	127 882
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 857	318 702 263	428 936
31045	Saint-Joseph-de-Coleaine	1 832	164 850 426	146 827
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	418	30 270 687	26 938
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	497	42 268 801	37 595
27050	Saint-Joseph-des-Érables	432	41 403 219	37 003
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 594	187 735 513	167 253
54110	Saint-Jude	1 279	151 565 961	134 986
27055	Saint-Jules	581	48 421 590	43 219
31035	Saint-Julien	396	41 857 240	37 299
18005	Saint-Just-de-Bretenières	683	44 329 686	39 371
13040	Saint-Juste-du-Lac	591	39 678 214	35 227
51045	Saint-Justin	1 041	112 377 316	100 056
87120	Saint-Lambert	196	4 942 839	4 440
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 632	603 286 143	895 764
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 571	296 019 649	263 756
71105	Saint-Lazare	19 796	2 418 914 642	3 591 048
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 253	103 643 717	92 359
08065	Saint-Léandre	419	26 676 301	23 682
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 365	185 070 145	164 884
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 090	100 350 339	89 399
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 125	94 656 892	84 366
07030	Saint-Léon-le-Grand	951	45 200 411	40 259
51035	Saint-Léon-le-Grand	994	95 960 154	85 550
54072	Saint-Liboire	3 057	302 367 960	275 301
63065	Saint-Liguori	1 956	183 715 861	163 700
63048	Saint-Lin-Laurentides	19 768	1 398 064 724	2 075 709
54120	Saint-Louis	782	96 545 708	86 143
39170	Saint-Louis-de-Blandford	937	86 901 107	77 262
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	422	36 007 776	31 970
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 489	192 494 766	171 397
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 300	62 569 516	55 652
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	465	48 789 095	43 515

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	616	45 050 000	40 259
49030	Saint-Lucien	1 632	169 531 773	150 971
30072	Saint-Ludger	1 192	83 876 493	74 598
93080	Saint-Ludger-de-Milot	647	47 433 125	42 331
28075	Saint-Magloire	722	62 465 864	55 652
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 330	116 406 579	103 608
19025	Saint-Malachie	1 536	129 000 312	114 857
44003	Saint-Malo	480	70 503 839	62 757
88040	Saint-Marc-de-Figuery	860	56 483 066	50 324
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 901	177 635 668	158 372
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	423	32 232 789	28 714
17020	Saint-Marcel	455	37 966 329	33 747
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	538	85 230 069	75 782
10025	Saint-Marcellin	358	38 037 846	33 747
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 164	330 331 954	294 246
29045	Saint-Martin	2 454	170 272 926	151 563
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	655	80 938 707	72 229
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	717	67 611 165	60 093
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 384	197 401 601	175 837
37230	Saint-Maurice	3 080	215 880 739	196 559
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 074	52 842 515	47 068
11025	Saint-Médard	227	9 074 272	7 993
68050	Saint-Michel	2 986	363 283 026	323 552
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 834	273 076 456	243 330
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 438	441 380 546	393 118
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 184	56 441 078	50 324
12020	Saint-Modeste	1 186	88 843 819	79 038
07095	Saint-Moïse	544	33 773 524	30 194
37240	Saint-Narcisse	1 827	138 141 235	123 145
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 130	130 182 460	116 041
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 003	81 129 040	72 229
93045	Saint-Nazaire	2 167	118 824 814	105 976
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	850	104 251 291	92 951
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	365	31 145 168	27 826
19045	Saint-Nérée	752	70 187 700	62 461
07100	Saint-Noël	425	15 767 997	13 913
52070	Saint-Norbert	1 041	116 317 127	103 608
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 234	110 431 999	98 279
09055	Saint-Octave-de-Méts	533	28 809 239	25 754
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 449	115 183 941	102 720
17005	Saint-Omer	312	23 616 672	21 018
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	568	28 982 644	25 754
53032	Saint-Ours	1 684	234 482 478	208 992
14070	Saint-Pacôme	1 595	95 452 680	84 958
17010	Saint-Pamphile	2 635	131 371 890	116 929
14018	Saint-Pascal	3 465	223 760 760	233 562
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 044	123 990 694	110 416
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 953	283 285 354	252 211
61005	Saint-Paul	5 838	421 551 362	625 791
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 776	324 573 044	289 214
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	339	22 012 613	19 537
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 901	254 750 589	227 049
18030	Saint-Paul-de-Montminy	805	78 024 389	69 565
51060	Saint-Paulin	1 521	122 000 112	108 640
19005	Saint-Philémon	735	85 127 019	75 782
29065	Saint-Philibert	372	39 211 425	34 931
14060	Saint-Philippe-de-Néri	883	50 430 563	44 995
54008	Saint-Pie	5 664	553 519 089	821 758
49130	Saint-Pie-de-Guire	449	66 071 048	58 908

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
61020	Saint-Pierre	334	38 296 965	34 043
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	922	81 784 003	72 822
32050	Saint-Pierre-Baptiste	535	72 458 075	64 533
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	881	91 779 190	81 702
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	117	9 593 935	8 585
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 805	224 139 227	199 519
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 206	103 574 198	92 359
72043	Saint-Placide	1 693	243 681 890	216 984
71020	Saint-Polycarpe	2 224	243 549 558	216 984
91035	Saint-Prime	2 758	175 172 699	156 004
28020	Saint-Prosper	3 631	183 292 908	202 183
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	527	58 002 700	51 804
19082	Saint-Raphaël	2 506	192 685 388	171 693
34128	Saint-Raymond	10 167	1 018 056 481	1 511 490
68055	Saint-Rémi	7 973	795 253 161	1 180 537
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	505	58 067 328	51 804
29050	Saint-René	733	53 396 592	47 660
08035	Saint-René-de-Matane	1 100	47 987 882	42 627
53020	Saint-Robert	1 818	173 782 266	154 820
30070	Saint-Robert-Bellarmin	667	47 289 382	42 035
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 114	502 060 776	708 086
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	376	48 196 028	42 923
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 192	200 457 140	178 502
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	980	101 478 167	90 287
63040	Saint-Roch-Ouest	279	53 292 300	47 364
30100	Saint-Romain	733	83 197 073	74 006
39145	Saint-Rosaire	881	87 140 623	77 558
39130	Saint-Samuel	769	53 519 170	47 660
26010	Saints-Anges	1 178	102 186 801	90 879
77043	Saint-Sauveur	10 208	2 135 535 857	3 170 400
30085	Saint-Sébastien	714	61 245 959	54 468
56050	Saint-Sébastien	759	145 719 757	129 658
51030	Saint-Sévère	303	33 726 017	29 898
27070	Saint-Séverin	275	37 472 241	33 451
35020	Saint-Séverin	856	55 740 239	49 732
05055	Saint-Siméon	1 202	65 307 291	58 316
15058	Saint-Siméon	1 295	95 698 739	85 254
11055	Saint-Simon	441	45 410 465	40 555
54090	Saint-Simon	1 318	164 837 764	146 827
29125	Saint-Simon-les-Mines	569	43 577 965	38 779
80070	Saint-Sixte	489	42 082 155	37 595
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	258	83 233 100	74 006
37245	Saint-Stanislas	1 015	99 266 159	88 511
92070	Saint-Stanislas	376	21 525 687	19 241
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 590	215 187 053	191 823
38005	Saint-Sylvestre	845	70 698 277	63 053
33007	Saint-Sylvestre	1 039	126 681 915	112 785
71015	Saint-Télesphore	763	113 673 718	101 240
07070	Saint-Tharcisius	436	22 315 615	19 834
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 460	143 061 138	127 290
29005	Saint-Théophile	749	91 708 720	81 702
61027	Saint-Thomas	3 389	341 838 449	346 938
92045	Saint-Thomas-Didyme	671	46 055 145	41 147
34085	Saint-Thuribe	285	22 736 490	20 130
35027	Saint-Tite	3 833	306 255 028	353 155
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 506	143 958 446	128 178
34090	Saint-Ubalde	1 381	184 589 637	164 292
08073	Saint-Ulric	1 643	103 811 450	92 359
16055	Saint-Urbain	1 456	111 416 379	99 168

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
70005	Saint-Urbain-Premier	1 243	151 570 928	134 986
56030	Saint-Valentin	461	77 507 500	68 973
39135	Saint-Valère	1 267	104 008 389	92 655
10060	Saint-Valérien	898	57 347 133	51 212
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 880	223 890 593	199 519
19117	Saint-Vallier	1 051	134 363 816	119 593
44005	Saint-Venant-de-Paquette	102	22 328 806	19 834
07075	Saint-Vianney	481	23 553 492	21 018
27008	Saint-Victor	2 481	216 093 755	192 415
50023	Saint-Wenceslas	1 091	113 223 297	100 944
28005	Saint-Zacharie	1 721	107 334 936	95 615
62080	Saint-Zénon	1 260	182 473 014	162 516
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	373	27 280 290	24 274
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	715	100 686 967	89 695
71025	Saint-Zotique	7 708	740 149 569	1 098 835
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 964	3 495 641 168	5 189 865
07085	Sayabec	1 816	121 128 862	107 752
97040	Schefferville	237	17 430 859	15 393
41080	Scotstown	523	24 238 955	21 610
26048	Scott	2 303	205 163 140	182 646
89040	Senneterre	2 962	152 435 723	135 874
89045	Senneterre	1 221	71 658 894	63 941
97007	Sept-Îles	25 884	2 899 521 856	4 304 758
NR971	Sept-Rivières	117	23 152 833	20 722
22020	Shannon	5 720	418 330 154	621 055
36033	Shawinigan	49 585	3 372 482 788	5 006 923
84010	Shawville	1 646	132 452 184	118 113
84095	Sheenboro	120	78 354 822	69 861
47035	Shefford	6 666	790 271 758	1 173 137
05010	Shigawake	303	13 730 069	12 137
53052	Sorel-Tracy	34 967	2 662 618 531	3 953 083
46045	Stanbridge East	877	91 273 262	81 406
46030	Stanbridge Station	263	41 484 300	37 003
45008	Stanstead	2 831	191 032 955	170 213
45025	Stanstead	992	552 490 105	492 285
44050	Stanstead-Est	609	107 086 300	95 319
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 910	286 009 900	254 875
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 841	381 092 899	565 699
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	303	22 902 075	20 426
42005	Stoke	2 847	291 403 655	259 612
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 704	1 077 356 768	1 599 409
30105	Stornoway	554	53 664 828	47 660
30110	Stratford	1 037	203 565 266	181 462
45105	Stukely-Sud	1 027	122 120 979	108 640
46058	Sutton	3 981	995 204 241	1 172 249
95005	Tadoussac	802	90 943 408	81 110
87042	Taschereau	956	27 869 038	24 866
85005	Témiscaming	2 354	198 398 124	176 725
NR850	Témiscamingue	116	55 409 159	49 436
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 041	394 707 373	351 675
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 978	188 456 059	167 845
84045	Thorne	284	107 454 102	95 615
80050	Thurso	2 673	185 546 205	165 180
39025	Tingwick	1 451	150 840 008	134 394
17035	Tourville	611	26 628 884	23 682
88075	Trécesson	1 172	82 692 771	73 710
71125	Très-Saint-Rédempteur	915	93 435 843	83 182
69030	Très-Saint-Sacrement	1 191	170 034 144	151 563
27060	Tring-Jonction	1 517	84 441 341	75 190

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 78 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en \$)	Facture réelle 2015 (en \$)
11040	Trois-Pistoles	3 394	193 503 566	196 263
35055	Trois-Rives	466	134 904 177	120 185
42078	Uiverton	431	56 627 106	50 324
48038	Upton	2 153	224 254 350	199 815
33070	Val-Alain	963	81 876 478	72 822
07080	Val-Brillant	962	57 254 301	50 916
42055	Valcourt	2 309	197 184 319	175 541
42060	Valcourt	1 067	119 735 200	106 568
78010	Val-David	4 639	594 988 410	780 315
80140	Val-des-Bois	906	147 742 744	131 730
78100	Val-des-Lacs	717	196 572 400	175 245
89008	Val-d'Or	32 789	2 545 479 081	3 779 022
42095	Val-Joli	1 560	148 938 842	132 618
NR890	Vallée-de-l'Or	342	2 318 451	2 072
26015	Vallée-Jonction	1 982	138 611 740	123 441
78005	Val-Morin	2 773	396 915 709	353 451
30015	Val-Racine	193	30 236 900	26 938
87105	Val-Saint-Gilles	175	5 207 964	4 736
71083	Vaudreuil-Dorion	36 860	4 405 582 943	6 540 615
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 317	207 946 900	185 310
56005	Venise-en-Québec	1 636	241 601 920	215 208
39062	Victoriaville	45 232	3 250 335 932	4 825 461
85025	Ville-Marie	2 607	156 217 572	139 131
32085	Villeroiy	454	47 950 097	42 627
84070	Waltham	372	46 781 879	41 739
47030	Warden	368	20 784 588	18 649
39077	Warwick	4 699	398 450 121	522 480
47025	Waterloo	4 446	301 553 211	385 125
44080	Waterville	2 057	176 026 187	156 892
41098	Weedon	2 582	266 406 919	237 410
76035	Wentworth	525	224 245 400	199 815
77060	Wentworth-Nord	1 473	457 431 475	407 327
41065	Westbury	1 006	101 055 920	89 991
49040	Wickham	2 500	202 465 153	180 278
42088	Windsor	5 439	446 182 542	662 498
40017	Wotton	1 409	119 367 288	106 272
51020	Yamachiche	2 850	253 260 580	225 569
<u>53072</u>	Yamaska	<u>1 555</u>	<u>139 123 622</u>	<u>124 033</u>
1041		2 561 838	246 769 636 382	300 037 333

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016).

² La ville de Sainte-Marie est desservie par la SQ depuis le 16 octobre 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

<p>QUESTION 79 : Pour l'année 2015-2016, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.</p>
<p><u>Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver un corps de police municipal (CPM), de créer un CPM ou d’opter pour la SQ.</u></p> <p>Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu’à l’exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi (maintenant nommée Saguenay), Hull (maintenant nommée Ottawa-Gatineau), Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de 50 000 habitants ou plus ont l’obligation d’être desservies par un CPM.</p> <p>Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants desservies par un CPM, et qui ne font pas partie d’une CM ou d’une RMR, celles-ci avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant);- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog)- Thetford Mines (Service de la sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines). <p>Rappelons que depuis 2012, les corps de police municipaux suivants ont été abolis :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (desserte par la Sûreté du Québec (SQ) depuis le 30 avril 2012);- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (desserte par la SQ depuis le 18 mai 2012);- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges) (desserte par la SQ depuis le 15 novembre 2012);- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie) (desserte par la SQ depuis le 16 octobre 2015) <p>Depuis le 13 juin 2015, la Police régionale de Deux-Montagnes, desservant les municipalités de Deux-Montagnes, Pointe-Calumet, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Saint-Joseph-du-Lac, a été remplacée par la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes. Cette nouvelle régie dessert les mêmes municipalités que celles qui étaient desservies par la police régionale.</p> <p>Notons que la Ville de Mercier, actuellement desservie par le Service de police de Châteauguay, a entrepris des démarches dans le but de créer son propre corps de police municipal. De plus, la Ville de Chambly, actuellement desservie par la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent, a également demandé de créer son propre corps de police municipal, ce qui lui a été refusé. Des procédures judiciaires sont actuellement en cours, car la ville conteste cette décision.</p> <p>Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.</p> <p>Aucune étude dans le cadre du déséquilibre fiscal.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 80 : Produire le plan triennal d’immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours de l'exercice 2015-2016¹.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M \$)	CAPACITÉ (cellule)	COÛT PAR UNITÉ/CELLULE (M \$)	ÉTAPE EN COURS
Sept-Îles	Construction	Été 2016	90,9	55,0	1,65	Construction en cours
Roberval	Construction	Automne 2015	115,1	180,0	0,64	Travaux complétés
Amos	Construction	Automne 2016	125,9	170,0	0,74	Construction en cours
Sorel-Tracy	Construction	Printemps 2016	174,2	300,0	0,58	Construction en cours
Gatineau	Rénovation	Été 2016	4,1	-	-	Travaux en cours
Leclerc de Laval	Rénovation	Automne 2016	21,0	-	-	Travaux en cours

Note : Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor.

¹Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits antérieur (2015-2016).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 81 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2014-2015 et en 2015-2016.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015:

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM	VALEUR MINIMUM
Fraudes par ordinateur (21613)	2010	435	23 352 510 \$	22 000 000 \$	1 \$
	2011	432	1 433 853 \$	150 000 \$	1 \$
	2012	614	2 347 843 \$	500 000 \$	1 \$
	2013a	835	2 194 912 \$	300 000 \$	1 \$
	2014p	902	4 505 512 \$	1 971 237 \$	1 \$
	2015	Informations non disponibles pour le moment *			
Clonage de cartes de service (21614)	2010	283	190 399 \$	42 756 \$	1 \$
	2011	525	575 853 \$	36 929 \$	1 \$
	2012	299	327 307 \$	18 000 \$	1 \$
	2013a	167	220 217 \$	88 571 \$	1 \$
	2014p	107	53 070 \$	13 332 \$	1 \$
	2015	Informations non disponibles pour le moment *			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l’affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

^P : données provisoires

* *Le traitement des données de 2015 sera effectué en avril 2016.*

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 82 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue¹ et leur répartition géographique en 2014-2015 et en 2015-2016.

NOM DU CORPS POLICIER	2009	2010	2011	2012	2013 ^a	2014 ^p	2015
Service de police de la Ville de Montréal*	634	920	1 031	508	273	-	ND
Service de police de Laval	122	101	109	99	38	15	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	40	13	27	46	11	18	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	22	19	26	19	7	-	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	8	24	11	4	2	4	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	10	5	10	5	1	1	ND
Sûreté du Québec MRC de L'Île-d'Orléans	-	-	6	-	-	-	ND
Service de police de Bromont	-	2	-	-	-	-	ND
Service de police de Châteauguay	2	3	3	1	1	-	ND
Service de police de Saint-Eustache	-	3	4	6	-	-	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	-	5	4	-	15	5	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	1	2	-	1	-	-	ND
Service de police de la Ville de Blainville	-	1	-	-	-	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	5	2	3	-	1	-	ND
Service de police de Ville Saguenay	1	-	-	-	-	3	ND
Service de police de la Ville de Lévis	3	6	2	7	3	-	ND
Sécurité publique de Trois-Rivières	-	1	-	-	-	-	ND
Sécurité publique de Mascouche	1	1	-	-	-	-	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	1	-	2	-	1	-	ND
Sûreté du Québec MRC D'Arthabaska	-	1	-	-	-	-	ND

¹ Il est à noter qu'il y a eu une fusion en janvier 2013 des indicateurs « gang de rue » et « crime organisé ».

* SPVM n'a rien déclaré en 2014 (problème informatique)

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2016.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 82 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue¹ et leur répartition géographique en 2014-2015 et en 2015-2016.

NOM DU CORPS POLICIER	2009	2010	2011	2012	2013 ^a	2014 ^p	2015
Sûreté du Québec de MRC de Bécancour	-	1	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC de Brome-Missisquoi	-	1	2	-	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Coaticook	-	1	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Drummond	1	4	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Joliette	-	-	2	-	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC de la Jacques-Cartier	-	1	-	-	2	-	ND
Sûreté du Québec MRC de L'Islet	-	-	1	-	-	-	ND
Service de police de Mirabel	-	1	1	1	1	-	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	4	-	1	1	-	1	ND
Sûreté du Québec de MRC de Montcalm	3	-	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Portneuf	1	-	-	-	-	2	ND
Sûreté du Québec de MRC de Rivière-du-Loup	-	-	1	-	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC de Vaudreuil Soulanges Ouest	1	5	1	-	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC du Haut-Richelieu	-	1	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec poste de la Ville de Shawinigan	1	-	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC des Laurentides auxiliaire	-	-	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC de Bellechasse	-	-	-	1	-	2	ND
Service de police de Repentigny	6	-	3	2	-	-	ND
Service de police régionale de Deux-Montagnes	-	-	-	2	-	1	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	-	-	1	-	-	-	ND

¹ Il est à noter qu'il y a eu une fusion en janvier 2013 des indicateurs « gang de rue » et « crime organisé ».
a : Données actualisées p : Données provisoires
Données 2015 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2016.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 82 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue¹ et leur répartition géographique en 2014-2015 et en 2015-2016.

NOM DU CORPS POLICIER	2009	2010	2011	2012	2013 ^a	2014 ^p	2015
Police autochtone Wendake	-	1	-	-	1	-	ND
Service de police de la Ville de Québec	-	-	-	118	85	74	ND
Sûreté du Québec MRC de la Vallée-de-la-Gatineau	-	-	-	-	2	-	ND
Sûreté du Québec MRC des Pays d'en haut	-	-	-	-	2	-	ND
Sûreté du Québec MRC de Pierre-de Saurel	-	-	-	-	1	-	ND

¹ Il est à noter qu'il y a eu une fusion en janvier 2013 des indicateurs « gang de rue » et « crime organisé ».

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2016.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 83 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES ¹

CORPS DE POLICE	2011 ²	2012 ²	2013 ²	2014 ²	2015 ³
Service de police de la Ville de Gatineau	10	12	12	13	ND
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	2	2	2	3	ND
Service de police de Laval	6	4	4	14	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	10	10	11	19	ND
Sûreté du Québec	18	18	18	17	ND
Service de police de la Ville de Montréal	57	58	58	77	ND
Service de police de la Ville de Québec	14	17	24	38	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	4	4	5	ND
Service de police de Mirabel	1	1	1	1	ND

¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2015 non disponibles*. Elles seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 84 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS ¹

CORPS DE POLICE	2011	2012	2013	2014	2015 ³
Service de police de la Ville de Gatineau	-	3	1	0	ND
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	-	2	1	0	ND
Service de police de Laval	1	1	1	33	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	3	9	28	28	ND
Sûreté du Québec	2	-	-	1	ND
Service de police de la Ville de Montréal	29	31	34	61	ND
Service de police de la Ville de Québec	13 ²	35	32	25	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	5	1	2	4	ND

¹ Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

² Le Service de police de la Ville de Québec a apporté des modifications à ses données le 6 juin 2012.

³ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2015 non disponibles*. Elles seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 85 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2012-2013¹, en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Akwesasne	6	6	6
Eagle Village	-	-	-
Eeyou-Eenou Police Force (EEPF) / 9 communautés cries	11	11	11
Essipit	-	-	-
Gesgapegiag	2	2	2
Kahnawake	-	-	-
Kativik / 14 villages nordiques	-	-	-
Kawawachikamach	1	1	1
Kitigan Zibi	2	2	2
Lac Simon	-	-	-
Listuguj	4	4	6

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits antérieure (2015-2016)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 85 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2012-2013¹, en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Manawan	-	4	4
Mashteuiatsh	-	-	-
Odanak/Wôlinak	2	2	2
Opitciwan	4	3	4
Pakua Shipi	-	-	-
Pessamit	-	-	-
Pikogan	-	-	-
Timiskaming	-	-	-
Uashat-Malietenam	-	4	4
Wemotaci	-	1	1
Wendake	-	-	-

Notes : Listuguj : 2 pistolets Taser achetés en octobre 2015
 Opitciwan: 1 pistolet Taser remplacé en 2015

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 86 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.

En 2015-2016 :

- deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Uashat-Maliotenam.
- trois (3) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.
- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Manawan.

En 2014-2015 :

- deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Gesgapegiag.
- deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Listuguj.
- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Manawan.

En 2013-2014 : cinq (5) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.

En 2012-2013 :

- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Gesgapegiag.
- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Listuguj.
- quinze (15) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.
- quatre (4) interventions ont été faites dans la communauté d'Akwesasne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 87 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

SAISIES	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016 ¹	
	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR
Cartouches	17 110	1 026 600 \$	11 054	663 240 \$	11 282	676 920 \$	17 516	1 156 056 \$	5 035	332 310 \$
Sac de type <i>Ziploc</i>	260 114	15 606 840 \$	240 182	14 410 920 \$	130 125	7 807 500 \$	186 212	12 289 992 \$	42 478	2 803 548 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	370	14 800 \$	289	11 560 \$	693	27 720 \$	148	6 512 \$	28	1 232 \$
Tabac en vrac (kilos)	22 340	938 280 \$	49 746	2 089 332 \$	153 593	6 450 906 \$	117 203	5 414 779 \$	65 772	3 038 666 \$
Chicha (kilos)	12	2 640	462	101 640	4 678	1 029 160 \$	2	440 \$	313	68 860 \$
Cigares et cigarillos ²	1 018 387	1 018 387 \$	917 234	917 234 \$	693 076	693 076 \$	1 348 604	1 483 464 \$	74 754	82 229 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2015-2016 sont calculées pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016 .

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 88 : Le nombre de crimes haineux par année depuis 2009-2010.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2015-2016	ND ¹
2014-2015	257 ²
2013-2014	185
2012-2013	175
2011-2012	167
2010-2011	198

¹ Données 2015-2016 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2016.
² Données actualisées
** Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 89 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.

2015-2016 :

- Aucune autre étude ou analyse concernant le profilage racial n'a été réalisée dans les corps de police qui siègent sur le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial soit les corps de police de niveau 3 à 6.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 90 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2006-2007	532 000 \$	¹
	Année 2007-2008	434 200 \$	¹
	Année 2008-2009	441 500 \$	¹
	Année 2009-2010	440 200 \$	¹
	Année 2010-2011	436 600 \$	¹
	Année 2011-2012	420 700 \$	¹
	Année 2012-2013	558 300 \$	¹
	Année 2013-2014	556 500 \$	¹
	Année 2014-2015	650 000 \$	²
	Année 2015-2016	1 748 000 \$	³

¹ Le montant inscrit correspond au budget initial consenti par le MSP aux activités du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) de la Direction de la sécurité de l'État (DSÉ). Outre le suivi du terrorisme, les activités de la DSÉ s'inscrivent dans une perspective plus large de sécurité de l'État. Le regroupement de l'ensemble de ces fonctions en une seule unité permettant de réaliser des économies d'échelles.

² Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense réelle du CGIS.

³ Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense probable du CGIS. Il inclut des subventions de l'ordre de 1,1 M\$ accordées au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 90 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2006-2007	350 000 \$
	Année 2007-2008	350 000 \$
	Année 2008-2009	350 000 \$
	Année 2009-2010	350 000 \$
	Année 2010-2011	350 000 \$
	Année 2011-2012	262 500 \$
	Année 2012-2013	N/A
	Année 2013-2014	N/A
	Année 2014-2015	N/A
	Année 2015-2016	N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 91 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007¹, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2016-2017. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (8) pour l'année 2014-2015 :

	2012-2013 TOTAL	2013-2014 TOTAL	2014-2015 TOTAL	Dépenses réelles au 29 février 2016 ³		
				Salaires	Contrats	TOTAL
TOTAL	15 375 422	16 286 217	16 595 207	12 669 527	2 118 633	14 788 160
Secteur Est ²	2 517 600	1 827 221	1 524 491	1 384 760	535 502	1 920 262
Secteur Nord-Est ²	-	1 100 175	1 526 634	1 108 564	323 783	1 432 347
Secteur Palais de justice Québec	1 773 635	1 626 335	1 765 938	1 616 386	-	1 616 386
Secteur Sud ²	2 118 000	2 374 059	2 153 490	1 184 063	348 090	1 532 153
Secteur Laval, Laurentides et Lanaudière ²	-	2 201 656	1 755 580	939 839	222 560	1 162 399
Secteur Palais de justice de Montréal ²	-	4 744 259	5 088 357	4 440 230	201 007	4 641 237
Secteur Grand Montréal ²	-	1 649 246	1 527 606	1 107 656	168 203	1 275 859
Secteur Ouest ²	2 541 700	-	-	-	-	-
Secteur Ouest, Nord-Ouest ²	-	763 266	1 253 111	888 028	319 488	1 207 516
Secteur Île de Montréal ²	6 424 487	-	-	-	-	-

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs (2008-2009, 2010-2011 et 2011-2012).

² Ces secteurs ont été modifiés ou ajoutés en 2013-2014 et en 2014-2015.

³ Extrait - GEF février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 91 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007¹, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2016-2017. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice depuis 2009 :

2015-2016	301 ⁴
2014-2015	303
2013-2014	339
2012-2013	324
2011-2012	238
2010-2011	232

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs (2008-2009, 2010-2011 et 2011-2012).

⁴ Mise à jour avec le suivi des effectifs en date du 10 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 92 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2015-2016	BUDGET INITIAL 2015-2016 (\$)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	6 2	512 700
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik 1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	7	562 420
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord 3950, boulevard Harvey, RC-03, Jonquière (Québec) G7X 8L6 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	5 3	562 778
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	7	562 137
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	3 5	684 496
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 25, rue Martigny Ouset, local ASS1.01, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2T6 430, de Lanaudière, Local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	8 2 0	818 634
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 170, avenue Principale, RC02, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	4 4	503 338

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 93 : Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2014-2015 et 2015-2016.

Cadre pour la prévention des sinistres – **1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015** : 899 177 \$

Cadre pour la prévention des sinistres – **1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016** : 3 288 500 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 94 : **État de situation au 31 mars 2016 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2015-2016 et fournir les prévisions pour 2016-2017. Ventiler la mise en œuvre par :**

- a) orientation de la Politique;**
- b) objectif de la Politique;**
- c) ministère de mise en oeuvre;**
- d) résultats atteints en 2015-2016;**
- e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2016-2017;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

En vue d’assurer la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) et pour favoriser la concertation entre les divers acteurs, l’Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s’est vue confier le mandat d’élaborer, au cours de l’année 2014, sous la coordination du MSP, un plan d’action national (PAN). Un sous-comité de l’OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se divise en deux phases s’échelonnant respectivement de 2014 à 2019 et de 2020 à 2024. Avant d’être rendu public, ce plan requiert l’approbation du Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ). En juin 2015, le PAN – phase 1 a reçu l’approbation du CSCQ. Le PAN sera présenté au milieu municipal lors de la Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile au printemps 2016.

L’OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du PAN. Pour ce faire, elle a établi, des cibles, des indicateurs de performance et des mécanismes de suivi devant couvrir les actions réalisées par tous les acteurs de la société québécoise. Un suivi annuel de la progression du PAN est effectué auprès de l’OSCQ. L’évaluation des mesures couvrant l’année 2014 a été effectuée au printemps 2015. L’OSCQ a également reçu le mandat d’élaborer, au cours de l’année 2019, un rapport intérimaire de mise en œuvre. De même, un rapport final sera produit suivant l’échéance de 2024. La diffusion du PAN est prévue au printemps 2016.

Au printemps 2016, le sous-comité de l’OSCQ sur le PAN effectuera l’évaluation des mesures couvrant l’année 2015, puis entreprendra l’élaboration de la phase 2 du PAN.

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des ministères et organismes impliqués.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 95 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2015-2016, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Veillez vous référer à la fin du document.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 96 : L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2015-2016.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016	
	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en \$)
Coroners ¹	10	1 442 951
Cadres supérieurs	2	230 488
Professionnels	11	869 705
Techniciens et employés de bureau	25	1 077 780

La masse salariale est calculée sur une base annuelle.

¹ Exclut les coroners à temps partiel

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 97 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS ¹	RÉMUNÉRATION (\$)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E (investigateur)	145 385	Conformément aux orientations gouvernementales
Chouinard, Lyne (investigateur)	145 385	
Clavet, Martin (investigateur)	138 627	
Kronström, Andrée M ^e (enquêteur et investigateur)	133 604	
Malouin, Luc M ^e (enquêteur et investigateur)	133 604	
Nolet, Louise (retraite le 2 juillet 2015) (précédent coroner en chef)	175 608	
Rudel-Tessier, Catherine (coroner en chef)	173 455	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

¹ La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 98 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 ET 2015.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TOTAL DES DÉCÈS SIGNALÉS	4 002	4 237	4 464	4 418	4 294	4 639
Rapport terminé	3 999	4 229	4 449	4 338	3 994	2 123
Rapport en cours	3	8	15	80	300	2 516

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 ET 2015.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Rapport terminé	99,9 %	99,8 %	99,7 %	98,2 %	93,0 %	45,8 %
Rapport en cours	0,1 %	0,2 %	0,3 %	1,8 %	7,0 %	54,2 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 11,7 mois.

* La computation des rapports terminés et en cours pour les années 2010 à 2014 a été revue pour tenir compte des dossiers terminés en cours d'année 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 99 : La liste des enquêtes terminées en 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2013-02-21	Leclerc, Raphael	Un bébé meurt à plat ventre sur le sol	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2012-10-25	La Prairie	2014-01-16
2013-02-20	Brisebois, Marianne	Décès après avoir été happé par un train	M ^e Jean Luc Malouin	2012-07-07	Sainte-Thérèse-De-Blainville	2014-05-09
2014-05-21	Percher, Lewis	Intoxication	D ^{re} Louise Nolet	2014-02-22	Montréal	2014-07-24
2014-07-15	Clément, Antoine	Intoxication	D ^{re} Louise Nolet	2014-02-23	Trois-Rivières	2014-12-12
2014-08-26	Saindon, Juliette	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Dubé, Marie Lauréa	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Guichard, Angéline	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Roy, Louis-Philippe	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Fraser, Madeleine	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Dubé, Adrienne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 99 : La liste des enquêtes terminées en 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2014-08-26	Beaulieu, Jeanne-D'arc	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Dumont, Bibianne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Drouin, Denise	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Fraser, Gisèle	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Jean, Thérèse	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Ouellet, Gérard	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Pettigrew, Noella	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Bélanger, Jacqueline	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Dubé, Odette	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Fraser, Claude	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 99 : La liste des enquêtes terminées en 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2014-08-26	Thériault, Simonne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Gagnon, Marie-Jeanne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	St-Pierre, Rose Aimée	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Raymond, Jeanne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Michaud, Paul-Étienne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Martel, Louis	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Ouellet, Fernand	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Plourde, Rita	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Saindon, Éva	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Gagné, Janot	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 99 : La liste des enquêtes terminées en 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2014-08-26	Malenfant, Joseph	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Thériault, Lucienne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Michaud, Roméo	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Thériault, Lionel	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Turcotte, Thérèse	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2014-08-26	Caron, Jacqueline	Incendie dans une résidence de personnes âgées	M ^e Cyrille Delâge	2014-01-23	L'Isle-Verte	2015-01-30
2013-09-25	Légaré, Alain	Accident d'auto (conducteur)	M ^e Jean-Luc Malouin	2012-02-25	Montréal	2015-02-18
2014-02-24	Magloire, Alain	Tué par balle par un policier	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-02-03	Montréal	2016-02-25

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 100 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2014-04-24	Décès à la suite d'un accident de la route (Véhicule lourd / lit d'arrêt)	M ^e Andrée Kronstrom	2013-09-03	Petite-Rivière-Saint-François	Rédaction du rapport en cours
2015-03-25	Asphyxie - Pendaison	M ^e Jean-Luc Malouin	2013-10-05	Trois-Rivières	Rédaction du rapport en cours
2015-09-23	Décès secondaire à une rupture d'anévrisme	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-11-19	Sherbrooke	Auditions en avril 2016
2015-12-10	Un homme décède au volant de son véhicule à la suite d'une collision frontale dans le contexte d'une poursuite policière	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-06-13	Saint-Roch-de-Mékinac	Auditions en mai 2016
2015-12-10	Défenestration dans la municipalité de Longueuil	M ^e Andrée Kronstrom	2013-03-29	Longueuil	Auditions en mars 2016
2016-02-02	Suicides Côte-Nord - Pendaisons	M ^e Bernard Lefrançois	5 décès au cours de l'année 2015	Sept-Îles	Auditions en juin 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 101 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2015-2016.

- 1) 20 avril 2015 – Note adressée à tous les coroners – Rappel sur l'utilisation de la boîte vocale et du courrier électronique
- 2) 3 août 2015 – Directive 2015-001 – Accès aux renseignements sur une personne assurée par la RAMQ
- 3) 31 août 2015 – Note adressée à tous les coroners investigateurs à temps partiel – Transmission par courriel de vos formulaires d'avis – Nouvelle répartition du mentorat
- 4) 29 octobre 2015 – Directive 2015-002 – Surveillance et accès à la morgue de Québec
- 5) 30 octobre 2015 – Note adressée à tous les coroners investigateurs à temps partiel – Rappels et précisions
- 6) 13 novembre 2015 – Note adressée à tous les coroners – Rapport d'analyse de la gestion des risques
- 7) 6 janvier 2016 – Directives concernant les disponibilités de garde des coroners
- 8) 29 janvier 2016 – Note adressée à tous les coroners – Facturation des copies de dossiers médicaux
- 9) 1^{er} février 2016 – Note adressée à tous les coroners – Les délais relatifs à votre charge de travail
- 10) 1^{er} février 2016 – Note adressée à tous les coroners médecins – Rémunération de certains actes
- 11) 3 mars 2016 – Note adressée à tous les coroners – Analyses de gestion de risques dans les établissements de santé

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau du Coroner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 102 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2015-2016.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (\$)
Dirigeant et membre	2	283 037
Cadres	2	269 051
Professionnels	20	1 663 364
Techniciens	1	51 854
Personnel de bureau	6	250 746

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 103 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 31 MARS 2014 (\$)
Le commissaire à la déontologie policière	M ^e Paul Larochelle	3 mars 2014 au 2 mars 2019	155 795
La commissaire adjointe	M ^e Hélène Tremblay	13 septembre 2015 au 12 septembre 2020	127 242

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS : Conformément aux orientations gouvernementales

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 104 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2015-2016 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2015-2016

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	359	494
Service de police de la Ville de Montréal	484	698
Corps de police municipaux	661	966
Polices autochtones	32	56
Constables spéciaux	4	4
Contrôleurs routiers	5	7
Agents de la protection de la faune	8	10
Autres	11	11

¹ Du 1^{er} avril 2015 au 17 mars 2016

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers³

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	1
Service de police de la Ville de Montréal	21
Corps de police municipaux	5

³ Du 1^{er} avril 2015 au 17 mars 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 104 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2015-2016 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2014-2015

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES ²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	400	537
Service de police de la Ville de Montréal	570	795
Corps de police municipaux	622	913
Polices autochtones	29	44
Constables spéciaux	13	15
Contrôleurs routiers	3	4
Agents de la protection de la faune	8	10

¹ Du 1^{er} avril 2014 au 16 mars 2015

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers³

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	7
Service de police de la Ville de Montréal	9
Corps de police municipaux	6

³ Du 1^{er} avril 2014 au 16 mars 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 105 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2015-2016 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2015-2016

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire¹ :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	537
Enquête	123
Plainte refusée	868
Désistement	-
À l'étude	404

¹ Du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 106 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2015-2016¹

759² plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

² Du 1^{er} avril 2015 au 11 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 107 : L'effectifs ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2015-2016.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (\$)
Président et membres	8	1 145 099
Professionnels (incluant avocats)	4	285 187
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	272 926

*Note : Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 108 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2015-2016¹ ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 31 MARS 2016 (en \$)
Bilodeau, Mario	Membre	2016-02-08	2017-02-07	27 043 ²
Cree, Lysane	Membre à temps partiel	2015-10-21	2018-10-20	2 485 ³
Drouin, Pierre	Membre	2013-01-07	2018-01-06	140 117
Gagné, Pierre	Vice-président	2013-11-10	2018-11-09	140 117
Gaudreault, Marie-Esther	Membre	2013-06-17	2018-06-16	140 117
Iuticone, Richard	Membre	2013-01-29	2018-01-28	140 117
Montour, Martha ⁵	Membre à temps partiel	2013-03-13 2016-03-13	2016-03-12 2019-03-12	- ³
Provencher, Jean	Président	2013-11-10	2018-11-09	155 795
Rivard, Louise	Membre	2014-06-29	2018-11-02	108 808
Sioui-Trudel, Hélène	Membre à temps partiel	2013-03-13	2015-09-01 ⁴	3 449 ³

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2015-2016).

² Salaire versé entre le 8 février et le 31 mars 2016.

³ Les membres à temps partiel sont rémunérés lorsqu'ils sont assignés à un dossier autochtone.

⁴ Le 1^{er} septembre 2015 est la date de démission.

⁵ Renouvellement du mandat comme membre à temps partiel, par le décret 159-2016, le 9 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 109 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)¹, durant la période 2015-2016.

ORIGINE	2015-2016 ²		2014-2015	
	CITATIONS	RÉVISIONS	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	8	4	11	2
Corps municipaux	7	8	32	15
SPVM	13	8	21	15
Corps de police autochtone	2	-	-	1
Constables spéciaux	1	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-		2	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

² Dossiers reçus en 2015-2016 au 29 février 2016.

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 110 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2014, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2015-2016 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-

¹ Données compilées en date du 29 février 2016.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 111 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement des dossiers de citation a été de 18,29 mois pour 2012-2013, de 24,01 mois pour 2013-2014, de 23,96 pour l'année 2014-2015 et de 21,43 pour l'année 2015-2016¹. En incluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, ce délai passe à 24,10 pour 2015-2016¹. Aucun dossier ayant été suspendu n'a été fermé au cours des autres années financières mentionnées.

Signalons que le délai de traitement d'un dossier dépend du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision, mais également du délai encouru pour la mise au rôle et des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables.

En ce qui concerne le délai de délibéré pour l'année 2014-2015, les décisions en citation ont été rendues dans un délai moyen de 83,45 jours, soit 2,74 mois, dans 80 % des dossiers. En 2015-2016, toujours dans 80 % des dossiers, elles ont été rendues dans un délai moyen 50,59 jours, soit 1,66 mois. La cible déterminée dans la planification stratégique du Comité est de 70 jours, soit 2,3 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, malgré les efforts de ce dernier pour fixer les causes rapidement, la mise et la remise au rôle demeurent problématiques. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que les policiers sont, de façon générale, représentés par des avocats spécialisés en déontologie policière, lesquels sont peu nombreux et, d'autre part, par le fait qu'il est parfois difficile d'arrimer les disponibilités de ces avocats avec celles des avocats du Commissaire.

Ajoutons également que les dossiers traités par le Comité sont de plus en plus complexes et, par conséquent, nécessitent à l'occasion que de nouvelles journées d'audience soient fixées, ce qui, du coup, augmente le délai de traitement en raison de la difficulté de déterminer des dates qui conviennent aux parties.

¹ Cette donnée est en date du 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 112 : L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2015-2016, et prévisions pour 2016-2017.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016	
	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (en \$)
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	12*	2 151 029
Professionnels	15	1 072 702
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	15	611 398

* Depuis le 1^{er} janvier 2014, à la suite d'une décision de Revenu Québec, le Secrétariat aux emplois supérieurs reconnaît les membres à temps partiel et ceux issus de la communauté comme des employés et les honoraires qui leurs sont versés sont désormais comptabilisés dans la masse salariale de la CQLC, cependant les ETC ne sont pas considérés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 113 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2015-2016, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

1) Membres à temps plein :

NOM	TRAITEMENT ANNUEL	DATE DE FIN DE MANDAT
Chamberland, Céline	127 774 \$	2018-04-14
Dugré, Jean	127 774 \$	2014-09-06
Falardeau, Mark	127 774 \$	2018-04-14
Fillion, Julie	127 774 \$	2018-03-26
Gauthier, Françoise	142 153 \$	2016-09-28
Marcotte Annie	127 774 \$	2018-04-14
Sauvé, Manon	127 774 \$	2018-03-30
Sultan, David	140 704 \$	2017-03-20
Tétreault, Lucie	127 774 \$	2018-03-26
Tremblay, Jean-René	105 913 \$	2017-03-20

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 113 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2015-2016, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

2) Membres à temps partiel :

Nommés par le décret de 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017.	Nommées par le décret de 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat le 15 janvier 2018.	Nommés par le décret de 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018.	Nommé par le décret de 473-2013 en date du 25 juin 2013. Fin du mandat 23 juin 2018.	Nommés par le décret 1248-2013 en date du 27 novembre 2013. Fin du mandat 26 novembre 2018.
Bédard, Paul Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph Petosa, Connie Richard, Hélène St-Amand, Reynold	Leblond, Isabelle Lavigne, Chantal	Marsolais, Diane Monette, Jacques	Duchaîne, Pierre	Giroux, Stéphanie Laroche, Guy

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 585 \$
Coût pour une demi-journée : 293 \$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* À la suite de la décision de Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 113 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2015-2016, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

3) Membres issus de la Communauté :

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014	
Bolduc, Michel	Guay, Normand - démission le 3 juillet 2014
Bouchard, Manon	Lacombe, Élysabeth - démission le 3 juillet 2014
Boyer, André -démission le 3 juillet 2014	Lacroix, Élane
Blouin, Luc	Latendresse, Michel
Bureau, Danielle	Le Blanc, Claude
Chagnon, Marie-Josée	Lessard, Claude
Corbeil, Lorraine - démission le 3 juillet 2014	Pelland, Annie
Cyr, Pierre	Robert, André
Dupuis Salvas, Claudette	Razik, Nourreddine
Estiverne-Bathalien, Amanthe - démission le 3 juillet 2014	Savaria, Claude
Fallu, Patricia Ann - démission 3 juillet 2014	Teitelbaum, Reisa
Gervais, Arthur	Toussaint, Rosette - démission le 3 juillet 2014

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 351 \$
Coût pour une demi-journée : 176 \$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 114 : Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2015-2016 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2015

DÉCISIONS RENDUES EN PERMISSIONS DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	NOMBRE	PRÉCISIONS
Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (<i>incluant renouvellement et révision</i>) :	965	incluant : 190 reports / 23 révisions / 106 renouvellements
Libération conditionnelle (<i>incluant révision</i>) :	2 564	incluant : 747 reports / 84 révisions
Permission de sortir pour visite à la famille (<i>incluant révision</i>) :	20	Aucun report, ni révision

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 115 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2015-2016.

Pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2015, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (libération conditionnelle) est la suivante :

DIRECTIONS TERRITORIALES			
EST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS ¹	DÉCISIONS
	BAIE-COMEAU	10	29
	CHICOUTIMI	13	35
	DÉTENTION QUÉBEC (F)	25	54
	DÉTENTION QUÉBEC (H)	210	373
	NEW CARLISLE	23	38
	PERCÉ	23	26
	RIMOUSKI	30	48
	ROBERVAL	17	25
	SEPT-ÎLES	4	5
	TROIS-RIVIÈRES	69	172
ÎLE DE MONTRÉAL	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	DÉCISIONS
	DÉTENTION DE LAVAL	70	236
	DÉTENTION MONTRÉAL	340	638
	MAISON TANGUAY	56	130
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	17	44

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 115 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2015-2016.

QUEST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	DÉCISIONS
	AMOS	26	79
	HULL	65	132
	SAINT-JÉRÔME	116	281
	SHERBROOKE	77	171
	SOREL	13	48

¹ La répartition du nombre de renonciations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de clientèles carcérales, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renonciations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

² Pour les permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (PSPLC) et les permissions de sortir pour visite à la famille (PSVF) il n'y a pas de renonciation, mais des retraits de demande, c'est pourquoi les données pour ces mesures ne sont plus incluses au tableau. (PSPLC : 35 retraits, aucun retrait en PSVF)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – 03.02

QUESTION 116 : Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers des détenus.

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente en vigueur, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 117 : L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2015-2016.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2014-2015	2015-2016	2014-2015 (Au 27 février 2015)	2015-2016 (Au 29 février 2016)	2014-2015 ¹	2015-2016 ²
Cadres	20,0	20,0	18	18	2 415 909	2 313 731
Professionnels ³	49,8	49,8	79	69	5 016 528	4 179 212
Fonctionnaires	97,9	97,9	260	253	10 293 107	9 153 303
Ouvriers	18,1	18,1	31	31	1 174 093	958 022
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	19	16	2 205 974	2 132 291
Personnes-ressources	0,0	0,0	29	28	219 425	194 944
Prêt de service (autre que policier) ³	0,0	0,0	1	1	117 963	119 143
Total	203,8	203,8	437	416	21 442 999	19 050 646

¹ Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 27 octobre 2014.

² Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 21 octobre 2015.

³ Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 118 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2015-2016, les augmentations prévues.

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ¹	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE POUR LA PÉRIODE À L'EMPLOI ¹	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2015-2016	Yves Guay	Directeur général	125 340 \$	123 127 \$	Conformément aux orientations gouvernementales

¹ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20,65 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 119 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Nos formations* de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html>, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Voici les nouveaux cours et ceux en développement :

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE	
Gestion policière :	Supervision de patrouille (PPU-1039). <i>Mise à niveau. Introduction des notions de biens infractionnels, médias sociaux et radicalisation.</i> Supervision d'enquêtes (CRI-1019). <i>Mise à niveau. Introduction des notions de biens infractionnels, médias sociaux, radicalisation et gestion des informateurs.</i>
Enquête policière :	Processus d'enquête (CRI-1002). <i>Mise à niveau.</i> Activité d'intégration en enquête policière (CRI-1011). <i>Mise à niveau. Utilisation d'Internet et médias sociaux.</i>
PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : Stratégies proactives (police communautaire) (PAG-2003)	
Patrouille spécialisée : Conduite d'un véhicule de police – Le moniteur (SER-2047) Conduire un véhicule de police – Niveau 2 (SER-1056)	
Formation en ligne : Gestion des informateurs (formation en ligne) (ENQ-1030) Imagerie numérique judiciaire (ENQ-1027)	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 119 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	
Nouveaux cours	Cours en développement
<i>Intervention tactique :</i> Arme à impulsions électriques (X2) – L'instructeur (INS-3047) Arme à impulsions électriques (X2) – L'instructeur – Requalification (INS-3048) Arme à impulsions électriques (X2) – Le moniteur (FOR-2075) Arme à impulsions électriques (X2) – Le moniteur – Requalification (FOR-2076) Arme à impulsions électriques (X2) (FOR-1053)	
<i>Enquête policière :</i> Programme de formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes Policier judiciaire (ENQ-0073) Introduction à la surveillance physique auxiliaire (ENQ-1029)	Agent de renseignement criminel (ENQ-2025) Gestion des informateurs en ligne pour les gestionnaires.
<i>Gestion policière :</i> Activité d'intégration en gestion policière (PPU-1042). <i>Cours terminant le Certificat en gestion policière (30 crédits).</i>	Activité synthèse – Fonction de direction d'une organisation policière (PPU-1043) (6 crédits). <i>Cours terminant le baccalauréat en Sécurité publique, cheminement Gestion (90 crédits)</i> Gestion des activités budgétaires opérationnelles et mathématiques financières (3 crédits)
AUTRES	
<i>Gestion policière :</i> Introduction à la supervision de patrouille (GST-0003) - Sur mesure	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 119 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	
ACTIVITÉS ET FORMATION SUR MESURE	
Prévention des impacts psychologiques (cadre) (CAP-0002) Prévention des impacts psychologiques (superviseur) (CAP-0003) Prévention des impacts psychologiques (agent) (CAP-0004) Techniques d'enquête Régie du Bâtiment du Québec (ENQ-0072) Journée d'information rédaction de rapport (<i>participants : enseignants en Techniques policières des collèges Ahuntsic et Rimouski</i>) – <i>pas de numéro de cours</i> Intervention physique - Maintien des compétences –AMT (FOR-0036) Habilité de supervision en sécurité publique (PPU-1038) Activité d'intégration en gestion (PPU-1044) Inspection dans les bars (Revenu Québec) ENQ-0067 Techniques d'enquête (Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal) ENQ-0068	Formation des enquêteurs de Revenu Québec Rapport d'événement et prise de déclaration Université de Montréal (CNF-0035) (<i>participants : constables spéciaux de le l'UdeM</i>) Techniques d'entrevue de témoin et prise de notes (ENQ-0058) (<i>Fonds d'indemnisation AMF</i>) Coaching – Assemblée nationale (COM-0012) Recherche des causes et circonstances d'un incendie (<i>avec l'École nationale des pompiers, pour une clientèle en sécurité incendie</i>)
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
<ul style="list-style-type: none">• Ajout d'un séminaire d'une durée de 3 heures sur la gestion du stress et des émotions• Ajout d'un séminaire d'une durée de 3 heures sur la désescalade spécifiquement en lien avec les problèmes de santé mentale• Amélioration d'une douzaine d'activités existantes afin d'augmenter l'intensité et le réalisme des interventions simulées dans les domaines de l'intervention physique, des activités policières, du contrôle de foule, de la conduite d'urgence et du tir défensif :<ul style="list-style-type: none">○ Ajout de variantes aux mises en situation afin de les rendre plus intenses et plus réalistes○ Ajout de comportements et de paroles dans le cadre des jeux de rôles et des mises en situation qui ont pour but de provoquer une charge émotionnelle encore plus importante chez l'aspirant impliqué dans le rôle du policier○ Ajout d'intensité physique, de complexité, de chronométrage d'activités, de tournage des mises en situation par des caméras citoyennes et de système de classement○ Ajout de mises en situation complémentaire auprès de personnes en crise et vulnérables avec plusieurs variantes : Sujet armé, non armé, suicidaire, suicide par personne interposée, délire agité, conscience altérée	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 120 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier.html> et l'onglet *Étapes d'admission*. Certaines conditions d'admission ont été modifiées depuis le 1^{er} mai 2015 suite à la révision du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, soit le retrait de la compétence en soin d'urgence ainsi que la passation d'un test de natation. De plus, les seuils minimaux de la durée du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie et du programme de formation initiale en gestion policière ont été augmentés afin d'être représentatifs de la réalité des heures associées à ces programmes.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_13_1/P13_1R4.htm

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 121 : Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2015-2016 et montant de la subvention prévue pour 2016-2017.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1 ^{ER} AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET)	SUBVENTION SELON L'EXERCICE FINANCIER DU 1 ^{ER} JUILLET AU 30 JUIN
2011-2012	6 579 700 \$	6 579 700 \$
2012-2013	6 579 700 \$	6 579 700 \$
2013-2014	6 579 700 \$	5 872 575 \$
2014-2015	3 751 200 \$	4 287 225 \$
2015-2016	5 895 300 \$	5 770 300 \$
2016-2017	5 395 300 \$	5 395 300 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 122 : L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2015-2016.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016	
	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (en \$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	2 171 900
Cadres	6	562 600
Cadres juridiques	2	307 600
Avocats, notaires	24	2 494 100
Professionnels	19	1 301 900
Techniciens	59	2 935 900
Personnel de bureau	36	1 479 500
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES	19	1 200 100
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	88	492 879

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 123 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS	Ellefsen, Christine	Présidente	180 911	2010-09-22	2016-09-21
	Marchand, Louise	Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	140 117	2007-09-04	2018-01-09
	Lessard, France	Vice-présidente aux opérations	127 242	2012-11-19	2017-11-18

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
RÉGISSEURS	Belliardo, Édouard J.	Régisseur	127 242	2011-06-06	2016-06-05
	Bégin, Claude	Régisseure	94 255	2013-09-23	2018-09-22
	Cadieux, Pierre H	Régisseur	127 242	2008-05-05	2017-05-14
	Caron, Jocelyne	Régisseure	127 242	2008-08-04	2018-08-03
	Dostie, Liane	Régisseure	127 242	2007-01-15	2017-01-14
	Elmir, Saifo	Régisseur	113 364	2009-02-16	2016-12-06
	Lepage, Jean	Régisseur	127 242	2013-01-04	2018-01-13
	Savard, Marc	Régisseur	127 242	2007-10-29	2017-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseure	127 242	2011-08-22	2016-08-21
	Viens, Louise	Régisseure	114 245	2013-04-02	2018-04-01

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 124 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2015-2016.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2015-2016	2014-2015
Alcools	1 380	1 065
Appareils d'amusement	164	247
Appareils de loterie vidéo	151	303
Bingos	12	12
Concours publicitaires	1	8
Courses	1	-
Fabricants	128	178
Sports de combat	21	28
Tirages	2	-
Transmis à un corps policier	48	120

PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2015-2016	2014-2015
SPVM	1 527	1 512
Corps de police municipaux	2 037	1 950
SQ	2 240	2 248

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 125 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS	2015-2016	2014-2015
Nouveaux	509	530
Modifications	2 849	2 727

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL SUSPENDUS	2015-2016	2014-2015
	649	694

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉS	2015-2016	2014-2015
Volontairement (à la demande des détenteurs)	171	163
Avec saisie des boissons alcooliques (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs)	1 402	1 075
Autres (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs, mais sans saisie des boissons alcooliques)	176	159

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 126 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RENOUVELÉES POUR LESQUELLES DES APPAREILS SONT EN FONCTION :	2 332
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE SUSPENDUES :	113
<i>MOTIF DE SUSPENSION :</i>	
Suspension à la suite d'une convocation à la Régie	113
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RÉVOQUÉES :	11
<i>MOTIFS DE RÉVOCATION :</i>	
Révocations volontaires	5
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	-
Révocations à la suite d'une convocation à la Régie	6

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 127 : Le nombre de licences de bingo, selon la catégorie, pour la période 2015-2016.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE BINGO	La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des règles sur le bingo le 1^{er} juin 2008.
-------------------------------------	---

NOMBRE DE LICENCES DE BINGO	
CATÉGORIES DE LICENCES	NOMBRE DE LICENCES
Bingo en salle	671
Bingo-média	72
Bingo récréatif	921
Gestionnaire de salle	36
Fournisseur en bingo	4
Bingo de foire ou d'exposition	8
Bingo de concession agricole	-
Bingo dans un lieu d'amusement public	3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 128 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2009-2010, par année financière.

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Gestionnaire de salle	5	3	5	3	2
Bingo en salle	27	19	10	24	13

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 129 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2015-2016.

**NOMBRE DE LICENCES DE COURSES :
(accordées aux individus et/ou raisons sociales)**

1 996

NOMBRE DE LICENCES DE PISTES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :

13

NOMBRE DE LICENCES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :

11

NOMBRE DE LICENCES DE SALLES DE PARIS :

9

NOMBRE DE DEMANDES SELON L'ENTENTE DE RÉCIPROCITÉ :

L'entente n'existe plus depuis avril 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 130 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2015-2016 ainsi que le résultat de chacune des décisions.

PERMIS D'ALCOOL		LICENCES DE LOTERIE VIDÉO		LICENCES DE TIRAGE		LICENCES DE BINGO		LICENCES D'APPAREILS D'AMUSEMENT		CONCOURS PUBLICITAIRES	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Autorisation	9 389	Autorisation	2 332	Autorisation	1 819	Autorisation	1 715	Autorisation	695	Avis de tenue	7 750
Refus	407	Refus	0	Refus	16	Refus	3	Refus	0	Refus	0
Conditionnelle	0	Révocation	11	Libération de cautionnement	345	Désistement	9			Avis d’opposition	0
Désistement	140	Suspension	95	Désistement	68	Modification	89				
Nul effet	22					Suspension	0				
Révocation volontaire	171					Révocation volontaire	66				
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1402					Révision de décision	1				
Révocation - autres	176										
Révocation d’autorisation d’exploitation temporaire	185										
Suspension	649										

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 131 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2009-2010, et ce, par année financière.

Lors du Discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

RÉMUNÉRATION	2 592 000 \$
FONCTIONNEMENT	
Frais de séjour, formation et télécommunications	67 000 \$
Services professionnels	19 100 \$
Services de nature technique	75 700 \$
Loyers	228 900 \$
Fournitures, matériel et équipement	17 300 \$

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 132 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2009-2010, et ce, par année.

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
NOMBRE DE PLAINTES REÇUES	2	-	-	-	-

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - 01.03

QUESTION 133 : Subvention versée par le MSP depuis 2003-2004, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

ANNÉE	CRÉDITS VOTÉS (\$)	REVENUS AUTONOMES (\$)	TOTAL (\$)	EFFECTIFS AUTORISÉS
2004-2005	6 484 700	2 845 780	9 330 480	157
2005-2006	6 257 400	3 296 069	9 553 469	158
2006-2007	6 142 700	3 245 336	9 388 036	157
2007-2008	6 119 400	3 365 523	9 484 923	156
2008-2009	6 214 800	3 320 745	9 535 545	159
2009-2010	6 151 900	3 467 935	9 619 835	162
2010-2011	5 867 500	4 664 000	10 531 500	166
2011-2012	6 209 600	4 687 400	10 897 000	165
2012-2013	5 683 900	3 700 000	9 383 900	161
2013-2014	5 664 100	3 700 000	9 364 100	133
2014-2015	8 430 400	3 646 300	12 076 700	133
2015-2016	8 603 100	3 600 000	12 203 100	138

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale puisqu'il fait partie du portefeuille du Ministère de la Sécurité publique.

* Note : Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 134 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2015-2016, par région.

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 135 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2015-2016.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 136 : Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI ¹ (en \$)
Salaire du personnel affecté au BEI	872 565
Dépenses liées au processus de sélection du directeur du BEI	Veillez vous référer à l'Étude des crédits 2015-2016 - QP1-117.
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	417 761

¹ Données au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 137 : Budget alloué au BEI pour l'année 2016-2017.

Information disponible au livre des crédits 2016-2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 138 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2016.

EFFECTIF DU BEI ¹	NOMBRE
AGENTE DE SECRÉTARIAT	1
TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION	1
ATTACHÉE D'ADMINISTRATION	1
CONSEILLER JURIDIQUE	1
CONSEILLÈRE AUX COMMUNICATIONS	1
ENQUÊTEURS	16
SUPERVISEURS AUX ENQUÊTES	2
DIRECTEUR ADJOINT	1
DIRECTRICE DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	1

¹ Données au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 139 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2016-2017.
<p>Le Conseil du trésor a statué que le niveau d'effectif de 13 équivalent temps complet a été pris en compte dans la cible d'effectif du ministère de la Sécurité publique pour l'exercice 2015-2016.</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 95 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2015-2016, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Voir le document ci-joint.

Municipalité d'Ormstown

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-184795 168055

Événement :

Un homme de 81 ans décède des suites d'une collision survenue entre deux véhicules à l'intersection de la rue Saint-Calixte et de la route 116, à Plessisville.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec et la Ville de Plessisville :

- forment un comité d'étude pour déterminer, dans leurs compétences respectives, et mettre en œuvre les travaux nécessaires pour rendre plus sécuritaire le carrefour où se rejoignent la rue Saint-Calixte, la route 116 et la route 267, pour une plus grande sécurité des automobilistes y circulant. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ville de Plessisville

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ville de Plessisville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323553 165407

Événement :

En mars 2014, un homme 24 ans perd la maîtrise de son véhicule et heurte le muret de ciment du pont Benjamin-Morin à Repentigny.

Recommandation :

Que le Service de police de Longueuil :

- revoie avec ses agents les procédures entourant l'interception d'un véhicule conduit par un individu suspecté de conduite avec facultés affaiblies en mettant l'accent sur l'augmentation du risque associé à la combinaison de l'effet de plusieurs substances et sur les méthodes permettant de vérifier si la capacité de conduite d'une personne est affaiblie par la consommation de drogues. [1]

Organisation/personne visée :

Service de police de Longueuil

Suivi de la recommandation :

Ville de Longueuil

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-184569 169301

Événement :

En février 2015, une conductrice de 49 ans omet de faire son arrêt obligatoire à l'intersection du 10e Rang et de la route 275, à Saint-Odilon-de-Cranbourne et est heurtée de plein fouet par un camion semi-remorque. Les résultats des analyses toxicologiques ont révélé la présence de zopiclone.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- examinent les gestes professionnels posés par le médecin et le pharmacien relativement à la prescription de zopiclone, notamment afin de s'assurer si une condition particulière justifiait la prescription de zopiclone pendant une aussi longue période, de surcroît à une personne conduisant sur de longues distances; [1]
- diffusent à leurs membres de l'information relativement aux risques inhérents à la prise de zopiclone, notamment sur l'affaiblissement des facultés du lendemain en lien avec la posologie prescrite et relativement au suivi médical requis en cas d'une utilisation pendant plus de deux à trois semaines consécutives. [2]

Que le ministère des Transports du Québec :

- mette rapidement de mesures en place pour sécuriser l'intersection entre le 10e Rang et la route 275 à Saint-Odilon, notamment en installant un feu suspendu clignotant. [3]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-01-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-325839	168432
-----------------------	----------	--------

Évènement :

En novembre 2014, une passagère de 21 ans décède d'une fracture craniocervicale à la suite d'une collision entre deux véhicules sur la route 309 à Ferme-Neuve.

Recommendation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- effective des travaux pour la réfection de la chaussée vis-à-vis le 59, route 309 nord, à Ferme-Neuve. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-185234	171514
-----------------------	----------	--------

Évènement :

En juillet 2015, une automobiliste de 75 ans décède d'un trauma craniocérébral après avoir été heurtée par une camionnette après avoir omis de faire son arrêt obligatoire à l'intersection du chemin Lépine et de la bretelle d'accès de l'autoroute 50, à Gatineau.

Recommendation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe des panneaux d'arrêt obligatoire aux quatre coins de l'intersection du chemin Lépine avec les bretelles d'accès et de sortie de l'autoroute 50 en plus d'un feu clignotant rouge. Il serait également de mise d'en faire autant à toutes les intersections similaires. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Avis/Dossiers :	A-325498	171743
	A-325499	171744

Événement :

En août 2015, deux automobilistes décèdent d'un traumatisme craniocérébral après avoir heurté un original sur la route 175 sud, dans la Réserve faunique des Laurentides.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- développe sans tarder une stratégie adaptée à l'évolution de la dynamique territoriale (biologique et physique), afin d'identifier les secteurs où il existe un risque élevé de collision impliquant la grande faune le long de cette route; [1]
- mette en place des mesures d'atténuation des accidents routiers avec la grande faune à ces endroits; [2]
- adopte une vision globale et une approche proactive de suivi sur plusieurs années tenant compte de l'évolution de la dynamique territoriale afin de corriger les problématiques avant qu'elles ne prennent de l'ampleur et n'entraînent un risque élevé de collision impliquant la grande faune le long de cette route. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Motocyclettes

Avis/Dossier : A-324781 166171

Événement :

Pas de résumé

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- révisé la législation en matière de visibilité lors de remorquage et qu'il se questionne sur l'amélioration de la signalisation ou de la visibilité lorsque les conditions météorologiques sont mauvaises, plus particulièrement la nuit. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178489 167454

Événement :

Un motocycliste de 26 ans décède d'un polytraumatisme après avoir heurté une automobile lors d'un dépassement dans une courbe sur la route 363, à Lac-aux-Sables, en août 2014.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe un panneau de signal avancé de 70 km/h en direction nord de la route 363, selon les normes en vigueur; [1]
- procède au défrichage régulier de l'accotement du côté de la montée droite de la courbe. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-07-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Accidents de transport

Motocyclistes

Avis/Dossier : A-324805 167007

Événement :

En juillet 2014, un motocycliste de 38 ans est mortellement blessé lorsqu'il perd la maîtrise de son véhicule sur le Rang Saint-Étienne à Mirabel. L'alcool et la vitesse seraient en cause dans cet accident.

Recommendations :

Que la Ville de Mirabel :

- augmente les opérations policières de surveillance et les opérations radar sur le Rang Saint-Etienne et qu'elle s'interroge s'il ne serait pas plus opportun d'installer un ou des photos radar en permanence sur cette route. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- s'interroge à savoir si ses pouvoirs d'inspection ou de retrait de véhicule pour cause de non-sécurité ou de vieillissement répondent bien à son mandat de s'assurer que les véhicules qui circulent sur les routes du Québec sont sécuritaires en tout point. [2]

Organisations/personnes visées :

Ville de Mirabel

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de Mirabel

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Motoneiges

Avis/Dossier : A-324563 165455

Événement :

En mars 2014, un garçon de six ans décède d'un traumatisme thoracique à la suite d'une collision entre sa motoneige de type jouet et une autre motoneige régulière, à Lantier.

Recommendation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- se penche sur la possibilité de réglementer l'utilisation des motoneiges, VTT et motocross dits jouets puisque leur vente est actuellement permise, mais que la clientèle visée est de six ans et plus alors que le poids d'un conducteur de 16 ans (âge minimal pour conduire un VTT) ne peut être supporté par ce type de véhicule. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Véhicules tout-terrain

Avis/Dossier : A-179839 167169

Événement :

En août 2014, un garçon de 5 ans décède d'une asphyxie mécanique par compression du tronc à la suite d'une chute avec son véhicule tout-terrain à la Pourvoirie du lac Tessier, à Clova.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- fasse une campagne de sensibilisation visant les jeunes de moins de 18 ans aux dangers de conduire un véhicule tout-terrain et de les inciter à opter pour un comportement légal; également visant à rappeler à tous, mineurs et adultes, que les habiletés physiques et cognitives nécessaires à une conduite sécuritaire des véhicules hors route ne peuvent être acquises que par des personnes âgées de plus de 16 ans; [1]
- fasse également une campagne de sensibilisation visant les parents, pour leur rappeler les dangers d'acheter un véhicule tout-terrain jouet et de le laisser conduire par un enfant; [2]
- rappellent aux propriétaires de véhicules tout-terrain leurs responsabilités civiles devant leur permission donnée à un mineur de conduire un tel véhicule; [3]
- établisse une réglementation facile à faire respecter, afin de restreindre l'usage des véhicules tout-terrain jouets à moteur destinés aux mineurs et de fixer l'âge minimal à partir duquel il est légal de conduire un tel véhicule. [4]

Que le Directeur des poursuites criminelles et pénales :

- fasse chaque année l'étude de tous les cas de personnes mineures décédées en conduisant un véhicule tout-terrain afin de déterminer la responsabilité des personnes ayant autoriser des mineurs à utiliser ce type de véhicule et qu'il prenne alors les actions jugées nécessaires. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Directeur des poursuites criminelles et pénales

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-02-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-02-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bicyclettes

Avis/Dossier : A-325166 167023

Événement :

Une adolescente est heurtée par une automobile à l'intersection de la route 116 et du boulevard de Boucherville, en juillet 2014, à Saint-Bruno-de-Montarville.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec, conjointement avec la Municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville :

- revoie la configuration de l'intersection de la route 116 avec le boulevard de Boucherville et envisage la construction d'une structure permettant d'éviter les conflits entre les usagers de la route les plus vulnérables et les véhicules à moteur; [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- continue de faire la promotion du casque pour les cyclistes; [2]

Que la Municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville :

- rende obligatoire le port du casque pour les cyclistes de moins de 18 ans circulant à bicyclette sur la voie publique dans la municipalité. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-05-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-326548 168528

Événement :

En novembre 2014, un cycliste de 43 ans est heurté par un véhicule lourd qui effectuait un virage à droite à l'intersection des rues Wellington et Nazareth, à Montréal.

Recommandations :

Que Vélo Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- continuent la sensibilisation des cyclistes aux dangers de se placer dans l'angle mort d'un gros véhicule. [1]

Que Transports Canada :

- envisage de rendre obligatoire l'installation de jupes latérales de sécurité sous les camions lourds et les remorques. [2]

Que la Ville de Montréal :

- installe des SAS vélo aux intersections les plus fréquentées par les cyclistes et les camions. [3]

Organisations/personnes visées :

Vélo Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada
Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Vélo Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres décès accidentels

Accidents avec machine

Avis/Dossier : A-322614 163980

Événement :
Un travailleur de 54 ans décède d'un traumatisme thoracique consécutif à un écrasement par le godet d'une chargeuse sous le pont Charles-De Gaulle, à Terrebonne.

Recommandations :

Que le Centre de services de Repentigny du ministère des Transports du Québec :

- élabore un mécanisme d'identification des risques relatifs aux différentes manœuvres inhérentes à l'utilisation de toute machinerie lourde plus spécifiquement concernant la méthodologie d'arrimage de ces appareils, et en assure la transmission adéquate aux travailleurs; [1]
- se dote d'une stratégie de surveillance en continu de la concordance entre les directives théoriques fournies aux travailleurs et leur application pratique, et ce, de façon à éviter une dérive des pratiques. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-07-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Asphyxies

Avis/Dossier : A-318721 159899

Événement :
Une femme paraplégique de 70 ans décède d'une compression thoracique après être restée coincée entre son matelas et les ridelles du lit au Centre d'hébergement de soins de longue durée Biermans, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- s'assure que l'utilisation des ridelles à titre de contentions fasse l'objet d'une évaluation multidisciplinaire et individualisée pour chaque usager dans

laquelle leur utilisation soit comparée aux autres méthodes disponibles et que cette évaluation soit documentée au dossier de l'usager; [1]

- s'assure que le personnel est familier avec l'installation du TABS. [2]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-05-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-05-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-180958	164502
-----------------------	----------	--------

Événement :

En décembre 2013, un bébé décède d'une asphyxie périnatale sévère à la Maison des naissances de l'Outaouais.

Recommandation :

Que la Maison des naissances de l'Outaouais :

- révise ce dossier et s'assure du maintien des compétences dans la prestation de soins de réanimation néonatale, notamment en ce qui concerne l'intubation endotrachéale. [1]

Organisation/personne visée :

Maison des naissances de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Maison des naissances de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328915 172756

Événement :

En septembre 2015, un homme de 62 ans ayant des problèmes de déglutition s'étouffe avec de la nourriture au Centre d'hébergement des Seigneurs, à Montréal.

Recommandations :

Que la direction générale du Centre d'hébergement des Seigneurs :

- revoie les soins cliniques médicaux offerts à ce patient (évaluation de la sténose oesophagienne).[1]

Que le comité de gestion des risques du Centre d'hébergement des Seigneurs :

- évalue la supervision clinique donnée au patient lors du repas du 8 septembre 2015. [2]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement des Seigneurs

Suivi des recommandations :

Centre d'hébergement des Seigneurs

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-185120 169376

Événement :

En février 2015, un homme de 66 ans s'étouffe avec de la nourriture dans le stationnement d'un restaurant à Nicolet. Les masques de poche des ambulanciers se sont brisés lors des tentatives de réanimation.

Recommandations :

Que la Direction des services préhospitaliers d'urgence du ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne les mesures pour être régulièrement informée des bris survenant à l'usage du matériel mis à la disposition des intervenants en service d'urgence; [1]
- établisse auprès des fournisseurs du matériel et des équipements mis à la disposition des intervenants en services d'urgence, les critères de qualité pouvant garantir la fiabilité du matériel et des équipements, fiabilité à laquelle tant les usagers que le public sont, à juste titre, en droit de s'attendre. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-01-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324833 167604

Événement :

En août 2014, un homme âgé de 86 ans décès d'une asphyxie par obstruction alimentaire à la Résidence Riviera, à Laval.

Recommandations :

Que la Résidence Riviera Inc. :

- prenne les mesures nécessaires de formation ou de rétroaction afin que son personnel ait une ligne d'intervention efficace et soit en contrôle notamment avoir l'information disponible et savoir quoi faire avec assurance lors d'évènement tel un étouffement alimentaire dont l'issue pourrait être fatale pour un bénéficiaire; [1]
- s'assure que les préposés aux bénéficiaires connaissent la technique de Heimlich et qu'ils l'appliquent immédiatement lors d'étouffement alimentaire. [2]

Organisation/personne visée :

Résidence Riviera Inc.

Suivi des recommandations :

Résidence Riviera Inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327080 169675

Événement :

Un février 2015, un enfant de 2 ans décède par asphyxie par compression des structures du cou dans son lit d'enfant dans une famille d'accueil, à Laval.

Recommandation :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal :

- émette une directive claire et non équivoque aux ressources de type familial sous sa juridiction, qu'aucune modification aux installations, aux mobiliers et à l'environnement de la ressource relatif à la santé et à la sécurité d'un enfant hébergé en placement ne puisse être faite sans être autorisée au préalable par un ergonome ou une personne qualifiée de son service des ressources ou désignée par ce service. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chaleur ou froid excessif

Avis/Dossier : A-326525 168284

Événement :

En novembre 2014, un homme de 69 ans décède d'hypothermie après avoir fait une fugue du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke alors qu'il était hospitalisé en psychiatrie.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- procède à la révision de ce dossier et mette en place les mesures appropriées pour éviter la fugue de patients vulnérables. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chutes

Avis/Dossier : A-319596 163440

Événement :

Une résidente du Centre de Santé Courville de Laval décède d'un traumatisme crânio-cérébral après avoir fait une chute, en octobre 2013.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'interroge sur l'opportunité de réviser le formulaire de non-réanimation et de niveau des soins afin qu'il soit le moins possible susceptible d'interprétation et d'avoir un seul formulaire pour tous les établissements de santé au Québec. [1]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- révise les actes posés, les décisions prises et les omissions de ses membres dans la présente affaire en fonction des normes reconnues par la profession et prenne les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la conduite de son membre dans ce dossier, plus particulièrement si la consultation à distance et sa présence au chevet le surlendemain répondent aux normes reconnues par la profession et le cas échéant, prenne les mesures nécessaires. [3]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval :

- privilégie un transport vers un centre hospitalier pour les niveaux de soins 2; [4]
- établisse une politique de constat de décès afin qu'il soit fait dans un délai raisonnable. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Collège des médecins du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-05-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-05-14, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-326497	167945
-----------------------	----------	--------

Événement :

Le 27 septembre 2014, un résident du Pavillon LaSalle dont la contention n'était pas bien ajustée chute de son fauteuil roulant et décède quelques jours plus tard.

Recommandation :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- prenne les mesures pour que des fauteuils roulants adaptés soient mis à la disposition des résidents de l'unité d'hébergement du Centre hospitalier de LaSalle dès qu'il est établi que les usagers doivent les utiliser plus que ponctuellement. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327681 170222

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'un traumatisme crânio-cervical à la suite d'une chute d'une civière à l'urgence de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur, en avril 2015.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- demande à la direction des services infirmiers de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur de revoir cet accident et d'apporter les correctifs nécessaires. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-05-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325414 167842

Événement :

Un homme de 42 ans décède d'un traumatisme craniocérébral à l'Hôpital Pierre-Boucher quelques jours après avoir chuté dans l'escalier de son domicile alors qu'il était intoxiqué par l'alcool.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est :

- évalue la pertinence de créer et d'utiliser une feuille d'évaluation neurologique qui inclut les critères du score de Glasgow pour l'évaluation de l'état de conscience des patients ayant subi un traumatisme crânien, et sensibilise le personnel à l'utilisation de cet outil. [1]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est et le Collège des médecins du Québec :

- révisent les soins qui ont été prodigués à ce patient à l'Hôpital Pierre-Boucher le 16 juillet 2012. [2]

Que le propriétaire de l'immeuble, monsieur Marc Leclerc :

- s'assure que la configuration de l'escalier menant à l'appartement soit sécuritaire et conforme aux règlements en vigueur. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est
Collège des médecins du Québec
Marc Leclerc

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-15, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Marc Leclerc

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328852 170637

Événement :

Un homme de 83 ans décède de complications pulmonaires après s'être fracturé la colonne cervicale lors d'une chute pendant son hospitalisation au centre hospitalier Pierre-Le Gardeur.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- s'assure du suivi de ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327653 170060

Événement :

En mars 2015, un homme de 74 ans décède d'un traumatisme crânien à la suite d'une chute pendant son hospitalisation à l'Hôpital général de Montréal.

Recommandation :

Que la direction des soins infirmiers de Centre universitaire de santé McGill :

- s'assure que l'analyse de l'accident soit faite adéquatement et que les mesures nécessaires soient prises pour prévenir un tel accident. [1]

Organisation/personne visée :

Centre universitaire de santé McGill

Suivi de la recommandation :

Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328854 170631

Événement :

En mai 2015, un homme de 93 ans décède d'un traumatisme thoracique après avoir fait une chute de sa hauteur quelques jours auparavant à l'Institut Canadien-Polonais du Bien-Être, à Montréal.

Recommandation :

Que l'Institut Canadien-Polonais du Bien-Être :

- s'assure que les veilleuses sont fonctionnelles la nuit et que les marchettes sont facilement accessibles aux résidents. [1]

Organisation/personne visée :

Institut Canadien-Polonais du Bien-Être

Suivi de la recommandation :

Institut Canadien-Polonais du Bien-Être

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-185753 170261

Événement :

En avril 2015, un homme de 82 ans décède des suites de complications secondaires à une chute survenue à la résidence pour aînés Notre-Dame de la Victoire, à Longueuil.

Recommandation :

Que la Résidence Notre-Dame de la Victoire :

- mette en place une procédure de communication avec le responsable du programme SAPA (soutien aux personnes en perte d'autonomie) du CISSS (Centre intégré de santé et de services sociaux) de la Montérégie-Centre concernant le Registre des incidents ou accidents qu'elle doit tenir en vertu de la législation applicable, dans le but de déterminer si une évaluation du risque de chute de ses résidents s'avère nécessaire et, le cas échéant, d'établir des plans d'intervention individualisés spécifiques de prévention des chutes. [1]

Organisation/personne visée :

Résidence Notre-Dame de la Victoire

Suivi de la recommandation :

Résidence Notre-Dame de la Victoire

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328860 171077

Événement :

En mai 2015, un homme de 87 ans décède d'un traumatisme crânien sévère à la suite d'une chute au centre hospitalier de Hull.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie les circonstances de la chute de cet homme le 17 mai 2015. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322974 166112

Événement :

En avril 2014, un homme de 80 ans décède d'une aspiration bronchique quelques jours après avoir chuté avec son déambulateur à la Résidence La Pietà, à Gatineau.

Recommandation :

Que la direction générale et le comité de gestion des risques du Centre hébergement et de soins de longue durée La Pietà :

- s'assurent que les formulaires AH-223 soient remplis et surtout les sections 8 à 12 qui assurent un certain contrôle de qualité. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hébergement et de soins de longue durée La Pietà

Suivi de la recommandation :

Centre hébergement et de soins de longue durée La Pietà

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328873 171292

Événement :

En juin 2015, un homme de 91 ans décède d'un polytraumatisme crânien quelques jours après avoir chuté à la résidence Domaine des Trembles, à Gatineau.

Recommandation :

Que le Groupe Chartwell-Québec :

- s'assure que les clients de la résidence Domaine des Trembles soient régulièrement informés sur les chutes et les avantages à utiliser un détecteur de chute. [1]

Organisation/personne visée :

Groupe Chartwell-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Regroupement québécois des résidences pour aînés

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Groupe Chartwell-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier :	A-326807	169643
----------------	----------	--------

Événement :

En février 2015, un enfant de trois ans décède d'un hématome épidural après avoir fait une chute à l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- alloue les ressources nécessaires au Centre mère-enfant Soleil du Centre hospitalier de l'Université Laval pour que ce dernier puisse offrir rapidement des services de neurochirurgie pédiatrique à sa clientèle et dans ses installations. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-185760	170664
----------------	----------	--------

Événement :

En mai 2015, une femme de 71 ans décède des suites d'une chute d'une civière survenue à l'urgence de l'Hôpital Charles-Le Moyne.

Recommandations :

Que l'Hôpital Charles-Le Moyne :

- révise ses mesures de sécurité et de surveillance des patients alités sur une civière dans le département d'urgence de l'hôpital pour sa clientèle susceptible de faire des chutes. [1]

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Charles-Le Moyne :

- revoie le dossier médical de cette patiente dans le but d'améliorer la prise de notes relative au cheminement clinique d'un patient à l'urgence lors d'un événement accidentel qui pourrait survenir dans ce département. [2]

Organisation/personne visée :

Hôpital Charles-Le Moyne

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-321453	163731
----------------	----------	--------

Événement :

En octobre 2013, une femme de 91 ans décède d'une hémorragie cérébrale à la suite d'une chute à son domicile, à Laval. Elle avait reçu son congé de l'hôpital sans que les résultats du scan cérébral ne soient connus du médecin.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- s'assure que des résultats radiologiques anormaux avec potentiels de complications majeures sont transmis au médecin ayant la responsabilité du patient ainsi que l'information clinique pertinente d'un patient à la salle d'urgence lors des changements de garde. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de la Cité-de-la-Santé

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327305 169090

Événement :

En janvier 2015, une femme de 82 ans demeurant seule décède d'un choc septique et de pneumonie dans un contexte de chute et d'hypothermie, à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme.

Recommandation :

Que la direction du programme Soutien à l'autonomie des personnes âgées du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- diffuse de l'information aux usagers concernant l'existence de systèmes d'alerte médicale, de surveillance et de détection des chutes. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-329511 174027

Événement :

En mai 2015, une femme de 66 ans décède des complications d'un hématome sous-dural à la suite d'une chute à domicile, à Granby.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- révise la qualité de la prise en charge et des soins dispensés à la patiente en mai 2015, à l'hôpital de Granby. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Incendies

Avis/Dossier : A-180734 170717

Événement :

En mai 2015, une Drummondvilloise de 47 ans décède des suites d'un incendie survenu à son domicile.

Recommandation :

Que la Direction médicale des services préhospitaliers d'urgence du ministère de la Santé et des Services sociaux et la Direction des services professionnels du Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- prennent connaissance de ce rapport et apportent les correctifs appropriés, le cas échéant. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-326818	170050
	A-326819	170051
	A-326820	170052
	A-326821	170053
	A-326822	170054

Événement :

En avril 2015, cinq personnes décèdent par asphyxie à l'oxyde de carbone lors de l'incendie d'un camp de chasse au Lac Bussy, à la Baie-James.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- ajoute des informations sur son site Internet concernant l'importance d'équiper les camps de chasse et les chalets d'un détecteur de fumée et d'oxyde de carbone. [1]

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Intoxications

Avis/Dossier : A-322487 163500

Événement :

En septembre 2013, un homme de 27 ans décède accidentellement à son domicile d'une surdose de méthadone lors d'un traitement pour une dépendance aux opiacés.

Recommendations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- informe les prescripteurs de méthadone de la clinique Herzl afin qu'ils insistent particulièrement auprès de tout nouvel utilisateur sur ses dangers en début de thérapie. [1]

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- révisé l'acte pharmaceutique dans la dernière semaine de vie de l'homme et qu'il fasse, le cas échéant, des recommandations aux pharmaciens concernés dans le but de rendre plus sécuritaire la dispensation de la méthadone dans cette pharmacie; [2]
- sensibilise l'ensemble de ses membres pharmaciens communautaires à l'importance d'effectuer un suivi serré du client au cours des deux premières semaines d'un traitement à la méthadone ou lors d'une augmentation de la dose; [3]
- accorde une attention spéciale au counseling pharmaceutique et à la tenue de dossier entourant la dispensation de la méthadone lors des inspections de pharmacies communautaires au cours des 24 prochains mois. [4]

Que la pharmacie concernée :

- s'assurer que les effets secondaires et les risques associés à la méthadone sont discutés quotidiennement avec les patients qui débutent un tel traitement pendant les deux premières semaines et, par la suite, lors de l'augmentation de la dose, suivant ainsi les recommandations proposées dans le document « Utilisation de la méthadone dans le traitement de la toxicomanie aux opiacés ».[5]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Pharmacie Rania Mouchahoir et Martin Chao

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327413 169016

Événement :

En janvier 2015, un homme de 54 ans décède après avoir reçu une dose de clozapine qui ne lui était pas destinée au Centre La Traversée, à Montréal.

Recommandations :

Que Le Centre La Traversée :

- s'assure d'une meilleure gestion de la distribution des médicaments; [1]
- contacte le Centre antipoison du Québec lors d'une administration accidentelle d'un médicament afin de valider la conduite à tenir. [2]

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- s'assure que la distribution des médicaments se fait de façon sécuritaire dans l'ensemble des ressources avec lesquelles le CIUSSS a des contrats. [3]

Que le syndic de l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport. [4]

Organisations/personnes visées :

Le Centre La Traversée
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
Syndic de l'Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Le Centre La Traversée

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Syndic de l'Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-326797 169476

Événement :

En février 2015, un détenu de 30 ans décède d'une intoxication médicamenteuse à l'Établissement de détention de Québec.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- rappelle aux agents correctionnels les bonnes pratiques en matière de décompte nominatif des détenus chaque matin et dans chaque cellule afin de s'assurer que ces derniers sont vivants et sans problème de santé particulier. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-327264 169968

Événement :

En mars 2015, un détenu de 32 ans incarcéré à l'Établissement de détention de Montréal décède d'une intoxication à l'acétylfentanyl.

Recommandation :

Que les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique :

- prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer les substances illicites des établissements de détention du Québec. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique
Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-327263 169967

Événement :

En mars 2015, un détenu de 44 ans incarcéré à l'Établissement de détention de Montréal décède d'une intoxication à un opiacé.

Recommandations :

Que les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique :

- prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer les substances illicites des établissements de détention du Québec; [1]
- s'assurent que toutes les personnes appelées à entrer en contact avec des personnes incarcérées dans un établissement de détention du Québec connaissent les manœuvres de réanimation. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-327635 169712

Événement :

En mars 2015, une femme de 40 ans est trouvée en hyperventilation dans une salle de toilettes de l'Hôpital de Verdun avec des contenants d'eau et de savon à proximité. Elle avait consulté à plusieurs reprises, mais elle refusait les soins psychiatriques.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier de Verdun :

- revoie le dossier médical de la patiente et, dans un exercice de contrôle de qualité, améliore le suivi de ce type de patient difficile si c'est jugé à propos après analyse. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île de Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327695 170417

Événement :

En mai 2015, un homme de 40 ans décède d'une intoxication à la morphine deux semaines après avoir consulté à l'urgence de l'Hôpital Santa Cabrini pour une lombalgie aiguë. Un lymphome n'aurait pas été diagnostiqué.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels de l'Hôpital Santa Cabrini :

- revoie l'évaluation du 19 avril 2015 faite aux urgences. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Santa Cabrini

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-200400 173769

Événement :

En août 2014, un homme de 89 ans décède d'une obstruction respiratoire secondaire à une intoxication médicamenteuse lors d'une erreur de prescription, à Drummondville.

Recommandation :

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- poursuive ses actions de sensibilisation touchant les bonnes pratiques en pharmacie communautaire pour la préparation des piluliers, notamment pour des médicaments nécessitant un suivi particulier telle la méthotrexate. [1]

Organisation/personne visée :

Ordre des pharmaciens du Québec

Ordre des pharmaciens du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Événement :

En juillet 2015, un homme âgé de 41 ans décède par noyade au Lac Simon, à Duhamel.

Que la Société des établissements de plein air du Québec :

- s'assure que tous les outils nécessaires pour sécuriser la plage sont fonctionnels et installés à partir du moment où la plage (surveillée ou non) est accessible au public; [1]
- installe des affiches avisant de la dénivellation importante dans la zone non surveillée pour s'assurer que le public comprenne bien le danger associé au changement rapide de profondeur du lac; [2]
- utilise des bouées et des cordes de couleurs différentes dans la zone non surveillée de celles utilisées dans la zone surveillée; [3]
- s'assure auprès de sa clientèle (dans la mesure du possible) du port obligatoire des gilets de flottaison pour tout enfant en bas âge (accompagné ou non); [4] s'assure que tous les centres touristiques pour lesquels les recommandations précitées pourraient s'appliquer apportent les correctifs, le cas échéant. [5]

Société des établissements de plein air du Québec

Société des établissements de plein air du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Autres décès accidentels

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Avis/Dossier : A-185230 171384

Événement :

En juin 2015, un homme de 51 ans décède à l'Hôpital général de Montréal d'un hémothorax massif à la suite de l'insertion d'un drain thoracique à l'Hôpital de LaSalle.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de LaSalle :

- révise ses protocoles de transfert interhospitalier afin d'éviter des erreurs de destination entraînant des retards inacceptables.[1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de LaSalle

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327320 169335

Événement :

En février 2015, une femme âgée de 77 ans décède, dans l'ambulance à Lavaltrie, d'une tamponnade cardiaque consécutive à une complication d'une angioplastie réalisée quelques heures plus tôt au Centre hospitalier Hotel-Dieu de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- améliore l'échange d'information lors des transferts de patients interétablissements en transmettant une note du médecin référant résumant tous les antécédents du patient. [1]

Que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal et le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- établissent ou révisent leur politique de transport pour les patients éloignés ou à risques afin qu'une ambulance effectue tous les transports des patients (à l'allée et au retour, une fois le congé obtenu). [2]

Que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- accroisse le temps d'observation (d'une heure à 24 heures) des patients éloignés ou jugés à risques de complications après une intervention cardiaque. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière
Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-331813	172894
-----------------------	----------	--------

Événement :

En octobre 2015, une femme de 69 ans décède des complications d'une acidose métabolique au Centre hospitalier Anna-Laberge, à Châteauguay.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- révise ses procédures de transfert interhospitalier et notamment s'assure qu'un médecin ait bien approuvé le transfert avant d'accepter le départ du patient vers un autre établissement et s'assure que la continuité des soins soit assurée lors de ce transfert; [1]
- détermine s'il n'avait été pertinent et possible qu'au moins une infirmière accompagne la patiente jusqu'à l'Hôpital Anna-Laberte tant pour assurer sa surveillance et la continuité des soins que pour permettre d'informer adéquatement le personnel de l'établissement receveur. [2]

Que la direction des soins infirmiers et le Comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Anna-Laberge du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Quest :

- révisent la qualité de la prise en charge et des soins dispensés à cette patiente le 13 octobre 2015, mais aussi détermine si son dossier a été adéquatement documenté. [3]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québecet le Collège des médecins du Québec :

- déterminent si les gestes posés par leurs membres sont conformes aux exigences de leur profession. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Quest
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Quest

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325437 168158

Événement :

En octobre 2014, une femme de 17 ans décède d'une arythmie ventriculaire maligne survenue lors d'une hospitalisation au Centre hospitalier de l'Université Laval (CHUL), alors qu'est était sous monitoring cardiaque.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examinent la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié la patiente lors de sont hospitalisation au Centre hospitalier de l'Université Laval (CHUL), en particulier les 14 et 15 octobre 2014 en lien avec la surveillance et la gestion des arythmies cardiaques, et le déroulement du code d'urgence. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- considère les mesures implantées par le CHUL à la suite de ce décès, et avec l'aide des associations concernées de diffuser des mesures sécuritaires à mettre en place dans les milieux pédiatriques, au besoin, portant notamment sur l'organisation des services entourant la surveillance du monitoring cardiaque et des télémétries. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324701 166939

Événement :

Une femme de 52 ans décède d'une anoxie cérébrale pendant son transport en ambulance vers le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, en juin 2014.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- évalue la possibilité et la pertinence de définir ou de rappeler les rôles et responsabilités de chacun concernant l'évaluation et l'interprétation cliniques et l'usage du matériel médical lorsque d'autres professionnels accompagnent les techniciens ambulanciers paramédics dans une ambulance, et d'en informer les techniciens ambulanciers paramédics; [1]
 - évalue la possibilité et la pertinence d'effectuer périodiquement des mises en situation d'interventions ambulancières faisant aussi intervenir des médecins, des infirmières et des inhalothérapeutes afin de consolider les rôles et compétences de chacun dans de telles situations; [2]
 - rappelle à l'ensemble des techniciens ambulanciers paramédics la pertinence de placer le moniteur cardiaque de façon à ce que l'écran soit visible par tous les intervenants présents dans le véhicule. [3]
- Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :
- s'assure que les infirmières qui sont amenées à faire des transferts en ambulance sont informées du fonctionnement du moniteur défibrillateur semi-automatique. [4]
 - évalue la qualité des communications entre les ambulances de l'Estrie et les hôpitaux et apporte les correctifs nécessaires au besoin. La mise en place de communications numériques bidirectionnelles serait souhaitable. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-07-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-07-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-184318 166103

Événement :

En mai 2014, un homme de 61 ans décède d'une péritonite aiguë associée à des complications postopératoires, quelques heures après avoir reçu son congé de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, à Victoriaville.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- apprécie la justesse professionnelle de la décision prise de décréter le congé de cet homme le 12 mai 2014 de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska le 12 mai 2014, à la lumière des observations et examens apparaissant à son dossier hospitalier depuis l'intervention jusqu'à son congé; [1]
- porte à l'attention de l'administration de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska toute recommandation en vue d'améliorer la qualité des services professionnels dispensés, le cas échéant. [2]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-328879	171462
----------------	----------	--------

Événement :

En juillet 2015, un homme de 66 ans décède d'un oedème pulmonaire aigu à la suite des effets indésirables d'une anti-coagulothérapie au coumadin à l'Hôpital Sacré-Cœur, à Montréal.

Recommandation :

Que la Clinique d'anticoagulation de l'Institut de cardiologie de Montréal :

- revoie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Institut de Cardiologie de Montréal

Suivi de la recommandation :

Institut de Cardiologie de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321758 167033

Événement :

Un homme de 74 ans décède des complications survenues à la suite de la perforation de son intestin grêle lors ou à la suite de l'installation d'un drain médiastinal, à l'Institut de Cardiologie de Montréal.

Recommandations :

Que l'Institut de Cardiologie de Montréal :

- procède, si ce n'est pas déjà fait, à l'étude de ce dossier au sein de son comité morbidité/mortalité ainsi qu'au comité d'évaluation de l'acte médical. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- diffuse ce rapport aux centres hospitaliers des Centres intégrés de santé et de services sociaux pour des fins de formation continue. [2]

Organisations/personnes visées :

Institut de Cardiologie de Montréal
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Institut de Cardiologie de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Autres décès accidentels

Avis/Dossier : A-327688 170380

Événement :

À la Villa Ukrainienne, en avril 2015, un homme de 93 ans décède d'une pneumonie et de septicémie consécutivement à des brûlures au 3^e degré au dos à la suite d'une exposition prolongée sur un radiateur de la salle de bain après avoir chuté.

Recommandation :

Que la Villa Ukrainienne Inc. :

- revoie les circonstances de cet accident en utilisant le formulaire approprié et d'apporter les corrections nécessaires, si cela devient le cas. [1]

Organisation/personne visée :

Villa Ukrainienne Inc.

Suivi de la recommandation :

Villa Ukrainienne Inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180433 160945

Événement :

En mars 2013, un homme de 31 ans décède d'une hémorragie interne massive après que le chargement d'un camion remorque lui ait tombé dessus.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- rappelle périodiquement aux entreprises de ce type de transport lourd et aux entreprises propriétaires de grues pour de tels types de travaux l'importance de s'assurer que les normes et consignes de sécurité sont bien connues et assimilées par leurs travailleurs; [1]
- s'assure également de la présence physique sur les lieux, avant toute opération de ce type, d'un responsable de chantier qui, de par sa fonction, doit s'assurer que « des précautions suffisantes ont été prises pour garantir la sécurité du public, des biens et de tous les travailleurs ». [2]

Que les responsables des soins préhospitaliers d'urgence du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- revoient et révisent le cas échéant le protocole de directives aux services ambulanciers pour évaluer la pertinence, dans le cas de traumatismes majeurs, d'un premier transport au centre hospitalier de proximité. [3]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-10-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-08-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325136 166528

Événement :

En juin 2014, un homme de 18 ans ayant des antécédents d'asthme et d'allergies décède d'un choc anaphylactique à l'Hôpital général de Montréal. Il n'avait pas renouvelé sa prescription d'Epipen.

Recommandations :

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- incite ses membres à rappeler à chaque patient à qui ils remettent un Epipen ou un produit analogue que le port de celui-ci ne doit pas s'arrêter à moins d'avoir le feu vert d'un allergologue et après des épreuves cutanées appropriées. [1]

Que l'Association des allergologues et immunologues du Québec, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et l'Association des pédiatres du Québec :

- rappellent à leurs membres que pour un patient s'étant vu prescrire un Epipen ou un produit analogue, le port de celui-ci ne doit pas s'arrêter à moins d'avoir obtenu le feu vert d'un allergologue et après des épreuves cutanées appropriées.[2]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- confie à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESS) la rédaction d'une ordonnance collective concernant l'Epipen et ses produits analogues. [3]

Organisations/personnes visées :

Ordre des pharmaciens du Québec
Association des allergologues et immunologues du Québec
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Association des pédiatres du Québec
Ministre de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Association des allergologues et immunologues du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Association des pédiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-11-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328360 171983

Événement :

En juillet 2015, un enfant de quatre ans est mortellement heurté à la tête par un arbre à son domicile, à l'Ange-Gardien. L'enfant est transporté au Centre hospitalier Papineau où, devant la gravité des blessures, on demande son transfert au Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario.

Recommandations :

Que les autorités du Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario :

- revoient les délais d'acceptation du transfert par l'établissement. [1]
- Que la direction des services professionnels du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :
- soit informée des difficultés rencontrées par les médecins de l'urgence du Centre hospitalier Papineau lors du transfert vers l'Ontario et tente d'aplanir ces difficultés. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-326494 167851

Un patient du Pavillon Albert-Prévost connu pour une maladie schizo-affective est autorisé à sortir pour de courtes périodes. Le 30 septembre 2014, il quitte l'établissement et se dirige vers la rivière des Prairies dans laquelle il se noie volontairement.

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- demande à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal de revoir les procédures visant la sécurité des patients lors des sorties autorisées dans le cadre d'un régime progressif au Pavillon Albert-Prévost. [1]

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-327497	169923
-----------------------	----------	--------

Un homme de 89 ans saute volontairement du 12^e étage de la Résidence Élogia, à Montréal.

Que la Résidence Élogia :

- évalue la possibilité et la pertinence de fixer au sol le mobilier de la terrasse, à une distance suffisamment grande, pour qu'il ne soit pas possible d'utiliser ce mobilier pour enjamber la clôture; [1]
- évalue la possibilité et la pertinence d'installer des caméras de surveillance dans la bibliothèque et sur la terrasse. [2]

Organisation/personne visée :

Résidence Élogia

Suivi des recommandations :

Résidence Élogia

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-05-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-05-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327611 169198

Événement :

Un homme de 20 ans décède par asphyxie par pendaison à son domicile de l'Île Perrot, en janvier 2015.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- revoie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-14, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324900 165988

Événement :

En mai 2014, un homme de 52 ans quadriplégique décède par noyade après avoir chuté volontairement avec son fauteuil roulant motorisé dans la décharge du lac Bouffard, à Lac-Étchemin.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- réévalue ses pratiques à l'égard de sa clientèle en centre hospitalier de soins longue durée qui présente un risque suicidaire. Il devra préciser clairement la conduite adéquate en pareille situation, notamment en établissant un guide de bonnes pratiques pour la garde préventive. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324558 165291

Événement :

Un adolescent de 15 ans décède d'asphyxie par compression des structures du cou par un lien de pendaison dans un centre jeunesse des Laurentides, en mars 2014.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- s'assure que la réflexion écrite lors d'un retour de fugue est lue par les éducateurs(trices) le plus rapidement possible après la remise de la réflexion afin de mieux personnaliser les interventions; [1]
- favorise l'actualisation du protocole suicidaire par une intervention directe auprès des jeunes et des intervenants lors de la verbalisation d'idées suicidaires, et par une mise à jour des connaissances du protocole suicidaire et des signes précurseurs d'intention suicidaire; [2]
- revoie les mécanismes d'accès aux services pour s'assurer qu'ils favorisent une analyse objective des besoins du jeune concernant son lieu d'hébergement; [3]
- interpelle le Centre de réadaptation en développement intellectuel et en troubles envahissants du développement (DI-TED) pour obtenir le soutien nécessaire à une intervention adaptée aux besoins de l'adolescent. [4]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-06-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-06-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-318972	162938
-----------------------	----------	--------

Événement :

En août 2013, un jeune homme de 17 ans décède d'une intoxication volontaire à l'insuline à son domicile, à Trois-Pistoles.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- invite la Table responsable de la révision du « Protocole d'intervention en situation de problématique suicidaire », destiné aux centres jeunesse, à finaliser leurs travaux dans les meilleurs délais. [1]

Que la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- forme le plus rapidement possible tous ses intervenants de premier niveau oeuvrant dans les centres jeunesse dès la disponibilité de la formation adaptée pour eux et basée sur « Intervenir auprès de la personne suicidaire selon les bonnes pratiques », la formation antérieure à 2011 n'étant plus du tout à jour; [2]
- débute les travaux pour que soit élaboré un protocole de prise en charge conjointe, par les centres jeunesse et les services de première et deuxième ligne en santé mentale, des anciens centres de santé et de services sociaux de la région du Bas-Saint-Laurent pour la clientèle des centres jeunesse aux prises avec des problématiques suicidaires; [3]
- s'assure que tous les intervenants clés de tous les établissements de la région ont reçu cette formation depuis 2011, et ceci dans les meilleurs délais; [4]
- prenne les mesures nécessaires afin qu'une meilleure formation soit offerte aux médecins de sa région, tant aux médecins de famille qu'à certains spécialistes (pédiatres, psychiatres et internistes entre autres,) et fasse preuve d'innovation dans ses mesures pour les inciter fortement à y participer. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323689 166459

Événement :

En juin 2014, un homme de 58 ans décède d'un polytraumatisme après avoir sauté volontairement du pont de la rivière Rimouski sur l'autoroute 20.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe une barrière anti-suicide sur chaque côté du pont de l'autoroute 20 qui enjambe la rivière Rimouski, et ceci sur toute sa longueur; [1]
- voie à l'installation, le plus rapidement possible et en attendant que les travaux de la barrière anti-suicide soient concrétisés, de messages succincts, mais percutants conçus par l'Association québécoise de prévention du suicide afin de provoquer l'ambivalence chez les suicidaires présents sur le pont; [2]
- conçoive la structure des nouveaux ponts à construire avec une préoccupation que les personnes en détresse ne puissent pas s'en servir pour se suicider. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-11-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-07-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-07-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325322 167290

Événement :

Un jeune homme de 16 ans se suicide par pendaison au Centre de réadaptation Campus Huberdeau.

Recommandations :

Que le Centre jeunesse des Laurentides :

- favorise l'actualisation du protocole suicidaire par une intervention directe avec les jeunes et les intervenants lors de la verbalisation d'idées suicidaires et par une mise à jour des connaissances du protocole suicidaire et des signes précurseurs d'intention suicidaire; [1]
- rappelle aux éducateurs de maintenir une vigilance accrue à l'égard du risque suicidaire y compris dans un contexte d'encadrement intensif et/ou dans des unités dites sécuritaires; [2]
- prévoit un processus d'accompagnement des jeunes à la suite de toute situation ou de tout moment critique en évitant l'isolement et en assurant une intervention immédiate et directe auprès des jeunes; [3]
- évalue la possibilité d'héberger les jeunes en encadrement intensif dans une unité appropriée à leurs besoins en évitant une intégration avec une population régie par la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. [4]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- évalue les besoins de la clientèle jeunesse sur le territoire pour des soins spécialisés et prene les mesures afin de les combler; [5]
- prene les mesures afin de combler le déficit de lit d'hospitalisation en pédopsychiatrie sur le territoire des Laurentides. De plus, par la création de la nouvelle structure du centre intégré des services de santé et des services sociaux, que soient mieux coordonnées les actions et les orientations cliniques entre les services jeunesse et la santé mentale et que soient établis les protocoles qui s'imposent à cet égard; [6]
- prene les mesures nécessaires afin de réduire les délais d'attente pour la population jeunesse en santé mentale. [7]

Organisations/personnes visées :

Centre jeunesse des Laurentides
Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre jeunesse des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-09-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-08-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324884 168280

Événement :

En octobre 2014, un homme de 44 ans décède d'asphyxie par pendaison quelques heures après avoir reçu son congé de l'Hôpital de la Cité-de-la Santé, à Laval.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval :

- soumettre ce dossier au comité de l'évaluation de l'acte afin qu'il procède à l'analyse des actes médicaux dans la présente affaire en regard des normes fixées par l'Établissement et que son analyse et ses recommandations, s'il en est, soient transmises au comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Établissement, qui prendra les mesures nécessaires s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Avis/Dossier :	A-185256	169669
-----------------------	----------	--------

Événement :

En mars 2015, un homme de 30 ans souffrant de schizophrénie est découvert sans vie avec un sac de plastique sur la tête à son domicile, à Drummondville.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- s'assurer de mettre en contact le patient qui a son congé avec les intervenants qui vont assurer à leur tour son suivi dans la communauté; [1]
- transmettre les informations qui découlent de l'évaluation du risque suicidaire à tous les professionnels qui vont en assurer le suivi; [2]
- procède à l'évaluation de ce dossier et évalue la pertinence d'établir un protocole pour les congés temporaires. [3]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180736 170832

Événement :

En mai 2015, un homme de 67 ans s'enlève la vie deux jours après avoir reçu son congé de l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Recommandation :

Que le comité de la qualité de l'acte de l'Hôpital Sainte-Croix du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- étudie ce dossier et statue si l'évaluation clinique et la conduite médicale de la psychiatre étaient conformes aux normes et standards de pratique lorsqu'elle a évalué et libéré le patient le 30 mai 2015. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321630 166166

Événement :

En mai 2014, une femme de 24 ans souffrant de problèmes de santé mentale s'enlève la vie quelques jours après avoir consulté au Centre hospitalier de l'Université Laval.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- recommande d'examiner la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié cette patiente lors de la dernière évaluation au Centre hospitalier de l'Université Laval les 16 et 17 mai 2014, notamment l'évaluation du risque suicidaire et le suivi offert à court terme en externe au moment du congé. [1]

Que le Centre hospitalier de l'Université Laval et le Centre de prévention du suicide de Québec :

- revoient les ententes de collaboration et les procédures liées au programme d'intervention SILAR (service intégré de liaison, d'accompagnement et de

relance) et réfèrent systématiquement vers ce programme les patients qui se présentent au centre hospitalier à la suite d'une tentative de suicide ou aux prises avec des idées suicidaires.[2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre hospitalier de l'Université Laval
Centre de prévention du suicide de Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier de l'Université Laval

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de prévention du suicide de Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-10-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-325546	168019
-----------------------	----------	--------

Événement :

En octobre 2014, un homme de 33 ans décède d'un polytraumatisme après s'être jeté du haut du pont de la rivière Rimouski sur l'autoroute 20.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe une barrière anti-suicide sur chaque côté du pont de l'autoroute 20 qui enjambe la rivière Rimouski, et ceci sur toute sa longueur; [1]
- voie à l'installation, le plus rapidement possible et en attendant que les travaux soient concrétisés, de messages succincts, mais percutants conçus par l'Association québécoise de prévention du suicide afin de provoquer l'ambivalence chez les suicidaires présents sur le pont; [2]
- conçoive la structure des nouveaux ponts à construire avec une préoccupation que les personnes en détresse ne puissent pas s'en servir pour se suicider. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-318480	158627
----------------	----------	--------

Événement :

En septembre 2012, un homme de 35 ans se jette en bas du pont de Québec après avoir fugué d'une unité de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié le patient lors de sa dernière hospitalisation, en particulier les 3 et 4 septembre 2012, en rapport avec l'évaluation du risque suicidaire et la décision de le déplacer d'une unité à sécurité importante à une unité nettement plus ouverte, d'où il a fait une fugue le lendemain et s'est suicidé dans les minutes qui ont suivi. [1]

Que l'Hôtel-Dieu de Lévis du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- s'assure de revoir l'aménagement de l'unité de psychiatrie du 4e étage afin d'améliorer la sécurité de la clientèle. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324832 167437

Événement :

En août 2014, un homme de 30 ans se suicide par pendaison à son domicile, à Boisbriand.

Recommandations :

Que le Centre local de services communautaires Thérèse-De Blainville :

- révise le mode d'intervention de son service de crise pour les personnes suicidaires notamment par un temps de réponse de moins de 24 hres, un suivi personnalisé, une meilleure connaissance des outils contenus dans la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui dont l'article 8 (1), des notes détaillées et écrites versées au dossier de toutes les interventions ou tentatives d'intervention ainsi que des communications ou rencontres avec le principal intéressé ou ses proches. [1]

Que l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec :

- révise la conduite de ses deux membres impliqués dans ce dossier en fonction des normes reconnues par cet Ordre et prene les mesures nécessaires s'il y a lieu. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre local de services communautaires Thérèse-De Blainville
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-03, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321823 166228

Événement :

En mai 2014, un homme de 30 ans incarcéré à l'Établissement de détention de Bate-Comeau est trouvé pendu dans sa cellule, par un agent des services correctionnels.

Recommandations :

Que le ministre de la Sécurité publique :

- établisse des règles pratiques communes à tous les établissements de détention portant sur les services de santé en regard de l'administration des médicaments et de l'organisation des services médicaux; [1]

- établisse les mesures nécessaires afin que les médecins désignés pour œuvrer dans leur établissement respectif :
 - aient ou développent des compétences particulières dans la thérapeutique impliquant des opioïdes;
 - soutiennent la mise en place des programmes nécessaires afin d'assurer la surveillance de l'administration des narcotiques;
 - puissent utiliser une procédure afin de substituer les timbres transdermiques de Fentanyl lorsque les détenus sont admis dans l'établissement de détention, compte tenu de l'environnement et des risques associés avec l'usage licite ou illicite de ce narcotique puissant (cette substitution pouvant se faire avec un analgésique d'efficacité équivalente administrée par voie orale. [2]

Que Santé Canada :

- reçoive une copie de ce rapport dans le cadre de la déclaration d'effets indésirables présumés dus à des produits de santé commercialisés au Canada. [3]

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- reçoive ce rapport afin de revoir et encourager des soins et services pharmaceutiques de qualité et les règlements et des normes de pratique d'administration des narcotiques en milieu carcéral en faisant des recommandations s'il y a lieu pour une pratique de qualité et sécuritaire. [4]

Que le Collège des médecins du Québec :

- reçoive ce rapport afin que soient prises en considération les questions relatives à l'exercice de la médecine dans les établissements de détention et fasse des suggestions ou des recommandations sur la façon dont les différents acteurs du milieu carcéral pourraient plus facilement travailler en concertation. [5]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- reçoive ce rapport afin que soient prises en considération les questions relatives à l'exercice de la profession d'infirmière dans les établissements de détention et fasse des suggestions ou des recommandations sur les conditions nécessaires relatives à un exercice de qualité et sécuritaire en milieu carcéral. [6]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord:

- reçoive ce rapport afin d'assurer la mise en place et le suivi d'un protocole en lien avec l'administration sécuritaire des opiacés auprès de la clientèle de l'établissement de détention, incluant l'inscription dans un registre, ceci dans le cadre des responsabilités qui lui sont confiées par l'Établissement de détention. [7]

Organisations/personnes visées :

Ministre de la Sécurité publique
Santé Canada
Ordre des pharmaciens du Québec
Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-01-25, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-01-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-01-13, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-11-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-183293 167475

Événement :

En septembre 2014, un homme de 41 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile, à Kuujuarapik. Il y a eu un délai de 38 minutes entre l'appel à l'aide et le transport de la victime au Centre local de services communautaires.

Recommandation :

Que l'Administration régionale Kativik :

- poursuive ses travaux, de concert avec le ministère de la Sécurité publique, pour relier la communauté à une centrale de répartition des appels d'urgence avec un numéro d'urgence unique à dix chiffres. [1]

Organisation/personne visée :

Administration régionale Kativik

Suivi de la recommandation :

Administration régionale Kativik

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-02-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180981 167405

Événement :

En août 2014, un homme de 34 ans incarcéré à l'Établissement de détention de Hull s'enlève la vie par pendaison dans sa cellule.

Recommendation :

Que l'Établissement de détention de Hull :

- révisé ce dossier et s'assure que les détenus présentant des troubles de comportement et une détresse psychologique évidente bénéficient d'une surveillance accrue et soient dirigés promptement vers les services de santé de l'établissement. [1]

Organisation/personne visée :

Établissement de détention de Hull

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-184180 170371

Évènement :

En avril 2015, un ex-militaire de 27 ans s'enlève la vie par pendaison dans un boisé, à Ragueneau.

Recommendations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- soumettre ce dossier au comité de l'évaluation de l'acte médical afin qu'il procède à l'analyse des actes médicaux en regard des normes établies et que son analyse et ses recommandations, s'il en est, soient transmises au comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement, qui prendra les mesures nécessaires le cas échéant. [1]

Que le ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes :

- analyse et étude ce dossier eu égard à la problématique et à la politique des Forces canadiennes quant au suicide des membres ou ex-membres des Forces canadiennes qui sont revenus des missions à l'étranger en vue d'améliorer ou de parfaire les services donnés aux membres ou ex-membres qui sont aux prises avec des difficultés au retour de mission. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord
Ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-318362 167753

Événement :

En septembre 2014, une femme de 22 ans se suicide par pendaison à son domicile alors qu'elle est en congé temporaire de l'Hôpital psychiatrique de Malartic.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, le Centre de prévention du suicide de la Vallée-de-l'Or et le Centre de prévention du suicide de Malartic :

- mettent en place une entente de collaboration afin que les patients ayant eu des propos suicidaires au cours de leur hospitalisation ou ayant été hospitalisé suite à des propos suicidaires ainsi que leur famille puissent bénéficier d'un soutien adéquat lors des congés temporaires ou sortie de l'hôpital. Ceci aux fins d'effectuer un suivi sécuritaire des patients vulnérables et tout en permettant une meilleure continuité des soins et des services lors des congés temporaires ou suite à leur sortie de l'hôpital. L'accompagnement et le support du patient et de ses proches offerts par les centres de prévention du suicide permettraient de mieux outiller le patient et ses proches dans le but de prévenir le suicide. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Centre de prévention du suicide de la Vallée-de-l'Or
Centre de prévention du suicide de Malartic

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de prévention du suicide de la Vallée-de-l'Or

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de prévention du suicide de Malartic

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-183273 167052

Événement :

En juillet 2014, un homme de 85 ans souffrant de dépression et d'anxiété décède par automutilation à l'arme blanche à son domicile, à Québec.

Recommandation :

Que l'Hôpital du Saint-Sacrement :

- porte une attention particulière, lors de la révision de son évaluation de la dangerosité du passage à l'acte suicidaire, à la situation des patients pour qui l'origine des idées suicidaires découle d'un problème médical physique. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Saint-Sacrement

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325613 171149

Événement :

En juin 2015, un homme âgé de 48 ans décède d'un traumatisme abdomino-pelvien sévère après s'être couché sous les roues d'un wagon ferroviaire circulant derrière son domicile, à Rivière-du-Loup.

Recommandation :

Que le comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- se penche sur ce dossier afin de déterminer si les règles de l'art ont été suivies lors de la prestation des soins à la salle d'urgence en juin 2015. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324480 167456

Événement :

En août 2014, une femme de 25 ans s'enlève la vie par noyade dans le fleuve. Elle avait fait un séjour à la Maison Passages, une ressource d'hébergement et d'insertion pour femmes en difficultés.

Recommandations :

Que la Maison Passages :

- révise la procédure concernant les informations données aux proches qui téléphonent à la Maison Passages. [1]
- améliore la communication entre les intervenants de la Maison Passages et ceux oeuvrant à l'extérieur, tels les médecins, les travailleurs sociaux et autres.[2]

Organisation/personne visée :

Maison Passages

Suivi des recommandations :

Maison Passages

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-01-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325605 170751

Événement :

En mai 2015, un homme âgé de 71 ans s'enlève la vie par pendaison à son domicile, à Témiscouata-sur-le-Lac.

Recommandation :

Que la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- se penche sur ce dossier afin d'évaluer si les délais d'envoi de demande d'accès aux services et du traitement de cette demande ensuite par le CLSC du Témiscouata étaient justifiés et le cas échéant, si les mécanismes d'accès ne devraient pas être revus pour qu'ils soient nettement réduits. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181850 165997

Événement :

En mai 2014, une femme de 26 ans décède volontairement par asphyxie, à Rivière-Beaudette.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- prenne les moyens nécessaires afin d'éviter qu'un patient, sous sa supervision, ne puisse faire des fugues et des intoxications à répétition. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Homicides

Avis/Dossier : A-324106 166933

Événement :

En juillet 2014, un homme âgé de 29 ans décède d'un traumatisme thoracique causé par le passage d'un projectile d'arme à feu lors d'une intervention policière, à Inukjuak.

Recommandation :

Que la Direction de la sécurité publique de la Regional Police Force Kativik :

- fournisse à tous les policiers oeuvrant sur le terrain des équipements de premiers soins adaptés, tels garrots et pansements, et prenne des mesures afin que ceux-ci reçoivent la formation appropriée. [1]

Organisation/personne visée :

Regional Police Force Kativik

Suivi de la recommandation :

Regional Police Force Kativik

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322923 164927

Événement :

Une enquête publique est demandée à la suite du décès d'un homme de 41 ans, en février 2014, lors d'une intervention policière sur la rue Berri, à Montréal.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère de la Sécurité publique :

- revoient la formation au cégep et à l'École nationale de police du Québec pour les policiers afin qu'ils reçoivent une bonne formation en matière de santé mentale et sur la façon d'intervenir auprès des personnes ayant des problèmes de santé mentale. [1]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- établisse des normes et des règles pour prévoir une formation continue obligatoire des policiers pour qu'ils soient toujours au meilleur de leur capacité physique et intellectuelle; [2]
- alloue à l'École nationale de police du Québec les budgets et les ressources nécessaires afin de réaliser des recherches et des études sur toutes les catégories d'armes intermédiaires existantes; [3]
- diffuse les résultats de ces recherches auprès de tous les corps policiers du Québec. [4]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- solutionne la problématique de la transmission de renseignements médicaux entre les établissements de l'île de Montréal en ce qui concerne les personnes souffrant de maladie mentale ou itinérantes; [5]
- favorise la mise sur pied d'une clinique médicale urbaine pour traiter les personnes itinérantes et celles souffrant de maladie mentale et lui alloue les budgets et l'effectif médical nécessaires afin de leur donner tous les services de première ligne; [6]

- prévoit un mécanisme pour que cette clinique obtienne automatiquement tous les renseignements médicaux pour cette clientèle cible de l'île de Montréal; [7]

- alloue les budgets et les effectifs médicaux nécessaires à l'implantation du PRISM (Projet de réaffiliation en itinérance et santé mentale) dans tous les centres d'aide aux itinérants de l'île de Montréal; [8]augmente les effectifs provenant du milieu de la santé et qui travaillent au sein des équipes de soutien aux urgences psychosociales (ESUP) et accorde les budgets nécessaires afin d'augmenter le nombre d'ESUP. [9]

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- augmente le nombre de pistolets à impulsion électrique spécialement au centre-ville et fait en sorte qu'au moins un policier par auto-patrouille en soit équipé; [10]
- augmente l'effectif des équipes mixtes de soutien aux urgences psychosociales sur tout le territoire et dans tous les quarts de travail; [11]
- augmente le nombre de policiers formés en réponse en intervention de crise (RIC) afin d'atteindre un ratio d'un policier formé en RIC par auto-patrouille; [12]
- maintient et améliore les formations simulées en s'efforçant de reproduire un haut niveau de stress chez les policiers pour qu'ils acquièrent des habiletés à travailler lors de leurs interventions en situation de stress. [13]

Que la Ville de Montréal :

- prenne le leadership sur son territoire en matière de lutte contre l'itinérance et confie au Protecteur des itinérants le mandat de fédérer les efforts de tous les intervenants, autant du milieu communautaire que de celui de la santé.
[14]

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Service de police de la Ville de Montréal
Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 14, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Causes naturelles

Décès naturels

Avis/Dossier : A-321101 160911

Événement :

Un homme décède d'une pneumonie pour laquelle un traitement aux antibiotiques a débuté 7 jours après l'examen radiologique.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et les soins dont a bénéficié M. Gagnon à la suite de son scanner thoracique et abdominal; [1]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- considère doter les rapports d'examen d'un avertissement écrit visant à aider les cliniciens à repérer certains résultats inquiétants et à assurer un suivi rapide. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322663 164179

Événement :

Une femme dont l'état de santé est précaire fait des demandes répétées au Centre local de services communautaires de Saint-Jérôme afin d'obtenir les soins et l'aide requis par son état. La femme décède à son domicile sans qu'aucune équipe de crise ne se présente sur place pour constater son état de santé et son environnement.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- prenne les mesures nécessaires afin de s'assurer du suivi des demandes de services et voie si l'implantation d'une table multidisciplinaire ou d'un gestionnaire de cas permettrait de s'assurer de l'analyse, du traitement et du suivi des demandes. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-182938 168106

Événement :

Une femme de 60 ans décès d'une insuffisance myocardique aiguë à son domicile quelques heures après avoir consulté à l'urgence pour des douleurs thoraciques.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

- recommande au conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de Hull de s'assurer que les patients qui se présentent aux urgences avec des douleurs thoraciques soient évalués systématiquement avec des électrocardiogrammes sériés ainsi que des troponines sériés, sous monitoring cardiaque, et ceci même en présence d'un électrocardiogramme initial normal. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-05-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-183781 165355

Événement :

Une femme paraplégique décède d'un choc septique d'origine urinaire ou pulmonaire au Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière, en mars 2014.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- examine l'ensemble du dossier de cette femme lors de son séjour au Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière en février et mars 2014. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-29, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-327436	169285
-----------------------	----------	--------

Événement :

En janvier 2015, un ex-détenu de 40 ans décède d'une acidocétose diabétique alors qu'il n'a reçu aucun suivi médical pour son diabète insulinodépendant depuis qu'il a quitté le centre de détention, en octobre 2014.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- prenne connaissance de ce rapport et évalue la qualité des services offerts à cet homme par le Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke; [1]
- s'assure que le suivi médical des ex-détenus de l'Établissement de détention de Sherbrooke qui résident à Sherbrooke est à la hauteur des besoins. [2]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- s'assure que le personnel de l'Établissement de détention de Sherbrooke informe au préalable le service de santé du départ d'un détenu afin que le personnel de ce service soit en mesure d'organiser un suivi médical et/ou social lorsque requis et possible. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324551 165143

Événement :

En février 2014, un homme de 58 ans décède d'une hémorragie digestive haute à l'urgence de l'Hôpital de Saint-Jérôme quelques heures après avoir y été transporté par ambulance et sans que ses signes vitaux aient été contrôlés.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- révisé ce cas, revoie la qualité des soins reçus et prene des mesures pour s'assurer que ce type d'événement ne se reproduise plus. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181705 166624

Événement :

En juin 2014, une femme de 53 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë à l'urgence de l'Hôpital de Granby.

Recommandations :

Que la direction des soins infirmiers de l'Hôpital de Granby :

- examine le dossier pour s'assurer que les actes, entre autres, le contrôle des signes vitaux lors d'une détérioration de l'état du patient, du personnel infirmier ont été posés conformément à l'enseignement reçu. [1]

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de Granby :

- revoie le protocole de triage afin d'élargir les indications (ex: en présence de diaphorèse) pour lesquelles l'infirmière peut prescrire un bilan (électrocardiogramme, radiographie, analyses sanguines, etc.) avant l'évaluation par le médecin. [2]
- analyse la possibilité d'utiliser l'index de choc comme paramètre calculable pour mieux outiller l'infirmière au triage afin qu'elle puisse reconnaître un état de choc précocement. [3]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- analyse les actes posés le 28 juin 2014 et fasse, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'il juge utiles en vue d'améliorer la qualité des soins. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-07-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-06-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-06-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-06-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-180961	165744
-----------------------	----------	--------

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une dissection de l'aorte thoracique à l'urgence du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- révise ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178897 163826

Événement :

Une femme de 46 ans décède d'embolies pulmonaires bilatérales massives à l'urgence de l'Hôpital Memorial de Wakefield, une semaine après y avoir consulté.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- révisé ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178488 167367

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une pneumonie aigüe trois semaines après avoir été découverte au sol de son appartement par le personnel de la résidence Domaine Cascade, à Shawinigan.

Recommandations :

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- édicte, pour ses membres, des règles applicables à la livraison des médicaments à domicile. [1]

Que la résidence Domaine Cascade du Groupe Chartwell-Québec :

- réitère à ses résidents l'importance de laisser la corde du bouton d'appel d'urgence au sol dans leur appartement; [2]
- discute avec ses résidents d'une façon de gérer les absences prolongées des résidents afin de leur apporter une plus grande sécurité. [3]

Organisations/personnes visées :

Ordre des pharmaciens du Québec
Groupe Chartwell-Québec

Suivi des recommandations :

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Groupe Chartwell-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-08-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-07-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-323698	166800
-----------------------	----------	--------

Événement :

En juillet 2014, un homme de 57 ans demeurant en ressource intermédiaire décède d'un pneumothorax sous tension provoqué par une dilatation excessive de l'estomac, à l'urgence du centre hospitalier régional de Rimouski.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- vérifie si les soins reçus à l'urgence du centre hospitalier régional de Rimouski le 8 juillet 2014 respectaient les règles de l'art.[1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324819 167247

Événement :

En août 2014, une femme de 91 ans décède d'une tamponnade cardiaque. Elle est trouvée au sol de son appartement à la résidence Les Jardins de Renoir, à Laval.

Recommandations :

Que la résidence Les Jardins de Renoir :

- développe une politique relative au consentement à la non-réanimation et au niveau de soins afin que son personnel puisse connaître l'information rapidement lorsque la question se pose, et que ceci soit aussi abordé à l'arrivée d'un résident chez elle, notamment si un tel formulaire existe ailleurs; [1]
- s'assure, en l'absence d'un consentement à la non-réanimation, que son personnel pratique des manœuvres de réanimation lorsqu'un résident est trouvé sans vie apparente, jusqu'à l'arrivée des premiers secours, et que son personnel soit formé ou connaisse les techniques de réanimation. [2]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- analyse la conduite de son membre dans la présente affaire en fonction des normes reconnues de pratique et prenne les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [3]

Organisations/personnes visées :

Les Jardins de Renoir

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Les Jardins de Renoir

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-12, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-318546 161545

Événement :

En mai 2013, un nourrisson de cinq semaines décède subitement à la résidence familiale après avoir présenté des épisodes d'apnée et de bradycardie lors d'hospitalisations précédentes.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- revoie les modalités liées au remplissage des formulaires de continuité de soins afin de s'assurer que tous les éléments cliniques pertinents sont notés (dans des champs obligatoires par exemple, voire inclus dans des formulaires informatisés), dans le but d'assurer une transmission de l'information optimale et un suivi sécuritaire, permettant ainsi une meilleure continuité des soins et des services; [1]
- considère transmettre une demande de services interétablissements ou de continuité de soins lors d'un congé temporaire lorsque la situation clinique s'y prête, dans le but d'assurer un suivi sécuritaire en particulier lorsque le contexte social et familial démontre des éléments de risques et de vulnérabilité. [2]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175109 169355

Événement :

En février 2015, une femme de 79 ans décède d'une insuffisance respiratoire aiguë au Centre d'hébergement Saint-Félicien, Édifice Foyer de la Paix, à Saint-Félicien.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement Saint-Félicien Édifice, Foyer de la Paix et ses pharmaciens :

- révisent et rendent plus sécuritaire le protocole actuel, et ce, afin d'éviter qu'une erreur semblable se reproduise. Par exemple:
 - o éliminer entre autres la transmission écrite à la main de la liste des médicaments avant la numérisation;
 - o prendre en considération la liste dactylographiée en provenance de la pharmacie commerciale du ou de la bénéficiaire;

- o s'assurer qu'une double vérification est faite par deux pharmaciens avant d'autoriser la numérisation;
- o s'il y a un doute raisonnable, prendre le téléphone et vérifier avec l'établissement concerné ou le médecin traitant à savoir si les ordonnances sont concordantes;
- o mettre en place toutes autres mesures de nature à rendre plus sécuritaire le protocole actuel qui, de toute évidence, peut mener à l'erreur. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement Saint-Félicien Édifice Foyer de la Paix

Suivi de la recommandation :

Centre d'hébergement Saint-Félicien Édifice Foyer de la Paix

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-181906	165100
-----------------------	----------	--------

Événement :

En janvier 2014, un homme de 31 ans décède des suites de complications secondaires à une pneumonie à l'Hôpital Charles-LeMoine, à Longueuil.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- procède à la révision des soins prodigués durant le séjour de cet homme à l'Hôpital Charles-LeMoine en janvier 2014. [1]

Que le Syndic du Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à cet homme durant son séjour à l'Hôpital Charles-LeMoine en janvier 2014. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre
Syndic du Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-24, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180443 161353

Événement :

En avril 2014, un homme de 98 ans décède des suites d'une maladie cardiaque, à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- assure à ses usagers une approche conforme aux principes directeurs d'intervention définis par son Règlement sur l'application des mesures de contrôle : contention et isolement; [1]
- rappelle à son personnel infirmier qu'avant d'appliquer une mesure de contrôle il doit évaluer rigoureusement les besoins immédiats du patient et vérifier qu'aucune mesure alternative ne peut être utilisée pour assurer sa sécurité ou celle d'autrui; [2]
- rappelle aux membres de son personnel infirmier qu'il faut informer le patient et solliciter sa collaboration avant de lui imposer des mesures de contention physique, même dans le cas d'une intervention non planifiée; [3]
- rappelle également l'importance de noter au dossier de l'usager tout plan de travail, toute mesure prise et quand il s'agit de contention physique de bien documenter le plan de travail à suivre par les divers intervenants; [4]voie à ce que les procédures établies en matière de contention physique et notamment en ce qui a trait à la surveillance des patients mis sous contention soient respectées dans son établissement. [5]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-322546	165714
-----------------------	----------	--------

Événement :

En avril 2014, un homme de 57 ans décède d'un infarctus du myocarde à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- confie à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux le mandat d'évaluer la pertinence de jumeler à l'épreuve d'effort la mesure des échanges gazeux respiratoires dans le but d'augmenter la sensibilité de l'épreuve d'effort. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- incite les cardiologues à associer aux résultats des épreuves d'effort un calcul de risque, Duke treadmill score ou autre, qui permette au médecin receveur de mieux évaluer le risque de maladie coronarienne qui persiste malgré une épreuve négative. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-13, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-09-08, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327481 169726

Événement :

En mars 2015, une femme de 61 ans décède d'un infarctus du myocarde à l'Hôpital Jean-Talon. Elle s'était présentée à l'urgence de deux hôpitaux pour des douleurs thoraciques sans que le diagnostic de syndrome coronarien soit fait.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- révisé ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-09-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-182851 167726

Événement :

En septembre 2014, une femme de 67 ans décède d'une arythmie létale alors qu'elle conduit son véhicule à l'intersection de la route 112 et de la rue Fréchette, à Chambly.

Recommandations :

Que le Centre d'appels d'urgence de Richelieu-Saint-Laurent :

- applique les recommandations formulées à la suite de ce décès par le chef de section; [1]
- s'assure que le programme informatique est révisé par leur fournisseur afin d'optimiser son fonctionnement de son programme et d'ainsi diminuer les risques d'erreur lors de la transmission d'informations concernant la localisation des véhicules de patrouille ou des différents lieux d'intervention. [2]

Que la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent :

- équipe les véhicules de patrouille de défibrillateurs, assure la formation du personnel et voie au bon fonctionnement du matériel. [3]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- demande aux services de police municipaux et aux régies intermunicipales d'évaluer l'avantage d'équiper les ou certains véhicules de patrouille de défibrillateurs, d'assurer la formation du personnel et de voir au bon fonctionnement du matériel. [4]

Organisations/personnes visées :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent
Ministère de la Sécurité publique
Centre d'appels d'urgence de Richelieu-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre d'appels d'urgence de Richelieu-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-315755 157795

Événement :

Une femme de 50 ans souffrant de déficience intellectuelle décède de septicémie de causes multiples associée à des plaies et à une pneumonie non traitées.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec :

- s'assure que les actes posés à l'Hôpital de Sainte-Agathe et à l'Hôpital de Saint-Jérôme, le médecin traitant et le Centre local de services communautaires de Saint-Jérôme ont été faits selon les règles de l'art. [1]

Organisation/personne visée :

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-10-06, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Avis/Dossier : A-324822 167341

Événement :

Une femme de 90 ans demeurant aux Résidences Soleil Manoir Laval est trouvée sans vie dans sa chambre. Aucune manœuvre n'est tentée par le personnel.

Recommandations :

- Que les Résidences Soleil :
- adoptent une directive indiquant au personnel soignant de pratiquer immédiatement des manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des premiers

secours lorsqu'un résident est trouvé sans vie apparente, sauf si le résident a signé un consentement à la non-réanimation; [1]

- dotent leurs établissements d'un moniteur défibrillateur automatique et que le personnel soignant reçoive la formation et l'utilise lors des manœuvres de réanimation. [2]

Organisation/personne visée :

Les Résidences Soleil

Suivi des recommandations :

Groupe Savoir

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-24, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-24, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Regroupement québécois des résidences pour aînés

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-11-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-184164	168801
-----------------------	----------	--------

Événement :

En décembre 2014, un enfant de 13 ans décède d'une bronchopneumonie au Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles après avoir été transféré du Centre de santé et de services sociaux de la Minganie.

Recommandations :

Que les Conseils des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord-Manicouagan et le Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles :

- étudient ce dossier afin d'analyser les actes médicaux posés et, qu'ils fassent s'il y a lieu, au conseil d'administration de leur établissement toutes les recommandations qu'ils jugent utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- étudie ce dossier et prenne des mesures, le cas échéant, en vue d'améliorer la qualité des soins aux patients et en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord-Manicouagan
Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-11-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-330800 172036

Événement :

En août 2015, un homme de 72 ans décède d'une hémorragie digestive haute ou de la gorge dans un contexte de coagulopathie et de suites post-opératoires lointaines d'un cancer de la gorge, à son domicile, à Québec.

Recommandation :

- Que le Comité des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier universitaire de Québec :
- évalue l'adéquation de la prise en charge médicale de ce patient en particulier en oto-rhino-laryngologie, en août 2015. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-08, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325335 168891

Événement :

Le 1er janvier 2015, une femme de 76 ans décède des complications d'une amyloïdose à l'Hôpital Fleury.

Recommandation :

Que l'Institut de Cardiologie de Montréal :

- procède à l'étude de ce dossier au sein de son comité de mortalité-morbidité. [1]

Organisation/personne visée :

Institut de Cardiologie de Montréal

Suivi de la recommandation :

Institut de Cardiologie de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-01-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-176601 166129

Événement :

En avril 2014, un homme âgé de 87 ans décès d'un infarctus silencieux du myocarde au Centre hospitalier de Hull.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie la prise en charge du patient, les 24 et 25 avril 2014, et que les correctifs soient apportés le cas échéant. [1]

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examinent la qualité de l'acte professionnel et de soins dont a bénéficié ce patient, les 24 et 25 avril 2014, notamment pendant le triage, l'évaluation et le suivi jusqu'à son décès. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324765 165807

Événement :

En juin 2013, une femme de 65 ans décède d'un désordre électrolytique associé à une insuffisance chronique à l'urgence de l'hôpital de la Cité de la Santé, à Laval.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval :

- dans son programme de formation et de mise à niveau de son personnel au triage de l'urgence, développe un échange de services avec son service d'hémodialyse afin que le personnel de triage et de la réévaluation à l'urgence puisse reconnaître les subtilités des complications pouvant survenir chez une personne atteinte d'insuffisance rénale. [1]

Que le Collège des médecins du Québec en collaboration avec les associations médicales concernées:

- évalue la pertinence d'informer les médecins travaillant dans les salles d'urgence de l'importance d'un dosage électrolytique et d'un électrocardiogramme pour un usager insuffisant rénal qui se présente à l'urgence. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-327500 169081

Événement :

En janvier 2015, une femme de 71 ans décède d'un infarctus du myocarde à la Résidence Place Lacordaire, à Montréal.

Recommandations :

Que la Résidence Place Lacordaire :

- établit une politique relative au consentement à la non-réanimation afin que son personnel puisse connaître rapidement la procédure à suivre en un tel cas; [1]
- s'assure, qu'en l'absence d'un consentement à la non-réanimation, que son personnel pratique des manœuvres de réanimation lorsqu'un résident est trouvé inanimé ou sans vie apparente jusqu'à l'arrivée des premiers secours; [2]
- forme ou fasse connaître à son personnel les techniques de réanimation. [3]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- analyse la conduite de son membre dans la présente affaire en fonction des normes reconnues et, s'il le juge approprié, prenne les mesures nécessaires. [4]

Organisations/personnes visées :

Résidence Place Lacordaire
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Résidence Place Lacordaire

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-184903 170979

Événement :

En juin 2015, un homme de 21 ans décède d'une arythmie sévère multifactorielle consécutivement à un exercice intense dans le cadre d'un demi-marathon, à Shawinigan.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à cet homme lors de la réanimation cardio-respiratoire le 7 juin 2015. [1]

Que le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- développe un guide spécifique pour les urgences médicales lors d'activités de course sur route et en assure la diffusion auprès des organisateurs de ce type d'activité afin qu'il soit appliqué en conformité avec sa mission d'assurer la sécurité et l'intégrité des personnes lors de la pratique d'activités récréatives et sportives. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-03-01, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-02-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.